

La prison pour des fleurs

Neuf mois d'emprisonnement ferme : comparé aux verdicts des grandes heures du stalinisme, celui qui a frappé, mardi 21 février, Václav Havel à Prague peut paraître dérisoire. Mais Havel n'est ni guérillero ni sâta brésilien. C'est un Tchécoslovaque de cinquante-deux ans, auteur dramatique réputé, défenseur des droits de l'homme au sein d'une organisation qui a, depuis longtemps, acquis ses lettres de noblesse, la Charta 77. Un homme que des dirigeants occidentaux, comme M. Mitterrand se font un devoir de rencontrer lorsqu'ils vont à Prague. Depuis mardi, Havel est surtout le premier condamné politique de l'après-Vienne : le verdict de Prague a soudain éclairé d'une lumière dérisoire ce superbe document final de la CSCE et ses clauses « humanitaires » que la Tchécoslovaquie, en Etat européen civilisé, s'était engagée à respecter.

En pleine ère Gorbatchev, au moment où André Sakharov est plébiscité pour sa présence aux élections parlementaires, au moment où Lech Wałęsa négocie l'avenir de son pays avec le pouvoir polonois, les protestations pleuvent. L'arrestation de Havel, encore servie par les cinquante autres accusés des manifestations de janvier. Comme Havel, leur crime est d'avoir voulu déposer des fleurs au pied de la statue de la place Venceslas à Prague, pour le cinquantième anniversaire du régime communiste.

Les dérapages de ces procès en dit long sur la volonté de « démocratisation » des autorités tchécoslovaques : un témoin à charge a fini par reconnaître qu'il ne se trouvait pas place Venceslas le jour de l'arrestation de Havel, et la mère d'un autre accusé, Otakar Vavricka, a été expulsée de l'audience pour avoir crié : « Quant aux observateurs étrangers dépêchés sur place par divers organismes de défense des droits de l'homme, ils en ont été pour leurs frais : tout au plus auront-ils pu constater que les autorités tchécoslovaques ne respectent pas le principe du procès public ». Les mêmes autorités venant de fournir à quelques diplomates occidentaux des assurances sur la libération de Havel.

Ses dérapages de ces procès en dit long sur la volonté de « démocratisation » des autorités tchécoslovaques : un témoin à charge a fini par reconnaître qu'il ne se trouvait pas place Venceslas le jour de l'arrestation de Havel, et la mère d'un autre accusé, Otakar Vavricka, a été expulsée de l'audience pour avoir crié : « Quant aux observateurs étrangers dépêchés sur place par divers organismes de défense des droits de l'homme, ils en ont été pour leurs frais : tout au plus auront-ils pu constater que les autorités tchécoslovaques ne respectent pas le principe du procès public ». Les mêmes autorités venant de fournir à quelques diplomates occidentaux des assurances sur la libération de Havel.

(Lire également page 3 : les droits de l'homme en Roumanie devant le Parlement européen.)

M 0147 - 0223 0 - 4,50 F
3790147004500 02230

Présenté au conseil des ministres par M. Rocard

Le projet de rénovation du service public prévoit une formation renforcée des responsables

M. Michel Rocard a présenté, mercredi 22 février, au conseil des ministres, une longue communication sur la rénovation du secteur public. Le premier ministre envisage d'introduire des changements dans les habitudes et les façons de travailler des fonctionnaires et des agents du service public : renforcement du dialogue social, décentralisation des responsabilités, formation professionnelle et recyclage systématique avec une attention particulière portée aux fonctions de commandement.

La rénovation du service public est une des grandes idées de M. Michel Rocard, beaucoup plus imaginatif en ce domaine que celui de l'économie. C'est dire que le premier ministre, qui a exposé un vaste plan de trente mois, mercredi, aux membres du gouvernement, a des idées très précises en tête quand il avance des orientations qui paraîtront bien générales : formation profes-



PANCHO

sionnelle, décentralisation des décisions, mobilité, souci de l'usage, projet d'entreprise.

C'est que le maire de Conflans-Sainte-Honorine sait que, pour sortir le secteur public de sa grisaille et parfois de sa médiocrité, la règle d'or est d'abord de ne pas inquiéter, et ensuite de donner à la négociation une place essentielle dans la prise des décisions.

Les choses vont donc aller lentement, mais elles peuvent aboutir à des résultats concrets d'ici un ou deux ans. Que cherche donc le premier ministre ? Quand on lui parle de tous les manquements du service public, M. Rocard a d'abord un réflexe de défense des agents de l'Etat.

ALAIN VERNHOLES.
(Lire la suite page 31.)

L'interminable lutte pour le pouvoir à Téhéran

L'arrière-plan iranien de l'affaire Rushdie

Les relations entre l'Europe occidentale et l'Iran se sont encore tendues, mardi 21 février, après le dernier en date des épisodes de l'affaire Rushdie, à savoir le rappel des ambassadeurs iraniens dans la CEE. A Paris, M. Mitterrand a dénoncé le « dogmatisme » et la « violence » comme « mal absolu ».

TEHÉRAN
de notre envoyé spécial

Les cérémonies pour le dixième anniversaire de la révolution islamique se sont déroulées dans une relative indifférence populaire, malgré les efforts des autorités. En fait, le peuple n'a pratiquement pas participé aux festivités, et a fait preuve, tout au long des dix journées de la « décennie du Fajr », d'une apathie teintée de lassitude.

Certes, la grande manifestation de masse qui, le 11 février, a réuni, sur la place Azadi, plu-

sieurs centaines de milliers d'Iraniens, a été imposante. Elle a cependant manqué totalement de spontanéité — les participants avaient été amenés sur place à bord d'autobus mis à leur disposition par les comités islamiques de quartiers — et de la ferveur populaire qui, il y a dix ans, avait porté au pouvoir l'imam Khomeiny.

En butte à de multiples difficultés quotidiennes, le peuple iranien n'est plus disposé à accepter les sacrifices qui ont été jusqu'à présent consentis par nationalisme ; il attend, de la part des dirigeants, des mesures destinées à remédier à la dégradation constante de son niveau de vie. D'où les nombreuses références faites par les officiels, dans leurs discours, à la « décennie de la reconstruction » dans laquelle, selon M. Rafsanjani, l'Iran vient de s'engager.

Le mécontentement est toutefois diffus, non organisé, et ne menace en aucune manière le pouvoir, qui, grâce à l'armée, aux pasdaran et aux nombreux

moyens de répression dont il dispose, ne craint aucun bouleversement intérieur. Dix ans après la révolution, la République islamique est solidement installée et a toutes les apparences extérieures d'un Etat centralisé et stable.

Force est cependant de constater que les dirigeants islamiques sont toujours profondément divisés sur les problèmes fondamentaux de l'économie et de la politique. En réalité, il n'existe pas un appareil d'Etat unique, mais plusieurs centres de pouvoir concurrents dont le comportement anarchique a fini par créer une crise institutionnelle qui paralyse le pays. Pour reprendre la formule d'un intellectuel proche du régime : « Nous sommes dirigés par un gouvernement divisé en plusieurs tendances qui font exactement ce qu'elles veulent sans qu'il y ait un système de coordination efficace ».

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 2
ainsi qu'un entretien
avec M. Claude Durand,
PDG des Editions Fayard.)

Nominations au Conseil constitutionnel

MM. Jean Cabannes, Maurice Faure et Jacques Robert remplacent
MM. Robert Lecourt, Georges Vedel et Louis Joxe.
PAGE 8

Société générale : l'armistice

L'attaquant principal de la banque privatisée,
M. Georges Pébereau, accepterait de se retirer du jeu.
PAGE 30

Trio européen pour TDF 1

MM. Bouygues, Berlusconi et Kirch (RFA)
font alliance pour cinq chaînes
PAGE 22

L'ENQUÊTE :

Douaniers sans frontières

PAGE 29

Le Monde

CAMPUS

■ Les universités s'adaptent aux handicapés. ■ Les IUT rêvent d'un deuxième cycle.
Pages 13 et 14

Le sommaire complet se trouve page 36

Lyon : un maire et sa ville

Francisque le Bel

Elu conseiller municipal de Lyon en 1959, maire depuis 1976, M. Collomb sollicite un troisième mandat. A soixante-dix-huit ans, « Francisque le Bel » n'entend pas céder la place : « Que les dauphins dauphinois, dit-il, moi je n'ai pas fini mon travail. »

LYON
de notre envoyé spécial

Francisque le Bel ou l'art si peu hugolien d'être grand-maire. Il faut toujours se référer aux bons auteurs pour savoir qui fut qui. Précisément Frédéric Dard, qui était son ami et le reste, en écrit de bien bonnes sur le compte de l'anonyme et suave Francisque Collomb, sénateur à peine centriste du Rhône et maire si peu apolitique de Lyon.

Dans une préface au seul livre jamais consacré à cet échevin couleur de traboucle et qui n'en demandait pas tant (1), le père Dard fait référence à ce qu'il faut bien appeler l'affaire de la rue Calas. Une drôlerie et tendre histoire de compagnons en

goguettes « dans les brumes croissantes » au sortir de la guerre. Frédéric Dard « maître à déconner d'une fine équipe d'arsouilles », et Francisque Collomb, à l'époque « beau ténébreux qui fait grimper les demoiselles aux rideaux de la salle de bal », étaient voisins. C'est dire que le beau Francisque, déjà marié et donc rangé, forcément rangé, ne perdait pas une miette des aventures picaresques de cette fine équipe, via le Café des Fédérations et autres lieux de mises en train gastronomiques.

Bien plus, le préfacier raconte comment le futur maire « avec sa frime de jeune premier » filait le train à la patrouille loufoque, « faux chaperon mais vrai public », sachant bien qu'avec eux il allait toujours se passer quelque chose dans Lyon.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite
et l'article de JEAN-LOUIS SAUX,
« Charles Heru dans son royaume de Villeurbanne », page 5.)

(1) Entretiens avec Francisque Collomb, Jean Babin, Editions Horvath, 1988, 190 pages.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Mort d'un commis voyageur », de Volker Schlöndorff

Les victimes du rêve américain

L'intelligente transposition d'une pièce de théâtre d'Arthur Miller. Une composition étonnante, bouleversante, de Dustin Hoffman.

- Châtenay : « Je suis le seigneur du château », de Régis Wargnier.
- Le 39^e Festival de Berlin.
- Architecture : La Couronne, de la barre Debussy au quartier de l'Orme-Saint.

Pages 15 à 17

Immobilier : Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 26 à 28.

MICHÈLE BARZACH

LE PARAVENT DES EGOÏSMES



EDITIONS
ODILE JACOB

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

ISBN 2-7381-0049-X 100 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 12 kr. ; Espagne, 150 pes. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 F. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الأصل

Politique

La préparation des élections municipales

Partage du Rhône

L'un et l'autre ont conquis leur mairie, à quelques mois d'intervalle, vers la fin des années 70. Le fils de gendarme, Charles Hernu, achevait en 1977 une tournée d'inspection des villes gagnaient par la gauche. L'ancien petit berger, Francisque Colomb, avait simplement eu la bonne idée, en 1959, de refuser la troisième place sur une liste de droite qui ne devait compter que douze élus. Il fut ainsi le douzième avant de devenir, en 1976, le premier.

Tout aurait dû les séparer. Le maire de Lyon, Francisque Colomb, s'est juré de ne pas prendre le TGV aussi longtemps que François Mitterrand serait au pouvoir. Dans le sillage de François Mitterrand, le maire de Villeurbanne, Charles Hernu, a dû se contenter de tous les parcours du combattant, de

tous les grands voyages de la gauche. Mais ces deux grands fédéraux — plus malins qu'on ne le croit — ont su l'habileté de pactiser autour d'une table, aussi souvent que nécessaire, et de signer d'un coup de fourchette ces fameux « accords Yalta » qui repartissent les zones d'influence au sein de l'agglomération lyonnaise. A moi, le ville-centre ! A moi, la gauche ! Et garçons-nous de nos propres amis... Après douze ans d'âge, l'alliance est devenue quelque peu encombrante ; elle traîne l'arrière

d'une génération de quadragénaires, symbolisée par Michel Noir pour le RPR, Jean-Jack Queyranne pour le PS et quelques autres.

Demier d'une lignée de maires commencée en 1905, Francisque de Lyon résiste depuis des lustres à toutes les méchancetés que l'on peut rapporter sur lui. Il ne sait pas parler, mais il écoute. N'est-ce pas son propre ami d'enfance, l'ancien président du conseil régional Rhône-Alpes, Charles Béraudier, qui dessinait ce constat, quelques mois avant sa

mort, dans un entretien à Lyon-Libération : « Lyon a toujours eu le maire qui convenait. Edouard Herriot était un très grand maire ; Louis Pradel était un très bon maire ; aujourd'hui, ce n'est ni un grand ni un très bon maire : Francisque Colomb est un très bon gestionnaire. »

Boudé par quelques-uns de ses anciens amis, Charles de Villeurbanne gère patiemment, depuis qu'il a beau milieu de l'affaire Grémpeaux, il y a quatre ans, il a dû débarquer du gouvernement. Seul maître à bord après Dieu, il a la main sur tout. C'est lui qui choisit, et tant pis pour les autres. Comme l'affirme l'un de ses actuels opposants, d'un air admiratif : « Il a le sens du territoire. »

J.-L. S.

Francisque le Bel à Lyon



(Suite de la première page.)

Et certes, il s'en passait. De belles, de celles qu'on ne devrait pas rapporter aux élections quand leur maire, à soixante-dix-huit ans, s'est mis en tête de remplir comme un jeune homme.

Il s'en passait de drôles, même, ces baignades nocturnes et prophétiques dans la fontaine Bartholdi, place des Terreaux, sous la mairie, la remorque décollée en droite, du dernier tramway de Perrache. Ou les plaques de rues s'écroulées et lancées dans les fenêtres d'exquises lupanars, afin, dit Frédéric Dard, « que ces maisons closes le fussent un peu moins ».

Un futur maire qui brava aussi la maréchaussée et l'ordre public, et qui, tout à son dépit d'ami, ne renia rien d'être jeune homme, même, ne s'aurait être fondamentalement mauvais. Même s'il faut lui tempérer le discours et dire combien cet équilibre enclavé en son hôtel de ville, comme d'ailleurs en son appartement, est dû à une main de fer, mais douce, de la cuisine locale. Sans date de péremption évidente.

Car il s'y avait sans doute qu'une semblable ville pour s'offrir un pareil maire. Et se le garder ainsi, tout frais, portant bien en ce délicieux féria d'un hôtel de ville Louis XIV mené-Napoleon III, dans une douceurs profusion de velours, de soies et d'or. Si Francisque Colomb n'existait pas, Lyon l'aurait inventé. D'ailleurs, elle l'a inventé, cette ville, qui, n'adorant rien tant qu'à se croire capitale des Gaules, se plait à user de ses maires, à vie, comme s'ils étaient des papes.

Maire un jour, maire pour toujours. Edouard Herriot, le président, donc pour les intimes, un bon dompteur, Champagnat regard et souverain absolu, entre radicalisme, mère Brazier et autres lieux, comment dire, « exquises ». Louis Pradel, Zizi pour les intimes, camps et bêtises à long terme, et à bien, vingt ans pratiquement, que seule la mort l'empêche, affirmant ses détracteurs, de transformer encore le Rhône en autoroute du Sud. Et Francisque Colomb, qui n'a pas de surnom, sinon celui d'élémentaire de « la Francisque », s'est installé dans le fauteuil depuis douze ans et y a, le faut-il dire, l'expression cavalière d'un de ses proches, M. André Soulier, le « cul parfaitement vissé ».

Quand on est bien portant...

Premier thème donc, celui d'un monarque municipal, mais, tout à son « j'y suis, j'y reste », sauf l'imprévisible accident de santé. Mais Francisque Colomb a la santé et tient à la dire dans une formule que M. Prudhomme n'aurait point désavouée : « Quand on est bien portant, on n'est pas malade. Et d'ailleurs, je n'ai point envie de mourir. » C'est ce concept, en effet, et d'autres le disent autrement, André Soulier encore : « Il faut prendre les hommes comme ils sont. C'est un constat, hors du commun. Il sait qu'il est, comment il est. Il n'a pas d'état d'âme, une santé et puis, sur la question humaine, personnelle, il sait y faire. Les gens le voient. Bon d'accord, c'est pas Cléon, hein ? Mais du bout d'un doigt, ils se disent : « Mais il est comme nous, ce type. » Et cela leur convient. »

Certes, Francisque Colomb n'est pas Cléon. Et pas même Démocrite avant les cailloux, orateur vite enghé dans le piège du verbe, entre timidité et colère, car elles sont

famille, les colères de Francisque avec qui, selon la formule d'un proche, « on s'engueule, on s'embrasse ». Cette vieille fâcherie avec l'art oratoire, qui ridiculise ou fascine, selon l'option qu'on veut bien prendre, n'a pas échappé à Frédéric Dard qui la contourne d'une très jolie formule : « Tu ne ressembles pas aux autres politiciens, Francisque. Avec toi, jamais de blabla obscurs. Car tu n'es pas un homme de mots. Seulement un homme de parole. »

L'homme de parole, l'homme à paroles, en effet, autre thème avancé par tous ceux, et ils sont nombreux encore, qui voient en Francisque Colomb rien moins que le plus grand démissionnaire de ce monde, cet homme qui joint de « la confiance de ses banquiers et de ses administrés ». Ni gloire ni parais, n'était son allure de patriarche de soap-opéra, simplement un homme tête, obéissant, complètement tendu vers son objectif qui n'est point tant de régner sans partage, mais au contraire de partager pour régner.

Car s'il est un trait de caractère que tous et chacun s'accordent à reconnaître à ce maire ad eternam, c'est sa capacité partagée, son

souci absolu de déléguer absolument. La tactique vaut pour Lyon, comme elle vaut pour la communauté urbaine. Déléguer pour durer, l'idée toute simple, fait son chemin pour devenir ce système que lui, mis à part Michel Noir — « le grand fifrelle », dit le maire vaguement en colère — n'aurait idée de contester, puisqu'il arrange tout le monde. Déléguer et régner, avec un matras sans de partage. Et pour le reste, comme dit Francisque Colomb, « que les dauphins dauphinent, moi je n'ai pas fini mon travail. Je ne veux pas laisser ma ville en miettes ». Et il ne le dit pas mais le pense très fort, pas laisser Lyon au RPR.

En somme, ce mode mon et suave de gouvernement local, l'art de saucissonner la quinquennale municipale serait complètement tromper pour qui ignorerait encore qu'un tel plat peut être fait aussi de bonnet. C'est-à-dire de préférence. Et il y a du prédateur, affable et souriant, certes, mais prédateur tout de même, chez Francisque Colomb, tout à l'orgueil légitime d'une réussite sociale et politique qui n'est rien moins qu'évidente.

A osé, on dira qu'il l'a joué fine le Francisque, jeune ambitieux et vieux malin, dans sa carrière

d'homme qui s'est fait seul — avec l'aide de quelques solides autres carismatiques — pour arriver ainsi aux honneurs lyonnais. Un nouveau titre, à l'exception d'une vie dans la sabbat d'un homme tiré, poussé par ses pairs — ou effrayant de l'être — goûtant à pleines dents du pouvoir, banquetant délectablement à la table politique, comme un repas sans fin ni lassitude chez Nandron, le repaire préféré.

« Ventre jaune »

Lyon, lorsqu'il s'est agi de remplacer « Zizi » Pradel, mort en 1976 à quelques mois des élections municipales, n'aurait probablement pas imaginé que Francisque Colomb soit devenu maire. Francisque Colomb, lui, l'imaginerait fort bien — ou d'autre pour lui — et il y réussit au terme d'une assez somptueuse série de grandes manœuvres de couloir, où les « cadors » locaux, Joannès Ambre, Charles Béraudier, André Soulier, Napoléon Bullockian et quelques autres, surent défaire le précédent légitime Jacques Soustelle et « fabriquer » Francisque Colomb. Avec peut-être chez plusieurs l'idée non avouée, car non avouable, d'ins-

taller ainsi un « intérimaire » selon un mot féroce du journaliste lyonnais Pierre Ménardol (2), expert en ces obscures et subtiles lyonnaises, entre la franc-maçonnerie et la Colline catholique.

Lyon se souvient encore de cette bataille d'épithètes, quand les prédictions volaient bas. A Jacques Soustelle qui l'avait bombardé précédemment d'un définitif « maire intérimaire », Francisque Colomb répliqua : « déposé provisoire ». Et c'est Francisque qui avait raison. Probablement parce qu'il ne doutait de rien, qu'il n'était point homme à douter, dans sa résolution de réussite.

Une maladie qui l'avait pris tout petit, enfant pauvre d'une pauvre famille du Bugey, « ventre jaune » monté à l'assaut de Lyon comme d'une capitale. Elle est belle on dirait, et éblouissante, cette histoire d'un gamin de l'Ain, enfant de cœur saisi par l'ambition et par l'histoire à l'époque par un autre Rastignac de Saint-Rambert-en-Bugey, le délectable Charles Béraudier.

L'histoire a été racontée, mille et mille fois, ici (« Le Monde Rhône-Alpes » du 18 septembre 1986) et ailleurs : la montée sur Lyon en 1927 sur un tas-sad de moto du jeune Colomb, le travail dans la

jourée chez le père Guy, un miroir plutôt pignre et le soir les cours par correspondance à l'Ecole universelle. Et puis l'ascension à force de courage et d'horaires, l'emploi pendant dix-huit ans dans une entreprise des Roches-de-Condrieu, la petite boutique de journaux en perdution à Décines, devenue en quatre ans une bonne affaire. Et le rachat, en 1945, d'une entreprise Chimico-ler, sorte de canard boiteux, qu'en dix ans de travail « jours et nuits », Francisque Colomb reconstruisait.

« Vous savez, quand j'ai quelque chose dans la tête... » Voilà ce qu'il disait et dit encore, l'industriel entré en politique, on en appolique, à la demande de Charles Béraudier en 1959. « Il faut que tu viennes sur ma liste. On a besoin d'un industriel », lui dira le déjà célèbre « Bébé ». Et ce que Charles voulait : la liste de Béraudier est en réalité celle de Jacques Soustelle, adversaire de Louis Pradel. Francisque Colomb, douzième de liste — car sa femme superstitieuse s'était absolument opposée à ce qu'il accepte la treizième place proposée — est élu, dernier élu.

Début d'une autre aventure, avec son lot de légendes, les vœux prêts aux mourants, un premier adjoint qui, à l'époque, suggère de confier à Francisque sa succession à la construction du marché-gare. Et Louis Pradel, le potentat qui, avant de mourir, aurait soufflé à ses proches : « Heureusement qu'il y a Francisque. »

Le clan

Assez vraisemblables pour être devenues vraies, avec le temps, ces anecdotes masquent en réalité, dernier thème et dernière cité d'une réussite doucereuse, l'obstination ténue d'un clan, la mise en place parfaitement coordonnée d'une équipe de grande envergure, ce système Colomb, dont on ne sait si son chef le pensa ou le subit avec l'acquiescement de ce qu'il accepte couronner. Le clan était bien là, galerie superbe de personnages. Deux avocats — Joannès Ambre, l'ancien greffier, et André Soulier, socialiste repenti — Charles Béraudier, l'incontournable M. Bébé, et Henri Bailly, sorte de Père Joseph nourri à la mamelle politique des renseignements généraux. Bref, une fine équipe, experte en toutes manœuvres, une coalition de grands fédéraux suffisamment malins pour se partager le pouvoir et la ville.

Le temps, la mort ont défilé ce bel assemblage. Joannès Ambre, qui imaginait Lyon, le premier, d'un infarctus, pris congé le 21 août 1984. Charles Béraudier, qui n'avait, selon le maire de Lyon, son grand ami, point son égal « pour accomplir les sautes électorales », n'a pas survécu à son deuxième infarctus, le 16 octobre 1988. André Soulier, premier adjoint, a boudé, un instant, ou fait semblant d'y a six mois, avant de revenir promptement soutenir quotidiennement le maire. Et Henri Bailly, dans son bureau d'attaché parlementaire du sénateur Colomb, continue à filer la soie et tisser ses toiles.

Et puis, sans doute par crainte de la solitude, par peur d'être seul maître à bord, Francisque Colomb — où là encore ses proches — a trouvé le moyen de n'être plus si démuné l'âge venu. Il avait soutenu Raymond Barre, bravement et sans la moindre hésitation. Raymond Barre le soutient dans cette campagne, bravement et sans la moindre réserve.

Cela se fait entre gens de bonne compagnie. Que les dauphins dauphinent, dirait le maire de Lyon. Avant de murmurer, vachard, à l'intention de Michel Noir : « Me mettre dehors, cela ne plait pas aux Lyonnais. Et il ne faut pas toiser les gens de toute sa hauteur, surtout quand l'on est grand. »

PIERRE GEORGES.

(2) Lyon, le sang et l'argent, Pierre Ménardol, Editions Alain Moreau, 1978, 350 pages.

M. Charles Hernu, en son royaume de Villeurbanne

VILLEURBANNE de notre bureau régional

Question noire sur fond vert : « Hernu, qu'est-ce que tu fais de l'ASVEL ? » Répété, à bonne hauteur, sur tous les murs de la ville, le coup n'est pas très franc. L'ASVEL, à Villeurbanne, ce n'est pas qu'un club de basket, c'est un peu comme les Verts à Saint-Etienne ou l'OM de M. Bernard Tapie à Marseille. Or, jusqu'à ces derniers jours, l'ASVEL commençait à plonger dans les profondeurs du classement, quatre mois seulement après que le maire de la cité, Charles Hernu, en ait pris la présidence.

Questions rouges sur fond trouble : « Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a quitté Hernu. Pourquoi ? » Bernard Rivolta, président du groupe socialiste au conseil général, a quitté Hernu. Pourquoi ? Suivent quelques autres noms, ceux d'adjoints au maire sortant, qui ne repartiront pas cette fois derrière Charles Hernu, et toujours cette question : « Pourquoi ? »

« La droite mène une campagne de coït », s'indigne le secrétaire de la section socialiste de Villeurbanne, M. Jean-Paul Bret. Devenu inattaquable dans sa ville sur l'affaire Grémpeaux, qui lui vult à la fois de quitter le gouvernement et de rentrer en triomphe à Villeurbanne, l'ancien ministre de la défense est, en effet, davantage contesté pour ses méthodes, voire pour son penchant à tout vouloir contrôler et ramener à lui. « Je sais bien que j'ai une présence médiatique écrasante, j'en ai conscience, concède-t-il gravement. Mais c'est aussi parce que Villeurbanne, avec ses cent vingt mille habitants, est la première ville socialiste de la région Rhône-Alpes, que je suis en point de mire. » C'est en fait lors de son départ du ministère de la défense, en 1985, que le conflit larvé avec quelques-uns de ses proches a éclaté au grand jour. « Parce que je n'étais plus ministre, certains ont commencé à dire que je ne pouvais plus être maire », rapporte M. Charles Hernu. Ceux-là en tout cas ne sont plus sur la liste de gauche à Villeurbanne.

A la faveur du rétablissement du scrutin majoritaire aux élections législatives de 1988, le premier adjoint, M. Jean-Jack Queyranne, s'en est allé prudemment conquérir une circonscription voisine de celle de Villeurbanne et il est aujourd'hui candidat à la mairie de Bron, une commune limitrophe. Conseiller général du canton de Villeurbanne-nord, M. Bernard Rivolta a pure-

ment et simplement été éliminé de la liste, présentée à la section socialiste locale, tout comme deux autres adjoints, M. Pascal Crozon, délégué régional à la condition féminine, et M. Stéphane Boudoyan, ancien membre du Conseil national de prévention de la délinquance. Quelques autres « contestataires » ont renoncé, par solidarité ou par lassitude, à se porter candidats.

Le conflit, relayé par un procès en diffamation contre l'événement du jeudi — qui, sur le base de divers témoignages, avait tiré tout de go : « Hernu est-il devenu fou ? » — a fait suffisamment de chemin pour qu'il soit examiné par les instances nationales du PS. En dépit de son attachement à son ancien ministre, le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, a fait savoir récemment qu'il recevrait deux des « exclus ». C'est assez pour rassurer le plus connu d'entre eux, Bernard Rivolta, qui, en ce temps de campagne, préfère jouer l'apaisement. « On ne fait pas cent voix impunément face à Charles Hernu dans la section socialiste de Villeurbanne, rappelle-t-il simplement. J'ai dans une responsabilité morale vis-à-vis de ceux qui m'ont soutenu. Je resterai présent dans tous les grands débats. »

Affectif

La troisième des « exclus », M. Stéphane Boudoyan, a fait un tout autre choix. Militant socialiste depuis dix ans mais surtout animateur de terrain dans les quartiers populaires qui bordent le boulevard périphérique de l'est lyonnais, il est aujourd'hui candidat sur la liste UDP dans le 8ème arrondissement de Lyon, dans l'espoir de pouvoir continuer « son boulot ». « Je n'ai plus de ressources, raconte-t-il, et ma femme, employée municipale, a été mutée. Elle vient de rentrer pour trois semaines dans l'un de ces hôpitaux où l'on n'aime pas envoyer les gens. » La raison principale de son éloignement, explique-t-il, est d'avoir continué à entretenir des relations d'amitié avec l'ancienne épouse du maire, M. Dominique Hernu, chargée de mission au cabinet du président de la République. « C'est difficile à dire, entre hommes, mais j'ai aimé ce type. Il nous aurait fait marcher ses mains. Puis l'équipe s'est cassée. »

« Peut-être est-ce surprenant mais Hernu est un affectif, explique un proche du maire. C'est surtout un bouffon de l'action. Il s'est complètement identifié à la ville : superant, Villeurbanne, c'était

l'ASVEL et le TNP de Flancon : maintenant, c'est aussi Hernu. » Il est certain qu'il faut décaler ses propos car il exagère souvent : s'il rencontre un dimanche un commerçant mécontent, vous pouvez être sûr de trouver, le lundi sur votre bureau, une note vous expliquant que tout un quartier est contre vous, ajoute un autre élu. Il y a, en effet, souvent, comme un petit vent de folie qui souffle dans le berceau de Lyon. Que l'Europe se prenne à boudier Strasbourg, par exemple, et le maire de Villeurbanne fait mettre les drapeaux en berne sur les balcons de l'hôtel de ville.

Sanguin

Soucieux de rester à l'écart des querelles de famille, le président du groupe des élus communistes, M. Pierre Georges, se refuse pourtant à des rapports loyaux qu'il entretient avec le chef de file socialiste, qui s'efforce de faire la synthèse entre les couches populaires et certains milieux commerçants qui ne sont pas guère, a priori, favorables à l'ASVEL. Les Verts et les rénovateurs, qui s'apprêtent à présenter une liste commune, restent aussi étonnamment discrets sur le responsable en titre de l'opération menée contre le Rainbow Warrior.

Même le chef de file du Front national, M. Pierre Vial, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon 3), avoue sa sympathie pour le côté convivial du personnage. « Je préfère les sanguins aux socialistes froids du type Fabius, explique-t-il. Hernu est un personnage d'exception, plus qu'un politicien. Il se passionne pour des choses qui ne sont pas du tout de son ressort. L'autocratie, c'est sans doute un défaut pour les intellectuels mais pas pour l'électeur. »

Sau le candidat de la droite, M. Alain Chaboud, se prépare à un rude travail d'opposant. « Je frémis quand je pense que ce type a été ministre de la défense. On est au Moyen Age ici ! Villeurbanne est une ville sous haute surveillance, à tel point que j'ai intérêt à me faire sympathiser de coller des affiches la nuit : c'est trop dangereux. » Adjoint au maire de Lyon de 1977 à 1983, cet ancien journaliste de l'ORTF puis du groupe de presse Progrès-Dauphiné avait été écarté il y a six ans. Récemment promu au secrétariat de la fédération du Rhône du CDS, il opère aujourd'hui un retour remarqué en politique, avec l'espoir de devenir un membre influent de l'exécutif de la communauté urbaine de Lyon tandis que M. Charles Hernu continuerait à siéger sur les bancs de la minorité.

JEAN-LOUIS SAUX.

(1) Voir Le Monde du 20 décembre 1988.

هكذا من الأصل

Politique

La préparation des élections municipales

Châlons-sur-Marne ou le communisme sans histoires

CHÂLONS-SUR-MARNE
de notre envoyé spécial

Plus de cinquante mille habitants : une liste d'union de la gauche — constituée sans drama — menée par un maire communiste sortant qui est loin de partir battu d'avance. En dehors de la région parisienne, une telle fiche d'identité devient rare : pas plus d'une demi-douzaine de cas, dont celui de Châlons-sur-Marne.

Cité historique plus administrative qu'industrielle, ville de garnison, préfecture et capitale régionale un peu assoupie — « résignée », dit un acteur politique local — aux marges du vigileable champenois, Châlons offre, paradoxalement, un bel exemple de communisme municipal.

Lorsque son maire CDS, en 1977, ne s'est pas représenté, Châlons a préféré le communiste Jean Reysier au RPR Bruno Bourg-Broc, aujourd'hui challenger du maire sortant. M. Reysier a si bien fait qu'en 1983, encore contre M. Bourg-Broc, il a été réélu, de justesse certes. Mais, des trois villes principales de la Marne (Châlons, Reims, Epervan) conquises par la gauche en 1977, la sienne a été la seule à ne pas rebasculer, six ans après, à droite ou au centre.

La résistance de son bastion châlonnais, le PCF la doit, en grande partie, à l'image personnelle de M. Reysier. Cet ancien cheminot, savoyard d'origine et passionné de montagne, communiste sans état d'âme, a conquis la population. Ainsi M. Patrick Denis, candidat socialiste au poste de deuxième adjoint, reconnaît-il que ce maire, humain et souriant, « ne met pas son drapeau dans sa poche, mais arrive à donner une autre image du PCF et, malgré tout, ne s'est jamais mis en situation de se marginaliser par rapport à son parti ».

Est-ce au prix — comme l'en accuse la droite — d'un « clientélisme » bien compris qui l'amènerait à ne « jamais dire non »... quitte à laisser ses adjoints le dire à sa place ? M. Pierre Dellon, CDS, secrétaire général de la Chambre régionale de commerce et collègue de M. Bruno Bourg-Broc, avance que l'image du maire est « peut-être déclinante, parce qu'il commence à vieillir ». Mais les socialistes, eux aussi, se sont cassés les dents quand il ont eu la tentation de redresser la tête face à cet homme de terrain qui, un petit carnet à la main, fait tous les ans la tournée de tous les quartiers de la ville.

Au premier tour des législatives de 1988, Mme Ghislaine Toutain, dynamique parisienne « parachutée » dans la Marne en 1986, a été largement distancée par M. Reysier. Elle y a perdu son siège de député, ses espérances municipales

sur Châlons et a préféré ne pas figurer sur la liste. Dès lors, les socialistes majoritaires dans sa ville. Candidat aux élections cantonales de l'automne 1988, il a été réélu au second tour avec 63,44 % des suffrages. Surtout, les nombreux fonctionnaires châlonnais — le secteur public assure 41 % des emplois — entendent-ils l'appel que lance M. Bourg-Broc à la création de « synergies » entre les secteurs économiques pour lutter contre le présumé déclin de Châlons ? Le maire pense que sa réélection pourrait être plus facile qu'en 1983, mais la gauche redoute l'abstention. Quant à la droite, elle juge l'élection « très ouverte ».

Face au sexagénaire communiste, le challenger RPR a juste quarante-quatre ans. Loin d'avoir le même charisme que le maire, il a entrepris de mieux assoir son image dans la ville et fait désormais figure de chef de file incontesté de la droite châlonnaise : les centristes ont, il y a plusieurs mois, eu la tentation de prendre la tête d'une liste d'union de l'opposition sur les mêmes bases « socioprofessionnelles ». Au grand dam de M. Bernard Stasi, maire d'Epervan, ancien président CDS de la région, ils y ont renoncé d'eux-mêmes, reconnaissant *de facto* la prépondérance de M. Bourg-Broc. Même s'il ne l'emporte pas cette fois-là, M. Bourg-Broc, en l'absence de relève socialiste, peut espérer succéder un jour à M. Reysier. Le vieux combattant, fatigué, s'est dévoué une dernière fois pour son parti. Pourra-t-il, plus tard, trouver dans ses rangs un successeur de sa stature ?

Les « gestionnaires »

Les opposants « gestionnaires » de M. Reysier ont, sur ce terrain, il est vrai, un allié aussi précieux qu'inattendu : même les colistiers socialistes (1) ont glissé dans leur propre programme quelques phrases assassines sur la politique économique — ou la non-politique économique — de la mairie. Ils regrettent, notamment, le climat de « guerre civile » qui, selon eux, oppose les acteurs économiques de Châlons à la municipalité. La droite a sauté sur l'occasion et affirme que la couleur politique du maire dissuade d'éventuels investisseurs. Quant aux socialistes, ils ont demandé, et obtenu, le poste d'adjoint aux affaires économiques.

M. Reysier répond, bien sûr, qu'il n'est pas « un repoussoir pour les industries ». Pourtant, sa ville semble, de fait, victime d'une sorte de boycottage économique de la part d'une partie du patronat. Quant à l'indication qui lui est reprochée, sa défense — les municipalités n'ont pas les clés du développement économique — ne vaut-elle pas demi-aveu ?

La droite, — à mots couverts — accuse encore M. Reysier de gérer sa commune en pensant, au moins autant, aux intérêts financiers de son parti qu'à ceux de sa ville. Lors d'une conférence de presse, M. Jean-Marie Camus, l'un des colistiers UDF de M. Bourg-Broc, a ainsi lancé : « Gérer un acte technique qui n'a rien à voir avec la politique, sauf si on est le Parti communiste ».

Cette campagne « apolitique » suffira-t-elle à convaincre les Châlonnais de changer de maire ? Si le député RPR a battu le maire communiste aux dernières élections

législatives, c'est le vote rural qui a coté la circonscription à M. Reysier majoritaire dans sa ville. Candidat aux élections cantonales de l'automne 1988, il a été réélu au second tour avec 63,44 % des suffrages. Surtout, les nombreux fonctionnaires châlonnais — le secteur public assure 41 % des emplois — entendent-ils l'appel que lance M. Bourg-Broc à la création de « synergies » entre les secteurs économiques pour lutter contre le présumé déclin de Châlons ? Le maire pense que sa réélection pourrait être plus facile qu'en 1983, mais la gauche redoute l'abstention. Quant à la droite, elle juge l'élection « très ouverte ».

Face au sexagénaire communiste, le challenger RPR a juste quarante-quatre ans. Loin d'avoir le même charisme que le maire, il a entrepris de mieux assoir son image dans la ville et fait désormais figure de chef de file incontesté de la droite châlonnaise : les centristes ont, il y a plusieurs mois, eu la tentation de prendre la tête d'une liste d'union de l'opposition sur les mêmes bases « socioprofessionnelles ». Au grand dam de M. Bernard Stasi, maire d'Epervan, ancien président CDS de la région, ils y ont renoncé d'eux-mêmes, reconnaissant *de facto* la prépondérance de M. Bourg-Broc. Même s'il ne l'emporte pas cette fois-là, M. Bourg-Broc, en l'absence de relève socialiste, peut espérer succéder un jour à M. Reysier. Le vieux combattant, fatigué, s'est dévoué une dernière fois pour son parti. Pourra-t-il, plus tard, trouver dans ses rangs un successeur de sa stature ?

Rumeur et sous-marin

A l'extrême droite, M. Yves Legentil, candidat potentiel du FN, n'a pas encore déposé sa liste. La rumeur veut qu'il ait des difficultés à la constituer, ce qu'il dément. Il a demandé publiquement à M. Bourg-Broc de faire liste commune dès le premier tour. Inutile de dire qu'il n'a aucune chance. C'est pour l'instant pour l'instant il alimente une rumeur que la gauche ne se prive pas d'évoquer — selon laquelle des « sous-marins » du FN figureraient sur la liste de M. Bourg-Broc.

Outre les démentis formels de M. Bourg-Broc comme du CDS Pierre Dellon, les affirmations de M. Legentil ne semblent pas très fiables. Ainsi produit-il comme preuve de ce qu'il avance un acte d'allégeance au FN pour les municipales. Le nom du signataire correspond bien à celui d'un des colistiers de M. Bourg-Broc, mais une simple comparaison de dates de naissance et de profession montre qu'il ne s'agit pas de la même personne.

An-delà de ces « gesticulations », les scores antérieurs obtenus par le

FN peuvent lui laisser caresser l'espoir de passer la barre des 10 %. Dans ce cas de figure, M. Bourg-Broc affiche la même fermeté pour refuser la discussion entre les deux tours : « Si j'étais tenté, dit-il, je serais assez bien entouré pour ne pas l'être. Et je ne le serai pas. » M. Dellon confirme l'absence de vigilance des colistiers de M. Bourg-Broc : « Bourg-Broc est l'usage de l'UDF », soupire M. Legentil.

De toute façon, les risques sont limités pour le candidat RPR : la priorité du FN est de battre M. Reysier, ce qui suppose de se part un comportement « responsable ». Même attitude pour le chef de file de la deuxième petite liste d'opposition annoncée (ce qui ferait quatre, dans cette ville où l'on a plutôt l'habitude des combats bipolaires), M. André Brun.

Actuel adjoint chargé des sports à la mairie, ancien membre du groupe socialiste, M. Brun affirme qu'il est déterminé. Candidat à l'automne 1988 dans le même canton de Châlons que M. Legentil, il a obtenu avec quelque 11 % des suffrages plus que le conseiller régional FN. Il jure que 10 % des voix le 12 mars sont pour lui un « plancher ».

Tout comme M. Legentil, M. Brun souhaiterait, s'il est en situation de le faire, négocier avec M. Bourg-Broc entre les deux tours. Là encore, le député RPR n'est probablement pas très inquiet : M. Brun, qui ne lance aucune escouade à droite ou à l'extrême droite, ne veut pas, lui non plus, être le « fossoyeur d'une espérance » : celle de mettre un terme au règne de M. Jean Reysier, le « stalinien », comme dit M. Legentil — à visage humain.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) La liste comprend également deux Verts et deux MRG.

FICHE D'IDENTITÉ

Préfecture de la Marne, 54 359 habitants.

Activités économiques : BTP, transports, construction de véhicules, agro-alimentaire (deuxième Foire agricole de France en septembre) ; 74 % de la population employée dans le tertiaire ; 41 % des actifs dans le secteur public.

Taux de chômage : 10,1 %.

Taux d'immigration : 5,7 %.

Enseignement : un lycée d'enseignement général, un lycée technique, plusieurs collèges, un GRETA, institut d'études juridiques, centre des arts et métiers, Centre national des arts et métiers.

Sports : basket-ball (Espérance basket en nationale II), tennis de table (ASCC en division I), tir (champion du monde de tir au sautier courant), sports de glace.

Strasbourg : le centriste et la rocardienne

STRASBOURG
de notre correspondant

Une seule certitude : il y aura un second tour à Strasbourg. La multiplicité des listes rend à peu près impossible la répétition de l'unique tour de scrutin de 1983. Le maire, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), avait alors enlevé cinquante sièges avec 54,57 % des suffrages. Huit sièges seulement étaient revenus à l'opposition socialiste et trois à une liste dissidente du RPR, conduite par l'ancien ministre RPR, M. André Bord, qui a depuis rompu avec le parti de M. Jacques Chirac.

Six ans après, le maire sortant n'est plus le dauphin désigné — et alors peu connu — de M. Pierre Pflimlin et M. Rudloff entend être jugé sur son bilan et ses projets. Il mène, comme ses adversaires, une campagne de terrain. Mais trois éléments nouveaux modifient la géographie strasbourgeoise : le Front national, les Verts, et les cabots de la gauche.

Le Front national, s'il s'agit comme ailleurs d'une certaine érosion, jouera sans doute dans « la cour des grands » : l'ancien député, M. Robert Spielmann, conseiller régional d'Alsace, mène une double campagne, mêlant la défense de l'identité alsacienne et la croisade contre l'insécurité. Il peut espérer grignoter sur l'électorat RPR, mais aussi, dans les quartiers populaires du Neuhof et de Cronembourg, sur les fiefs socialistes. Dans la collaboration forcée avec le FN au conseil régional qu'il préside, M. Rudloff n'a consenti aucune concession. Mais si la frontière est nettement tracée entre les états-majors, elle ne le sera peut-être pas tant dans les élections.

Bataille pour une fédération

Les Verts, derrière M^{me} Andrée Buchmann, conseillère régionale, espèrent 12 % des voix au premier tour. Ils peuvent compter sur les retombées du bon score de leur numéro un et voisin haut-rhinois, M. Antoine Waechter, à la dernière présidentielle — 8,6 % à Strasbourg — et sur une meilleure affirmation de leur image. La liste « Strasbourg-Village », composée en 1983 d'écologistes, de militants culturels et d'extrême gauche, avait réuni 4,99 % des voix, manquant d'un cheveu l'entrée au conseil municipal. Aujourd'hui la liste est franchement « verte », compte trente-trois femmes sur soixante et une, et l'ancienne tête de liste de 1983, M. Armand Peter, est en troisième position.

La majorité présidentielle a changé de visage : à la liste de

M. Jean Ehler de 1983 succède celle de M^{me} Catherine Trautmann. Mais cela ne va pas sans heurt et sans drama : l'ancien député rocardien, brièvement ministre dans le premier gouvernement Rocard, aujourd'hui « madame antidroge », a dû batailler ferme pour ravir la tête de liste au député-adjoint M^{me} Trautmann alimentant un feuilleton qui ravit les élus RPR et UDF. La liste telle qu'annoncée par M^{me} Trautmann a été jugée « indicative et prématurée » le lendemain même de sa présentation par la fédération du Bas-Rhin du PS, en raison de l'absence des communistes, mais surtout des « mauvaises » places données à quelques militants « châtés », symboliques de la gauche populaire.

Le dernier épisode de ce bras de fer a été mardi 21 février le retrait de M. Ehler après l'annonce, la veille au soir, par la commission électorale strasbourgeoise du PS, du remplacement de dix de ses amis : ceux-ci refusant en effet de donner mandat à la tête de liste pour les démarches indispensables à la présélection. « Je ne suis pas candidat », a alors affirmé M. Ehler. « Puisqu'on ne respecte pas les décisions du PS national », M. Ehler pourrait se présenter dans une autre commune de sa circonscription législative, Bischheim, où son attaché parlementaire est actuellement tête de liste.

Au moment où la gauche non communiste peut beaucoup espérer à Strasbourg — qui n'a donné à M. Chirac que deux cent dix voix d'avance sur M. Mitterrand le 8 mai 1988 —, cette querelle compromet gravement l'image du PS local, qui donne le sentiment de se battre plus pour le contrôle, après le scrutin, de la fédération départementale que pour celui de la ville et de sa communauté urbaine.

Les communistes, emmenés par M. Francis Wurtz, député européen, veulent en revanche jouer la carte de l'union : écartés de la liste Trautmann, ils ont fait alliance avec le MRG et des personnalités sans carte de parti, mais rien ne dit qu'une telle liste ne va pas évoluer, au fil de la querelle Ehler-Trautmann.

M. Rudloff aura aussi à compter avec ses « dissidents ». Ainsi, M. Bord a été écarté de la liste « majorité alsacienne » car sa présence aurait compromis tout accord avec le RPR, qu'il a quitté avec fracas il y a quelques mois. Il constitue sa liste, comme il y a six ans, en insistant sur la confiance répétée des présidents de la République à son égard — n'est-il pas encore aujourd'hui président de la commission interministérielle franco-allemande ?

De son côté, M. Michel Stourm, barriste, ancien membre du cabinet ministériel de M. Adrien Zeller (UDF-CDS), mène une liste : sa campagne, illustrée par la publication d'un véritable roman policier, *Le Crime du biennal*, sous le pseudonyme de Val Saint-Chroton, oscille entre les égratignures amicales aux notables centristes et les appels à une plus large démocratie locale.

Deux dossiers pourraient peser lourd dans la campagne : l'important projet du VAL (métro léger conçu par Matra), dont la majorité sortante entend doter Strasbourg, et dont le coût fait haïr le patronat local, et surtout les déceptions européennes de la capitale alsacienne. Le vote du rapport Prag, le 18 janvier, par une majorité du Parlement européen qui a ainsi marqué sa nette antipathie vers Bruxelles, a-t-il brisé un mythe ? M. Rudloff ne manque pas d'idées et de projets pour défendre la vocation européenne de Strasbourg : VAL, TGV-Est, soutien du transport aérien, district européen et surtout appui au bilinguisme. Mais les socialistes alsaciens peuvent plaider que le courant passerait mieux entre le gouvernement et une mairie de gauche.

Les municipales permettront enfin de mesurer peut-être l'impact réel de l'« ouverture » dans une région où la frontière est éternelle entre les centristes et une partie de la gauche socialiste. Le rôle joué depuis plusieurs mois par le ministre délégué aux personnes âgées, M. Théobald, vice-président du conseil régional, aux côtés de M. Rudloff, mais ministre du gouvernement Rocard, l'indique : la bataille se jouera peut-être moins sur l'affrontement droite-gauche que sur la personnalité des deux principaux têtes de liste, dont les politiques municipales ne seraient sans doute pas diamétralement opposées.

JACQUES FORTIER.

Marseille : le débat avorté Vigoureux-Gaudin

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Sur le thème « Quel projet et quelle équipe pour le renouveau de Marseille ? », un débat, organisé conjointement par RTL et le *Provençal* et opposant M. Robert Vigoureux, maire (ex-PS) de Marseille, à M. Jean-Claude Gaudin, tête de liste de l'opposition UDF-RPR, devait avoir lieu, lundi 27 février, entre 18 h 30 et 19 h 30, sur les ondes de RTL. Les deux candidats avaient donné leur accord et l'événement avait été annoncé dans les colonnes du *Provençal* ainsi que par une campagne d'affichage sur les murs de la ville. Or, mardi 22 février, M. Vigoureux s'est décommandé en indiquant qu'il ne ferait « aucune déclaration » jusqu'au lendemain de la réunion au cours de laquelle il doit présenter, mardi 28 février, son programme et ses listes.

● La Nouvelle Gauche et les Verts en campagne. — La Nouvelle Gauche sera présente dans au moins soixante-cinq villes de plus de trente mille habitants, « et dans plusieurs centaines entre cinq mille et trente mille habitants », a annoncé, mardi 21 février à Besançon (Doubs), M. Pierre Juquin, porte-parole de cette organisation. Il y a quelques jours, M. Antoine Waechter, ancien candidat des Verts à la dernière élection présidentielle, qui avait devancé M. Juquin (3,78 % contre 2,10 %), avait indiqué que le mouvement écologiste sera présent dans quatre-vingts villes de plus de trente mille habitants, dont vingt-cinq de plus de cent mille.

Cette défection a provoqué l'ire de M. Gaudin qui, dans un communiqué, a estimé qu'il n'était « ni sérieux ni courageux de refuser le débat public sur l'avenir de Marseille ». « Lorsque l'enjeu d'une élection est aussi important, il faut avoir l'honnêteté de dire ce que l'on veut faire et avec quelle équipe on veut le faire. Les Marseillais souhaitent un changement profond de la gestion municipale. Ils ne pourront pas apporter leur confiance à un candidat qui se barricade dans son bureau et qui se tait parce qu'il n'a ni projet ni équipe. »

La confrontation n'est-elle que reportée ? Si le chef de file de la droite marseillaise a renouvelé « sa volonté » de débattre avec M. Vigoureux, celui-ci, en revanche, n'a proposé aucune autre date. Il semble en fait que le maire de Marseille ait définitivement renoncé à se mesurer à M. Gaudin et décidé de se laisser porter par la vague de popularité dont il bénéficie jusqu'au premier tour de scrutin, sans mener de campagne.

G. P.

● M. Gaudin met en cause l'Elysée. — M. Jean-Claude Gaudin, qui faisait le point, mardi 21 février à Paris, sur la campagne qu'il mène à Marseille comme chef de file de l'opposition, a mis en cause le rôle joué par l'Elysée, accusé de « tout mettre en œuvre » contre lui, avec des attaques « grotesques et caricaturales ». « Je ne suis pas en guerre — moi l'Allemand —, eux les résistants », a-t-il ajouté avant de juger « inacceptable » les moyens déployés par le pouvoir pour « éliminer » M. Michel Pozat, investi par le PS.

SITUATIONS

● BESANÇON (Doubs) : deux listes communistes. — Conséquences des divergences entre la fédération « dissoute » du Doubs et la direction nationale du PCF : deux listes communistes s'affrontent à Besançon. Au cours d'une ultime démarche, mercredi 15 février, les « reconstruc-tionnistes » n'ont pas obtenu de M. Robert Schmitt, qui n'est pas à l'orthodoxie, le soutien par le comité central. Ils constitueront donc leur liste « ouverte à tous ceux qui veulent restaurer l'union de la gauche ». Le maire socialiste sortant, M. Robert Schmitt, qui n'a pris sur sa liste, ni « reconstruc-tionnistes » ni « orthodoxes », a, en revanche, intégré des représentants communistes, des représentants de la Nouvelle Gauche, des centristes et des écologistes. — (Corresp.)

● COMPIÈGNE (Oise) : « primaire » à gauche. — La PS et le PCF présenteront deux listes séparées à Compiègne dont le maire, M. Legendre est CNL. Les deux partis n'ont pas pu se mettre d'accord sur la place des représentants communistes. Le PCF revendiquait les quatrièmes et huitièmes places sur une éventuelle liste unique alors que le PS ne lui accordait que les sixième et dixième positions. « La stratégie du PS à Compiègne est plus centriste que jamais », a affirmé le PCF qui débute un « effet Stoléru ». Le secrétaire d'Etat chargé du plan (ex-UDF) a été élu député de l'Oise en juin dernier avec l'appui des socialistes.

● DUNKERQUE (Nord) : M. Delebarre (PS) soutenu par une fraction du CDS. — M. Michel Delebarre, qui conduit la liste socialiste à Dunkerque, a reçu le soutien d'une fraction de la fédération locale du CDS. Ces dissidents n'ont ainsi pas suivi leur chef de file, M. Robert Lenoir. Ce dernier, conseiller régional et

adjoint au maire, a, après avoir hésité, rejoint les rangs du maire sortant. M. Claude Prouvovoyeur (CNI), qui a pris la tête de la liste d'union (UDF-RPR). A gauche, M. Delebarre, qui bénéficie du soutien des écologistes, aura, face à lui, une liste du PC. — (Corresp.)

● GAGNY (Seine-Saint-Denis) : un communiste contre un centriste. — La section du PCF de Gagny a rejeté la candidature de M. Jean Garcia, sénateur, qui lui était soumise comme tête de liste communiste par la fédération de Seine-Saint-Denis. M. Garcia a obtenu 4 voix, dont celle de l'ancien maire, M. Claude Favretto, contre 20, mais sa candidature a été ratifiée par le secrétariat administratif du comité central. La section lui préfère M. Claude Pruski, président du groupe communiste de Gagny, ville passée du PCF au RPR en 1983, où le PS revendiquait la conduite d'une éventuelle liste de rassemblement. La fédération a proposé à M. Pruski de figurer sur la liste de M. Garcia et la section aurait fait la proposition inverse.

● GARGES-LES-GONNESSE (Val-d'Oise) : accord PC-PS. — Un accord a été signé, mardi 21 février, entre les sections du PS et du PC de Garges-les-Gonnesse (40 000 habitants, Val-d'Oise). Le maire communiste sortant, M. Henri Cuklerman, conduira une liste de rassemblement composée de vingt-cinq communistes, dix-huit socialistes et trois « personnalités indépendantes ».

● LE HAVRE (Seine-Maritime) : M^{me} Faury (UDF-CDS) renonce. — Le retour de M. Antoine Rufenacht, député (RPR) de Seine-Maritime dans la compétition électorale au Havre a conduit M^{me} Annick Faury (UDF-CDS), conseillère générale, à renoncer, mardi 21 février, à conduire

sa propre liste. Elle a justifié son retrait par son souhait de ne « pas jouer à la confusion » qui règne, selon elle, à droite, suscitant non seulement par la présence d'une autre liste menée par M^{me} Annie Guillemet, conseillère générale (RPR) en rupture avec M. Rufenacht mais aussi par la valse-hésitation du député (RPR). Ce dernier s'est, en effet, provisoirement retiré à la suite du refus des socialistes de constituer avec lui une liste d'ouverture (le Monde du 15 février).

● MACON (Saône-et-Loire) : Un syndicaliste de la CGT sur la liste UDF-RPR. — M. Maurice Diaz, délégué syndical (CGT) de l'usine Alcatel-Ouvert, est candidat sur la liste (UDF-RPR) conduite par M. Thierry Decroix (div. d.) à Maçon. Président de l'association des Espérances de la ville, M. Diaz s'estime « exploité » par la municipalité dirigée depuis 1977 par M. Michel Rogner (PS). L'union départementale de la CGT a précisé que « les déclarations tapageuses de M. Diaz n'engageaient que lui-même » mais qu'il « se situait en dehors de l'organisation ».

● PARIS. — M. Patrice H. Desautels, journaliste au *Figaro*, conseiller de Paris (sans étiquette) du 20^e arrondissement, renonce à se représenter sur la liste de M. Bariani, maire sortant (Union pour Paris) en signe de protestation contre sa rétrogradation à une place non éligible. Il « regrette que le RPR et l'UDF s'engagent dans une politisation de la vie locale nuisible à l'unité de Paris et à l'union des Parisiens », il estime que M. Bariani et le RPR ont voulu « donner une promotion à un homme d'esprit partisan, militant de la droite extrême », visant ainsi M. Pierre-Marie Gustavino, conseiller sortant RPR, candidat en troisième position.

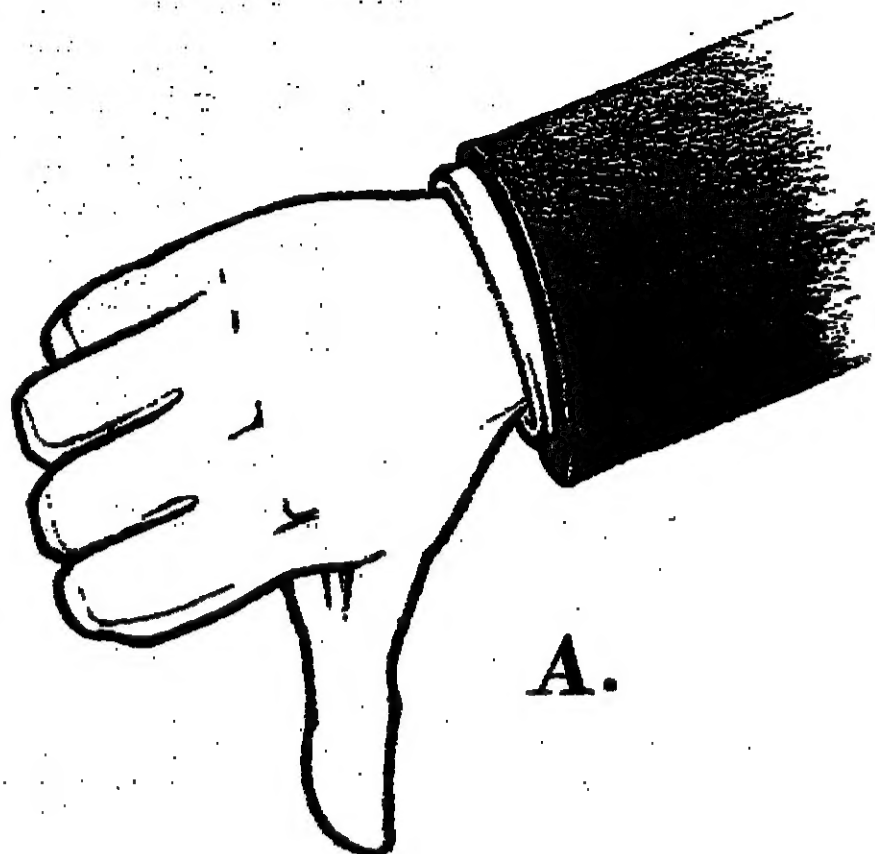
UN

BOI

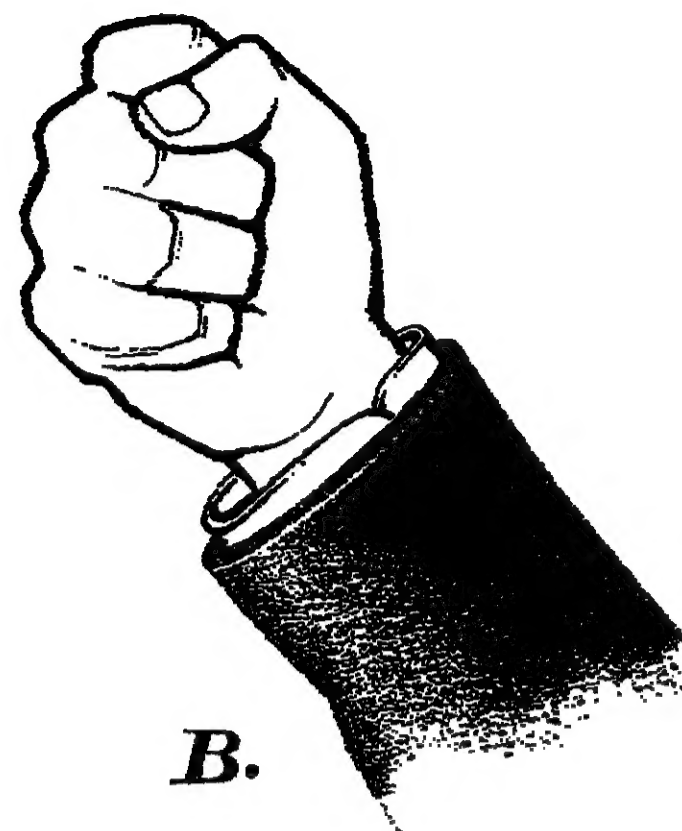
pages

Strasbourg : le centriste
et la rocardienne

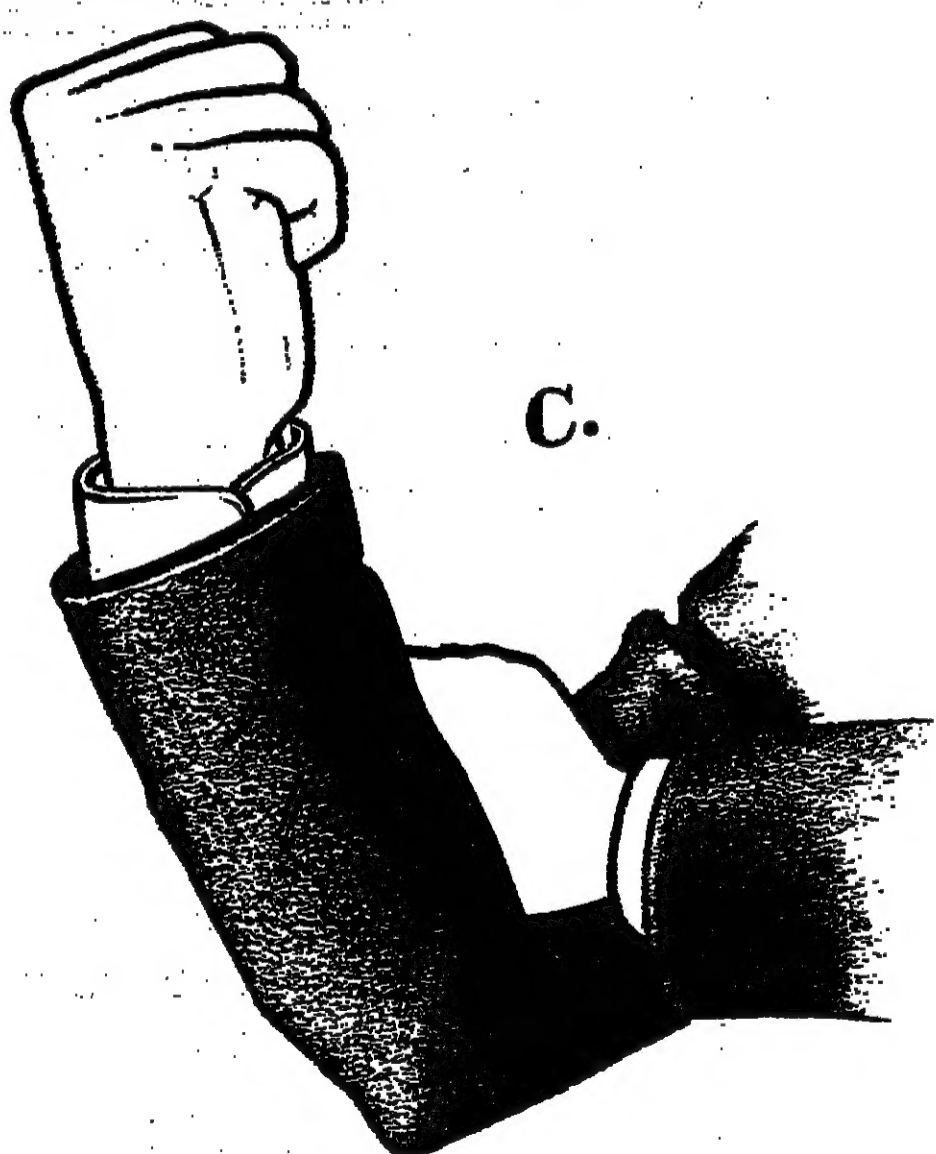
DANS L'ÉTAT ACTUEL DE VOS NERFS, FAITES UN GESTE POUR LA BANQUE.



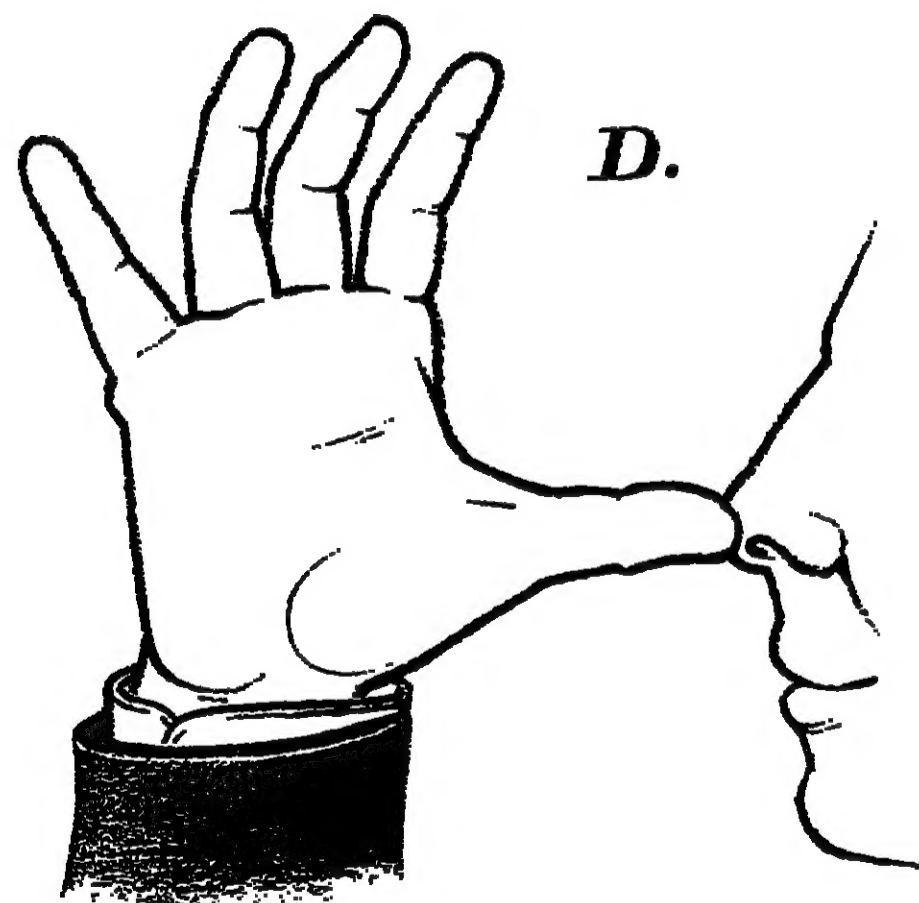
A.



B.



C.



D.

BON, MAINTENANT QUE VOUS ÊTES CALMÉ,
POUVEZ-VOUS TOURNER LA PAGE?

هكذا من الأصل

Politique

Le renouvellement partiel du Conseil constitutionnel

La présidence de la République a diffusé, mercredi 22 février, en milieu de journée le communiqué suivant : « Le mandat de MM. Georges Vedel, Robert Lecourt et Louis Joxe arrivant à expiration, le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale ont respectivement nommé membres du Conseil constitutionnel M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du

logement, M. Jean Cabannes, premier avocat général à la Cour de cassation, et M. Jacques Robert, professeur de droit public à l'université de Paris II.

Les nouveaux membres du Conseil constitutionnel prêteront serment devant le président de la République le 1^{er} mars 1989 à 17 heures au palais de l'Élysée ».

Ces nominations ont été annoncées avec quelque retard. La prestation de serment de MM. Vedel, Lecourt et Joxe ayant eu lieu le 29 février 1980, leur mandat s'achève le 28 février et la nomination de leur successeur aurait dû intervenir au plus tard le 20 février. Le départ de M. Maurice Faure devrait entraîner au moins un réaménagement technique limité du gouvernement.

Après avoir évoqué la personnalité et le rôle au sein du Conseil du doyen Georges Vedel (le Monde du 21 février), nous décrivons l'apport des deux autres membres sortants du Conseil, MM. Louis Joxe et Robert Lecourt et présentons les trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel.

Les nouveaux

M. Jean Cabannes : magistrat

Né le 2 mars 1925 à Mirande (Gers), M. Jean Cabannes est entré dans la magistrature en 1945. Après avoir occupé divers postes en province, il est secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur en 1968. Conseiller à la cour d'appel de Paris en 1964, il devient avocat général en 1968.

Nommé conseiller à la Cour de cassation en 1976, il est choisi comme directeur de cabinet par

M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux (mai 1977 à avril 1980). Il regagne ensuite la Cour de cassation, où il est nommé premier avocat général. En juin 1987, le premier ministre, M. Jacques Chirac, le nomme à la tête d'une commission chargée d'étudier les problèmes de compétences entre gendarmes et policiers intitulée mission de liaison et de prospective sur la gendarmerie et la police nationales.

Ce rapport n'avait guère satisfait les policiers, puisqu'il admettait le port de la tenue civile pour les gendarmes et maintenait le libre choix du magistrat entre policiers et gendarmes en matière de police judiciaire. Plutôt que de suggérer une réforme en profondeur, le rapport Cabannes tentait de définir une sorte de traité du savoir-vivre entre gendarmes et policiers.

M. Maurice Faure : le météorite perpétuel

Délicieux Maurice Faure ! Parangon du dilettantisme efficace en politique, champion toutes catégories du ramage volontaire et désinvolte — collectionneur de postes parisiens souvent météoriques et de mandats locaux indéfinissables, ami de la bonne vie et du président de la République le voici donc au terme (?) d'un cursus vingt fois interrompu pour prendre du recul ou ne pas succomber aux mirages du pouvoir ou aux pesanteurs de la fatigue, mollement propulsé du ministère de l'équipement et du logement au Conseil constitutionnel.

Maire de Cahors et président du conseil général du Lot avant tout, songe-t-il sans vertige à s'installer pour neuf ans, même si la vraie vie et l'essentiel de son temps continuent pour lui à s'écouler ailleurs que dans l'atmosphère relativement austère de la rue Montpensier ?

Pour gérer cette situation nouvelle, ou pour en sortir, plusieurs modèles s'offrent en vérité à lui. Comme l'a fait son collègue Léon Jozau-Marigné (qui siège au conseil depuis 1983), jusqu'à ce qu'il soit déboulonné de la présidence du conseil général de la Manche, Maurice Faure pourra consacrer au Conseil constitutionnel le temps exact, pas une minute de plus, pas une minute de moins, que durent ses séances. Ou bien il pourra, façon Paul Legat, s'étioler deux ou trois ans en compagnie des juges constitu-

tionnels avant de prendre du recul... dans une nouvelle fonction.

Mais si Maurice Faure se passionne pour le Conseil constitutionnel, l'immense table où siègent les membres de cette institution ne sera pas assez vaste pour accueillir les innombrables feuilles ou l'ancien-tant-de-choses-pourrait — pure hypothèse — coucher avec droiture et pittoresque les fruits d'autant d'expériences.

A l'Assemblée, au Sénat, dans d'innombrables cabinets puis fau-teuils ministériels, en mairie, au conseil général ou régional, dans les

arcanes pittoresques du radicalisme et jusque dans l'imaginaire promi-timé d'une ancienne tentation présidentielle, cet agrégé d'histoire et de géographie, qui sait son droit aussi, a, sinon tout vu et entendu, du moins tout aperçu.

On le sait peu enclin à en tirer gloire. Nul ne peut dire non plus quel air Maurice Faure préférera finalement respirer : celui, tout empreint de cette modération qu'il affectionne, du Conseil ou bien, après trois petits tours, celui du large.

MICHEL KAJMAN.

[Né le 2 janvier 1922 à Azerat (Dordogne), Maurice Faure, après des études d'histoire, de géographie et de droit, eut l'honneur de l'enseignement. Attaché en 1947 au cabinet d'Yvon Delbos, ministre d'Etat, Maurice Faure est ensuite chargé de mission au cabinet de Maurice Bourges-Maunoury, secrétaire d'Etat au budget, en 1947-1948, puis chef de cabinet de ce dernier lorsqu'il occupe le poste de secrétaire d'Etat à la présidence du conseil.

Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans divers cabinets de 1956 à 1958, ministre de l'intérieur puis des institutions européennes dans le cabinet Pierre Pflimlin en mai 1958, M. Maurice Faure ne retrouvait de fonctions ministérielles qu'en 1981 (il est garde des sceaux dans le premier gouverne-

ment Mauroy, durant un mois, en 1981) puis dans les gouvernements Rocard de mai et juin 1988 (ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement).

Elu député du Lot en 1951, M. Maurice Faure retrouve à plusieurs reprises son siège. Il est maire de Cahors depuis 1965 après avoir présidé aux destinées de la commune de Prayssac. Il préside le conseil général du Lot depuis 1970. Il a été sénateur du Lot (Gauche démocratique) de 1983 à 1988.

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

bièmes de société et en souhaitant plusieurs réformes constitutionnelles supprimant les archaïsmes du texte de 1958. Il se distingue de M. Barre de la commune de Prayssac. Dans le même temps, le professeur Robert s'inquiète de l'encombrement du Conseil d'Etat, des réformes universitaires et milite pour la défense des droits de l'homme.

ANDRÉ PASSERON.

[Né le 29 septembre 1928 à Alger, M. Jacques Robert, après des études de droit — il est docteur et agrégé dans cette discipline — est attaché au Centre national de la recherche scientifique avant d'enseigner aux facultés de droit d'Alger (1959-1960), de Rabat (1960-1962), puis de Grenoble (1963-1966). Il dirige, de 1966 à 1968, la Maison franco-japonaise à Tokyo, avant d'être nommé professeur à la faculté de droit de Paris-X Nanterre (1968-1969), puis à la faculté de droit et des sciences économiques de Paris (depuis 1969). Il a été président de l'université de droit, d'économie et des sciences sociales de Paris-II de 1979 à 1984. Il est devenu, en 1985, président du Centre français de droit comparé. On lui doit, entre autres ouvrages : la Monarchie marocaine (1963), la République algérienne démocratique et populaire (1964), le Problème des rapports de l'Etat et de l'enseignement libre en France (1965) et un manuel de Libertés publiques, publié en 1971. M. Jacques Robert, qui a publié de nombreux articles dans le Monde, dirige la Revue de droit public depuis 1977.]

M. Jacques Robert : analyste et consultant

M. Jacques Robert, professeur agrégé des facultés de droit, a consacré toute sa carrière à l'enseignement mais aussi à l'analyse des institutions. C'est-à-dire au jugement des dirigeants du pays à travers la fonctionnement de la Constitution.

Professeur de droit public à Alger — où il est né, — puis à Rabat et à Grenoble, il est nommé à Paris-Nanterre en 1968 et occupe la fonction de président de l'université de Paris-II (Assas) de 1979 à 1984.

Ayant effectué de nombreuses missions à l'étranger, où son autorité est reconnue, auteur d'ouvrages très divers, M. Jacques Robert est un écrivain prolifique. Dans de fréquents articles donnés au Monde, il a réagi aux problèmes de l'Université auxquels il fut parfois confronté, notamment lors des manifestations d'étudiants. Il a aussi été l'un des premiers à évoquer la question de l'accueil et de l'intégration des immigrés dans la société française.

Mais c'est surtout la vie des institutions au rythme des évolutions politiques et électorales du pays qui a excité sa verve journalistique. Au fil de ses articles, il a affiné sa conception institutionnelle qui tend vers l'instauration d'un régime quasi présidentiel avec un quinquennat renouvelable une fois, correspondant à la durée du mandat législatif.

Il avait en conséquence souhaité, en 1974, la création d'un poste de vice-président de la République qui terminerait — comme aux Etats-Unis — le mandat du chef de l'Etat éventuellement défaillant. Mais son présidentialisme à la française tend surtout à remédier aux excès de la centralisation gaullienne des pouvoirs, et c'est pourquoi, en 1976, il se félicite du « chiraquisme » qui, en faisant refluer le pouvoir vers le premier ministre, tend à « rééquilibrer l'exécutif » et respecte ainsi « davantage la lettre de la Constitution ».

M. Jacques Robert semble, en conséquence, déçu par le « bar-risme » de l'hôtel Matignon et, en 1980, affirmant dans le Monde que « l'union de la gauche est morte », souhaite un regroupement « des gaullistes les plus ouverts et des socialistes les plus modérés ».

Mais, à partir de 1981, M. Jacques Robert soutient plusieurs initiatives de M. Mitterrand. Il est fréquemment consulté par M. Robert Badinter, garde des sceaux puis président du Conseil constitutionnel. Il poursuit son analyse doctrinale de la Constitution en confirmant son choix pour le quinquennat, en précisant sa faveur pour l'extension du champ du référendum aux pro-

Les partants

M. Robert Lecourt : l'euro-péen

Evidence politique et économique de plus en plus présente, entité juridique en expansion constante, l'Europe avait au Conseil constitutionnel, en la personne de M. Robert Lecourt, un expert et un homme de foi de grande allure.

Car cet ancien responsable du MRP, cet ancien ministre aux vues constitutionnelles prémonitoires aura surtout apporté pendant dix ans aux autres membres du Conseil l'expérience, concrète mais aussi intellectuelle, de l'ancien président de la Cour de justice des Communautés européennes de Luxembourg qu'il fut de 1967 à 1976.

Vaste expérience en vérité puisque, au terme d'une importante carrière politique, M. Lecourt était entré en 1962 comme juge à la Cour de Luxembourg. Deux ans plus tard, il y présidait une chambre avant d'accéder au premier rang.

M. Lecourt s'est souvent alarmé, notamment dans ces colonnes en 1973, de la grande méconnaissance à l'intérieur de l'Hexagone des possibilités et des contraintes engendrées par le droit communautaire. Quelques années plus tard, il lui revint, à l'intérieur du Conseil constitutionnel, de contribuer à l'évolution de cette situation.

M. K.

M. Louis Joxe : le courage

Au terme d'une longue et prestigieuse carrière politique et diplomatique qui appartient déjà pour partie à l'Histoire, M. Louis Joxe quitte le Conseil constitutionnel où il aura siégé plus longtemps que quiconque. Il avait été nommé au Conseil en octobre 1977 par Edgar Faure alors président de l'Assemblée nationale, pour achever le mandat d'Henry Rey, décédé. Il fut reconduit en 1980 par le nouveau président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, pour le mandat de neuf ans qui s'écoule.

Au sein d'un Conseil constitutionnel souvent servi par la pluralité d'expérience de ses membres, M. Joxe a apporté à lui seul les expériences variées, et leur cortège de difficultés non moins diverses, de la

diplomatie, de l'éducation nationale (ministère où il ne fit qu'un bref passage), des soubresauts de la tragédie algérienne et des questions administratives.

C'est peut-être cette dernière tâche — il fut ministre d'Etat chargé de la réforme administrative de 1962 à 1966, — ainsi que son passage plus bref au ministère de la justice, qui lui laissent le plus d'enseignements pour connaître au Conseil constitutionnel de questions aussi importantes que la décentralisation.

Ce grand serviteur de l'Etat habitué aux situations tourmentées n'était pas non plus désarmé pour soupeser les tenants et les aboutissants d'une déclaration d'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie.

Le courage et l'assiduité de M. Joxe, doyen d'âge, à quatre-vingt-sept ans, du Conseil constitutionnel, l'énergie dont il a fait preuve pour surmonter les conséquences de graves accidents de santé, ont souvent fait l'admiration de ses pairs.

Les votes ou les attitudes au Conseil constitutionnel de cet homme tenace n'eurent pas toujours l'automatisme que leur prêtent les milieux politiques de droite. Notamment lorsqu'ils posèrent trébuchet et sans excès de dignité, au plus fort de la période de cohabitation institutionnelle, la question de savoir si son extrême fatigue, à ce moment, lui permettait ou non de venir siéger aux côtés de ses pairs de la rue Montpensier.

M. K.

(Publicité)

S.O.S. ENVIRONNEMENT S'ADRESSE AUX PARISIENS

— Le projet Laser est un faux remède aux problèmes de circulation dans PARIS.

Mais le maire de Paris a déjà choisi Laser.

— Le projet de grand stade dans le bois de Vincennes est dangereux pour les Parisiens. Il faut sauvegarder nos rares espaces verts.

Mais le maire de Paris a déjà choisi le bois de Vincennes.

Alors contre les listes qui soutiennent ces projets nous préférons Pierre JOXE.

Jean-Claude Delarue, S.O.S. Environnement
15, rue de l'Echiquier, 75010 Paris

ADELIE
Informatique Conseil

Notre contrat moral : la haute qualité des prestations que nous fournissons à nos clients.

La SSII qui s'engage.

15 rue de Rome, 75008 PARIS
Tél. : (1) 43.87.12.10

« Les Français font toujours confiance à la gauche pour conduire les affaires du pays. — 38 % des Français font confiance à la gauche pour gérer le pays et 34 % à l'UDF et au RPR, selon un sondage réalisé par la SOFRES et publié, le 22 février, dans un groupe de journaux de province. 21 % des mille personnes interrogées, du 10 au 14 février, estiment qu'il n'y aurait pas de différence entre la gauche et la droite dans la gestion des affaires de la France. C'est la première fois, depuis février 1983, que la gauche au pouvoir bénéficie d'un tel capital de confiance.

PRÉCISION. — Réunie le 13 février, la commission des sondages n'a finalement aperçu aucun motif de procéder (...) à une mise au point publique critiquant la réalisation du sondage » réalisé par CSA, publié le 3 février, dans le Provençal, dont nous faisons état dans nos éditions du 11 février. Saisie par M. François-Noël Bernard, membre du secrétariat fédéral de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, pour le compte de M. Michel Pezet, la commission des sondages a estimé que cette enquête, qui accordait 37 % des intentions de vote à M. Vigouroux (contre 27 % à M. Gaudin et 19 % à M. Pezet) était « sincère et régulière ».

LA BANQUE AUJOURD'HUI. IL Y A TOUTES LES RAISONS D'EN PARLER CALMEMENT.

C'est un lieu commun de dire que les banques ne prennent jamais de risque ou qu'elles font tout pour mettre les entreprises en état de dépendance. Il est vrai que c'est nous qui traitons la matière première indispensable à toute activité économique : l'argent. Mais c'est parce que nous avons su proposer des services de plus en plus variés et de plus en plus sophistiqués que nous intervenons à tous les stades de la vie de l'entreprise. Cela dit, les entreprises sont libres de choisir leur stratégie financière... et en ce qui concerne les risques, nous savons qu'à chaque fois qu'une entreprise fait faillite, une banque au moins perd de l'argent.

1 LE FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ.

Le rôle des banques est avant tout de proposer des crédits à des taux compétitifs. Mais il est aussi de conseiller. Même lorsque les entreprises peuvent trouver de l'argent toutes seules, les banques leur apportent l'expertise des marchés financiers, un domaine où la complexité et la diversité vont croissant. Par ailleurs, si dans une entreprise l'argent "entre", il "sort" en permanence. Il faut gérer ces flux et faire fructifier les excédents. Là aussi, nos produits et nos services sont performants.

2 TOUJOURS PLUS D'INVESTISSEMENTS.

La compétitivité des entreprises passe par l'amélioration de leur capacité d'investissement. Nous y travaillons sans relâche, et pas seulement pour les grandes entreprises : en 1988, le volume des crédits à l'investissement apportés par les banques aux entrepreneurs individuels et aux entreprises a augmenté d'environ 15 %. Chacun sait que sans soutien de l'investissement, il n'y a pas de croissance possible pour l'économie française.

3 PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT.

Aujourd'hui nous guidons augmentations de capital, rapprochements, prises de participations, introductions en Bourse... Ces restructurations sont le lot de la compétition économique contemporaine. De plus, notre présence internationale et notre expérience de l'économie mondiale nous permettent d'aider les entreprises à mettre en œuvre leurs stratégies d'avenir.

De plus en plus, la banque est le cœur de l'économie.

AFB
ASSOCIATION FRANÇAISE
DES BANQUES

هكذا من الأصل

Société

L'affaire de l'« Amoco-Cadiz »

Le juge américain double l'indemnisation des victimes de la marée noire de 1978

Le juge fédéral Franck Mac Garr, dans un jugement rendu, mardi 21 février, au tribunal de Chicago (Illinois), a recommandé une importante rectification du premier jugement rendu le 11 janvier 1988 : les collectifs bretonnes victimes de la marée noire provoquée par le naufrage de l'Amoco-Cadiz, le 16 avril 1978, se voient attribuer des indemnités représentant 187 millions de francs au lieu des 93 millions accordés précédemment.

Au total, les indemnités accordées à toutes les parties françaises se montent à 645 millions de francs, soit un peu moins de

la moitié de la facture présentée à l'origine par la France (1,33 milliard de francs). La rectification la plus importante a été décidée en faveur des ostréiculteurs, auxquels le juge a attribué 34,8 millions de francs au lieu de 813 000 F auparavant.

L'Etat français, pour sa part, obtient une importante rallonge (78,5 millions de francs), qui s'ajoute aux 380 millions recommandés dans le premier jugement. Les départements du Finistère et des Côtes-du-Nord obtiennent 11,9 millions de francs au lieu de 8,8 millions. Les communes obtiennent 47,4 millions au lieu de 46,1 mil-

lions. Les associations de protection de la nature doublent leur mise : 612 000 F au lieu de 300 000 F. Seuls les hôteliers et les commerçants, qui avaient obtenu 2,2 millions de francs au premier jugement, n'ont droit à aucune rallonge.

Cette réévaluation à la hausse des indemnités, que devra verser la compagnie américaine Amoco aux victimes de la plus importante marée noire survenue en France, a suscité des réactions diverses en Bretagne : soulagement des élus qui craignaient le pire, mais désabusement de la population qui se lasse après onze années de procédure.

Définitif... provisoire

« C'est une bonne rectification », commentait sagement M^{re} Christian Huglo, l'un des avocats chargés du dossier, dans son cabinet parisien, mardi 21 février, où s'étaient réunis les représentants des victimes de « la marée noire du siècle » pour apprendre par téléphone les conclusions tant attendues du juge Mac Garr.

Le président du syndicat des sinistrés, M. Alphonse Arzel, sénateur centriste du Finistère et maire de Ploudalmézeau, se garde de triompher : « Reste maintenant à récupérer le chèque », dit-il avec une méfiance paysanne, instruit par une expérience de onze années de procédure impitoyable. Quant à M. Charles Josselin, député (PS) et président du conseil général des Côtes-du-Nord, il reste extrêmement prudent : « On se félicite pour les ostréiculteurs qui avaient été oubliés, dit-il, et on apprécie que la date de prise en compte des intérêts ait été reculée. Mais ils ont refusé d'augmenter le taux d'intérêt (7,22 %) et de prendre en compte le préjudice écologique et la perte d'image. »

Un soulagement donc par rapport au pessimisme ambiant, à la veille de ce troisième jugement (1), mais pas de quoi parader en Bretagne. Les contribuables du Finistère et des Côtes-du-Nord, qui paient chacun 15 F par an pour alimenter la caisse du syndicat des sinistrés, savent bien que la note des frais de procédure engagés jusqu'à présent dépasse les 100 millions de francs, c'est-à-dire plus que l'indemnité accordée en 1988. « Nous pouvons gagner le procès et perdre de l'argent », observe à ce propos M. Charles Josselin.

Le risque est d'autant plus grand que la procédure, sauf renoncement de dernière minute, va probable-

ment durer encore un ou deux ans. La société Amoco (ex-Standard Oil of Indiana) a déjà fait savoir par son avocat, Frank Cicero, qu'elle allait faire appel du premier jugement en responsabilité, puisque le juge Mac Garr lui-même avait établi la « responsabilité annexée » du constructeur espagnol du pétrolier, Astilleros Espanoles.

M. Cicero a précisé qu'Amoco avait engagé des poursuites contre les chantiers navals espagnols, afin qu'ils assument la totalité des dom-

mages et intérêts accordés à la France. « Nous ne pensons pas que nous serons appelés à payer quoi que soit », a affirmé l'avocat à Chicago, comme s'il voulait oublier que la société Amoco, propriétaire du navire, avait été reconnue responsable principale de la catastrophe.

Faire un geste

A cette nouvelle bataille juridique en perspective s'ajoute une difficulté : le juge Mac Garr, aujourd'hui âgé de soixante-sept

ans, va prendre sa retraite définitive : il avait repris du service pour boucler le dossier Amoco. Il va donc passer le témoin — et le catalogue des dommages qui compte à lui seul cent quarante pages — à son successeur, le juge fédéral du district de Chicago, M. Charles Norgie. Celui-ci doit confirmer — ou infirmer — les recommandations du juge Mac Garr, que les parties fassent appel ou non.

Ce jugement « définitif provisoire » du 21 février a le don d'agacer les élus français qui croyaient cette fois en avoir fini avec la procédure. Réuni mercredi 22 février à la mairie de Ploudalmézeau — reconstruite luxueusement avec l'argent escompté des dommages, — ils doivent décider de se lancer ou non dans une nouvelle procédure d'appel, puisqu'ils estiment n'avoir pas leur compte. A moins que le représentant du gouvernement français, M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, qui devait les rejoindre dans l'après-midi, ne fasse un geste, par exemple en reversant tout ou partie des dommages octroyés à l'Etat aux collectivités locales.

« Le président de la République avait bien dit que les indemnités ne faisaient que le compte », se rappelle M. Charles Josselin. Manière de dire que l'Etat, à la veille d'élections municipales décevantes, serait bien inspiré de « faire un geste ».

ROGER CANS.

Les réactions

« On est très loin du compte »

BREST de notre correspondant

Le moral est certes à la hausse en Bretagne, avec le doublement des indemnités prévu par le nouveau jugement du juge Mac Garr, mais la nouvelle n'a pas soulevé l'enthousiasme. « On a bien fait d'attendre un an, et ça nous donne un regain d'optimisme pour la suite des événements. Ça nous laisse quand même un goût d'amertume, car c'est trois fois moins que ce que nous demandions », disent-on mardi soir au bar Le Récif, à Portsal, où les clients habitués se sont bien gardés de boire à la santé du juge Mac Garr, en qui beaucoup d'espoirs avaient été placés en 1988.

« Tant que le gendarme ne se sera pas fait respecter, les risques existeront », soulignait M. André Rosco, premier adjoint au maire de Brest, de son bureau de la mairie. Le « gendarme », c'est-à-dire la menace faite aux pollueurs de payer « plein pot » : réparation des dégâts, préjudice écologique et perte de l'image de marque les trois grands dom-

mages se réclamaient à la compagnie Amoco les communes sinistrées. « Le juge reconnaît la faute, mais ne prend en compte qu'une petite partie du préjudice », ajoutait M. Rosco.

Autrement dit, selon M. Adrien Kervella, maire de Saint-Pol-de-Léon, membre du bureau du syndicat mixte, « on est encore très loin du compte ». « Etre totalement satisfait serait beaucoup dire », M. Roger Rioual, maire de Plestin-les-Grèves, estime aussi que, « malgré ce mieux, il n'y a pas lieu d'être réellement satisfait, car l'action engagée n'a pas permis de faire avancer le droit ».

Comme le souligne également M. Michel Glemarec, biologiste océanographe à l'université de Bretagne occidentale, un des experts mandatés par le syndicat mixte, « pour revenir sur les problèmes de fond, on ne peut aller qu'en appel ».

A Portsal, onze ans après, le sentiment prévaut chez les pêcheurs que la sanction n'est toujours pas tombée.

GABRIEL SIMON.

Selon un sondage IPSOS

Les Français craignent davantage la drogue que l'accident nucléaire

Les deux tiers des Français pensent rarement aux risques d'accident technologique ou de catastrophe naturelle. Mais si on leur pose la question, ils sont près de 80 % à s'estimer « mal informés », 67 % à se sentir « mal protégés » et 68 % à avouer ne pas savoir quoi faire en cas de catastrophe. Telle est une des leçons tirées d'un sondage IPSOS mené du 3 au 6 janvier sur un échantillon national de mille personnes, à l'initiative du secrétariat d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

Si les Français n'ont qu'une notion bien floue du risque réel qu'ils encourent en la matière, ils font parfaitement la distinction entre les différentes formes de risques qui peuvent se présenter. Lorsqu'on leur demande quel danger (technique ou naturel) menace le plus la France, 39 % répondent le danger nucléaire (qu'il s'agisse de centrales électriques, de déchets nucléaires ou d'armes atomiques) ; 31 % indiquent la pollution (surtout chimique) ; 22 % répondent « séisme » — on est au lendemain du tremblement de terre d'Arménie ; 16 % pensent à l'inondation — Nîmes est encore frais dans les mémoires — et seulement 5 % évoquent la tempête — l'ouragan breton d'octobre 1987 est déjà trop loin.

Quant au danger qui les menace personnellement, les Français placent d'abord la drogue, le chômage et le SIDA, considérés alors comme les pires des catastrophes naturelles. Quand on leur demande d'établir une hiérarchie dans une liste donnée de risques pour la France des années à venir, 89 % pla-

cent en tête la pollution de l'eau, 63 % songent ensuite au nucléaire, 60 % citent l'inondation et 58 % le « nuage radioactif ».

La hiérarchie est différente si on les interroge sur les activités industrielles les plus dangereuses. On découvre alors que 69 % des Français jugent que c'est le stockage des déchets nucléaires et 57 % les centrales ou les usines nucléaires. C'est donc incontestablement le nucléaire qui est le plus redouté, surtout lorsqu'il s'y mêle la notion de « déchets », aujourd'hui très mal ressentie par tous.

L'Arménie et Tchernobyl

Interrogés sur les cinq accidents récents qui les ont le plus marqués, les Français placent en tête le tremblement de terre en Arménie (74 %). Tchernobyl (61 %), les inondations de Nîmes (34 %) et les dernières catastrophes aériennes (26 %). La hiérarchie, ensuite, évolue en fonction de la gravité, de l'éloignement géographique et du recul dans le temps. Beaucoup se rappellent le tremblement de terre de Mexico (14 %), mais Bhopal tombe à 10 %, Seveso à 9 %, l'Amoco-Cadiz à 8 %, Sandoz à 6 %, Los-Alfaques à 5 %, Feyzin à 4 %, la tempête en Bretagne à 3 %, comme la pollution de la Loire et les incendies de forêt du Midi. La catastrophe du Grand-Bornand (1987), avec 2 % de citations, rejoint la catastrophe de Fréjus (1959).

Quant à la notoriété des grandes catastrophes, si l'on en croit l'opinion publique française, elle va en décroissant de Tchernobyl, la plus connue, à Feyzin, vingt ans plus tôt, en passant par l'Amoco-Cadiz, San-

doz, Los-Alfaques, Bhopal, Seveso et Mexico.

Pour l'information en cas de catastrophe, les Français font d'abord confiance aux associations de protection de l'environnement (43 %), puis à la préfecture (37 %), à la mairie (27 %), au ministre chargé des risques (26 %), à la direction départementale de l'équipement (15 %) et seulement 13 % font confiance aux médias.

R. C.

● Dans la liste suivante de risques, quels sont ceux qui vous inquiètent personnellement le plus ?

Drogue	48 %
Chômage	46 %
SIDA	44 %
Pollution industrielle	40 %
Accident d'une centrale nucléaire	39 %
Accident de la route	36 %
Délinquance, insécurité	31 %
Accident dans l'industrie chimique	23 %
Tremblement de terre	12 %
Ne se prononce pas	1 %

● Quelles sont parmi les activités industrielles suivantes celles qui vous semblent les plus dangereuses ?

Les stockages des déchets nucléaires	69 %
Les centrales et les usines nucléaires	57 %
Les industries chimiques	47 %
Le transport de matières dangereuses	43 %
Les décharges de déchets industriels	40 %
Les dépôts de gaz	24 %
Les raffineries de pétrole	10 %

(Totaux supérieurs à 100 en raison des réponses multiples.)

« Sidamanie » en Union soviétique

Quinze millions de séropositifs en l'an 2000 selon la « Pravda »

Quasiment tabou il y a encore quelques mois, le sida devient ces jours-ci l'un des sujets favoris de la presse soviétique. A l'origine de cet intérêt subit pour une épidémie qui, jusqu'à présent, était, disait-on, l'apanage de l'Afrique et de l'Occident, la contamination, par des seringues infectées, de 24 bébés et de 7 adultes à l'hôpital d'Elisa, en Kalmoukie.

Révisée le mois dernier par le quotidien des syndicats *Troud*, cette information avait amené M^{re} Eleanora Novogitsina, vice-ministre de la santé, à menacer de « sévères sanctions » les membres du corps médical responsables par leur faute d'une contamination.

Dans ses éditions du 21 février, la *Pravda* enfonce le clou. Evoquant la « véritable sidamanie », dont sont atteints les Soviétiques, le quotidien du Parti communiste précise que si la maladie se propage au rythme actuel, il y aura en URSS, vers 1994, quelque 600 000 séropositifs et 6 000 malades du sida. En l'an 2000, prévoit la *Pravda*, le nombre des séropositifs pourrait atteindre 15 millions et celui des malades 200 000.

D'autre part, selon *Troud*, la commission soviétique extraordinaire contre les épidémies, présidée par le ministre de la santé, M. Evgueni Tchazov, réunie le lundi 20 février, a déploré que les décisions prises il y a trois ans pour prévenir la propagation de la maladie ne soient pas — ou mal — appliquées.

La *Pravda* indique que l'URSS disposera l'an prochain de moins d'un dixième de ses besoins en seringues jetables, et en 1991 d'un peu moins de la moitié. Selon le même journal, les deux tiers seulement des 300 millions de préservatifs qui avaient été commandés en 1987 par le ministère de la santé ont été fournis.

Autre sujet tabou en URSS, l'homosexualité, commence elle aussi à intéresser les médias. Ainsi dans le journal *Socialisticheskaya indovstria*, un médecin explique-t-il que de nombreux homosexuels, en raison des sanctions pénales prévues à l'encontre de l'homosexualité en URSS, préfèrent ne pas aller consulter. Il faut, écrit ce médecin, trouver une solution « raisonnable » à ce sujet.

Pour sa part, le quotidien *Troud* souligne que l'industrie et les milieux scientifiques se renvoient la responsabilité de la qualité et de la quantité « insuffisantes » des tests de dépistage. Selon M. Gerasimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères, 17 millions de personnes ont subi l'an dernier en URSS un test de dépistage de la contamination par le virus du sida.

Enfin, M. Tchazov a déploré le faible nombre de chercheurs — 158 appartenant à six centres de recherche — travaillant actuellement sur le sida. L'URSS compterait actuellement, officiellement, 150 malades du sida.

FRANCK NOUËL.

Fermeture temporaire des blocs opératoires

Infection mortelle à l'hôpital neurologique de Lyon

LYON de notre bureau régional

Après l'annonce, mardi 21 février, du décès d'une patiente, dans le courant du mois de janvier, à la suite d'une infection contractée durant son hospitalisation à l'hôpital neurologique de Lyon et d'un second cas d'infection, au début de février, heureusement maîtrisée, la direction de l'établissement a décidé la fermeture, jusqu'au jeudi 23 février, des blocs opératoires. Cette mesure n'a toutefois pas entravé la prise en charge des urgences, puisqu'une salle indépendante est prévue en pareil cas.

Selon le directeur de l'hôpital neurologique, M. Benoît Leclerc, les conséquences de cette infection et le décès de cette patiente ne remettent pas en cause le système « constant de contrôle et de surveillance de l'asepsie » dans les services de soins de l'hôpital. « Le taux d'infection de notre établissement, précise le directeur, est de l'ordre de 4 %, ce qui le situe nettement en dessous de la moyenne des établissements hospitaliers français, qui est de 5 % à 7 %

environ. Un pourcentage qui peut atteindre 10 % à 12 % pour certains services de chirurgie (« le Monde sciences et médecine » du 19 octobre 1988).

Véritable bête noire des médecins et des cadres hospitaliers, l'infection hospitalière est combattue avec « un acharnement tout particulier », explique le directeur de l'hôpital neurologique de Lyon, dans la mesure où ces services « accueillent des patients aux défenses amoindries, et qui, par conséquent, sont très fragiles ». C'est ainsi que, dans les établissements lyonnais, un jour par mois, les blocs opératoires sont entièrement désinfectés, une mesure de prévention qui s'ajoute aux traditionnelles opérations de maintenance et d'asepsie réalisées quotidiennement après les interventions.

« Cela dit, précise M. Benoît Leclerc, il faut savoir que malgré l'ensemble des précautions que l'on peut prendre, malgré l'application stricte des normes, les blocs opératoires restent et resteront des zones à risques. »

GÉRARD CLAVAROLY.

DÉFENSE

Le général Devemy remplacé par le général Jérôme

Changement à la direction de l'ancienne sécurité militaire

Le général de division Pierre Devemy, qui dirigeait la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPDS), ou ex-Sécurité militaire, a été soudainement remplacé dans ses fonctions par le conseil des ministres du mercredi 22 février. Pour lui succéder, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a choisi le général de division Antonio Jérôme, qui, pour la circonstance, a dû être rappelé de la deuxième section (cadres de réserve), où il était depuis le début de cette année.

Officiellement, le ministère de la défense ne fait aucun commentaire sur cette mutation, qui prend effet à la date de l'annonce par le conseil des ministres. Au cabinet de M. Chevènement, on laisse entendre que cette décision serait liée au fait qu'il s'agit de préparer la succession du général Devemy, qui devait quitter son poste, en même temps que son adjoint, à la fin de l'année.

En réalité, le général Devemy, qui est un officier général de la gendarmerie, a pris ses fonctions à la tête de la DPDS en octobre 1987, et son grade lui permet de demeurer sous l'uniforme jusqu'en août 1991, date à laquelle il atteindra la limite d'âge. Il n'est pas coutume, sauf cas de force majeure, de muter un officier général brutalement en plein milieu d'année, bien avant la période des vacances scolaires, pendant laquelle se font la plupart des changements d'affectation dans les armées. De surcroît, on observera que ce même conseil des ministres du 22 février a nommé le général Devemy aux fonctions de chargé de mission auprès du directeur général de la gendarmerie, c'est-à-dire un poste qui est attribué à un responsable en disgrâce ou en attente.

Son successeur, le général Jérôme, appartient lui aussi à la gendarmerie. Il avait notamment été chargé de coordonner les opérations de gendarmerie, en avril 1988, au lendemain de l'attaque contre la brigade de Feytaud, en Nouvelle-Calédonie. Il avait dû ensuite abandonner cette responsabilité lorsque le gouvernement de M. Jacques Chirac confia à l'armée le soin de récupérer les otages de la grotte d'Ouvéa. Après son départ de Nouméa, le général Jérôme devait être placé, avec son accord, en deuxième section (cadres de réserve) à partir de janvier 1989, soit avec deux ans et demi d'avance sur la limite d'âge (soixante et un ans) de son grade.

La DPDS, forte de mille sept cents personnes dont trois cents civils, est chargée, pour le compte du ministre de la défense, de protéger les personnels, les matériels et les installations militaires de toute menace intérieure.

Le 2 mars à Canjuers

Le missile nucléaire Hadès sera présenté au premier ministre

L'armée de terre, qui reçoit la visite du premier ministre le 2 mars au camp de Canjuers, dans le Var, a prévu de présenter à M. Michel Rocard le système d'armes nucléaires préstratégiques Hadès. Ce sera la première présentation officielle de cet armement destiné à remplacer, à partir de 1992, le missile Pluton, actuellement en service dans l'artillerie sol-sol des corps d'armée.

Monté en deux exemplaires sur un semi-remorque, le missile Hadès relève de cette catégorie d'armes nucléaires dites à courte portée (moins de 500 kilomètres), selon la terminologie retenue par les Américains et les Soviétiques dans leurs

négociations actuelles de désarmement en Europe. Porteur d'une charge thermonucléaire, Hadès devrait atteindre 480 kilomètres de distance, au lieu de 120 kilomètres, au maximum, pour Pluton.

Le 22 novembre dernier, un premier tir expérimental du missile Hadès a eu lieu depuis le centre d'Essais des Landes, en direction de l'Atlantique. Il était destiné à évaluer l'aptitude au vol du missile et le comportement du véhicule de lancement au moment du tir. Lors de cette première expérimentation, le missile testé a atteint 200 kilomètres. Une deuxième expérience est prévue pour le 28 février prochain, depuis le même site de lancement.

Ce sera la première fois que Hadès sera présenté au premier ministre et, d'une manière générale, ce sera sa première apparition en public au camp de Canjuers, où l'armée de terre a prévu, le 2 mars, une démonstration de la plupart de ses matériels.

Dans les états-majors, on considère que le fait de pouvoir présenter Hadès à M. Rocard traduit indirectement la volonté du gouvernement de ne pas remettre en question la continuité de ce programme dans le cadre de la révision, en cours, de la loi de programmation militaire qui sera soumise en juin prochain au Parlement.

Société

La crise pénitentiaire

Regain de tension dans les prisons et durcissement de la position du ministre

Alors que les syndicats de surveillants de prison, FO, FUFAP et la CGT, préparent une manifestation nationale qui doit se tenir jeudi 23 février, des Tudesques à la place Vendôme, à Paris, le ministre de la justice a adressé aux syndicats une lettre comminatoire qui rappelle qu'il n'est toujours pas question d'instaurer un régime de bonification des années de réclusion. Le ministre souhaite reprendre le dialogue « dans les plus brefs délais sur les propositions de la chancellerie ».

Dans la soirée du 22 février, un incident très vif a opposé des surveillants et plusieurs membres de la direction de Fleury-Mérogis qui ont été bloqués dans leurs voitures alors qu'ils voulaient quitter l'établissement. Les propositions de sanctions soumises par les directeurs n'ont, jusqu'ici, pas été suivies par l'administration centrale et les directeurs ont de plus en plus de mal à se faire obéir.

La journée du mardi 21 février aura été, pour les pénitentiaires, celle de toutes les rumeurs. L'annonce par le ministre de la justice, au cours d'un petit déjeuner de

presse, de la tenue de réunions à Matignon avec des représentants du ministère du budget a pu faire croire un temps que la plateforme de revendications transmise la veille par FO et FUFAP allait servir de base à de nouvelles négociations. Comme on pouvait s'y attendre, il n'en a rien été. Au ministère de la justice on considère, en effet, que cette plateforme n'est qu'une manière déguisée de présenter de façon légèrement différente des revendications dont on a dit depuis le début du conflit qu'il n'était pas question de les satisfaire. M. Pierre Arpaillange avait d'ailleurs été clair : « Il y a au ministère du budget des gens qui ne sont pas idiots. Il ne faut pas leur faire prendre des vessies pour des lanternes ».

Aussi le ministre de la justice a-t-il fait parvenir aux syndicats une lettre qui, si elle continue à appeler à une reprise du dialogue, a des allures d'ultimatum. Rejetant catégoriquement les propositions syndicales sur le relèvement du point de retraite, le ministre est prêt « à examiner en concertation avec les syndicats les questions évoquées par ceux-ci et toutes les mesures susceptibles d'amener une accélération et une amélioration des déroulements de carrière ». La chancellerie souhaite une reprise du dialogue « dans les plus brefs délais ».

Les syndicats ont vite réagi. Pour l'UFAP qui paraphrase une déclaration antérieure du directeur de l'administration pénitentiaire, dans ces conditions la « reprise des discussions n'est plus de mise ».

Mince espoir

FO refuse de reprendre langue avec le ministère sur les bases de la dernière lettre de Pierre Arpaillange. Pour la CGT « le gouvernement est atteint de surdité ou d'amaïose » et appelle les personnels à renforcer leur mobilisation mais se déclare prêt à rencontrer le ministre de la justice.

Sur le terrain, selon la chancellerie, trente-deux établissements ont été touchés par l'opération « prison morte » lancée par FO et l'UFAP. Les piquets de grève sont toujours en place devant la plupart des prisons et les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises. Mais désormais, c'est entre le personnel d'encadrement et la base des surveillants que la tension est la plus vive. Soumis à rude épreuve depuis le début du conflit, les directeurs en chefs d'établissements ont pour consigne de faire « tourner » les prisons normalement quoi qu'il arrive. Or depuis quelques jours, ils se trouvent face à des surveillants qui, fortés

des consignes syndicales, refusent d'obéir à leurs ordres. « Nous, on ne fait pas de philosophie sous les lambris de la place Vendôme », nous disait l'un d'eux. Face à des refus caractérisés d'obéissance d'agents en service, nous sommes obligés de distribuer des questionnaires [des demandes d'explications écrites après un incident]. Or l'administration centrale ne leur donne aucune suite ».

Accusés dans un tract signé par FO, l'UFAP, le SPI et le SNIPP d'être des « collaborateurs », les personnels d'encadrement ont été assez d'être pris entre une administration qui, de fait, ne les couvre pas et une base qui les margine. Ils l'ont dit haut et clair au ministre, que cette situation inquiète, mais qui se refuse pour le moment à prendre des sanctions jusqu'à la manifestation de jeudi. L'incident qui a eu lieu en fin de soirée le 21 février à Fleury-Mérogis est, à cet égard, significatif. Le ton des surveillants s'y est en effet nettement durci. Après le blocage des défilés rituels des fourgons cellulaires amenant les « écroués », les surveillants, une fois essayés les phiques de grenades lacrymogènes ont décidé de barrer la route à plusieurs membres de la direction qui quittaient les lieux en voiture. Le véhicule a été encerclé par les surveil-

lants devant le parking de l'établissement et il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour que les gardiens dégagent le passage.

Les discussions entre direction et surveillants ont été « vives », selon Gilles Sicard, responsable national de l'UFAP, arrivé sur les lieux après le début de l'incident. Alain Jégo, le directeur de la maison d'arrêt des hommes, qui a demandé l'ouverture du barrage à plusieurs reprises, a déclaré à certains responsables syndicaux présents qu'il ne se sentait pas être plus pour longtemps. Gilles Sicard, lui, s'en prend maintenant aux responsables de la direction, qui, dit-il, « matraquent les surveillants à coups de demandes d'explication », en ajoutant : « S'ils sanctionnent, nous sanctionnerons aussi ». Il faut l'intervention du colonel commandant le groupement de gendarmerie, et la menace d'interpellation pour que les surveillants laissent enfin passer leurs supérieurs.

Malgré les consignes de fermeté transmises par Matignon, le ministre de la justice balance encore sur l'attitude à prendre. Cet attentisme du pouvoir en tout cas fait l'affaire des syndicats qui ont désormais le sentiment d'agir en toute impunité.

ANNE CHEMIN
et AGATHE LOGEART

Jacques Vialettes, secrétaire de FO

Le patron des « matons »

Les surveillants de base pour s'imposer. Des importuns ont-ils pu dire, des réserves sur sa compétence, ont-ils critiqué sa ligne ? Jacques Vialettes les a éliminés sans état d'âme apparent. D'un revers de main, il a balayé ceux qui ont parfois cherché à le déstabiliser en contestant, par exemple, un syndicat qui se voulait concurrent.

Trois de guerre

Il tient donc son syndicat en main et sans partage. Même certains proches le trouvent un peu « despotique ». Il s'en moque. D'autant que le pouvoir a appris qu'il fallait compter avec lui. Tous les directeurs de l'administration pénitentiaire l'ont compris, plus ou moins séduits ou agacés, c'est selon. Et depuis le ministère d'Alain Peyrefitte, il en a usé plusieurs, de Christian Dabanc, à Jean-Pierre Dintilhac aujourd'hui. Il a même, dit-on, pesé de tout son poids pour empêcher la nomination à ce poste, sous Alain Chénedon, d'Hubert Bonaldi (Forces ouvrières, comme lui), actuel directeur régional de l'administration pénitentiaire à Paris.

Assis sur son trésor de guerre — près de 45 % des personnels de surveillance —, il sait bien qu'il reste et que les directeurs de l'administration centrale, à tout moment, peuvent partir. S'il s'est livré à une constante guérilla avec Robert Badinter, qu'il s'évertuait à appeler « maître » et sous les tentes duquel il fit défilier ses troupes, c'est de l'« avocat-maitre » ce qu'il n'est pas l'homme de paille. Il ne s'entend guère mieux avec Alain Chénedon, dont il contrecarre avec succès les projets de prisons privées, même s'il reste très lié à Dominique Matignon, magistrat membre de l'APM (Association

professionnelle des magistrats, droit) et ancien conseiller technique d'Alain Chénedon. De Pierre Arpaillange, il n'a pas grand-chose à dire. Les deux hommes, c'est un euphémisme, ont peu d'affinités et, des prisons, n'en connaissent d'évidence, pas la même chose.

C'est le conflit de l'automne qui a porté à Jacques Vialettes le coup le plus rude. Pour la première fois, il a senti que son terrain ne lui obéissait plus au doigt et à l'œil. Il a fort mal accepté que de jeunes surveillants lui reprochent d'avoir signé le protocole d'accord du mois d'octobre avec le médiateur. Entamé, son pouvoir n'est plus, aujourd'hui, tout fait sans partage : d'autres syndicats comptent, l'UFAP et aussi la CGT.

Jacques Vialettes n'aime pas la concurrence. L'édification du syndicat FO des personnels pénitentiaires n'est que le résultat de sa volonté, c'est toute sa vie. En tout cas, sa deuxième vie débute après 1962. Après le traumatisme des rapatriés, l'échec d'une exploitation agricole en Charente qu'il a en vain tenté de faire tourner et dans laquelle, au milieu des années 60, il a englouti toutes ses économies avant d'entrer comme surveillant de base à Fresnes, puis à Fleury-Mérogis, dont il a fait l'ouverture en 1968.

Les mauvaises langues disent qu'il n'a pas de « passé pénitentiaire » et que, s'il connaît bien les surveillants, il n'a guère approché les détenus, puisqu'il a très vite quitté la prison pour se retrouver secrétaire de la formation du personnel de surveillance à l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP).

C'est de là qu'il a monté son syndicat, bénéficiant sans accord du « parapluie » d'André Bergeron, soutenu que l'ancien secrétaire général de Forces ouvrières ne lui a jamais ménagé. Les surveillants n'avaient-ils pas régulièrement les services d'ordre des manifesta-

tions de Forces ouvrières ? « Proustien » plutôt que « bonidiste », il doit, aujourd'hui, se faire à un tout nouveau monde. Bénéficiant aussi, dit-on, de l'appui du RPR, il ne veut ni confirmer ni démentir qu'il est en fait militant depuis des années (« c'est-à-dire après la mort de Gaulle », précise que ça, c'est sa vie privée »).

Foucade ou stratégie ?

S'il a très adroitement repris son syndicat en main au mois de novembre dernier en se faisant plébisciter, il a senti souffler la contestation. Dès que le conflit a repris, au mois de février, il a clairement fait savoir que, cette fois, le boss ne l'y reprendrait pas : il le précéderait plutôt que de la suivre. Lui qui a toujours expliqué qu'il ne voulait pas s'en prendre à la population pénale, a surpris tout le monde en annonçant gravement, dimanche 19 février, à la télévision, que, cette fois, il se jetait vraiment dans le « bagarre » en lançant le mot d'ordre de « prison morte ». Envenimé des doutes sur la réussite de l'opération, il annonce aussitôt que, « puisque c'est comme ça », il va durcir encore...

Lui qu'on pouvait parfois prendre pour un modérateur face à l'UFAP et à la CGT, reprend donc le titre des contestataires. Imprévisible, insaisissable, Jacques Vialettes, dont on n'arrive jamais à savoir s'il agit par foucade ou par stratégie, jubile sûrement à l'idée de faire tourner en bourrique ces « chulies » de la place Vendôme, siège de la chancellerie, pour lesquelles il n'a pas d'excessives sympathies. Pourtant, il faut aussi, lorsqu'on est syndicaliste, savoir arrêter un mouvement. Et il en est bien conscient.

Amoureux des Charentes — il a toujours une maison près de Saintes —, passionné d'histoire (ses troupes lui ont offert un beau livre sur les châteaux, en particulier de Napoléon, père de trois fils) et un faible pour le cadet, militaire et parachutiste, Jacques Vialettes entame son dernier mandat avec le retraité. La bagarre qu'il mène aujourd'hui a des airs de baroud d'honneur.

Ag L.

JUSTICE

L'affaire des fausses factures du Sud-Est

Trois dirigeants de la SORMAE et un entrepreneur sont maintenus en détention

Après débat contradictoire, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Pierre Culié, a décidé, mardi 21 février, de placer sous mandat de dépôt et de maintenir en détention trois dirigeants de la SORMAE, MM. Paul Peltier, directeur général, Claude Popis, gérant, Robert Mistre, directeur régional, et un entrepreneur, M. Yves Duverger.

Ces quatre personnes, impliquées dans l'affaire des fausses factures et de corruption, dans le Sud-Est de la France, avaient été de nouveau inculpées le 17 février par M. Culié (le Monde daté 19-20 février), après l'annulation par la Cour de cassation des inculpations qui leur avaient été notifiées à Marseille, où le dossier avait été initialement instruit avant d'être confié à la cham-

bre d'accusation de Paris (le Monde du 17 février).

Après le dessaisissement du tribunal de Marseille, ces nouvelles inculpations avaient été requises dès le 15 février par M. Pierre Truche, procureur général près la cour d'appel de Paris. Selon les cas, il s'agit d'inculpations de corruption de fonctionnaires, faux en écritures de commerce et usage, abus de biens sociaux ou de complicité et recel.

La chambre d'accusation va encore avoir à statuer sur le cas de dix-neuf personnes, dont le procureur général près la cour d'appel de Paris a aussi requis l'inculpation, et parmi lesquelles figurent sept personnalités politiques locales élus municipaux.

Immigration clandestine dans le Nord

Les mésaventures judiciaires d'un chauffeur de taxi

Un chauffeur de taxi de Tourcoing (Nord), M. Luis Da Costa, a été condamné, mardi 20 février, par le tribunal de Lille, à trois mois de prison avec sursis. Le tribunal a aussi ordonné la confiscation de son véhicule.

M. Da Costa avait été interpellé, le 29 janvier, par la police de l'air et des frontières alors qu'il transportait quatre ressortissants sénégalais qui venaient de franchir la frontière franco-belge sans papiers. Il avait été inculpé d'« aide à la circulation d'étrangers en situation irrégulière » (le Monde du 7 février).

La condamnation a, de nouveau, provoqué la colère des collègues du chauffeur de taxi qui, après son

inculpation, avaient décidé de ne plus transporter les clients de race noire. Ils faisaient notamment valoir qu'en qualité de prestataires de service, ils ne pouvaient refuser un client et n'étaient pas autorisés à contrôler ses papiers. Mais le tribunal a considéré que le prix de la course (150 F) avait été payé d'avance à M. Da Costa par un passeur et, pour les policiers, celui-ci avait accepté ses clients en toute connaissance de cause.

A la lecture du délibéré, un porte-parole de l'association des chauffeurs de taxi de Tourcoing s'est déclaré « encore plus déterminé » dans son refus de charger des clients de couleur.

SCIENCES

Qu'il faille à la recherche scientifique des moyens en hommes et des budgets importants, chacun en est d'accord. Qu'on doive maintenir, au fil des années, des efforts constants pour éviter de fâcheux coups d'accroissement, qui n'ont conduit ? Mais peu de gouvernements ont appliqué cette simple règle, et l'aurait-on fait en France que la recherche ne serait pas pour autant tirée d'affaire.

C'est la raison du cri d'alarme que M. Michel Crozier, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et membre du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (CSRT), vient de pousser dans une courte note d'une vingtaine de pages adressée à M. Hubert Curien, ministre de la recherche.

La recherche française souffre de vieillissement. « Les chiffres qu'a rassemblés la commission « emploi scientifique », écrit Michel Crozier, sont extrêmement éloquentes dans leur simplicité. Alors que le pourcentage des chercheurs de moins de quarante ans est resté régulièrement supérieur ou égal à 60 % dans les années 50 et 60 et jusqu'en 1970, il a rapidement décliné dans les

Les chercheurs français ne sont plus assez jeunes

années 70, descendant à moins de 40 % dans les années 80. Bref, l'âge moyen des chercheurs français est aujourd'hui de quarante-trois ans. Or, le taux des départs naturels (retraites ou décès) est aujourd'hui très bas et ne s'aggrave que vers 1992. Mais, étant donné l'importance de la masse des chercheurs actuels, la composition par âge de l'ensemble ne se modifiera que très lentement, d'autant que le taux des départs volontaires est, lui aussi, très faible.

Si les pourcentages d'entrée dans les organismes de recherche ne se modifient pas, ou si la politique d'emploi scientifique ne change pas, la population des chercheurs aura dans dix ans une moyenne d'âge de quarante-cinq ans et demi : 63 % auront plus de quarante ans (contre 62 % actuellement) et 37 % (contre 22 %) auront plus de cinquante ans. Comme un ensemble humain composé d'une forte majorité de personnes âgées « tend naturellement,

explique Michel Crozier, à se maintenir dans ses normes et ses structures et à refuser toute aventure », la situation s'aggrave à l'opinion.

Il faut reconnaître que des progrès ont été faits en matière d'embauche au cours des années 80. Après la période creuse des années 70, de nombreux postes ont été à nouveau inscrits au budget de la recherche de 1989, mais cela est-il suffisant ? « Si, en effet, on tient le pourcentage d'entrants actuels de 3 % (dont 1 % de créations nouvelles), on passe à 5 %, c'est-à-dire en triplant les créations actuelles, il faudrait tout de même attendre huit années pour que cela se traduise de façon sensible dans les pyramides des âges. Entre-temps, ajoute le rapporteur, les nouveaux entrants auraient été pour une large part absorbés dans la culture dominante. Pour obtenir un changement qualitatif suffisant, il faudrait imposer un moins un pour-

centage de 3 % d'entrants, c'est-à-dire multiplier par six le nombre de créations de postes, ce qui apparaît impossible dans l'état actuel des contraintes financières ».

Changer les règles

Une situation d'autant plus alarmante que, comme chacun le sait sans trop le proclamer, la mobilité des chercheurs, qui pourrait aider à la répartition partielle du phénomène, est quasiment inexistante.

Devant ce constat peu encourageant, la commission « emploi scientifique » s'est demandée s'il ne fallait pas raisonner autrement. Car, « du fait de l'inertie des phénomènes démographiques, augmenter le nombre des entrants dans les organismes statutaires sans changer les règles qui gouvernent la carrière des personnels ne peut avoir que des effets très limités ». C'est pourquoi,

le rapporteur invite le CSRT, et surtout son président, le ministre de la recherche, à s'interroger sur le fait que :

- le rajeunissement, indispensable pour préparer l'avenir, ne doit pas être pensé en considérant uniquement les chercheurs statutaires ;
- dans cette perspective, le rôle des non-statutaires devra être important ;
- si les carrières de chercheurs semblent de moins en moins attractives aux jeunes de grand talent, c'est en raison de leurs faibles rémunérations mais aussi, et surtout, du caractère vieillissant du milieu ;
- la mobilité entre recherche publique et recherche privée, entre universités et organismes de recherche, entre laboratoires français et étrangers, doit être améliorée ;
- le rôle des laboratoires et les équipes de recherche doivent être repensés ; si l'on veut que le rajeunissement s'opère, il faut qu'on puisse s'appuyer « sur des unités à taille

humaine pour assurer le renouvellement formation-orientation et mobilité ».

— enfin, le développement d'une politique de ressources humaines ne peut réussir que si elle est associée à un renouvellement des structures et à la création d'unités nouvelles, répondant au foisonnement des progrès scientifiques et techniques.

Face à l'ampleur du problème, dont le simple énoncé ne fait pas plaisir à tout le monde, la commission du CSRT propose donc qu'une commission restreinte de trois à six personnalités scientifiques ayant une stature internationale soit constituée. Elle devrait être dotée du temps et des moyens financiers nécessaires pour « faire réaliser les enquêtes indispensables et faire travailler des spécialistes et des experts, en dehors de toutes contraintes et traditions administratives, à l'approfondissement des problèmes et à l'émergence des solutions innovatrices nouvelles ».

Réponse des ministres de tutelle début mars.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Centre de sociologie des organisations.

مركز من الأصل

هكذا من الأصل

12 Le Monde • Jeudi 23 février 1989 •••

La Ligue

MANIFESTE

pour la DÉMOCRATIE par l'ÉDUCATION et par la CULTURE

Dès 1866, les membres de la Ligue de l'Enseignement se sont donné pour but de « former des citoyens éclairés ». Après Condorcet, ils ont affirmé qu'une instruction nationale est pour la puissance publique un devoir de justice. Ils ont conduit leur action « libre de tout patronage ». Aujourd'hui, le contrat qui nous lie puise à cette source, sans nostalgie, et se tourne résolument vers l'avenir. Nos actions sont portées par la même volonté :
PROMOUVOIR la DÉMOCRATIE par l'ÉDUCATION et par la CULTURE.

De même que les fondateurs ont vécu le passage de l'Empire à la République et, simultanément, la première révolution industrielle, nous vivons une période de mutations. Elle prépare une société de création et de communication. L'évolution des techniques est considérable. NOUS VIVONS UNE RÉVOLUTION PAR L'INTELLIGENCE.

Aussi, notre avenir dépend-il essentiellement de l'éducation et de l'investissement intellectuel. Mais, face à ces mutations, les experts se substituent aux instances politiques et aux citoyens. Simultanément, de nouveaux obscurantismes surgissent, l'irrationnel revient en force.

Nous devons concentrer nos efforts pour passer de la société des mages et des experts à la République des citoyens. La création, par la Ligue, des Cercles CONDORCET répond, pour partie, à cette exigence.

Cependant, la voie est difficile ; ces mutations techniques sont souvent dramatiques pour les plus faibles. Des fractures traversent dangereusement notre société : la société duale est en marche. Au-delà de la nécessaire adaptation de notre système éducatif, il nous faut mettre en évidence que rien de durable ne se fera sans cohésion sociale. Pour cela, la solidarité et la fraternité doivent être des vertus fondamentales et des exigences pour nos politiques nationales et internationales.

Nous avons, aussi, à œuvrer pour une France plus accueillante à la diversité. A la montée des nationalismes du XIX^e siècle, inspiratrice des exclusions fondées sur la notion de nationalité, nous préférons l'apport de notre Révolution de 1789. L'unité de notre pays n'est pas en cause ; aussi, sachons accueillir les populations immigrées qui ont choisi de vivre en France en reconnaissant leurs droits et leurs devoirs civiques.

Ce choix est la conséquence de la laïcité de notre constitution. La laïcité des institutions publiques est garante du pluralisme culturel de notre société. Prouvons-le ensemble, forts de notre diversité.

Dans les méandres de nos vies quotidiennes et de l'histoire de notre mouvement, nos valeurs sont portées par un mot : ÉGALITÉ. Ce mot trop souvent défiguré, trahi, bafoué est à l'origine de notre République.

Pour faire avancer ces idées nous affirmons une présence agissante dans toutes les instances qui concourent à l'éducation et à la culture : école, université, formation des adultes, actions culturelle et sportive, communication, action sociale, tourisme social et culturel...

Nous construisons une Ligue pour une citoyenneté renouvelée.

Ligue Française de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente

La Ligue

LES ADRESSES LE MOUVEMENT 3, rue Récamier - 75341 PARIS CEDEX 07 - Tél. : 43.58.9733

Conception et réalisation : J. P. K. J. J.

Le Monde CAMPUS

Les universités s'adaptent aux handicapés

Diverses initiatives montrent les efforts des universités pour mieux accueillir les étudiants handicapés. Mais il reste beaucoup à faire pour leur donner toutes leurs chances.

Le silence qui entoure la situation des étudiants handicapés serait-il en train de se dissiper ? Plusieurs indices et quelques initiatives encore éparpillées permettent de l'espérer. Ainsi le Centre d'information et d'orientation des enseignements supérieurs et le Centre d'information spécialisée pour les jeunes handicapés de l'Académie de Paris (1) ont organisé à la Sorbonne, il y a quelques mois, une journée de réflexion sur « Handicapés et études supérieures », qui a rassemblé une centaine de responsables universitaires et ministériels, et les animateurs de nombreuses associations. Les principales contributions à ce colloque viennent d'être publiées dans la revue *Réadaptation* (2).

Sur le terrain, des réalisations se multiplient. A l'automne dernier, l'Ecole supérieure de commerce de Lyon a installé un ascenseur pour faciliter l'accès des salles de cours à ses étudiants handicapés. A la Sorbonne, une bibliothèque a été aménagée pour accueillir les étudiants handicapés à la bibliothèque universitaire de Nanterre. Et l'université de Créteil vient de

mettre en place une commission « accessibilité » qui associe enseignants, étudiants, architectes et responsables du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS).

La Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) de Paris a lancé, le 16 février, une campagne de sensibilisation sur la région parisienne. Pour favoriser une prise de conscience et susciter une action globale en faveur des jeunes handicapés qui souhaitent poursuivre des études à l'université, la MNEF propose qu'une partie des cotisations mutualistes perçues par les universités soit consacrée au financement d'équipements techniques ou pédagogiques spécialisés. Pour montrer l'exemple, elle vient d'offrir aux universités Paris-VI et Paris-VII (Jussieu) un équipement informatique pour les étudiants aveugles ou malvoyants. D'une valeur de 230 000 francs, ce matériel comprend un clavier braille pour saisir les données, une imprimante en braille, une synthèse vocale pour lire les textes, complétés par un terminal à gros caractères pour les malvoyants.

M. Michel Giliibert, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé, chargé des handicapés et des accidents de la vie, rencontrera, le 28 février, les enseignants et les étudiants de l'université Paris-XIII (Villetaneuse) pour débattre des problèmes des handicapés à l'université. Il entend d'abord convaincre les responsables universitaires que les aménagements qui seront faits pour les handicapés peuvent être utiles pour l'ensemble des étudiants (facilités d'accès, enregistrement des cours, etc.). Il souligne d'autre part que « les étudiants handicapés constituent un « plus » au cœur de l'université, par l'exemple de leur persévérance, de leur courage et souvent de leur exceptionnelle intelligence ». Pour le secrétaire d'Etat, enfin, l'université est « le trait d'union nécessaire » pour l'insertion professionnelle des handicapés dans des postes de responsabilité.

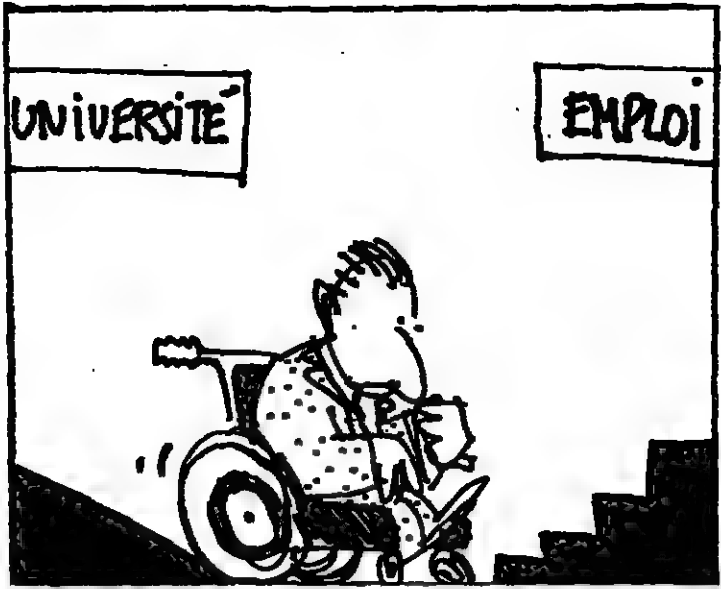
Combien sont-ils ?

Initiatives locales, réflexion collective, mobilisation ministérielle : tout semble se conjuguer pour faire sortir de la clandestinité les étudiants handicapés. Mais cette prise de conscience reste fragile. L'on est loin en France des politiques d'aide et de solidarité que connaissent bon nombre de nos voisins européens et de pays nord-américains.

On ne sait pas combien il y a, en France, d'étudiants handicapés, où ils sont, ni qui ils sont. Le Centre d'information et d'orientation des enseignements supérieurs et le Centre d'information des jeunes handicapés de l'Académie de Paris se sont efforcés de combler cette lacune statistique. L'enquête qu'ils ont menée l'an dernier permet de dresser un tableau approximatif de la situation dans la région parisienne : les treize universités de Paris accueillent un peu plus de quatre cents handicapés, dont environ la moitié sont des handicapés moteurs. Encore ce chiffre est-il nettement sous-estimé, car, de lavis général, une proportion importante de jeunes handicapés refusent l'assistance ou préfèrent garder l'anonymat, et ne se sont pas fait connaître des services d'accueil spécialisés.

Pour les universités de province, le tableau est encore plus flou, puisque vingt-sept établissements seulement (à peine la moitié) ont répondu à l'enquête. A côté d'universités comme Tours (une centaine d'handicapés), Montpellier (soixante-dix), Grenoble (une soixantaine) ou Toulouse (trente-cinq), une bonne partie des universités n'ont pas pu, ou pas souhaité, apporter d'éléments d'information.

Enfin, tous les jeunes handicapés ne font pas leurs études supérieures à l'université. Ceux dont la situation médicale impose des soins continus peuvent fré-



PESIN

quenter un établissement spécialisé comme celui de Saint-Hilaire-du-Touvet, géré par la fondation Santé des étudiants de France. D'autres ont recours aux services de télé-enseignement universitaire.

Cette ignorance de la réalité est révélatrice de la gêne de beaucoup d'universités (d'universitaires ?) à l'égard des handicapés. Si des textes existent qui donnent aux étudiants handicapés un certain nombre de droits, ils sont mal connus et insuffisamment appliqués. Ainsi, chaque université est censée assurer une mission d'information et de suivi des étudiants handicapés, dans le cadre du service d'information ou du service de la scolarité. De même, les établissements sont tenus, en principe, de rendre leurs locaux accessibles et les CROUS ont été chargés de mettre à la disposition des étudiants des chambres spécialement aménagées (on en compte moins de quatre cents actuellement).

Des aides financières spécifiques sont prévues (remboursement des frais de transport, accès aux bourses plus faciles) et l'organisation de la pédagogie a été envisagée (possibilité de passer le DEUG en quatre ans, assistance en personnel pour les examens ou mise à disposition de matériel pédagogique spécifique). Enfin, la loi du 10 juillet 1987 fait obligation aux entreprises — privées ou publiques — de plus de vingt salariés d'accueillir un quota de personnes handicapées.

solidarité et même à la charité. Mais il faut reconnaître que le handicap coûte cher à la société. Alors soyons égoïstes : organisons-nous pour qu'il coûte moins cher. Pour cela il faut autonomiser au maximum les personnes handicapées, les former pour qu'elles puissent être meilleures leur insertion sociale et pour que leurs chances soient plus grandes dans le cadre de l'insertion professionnelle.

La plus grosse difficulté reste cependant de faire tomber les obstacles et les résistances psychologiques. « Ce dont un étudiant handicapé a besoin, c'est d'un dialogue réel et d'une aide efficace en matière d'orientation », note Danièle Pourrier, du CIO enseignement supérieur de Paris. Tandis que Catherine Vassilief insiste sur « l'énorme blocage mental qui existe à l'égard des handicapés. Ce n'est pas à l'étudiant handicapé de choisir l'université accessible, mais à l'université de se rendre accessible à tous les étudiants potentiels ». Vaste perspective qui dépasse largement le seul problème des étudiants handicapés.

GÉRARD COURTOIS.

- (1) CIO enseignement supérieur, 47, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. 43-54-51-29. CIO des jeunes handicapés, 17, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris, tél. 45-60-11-98.
- (2) *Réadaptation*, janvier 1989, 40 p., 30 F (10, rue de Stèves, 75007 Paris, tél. 42-72-72-73).

Le miracle de l'informatique

DANS la fourmilière de Jussieu, c'est un étudiant, parmi d'autres, Jean, tanné et blouson de cuir, Antonio Pereira attend l'ascenseur, dans la hall de la tour centrale. Dans une main sa serviette, dans l'autre une longue canne blanche, Antonio est aveugle depuis sa naissance. Mais dans le dédale de cette Babel étudiante plantée au cœur de Paris, il se dirige sans difficulté. A vingt et un ans, il est en licence d'histoire et il connaît par cœur la géographie des lieux. « Au début, j'étais un peu perdu », se souvient-il. Après avoir fait toute sa scolarité, du CM2 à la terminale, à l'Institut national des jeunes aveugles (INJA), boulevard des Invalides, à Paris, il s'était trouvé brusquement plongé dans le monde des voyants.

« Je n'osais pas parler aux gens », dit-il. Pourtant il fallait bien qu'on le pilote d'une salle à l'autre. « A force d'être assis à côté des mêmes étudiants, nous avons sympathisé. Certains sont devenus des amis ». Pendant les premières années, Antonio prenait des notes en braille. Pour plus de sûreté, il enregistrerait tous les cours à l'aide d'un magnétophone. Lourde procédure qui exigeait un surcroît de travail à la maison. D'autant plus qu'il doit aussi écouter les cassettes qui lui tiennent lieu de livres. « En histoire, les ouvrages transcrits en braille sont rares », explique Antonio Pereira. Je fonctionnais avec trois lecteurs bénévoles de l'Association Audilières des jeunes aveugles, qui enregistrèrent les documents et les livres que je leur indiquais. »

Depuis un an, sa vie d'étudiant a été changée par la micro-informatique. Il se rend désormais au cours avec son micro-ordinateur portable sur lequel il prend directement ses notes. Grâce à un module métallique, l'appareil lui permet de les éditer en braille pour qu'il puisse les étudier à la maison. En sens inverse, il peut faire ses devoirs et les soumettre, une fois imprimés, au professeur comme n'importe lequel de ses condisciples. Cette merveille technologique a un prix : 35 000 francs environ. La Sécurité sociale, la SMEREP (organisme de Sécurité sociale étudiante) et le comité d'entreprise de son père, boiseur chez Fougerolle, en ont financé 26 000 francs. Le même financement a été obtenu pour l'équipement de son frère Manuel, étudiant en maîtrise de droit à Assas.

« Une secrétaire pour les examens »

Pour avoir goûté au confort de ce progrès technique, Antonio Pereira est persuadé que l'équipement mis en place à Paris-VI-Paris-VII par la MNEF (voir ci-dessus) sera d'un secours important pour ses camarades non voyants, étudiants en informatique. « Les études en informatique, en mathématiques ou en physique posent plus de problèmes que l'histoire », reconnaît-il. Mais la plupart de mes amis s'en sortent très bien. Il faut dire qu'à

Paris-VII, ils bénéficient d'une aide précieuse : « Nous sommes bien encadrés », confie Antonio. Le service handicapés nous transcrit les sujets de partiels en braille et nous fournit une secrétaire pour les examens. »

Hors de l'université, les handicapés ne rencontrent pas forcément la même égalité de chances. Manuel Pereira cherche un travail de conseiller juridique. En vain jusqu'à présent. L'entreprise qui l'embaucherait devra investir en même temps dans du matériel spécifique lui donnant accès à l'imprimé. Dans le secteur juridique, il y a en effet beaucoup de données à lire. Antonio risque de connaître les mêmes déboires. Passionné par l'actualité, plus particulièrement par les relations internationales, il rêve de journalisme depuis la classe de seconde.

Il vient de connaître sa première déception. Son inscription au concours d'entrée du Centre de formation des journalistes de Paris a été rejetée par la commission de dérogation de l'école. « Une partie de l'examen comporte une analyse de photographies et le tri de dépêches, admet-il. Mais dans le métier de journaliste, il y a aussi du travail sédentaire de desk ou des techniques comme la radio qui sont à ma portée. » Déçu par cette fin de non-recevoir, Antonio ne se décourage pas pour autant. Ce serait méconnaître la volonté de l'homme : « Profitant d'une accalmie dans mes partiels, je vais me lancer dans de nouvelles démarches. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Un combat obstiné

EN 1983, elle s'était enchaînée à une porte du ministère de l'éducation nationale pour protester contre l'interdiction qui lui était faite de se présenter au CAPES de sciences physiques. Six ans plus tard, Mireille Sticquel, qui est titulaire d'une maîtrise de physique et infirme moteur cérébral à 100 %, continue de se battre à Grenoble pour son droit à enseigner. A force de courage et d'obstination, elle est devenue le symbole de l'impossible dialogue entre des handicapés en quête d'emploi et de dignité et une administration qui les considère trop souvent comme des « dossiers » embarrassants.

Mireille Sticquel, trente-trois ans, n'a jamais obtenu de la commission d'aptitude de l'éducation nationale le feu vert pour le CAPES. Ses très graves difficultés d'élocution, les mouvements incontrôlés de son corps, ne devraient pourtant pas l'empêcher de réaliser son ambition : enseigner par correspondance. Mais il n'existe pas de session spéciale du CAPES par correspondance.

Interdite du CAPES depuis six ans, Mireille Sticquel en a néanmoins passé les épreuves, chaque année grâce à une autorisation « exceptionnelle » accordée en 1984 par

M. Alain Savary, en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, et renouvelée par tous ses successeurs. En 1984, elle échoue au CAPES et à l'agrégation. L'année suivante, elle est admissible au CAPES, mais rate l'oral. Nouvel échec en 1986, après des années de santé. En 1987, M. Monory lui notifie son autorisation une semaine avant les épreuves. Elle les subit, mais il lui manque un point pour réussir l'oral. L'an dernier, c'est l'épreuve pratique qui l'élimine, malgré l'assistance d'une secrétaire qui réalise les manipulations à sa place et sur ses consignes.

Se revendiquer est devenu un combat acharné, y compris par les moyens juridiques. C'est sur ce terrain que Mireille Sticquel vient de marquer un point. Depuis six ans, elle cherche à faire annuler les arrêtés de l'éducation nationale de 1983 qui lui ont barré la route du CAPES et de l'agrégation. C'est chose faite depuis l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 janvier dernier. Rappelant au passage que « l'obligation d'emploi des handicapés s'applique aux administrations de l'Etat » depuis la loi du 30 juin 1975, la haute juridiction a jugé illégale l'interdiction faite à Mireille

Sticquel de se présenter aux concours, au motif que l'administration n'avait pas même pris soin de la convoquer lors de l'examen de son cas par la commission d'aptitude. L'obligation de convoquer la personne handicapée et la possibilité pour cette dernière d'être assistée « par une personne de son choix » semblent donc désormais s'imposer à la commission d'aptitude de l'éducation nationale. Celle-ci n'avait pas l'habitude jusqu'à présent de recevoir les candidats, au grand dam de ces derniers, furieux d'être ainsi « jugés » en leur absence.

Reste à tirer les conséquences d'une telle décision. Un conseiller de M. Jospin devait recevoir Mireille Sticquel, mardi 21 février, pour lui « proposer une solution ». Un comité de soutien regroupant autour de son cas une vingtaine d'organisations, notamment la Ligue des droits de l'homme et l'Association des paralysés de France, a déjà recueilli plusieurs centaines de signatures au bas d'une pétition revendiquant le droit au travail des handicapés et la possibilité pour eux de passer « loyalement » les concours de recrutement de la fonction publique.

PHILIPPE BERNARD.

هكذا من الأصل

NOUVEAUTES UNIVERSITAIRES

DROIT SCIENCES ECO.

La vie comptable de l'entreprise en exercices corrigés

Jacques Jumeau Yves Viret

278 p., 1989 F.

GEOGRAPHIE

L'économie de l'Espagne

Alain Huetz de Lemps

278 p., 129 F.

LANGUES

Initiation à la civilisation britannique

L. Dumortier, D. Dumortier, H. Pons, M. Tilly

184 p., 95 F.

MASSON

Les IUT rêvent d'un deuxième cycle

L'idée de porter de deux à trois ans la scolarité des IUT n'est plus envisagée. En revanche, la possibilité d'un deuxième cycle fait son chemin.

La querelle de famille qui avait, l'an dernier, agité le monde des IUT (instituts universitaires de technologie) semble désormais dépassée. Poussés par vingt années d'indépassable succès et par les perspectives européennes d'harmonisation des formations d'ingénieurs et de « technologues », les directeurs d'IUT avaient réclamé, fin 1987, l'allongement, de deux à trois ans, de la durée des études conduisant au DUT (diplôme universitaire de technologie). Cette proposition suscitait de fortes réticences de la part des présidents

d'IUT, du patronat français et du ministère de l'éducation nationale ; les uns et les autres craignaient de déstabiliser une formation de techniciens supérieurs qui répond bien aux besoins des entreprises (Le Monde du 5 janvier).

Pour en avoir le cœur net, l'Union nationale des présidents d'IUT a confié à l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCP) une enquête sur les diplômés des IUT. Objectif : savoir avec précision comment les entreprises évaluent cette forma-

tion et quelles évolutions éventuelles elles pourraient souhaiter. Menée pendant le dernier trimestre 1988 auprès de sept cents chefs de personnel, cette enquête apporte une réponse nuancée et instructive.

La satisfaction des entreprises à l'égard des DUT est manifeste : plus de 80 % d'entre elles ont recruté, ces dernières années, des étudiants sortant des IUT. Et plus des deux tiers estiment qu'il ne manque pas actuellement de formation intermédiaire entre le niveau bac+2 (DUT, BTS) et le niveau bac+4/bac+5 (maîtrise, ingénieurs, grandes écoles de commerce).

Cette satisfaction d'ensemble n'exclut pas, cependant, la nécessité d'adaptations importantes. Le seul fait que près des deux tiers des chefs de personnel soient favorables à une « formation intermédiaire » entre bac+2 et bac+4

traduit un besoin réel. « Cette attente, estime M. Georges Guillaume, président de l'Union des présidents d'IUT, nous amène à poser clairement la question du développement de seconds cycles dans les IUT. » Mais plutôt que de cristalliser le débat sur l'allongement des études à trois ans, l'enquête de l'ANDCP s'efforce de faire apparaître les évolutions souhaitées par les entreprises dans le contenu et l'organisation de la formation.

Une formation

très pratique

Les réponses sont là sans ambiguïté. 13 % seulement des entreprises recommandent le passage à trois ans, par un renforcement pur et simple de la formation actuelle de type académique. En revan-

che, 33 % souhaitent que les deux années d'IUT soient complétées par une année de spécialisation pratique, ce qui tend d'ailleurs à se généraliser grâce au soutien des entreprises. Et surtout 37 % souhaitent que le renforcement des DUT se fasse grâce à l'introduction d'un stage long (de l'ordre de six mois), bien suivi par un enseignement. Les entreprises, en particulier les PME, souhaitent donc un allongement de la scolarité, à condition que ce temps en plus soit consacré à une formation très pratique, « sur le tas », et préparant mieux les étudiants à la vie en entreprise. De même, quelle que soit la formule retenue, les chefs de personnel sont favorables au renforcement de la culture générale des étudiants (technique d'expression, animation de groupe, culture économique). Ils attendent, en somme, des étu-

dants mieux adaptés et plus adaptables.

Pour M. Georges Guillaume, les enseignements de cette enquête sont clairs. « Au fond, ce que nous disent les entreprises est très pragmatique : ne cassez pas une formation qui marche bien, ne faites pas de faux ingénieurs ; mais diversifiez les DUT et améliorez-les. Notre réflexion doit donc désormais être double : préserver, tout en l'améliorant, le DUT actuel, mais introduire progressivement un nouveau palier de formation technologique supérieure de niveau second cycle. » Cette orientation, qui rejoint les grandes lignes de la réflexion menée récemment par M. Daniel Bloch, comme par le CNPF et les responsables des grandes écoles (Le Monde 5 janvier), devrait donner lieu à des propositions plus concrètes d'ici le mois de mars.

G. C.

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 36-15 JOBS-TAGE.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Profil : bac+3 type Coisa, IFR, EFAP. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 2 000 F minimum. Obs. : prise en charge de rédaction de dossiers de presse, organisation de manifestations, contacts avec les journalistes. Connaissance en informatique, anglais. C 1255.

Lieu : Puteaux. Profil : bac+3,4. Date : mai. Durée : 6 mois, 1 an. Ind. : selon convention et compétences. Obs. : assistante communication pub/presse/journaux. C 1256.

Lieu : Viroflay. Profil : bac+2 mini. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. : à négocier. Obs. : relation publique, vente. C 1239.

Lieu : Viroflay. Profil : bac+3 mini. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. : à négocier. Obs. : relation publique, vente. C 1239.

Lieu : Paris. Profil : bac+3 mini. Date : février. Durée : 4 mois minimum. Ind. : à négocier. Obs. : élaboration de dossiers pour conférences. C 1237.

Lieu : Châlons-sur-Marne. Profil : bac+4. Date : avril. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Obs. : repérage et restructuration de l'organisation des offres de tourisme pour quatre départements. C 1222.

Lieu : Verneuil-en-Halatte. Profil : bac+3. Date : juin. Durée : 1 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Obs. : étude d'un système de communication

interne utilisant des panneaux électroniques. C 1191.

COMMERCIAL

Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à convenir. Obs. : commercial en matériel informatique et logiciel de gestion, connaître MS DOS. C 1257.

Lieu : Montreuil. Profil : bac+3. Date : mars. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Obs. : prospection recherche de clientèle potentielle. C 1244.

Lieu : Paris. Profil : bac+3. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. : % si résultat. Obs. : commercialisation de matériel pédagogique pour apprendre l'anglais. M 1214.

Lieu : Paris. Profil : bac+3. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. : % sur le résultat. Obs. : vente d'articles de musique. M 1215.

INFORMATIQUE

Lieu : Nanterre. Profil : bac+3 à bac+5. Date : mi-février. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Obs. : participation aux développements en cours au sein d'un service d'études. Connaissances réseaux NET BIOS/IPX SPX. C 1258.

Lieu : Nanterre. Profil : bac+3 à bac+5. Date : mi-février. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Obs. : participation aux développements en cours au sein d'un service d'étude, mise en place d'un système à base de carte à mémoire. C 1259.

Lieu : Nanterre. Profil : bac+3 à bac+5. Date : mi-février. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Obs. : participation aux développements en cours au sein d'un service d'étude, mise en place d'une messagerie. C 1260.

Lieu : Nanterre. Profil : bac+3 à bac+5. Date : mi-février. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Obs. : participation aux développements en cours au sein d'un service d'étude, mise en place de données sécurisées. C 1261.

Lieu : Montigny-Le Bretonneux. Profil : bac+3. Date : octobre. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : informatique communication. C 1093.

Lieu : Toulouse. Profil : bac+2. Date : septembre. Durée : 4 mois. Ind. : à négocier. Obs. : écriture d'une application de gestion de production sous multitlog. C 1062.

ÉLECTRONIQUE

Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. : à négocier. Obs. : assistant chef de projet. Connaissance en micro-info. M 1263.

à négocier. Obs. : montage, essai de micro-ordinateur IBM. E 1245.

GESTION/COMPTABILITÉ

Lieu : Saint-Denis. Profil : bac+1 mini. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 6 000 F/mois. Obs. : connaissance dactylo steno comptabilité sur informatique SAARI ou autre. G 1264.

Lieu : Fresnes. Profil : bac+3. Date : mars. Durée : 1 mois au plus. Ind. : remboursement frais + prime si résultat. Obs. : appel d'offres pour fournisseurs, étude de marge pour produit par client, étude des CA et marges pour fournisseurs, contrôle facturation et importation. G 1249.

Lieu : Paris. Profil : bac+3. Date : février. Durée : 2 mois temps partiel. Ind. : à négocier. Obs. : comptabilité entreprises photographiques et musiciens.

Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : février. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : participation à l'organisation d'une nouvelle administration de pages et factures et participation à la gestion de plannings de merchandising. G 1247.

DROIT

Lieu : Paris. Profil : bac+3. Date : février. Durée : 1 mois temps partiel possible. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : mise à jour de fiches métiers. D 1241.

MARKETING

Lieu : Palaiseau. Profil : bac+1 mini. Date : immédiat. Durée : 1 à 3 mois. Ind. : 2 000 F. Obs. : étude de marché sur sociétés d'électronique (avoir bac F2 F3). M 1262.

Lieu : Les Ulis. Profil : bac+3 mini. Date : mars. Durée : 4 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Obs. : assistant chef de produit. Connaissance en micro-info. M 1263.

Lieu : Montrouge et Hérouville. Profil : bac+3. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : étude de marché en vue de l'implantation d'un centre de naturopathie et médecine douce. M 1252.

Lieu : Côte d'Azur. Profil : bac+3. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : étude de marché en vue de l'implantation d'un centre de naturopathie et médecine douce (public européen). M 1253.

— Et de nombreuses autres propositions sur le 3615 JOBS-TAGE ou directement au CDTE : 47-35-43-43.

(Publicité)

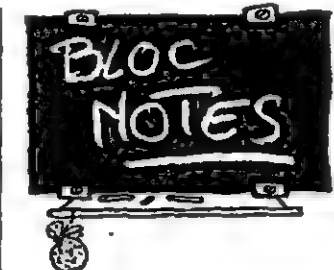
UNIVERSITÉ DE NICE - SOPHIA ANTIPOLIS MAGISTÈRE DE PHARMACOLOGIE

Ouvrent aux titulaires d'un DEUG, DUT, en 3^e année de Pharmacie ou Médecine et aux étudiants admis dans une école d'ingénieurs.

Durée des études : 3 ans.
4 filières : brevets - crèmes et cosmétiques - toxicologie - recherche. Formation assurée par du personnel de l'enseignement supérieur, CNRS, INSERM, INRA et de l'industrie. Le nombre des candidats admis en première année est limité à 12. Sélection sur dossier (30 juin au plus tard) et entretien.

Dossiers de candidature :
M^{me} G. GÉOFFROY - Centre de Biochimie CNRS - Faculté des Sciences - Parc Valrose - 06034 NICE Cédex - Tél. 93-52-99-43 et Selon de l'Edictat (4 et 5 mars, Grande Halle de La Vilette, stand A3).

Le Monde
CAMPUS
L'EUROPE
DES ÉTUDIANTS
Supplément gratuit avec LE MONDE
Mercredi 1^{er} mars (numéro daté jeudi 2)



BICENTENAIRE

Une exposition sur le bicentenaire de la Révolution accompagnée de livres pédagogiques a été réalisée par le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNIP-EGC, FEN) et la Fédération des conseils de parents d'élèves de l'enseignement public. Elle se compose de dix panneaux illustrés en couleurs tirant les principaux enseignements des événements révolutionnaires et de « la mise en place d'une société de citoyens actifs ». Elle est vendue aux écoles, collèges et associations au prix de 700 francs.

➔ Renseignements au SNIP-EGC 209, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

BAC PROFESSIONNEL

Quarante mille jeunes préparent actuellement l'un des vingt baccalauréats professionnels créés depuis 1985. De quoi s'agit-il ? En quoi ces nouveaux « bacs pros » permettent-ils d'adapter des formations aux nouvelles qualifications ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles tente de répondre la revue Cibles, éditée par des professeurs de l'école normale nationale d'apprentissage (ENNA) de Nantes. Avec un éditorial de Claude Poir, chargé de mission au secrétariat d'État à l'enseignement technique.

➔ Cibles 23, rue du Recteur-Schmitt, 44072 Nantes Cedex. Tél. : (16) 40-74-25-10.

RENOUOATION DES COLLÈGES

A l'heure où le ministère de l'éducation nationale relance le débat sur la rénovation pédagogique et l'amélioration de la vie dans les établissements, la revue Collèges, publiée par la mission académique à la formation des personnels d'Aix-Marseille,

apporte des témoignages et des réflexions sur les initiatives menées depuis plusieurs années dans les collèges. Parmi les derniers thèmes abordés : « Vivre son adolescence au collège », « La communication dans l'établissement » et « Archives révolutionnaires ».

➔ Collège, CPML, avenue des Bolles, 13808 Istres Cedex. Tél. : (16) 42-53-03-75.

IMMIGRÉS

Migrants-Formation, la revue du Centre national de documentation pédagogique (CNDP) consacrée aux questions scolaires liées à l'immigration, aborde dans son dernier numéro l'importante question de la place des parents immigrés à l'école. Plusieurs articles analysent les rapports entre les familles et l'institution scolaire et ouvrent des pistes en vue d'un rapprochement indispensable. La question du « soutien scolaire » est tout particulièrement abordée.

➔ Migrants-Formation n° 75. « Les familles et l'école : du malentendu au dialogue », CNPD, 91, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge. Tél. : (16-1) 48-57-11-67.

NOUVEAUTES UNIVERSITAIRES

SCIENCES ECO
U flash
ANALYSE MATHÉMATIQUE
222 p. 115 F

SCIENCES
U flash
ANALYSE MATHÉMATIQUE
192 p. 115 F

MATHS
U flash
MÉCANIQUE
254 p. 110 F

ARMAND COLIN

UNIVERSITÉ DE LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN
ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉTUDES HISTORIQUES

Ouverture de l'Ecole
et
Avis de concours

L'Ecole Supérieure d'Études Historiques de l'Université de la République de Saint-Marin commencera le premier cycle triennal de doctorat en Sciences Historiques au mois de Juin 1989.

Les leçons auront pour objet les thèmes suivants:

- 1) Le problème des sources dans la recherche historique
- 2) Pour une histoire de la ville
- 3) Historiographie ancienne et pensée politique moderne
- 4) La Révolution Française
- 5) Problèmes du développement: 1850-1950. Economie, société, culture

Les postes disponibles sont 18 (9 boursiers, 9 élèves payants). Sont aussi prévus 9 postes d'auditeurs.

La Commission d'examen pour l'admission au doctorat est le Conseil Scientifique de l'Ecole.

Il est composé de:

Maurice Aymard, Valerio Castronovo, Gabriele De Rosa, Giuseppe Galasso, Wolfgang Mommsen, Aldo Schiavone, Corrado Vivanti, Renato Zangheri; secrétaire: Roberto Finzi.

Au concours de recrutement peuvent participer des jeunes de toute nationalité licenciés en disciplines historiques, même si ce titre n'a pas été délivré par une Faculté d'histoire.

Les demandes devront être envoyées d'ici le 6 mars 1989.

Pour tout renseignement et pour recevoir le texte de l'avis de concours s'adresser à:
Scuola Superiore di Studi Storici - Segreteria Alievi
Contrada delle Mura - 47031 Repubblica di San Marino - tél. (549) 981301
ou à: Ambasciata della Repubblica di San Marino
Via E. Duse, 35 - 00197 Rome (Italia) - tél. (6) 872511-874582

Le Président de l'Ecole
Aldo Schiavone

Le Ministre de l'Instruction
Publique et de la Culture
Fausta Morganti

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Mort d'un commis voyageur », de Volker Schlöndorff

Les victimes du rêve américain

L'intelligente transposition d'une pièce de théâtre d'Arthur Miller. Une composition étonnante, bouleversante de Dustin Hoffman.

Cette pièce-là fut produite et mise en scène à Broadway, en 1949, par Elia Kazan. Elle valut le prix Pulitzer à son auteur, Arthur Miller. C'était l'après-guerre, et le théâtre new-yorkais (intellectuel) remettait en question les vieux mythes de l'Amérique, qu'Hollywood avait exaltés. L'idéalisme, l'humanisme de l'époque rooseveltienne s'effondraient sous les halles de la chasse aux sorcières.

Willy Loman, le commis voyageur de soixante-trois ans, usé, fatigué, au bout du rouleau, et sa famille appauvrie comme des victimes du « rêve américain ». Les mirages de la réussite individuelle s'effaçaient devant la réalité d'un système socio-économique où le réfrigérateur et la voiture achetée à crédit sont hors d'usage avant que toutes les traites aient été réglées, où l'on peut mourir au moment où l'on

est enfin propriétaire d'une maison qu'on a mis vingt-cinq ans à payer. Arthur Miller était un précurseur, et sa pièce a traversé le temps et les transformations du mode de vie américain, en gardant son caractère historique.

Elle fut adaptée, une première fois, pour le cinéma, en 1951, par Stanley Roberts, mais le film, réalisé par Laslo Benedek (que l'équipe sauva, avec Marlon Brando, rendit célèbre deux ans après) et interprété par Fredric March, est délaissé par Arthur Miller.

On verra, donc, en celui de Volker Schlöndorff, tourné en 1985 et présenté, alors, au Festival de Deauville, la véritable transposition de l'œuvre. Schlöndorff s'est inspiré d'une mise en scène théâtrale. Il a conservé le principe de théâtre dans les décors de studio et la direction d'acteurs. C'est très intelligent parce que le réalisme rétro, la reconstitution d'époque auraient tout effacé par une imagerie peut-être mélancolique alors que, dans ces décors stylisés, à la fois étouffants et ouverts sur un no man's land traquant justement le vide et



l'échec, le texte de Miller garde toute sa force, toute sa violence.

Willy Loman s'est complu dans de faux espoirs, des mensonges, des justifications que son épouse, Linda, a acceptées. Il a orienté vers le rêve le destin de ses deux fils. Quand commence la pièce — le film — il est à l'heure de vérité. Il va devoir affronter un conflit douloureux avec lui-même et les siens — avec, surtout, son fils Biff, qui, dans son adolescence, fut témoin d'un secret honteux.

Les éclairages de Michael Ballhaus (le grand chef opérateur de Fassbinder) donnent à cet univers des lumières glauques d'aquarium sur lequel on aurait posé un couvercle. On ne voit rien par en haut, ni les plafonds ni le ciel, et lorsque Willy passe de sa maison, triste et froide comme un hôpital, à des bureaux ou à une salle de restaurant, il est perilleusement cerné. Il s'agit, il suffoque, il cherche l'air, il se débat, il pleure. De la part de Dustin Hoffman, c'est plus qu'une performance. L'acteur, physiquement méconnaissable, ne tire pas sa composition du maquillage, mais d'un bouillonnement intérieur,

d'une nécessité physiologique. C'est comme s'il accomplissait de son personnage dans les téléscopages volontairement brutaux (tout le contraire de « visions ») du présent et du passé, lorsque les souvenirs, euphoriques ou géants, démythifient en tout cas, donnent des coups de boutoir.

Dans cette mise en scène de Schlöndorff, le thème d'une culpabilité récurrente — et partagée par Biff, le « mauvais fils » admirablement incarné par John Malkovich — se superpose à celui du rêve américain, pour une plongée dans la conscience, ce qui accentue l'aspect bouleversant de Dustin Hoffman, lorsque Willy Loman lutte avec Biff et se fait victime expiatoire en déchirant la toile d'araignée dans laquelle il a enlaid tout le monde.

Reste à dire que Dustin Hoffman ne joue pas seul, en tirant à lui toute la couverture, mais avec une troupe étonnante : John Malkovich, Kate Reid, Stephen Lang, Charles Durning, Louis Zorich, Kathy Rossiter, etc.

JACQUES SICLER.

Dustin Hoffman

affirmaient que jamais on n'accepterait « mort » dans un titre, et supplantait Miller d'intituler sa pièce la Vie d'un commis voyageur. Le nom de la pièce était, la Columbia accepte le titre — mais demande à l'auteur de la réécriture dans l'ordre chronologique, et de lui donner un « happy end » ! Miller tient bon, et reste à l'écart de ce film qu'il déteste.

Un autre élément vient s'ajouter, d'ordre politique. Au début des années 50, l'anticommunisme et le maccarthysme battent leur plein. Le studio est troublé par ce que la pièce implique quant au capitalisme, qu'elle semble condamner. « Ils ont donc fait de Willy un psychopathe. Et Frederic March, qui avait déjà cette tendance — il l'avait lui-même, — défilait totalement. »

Enfin, rappelle Arthur Miller, Columbia avait produit un court métrage, que les salles devaient s'engager à montrer avant le film, et qui s'appelait la Vie d'un commis voyageur : toutes les personnes interrogées — élèves de la business school du City College — ne tarissaient pas d'éloges sur leur vie, et qualifiaient Willy Loman d'exceptionnel. Quinze jours avant la sortie, j'ai menacé de poursuivre le studio en justice — je ne suis avec quels moyens, mais peu importe. Le court métrage est donc demeuré inédit. Mais cela vous indique à quel point la nervosité du studio avait effacé l'esthétique du film. »

HENRI BEHAR.

Rencontre avec

Dustin Hoffman revient. Sortie le 22 février de Mort d'un commis voyageur, de Volker Schlöndorff, reprise du Letting, de Bob Fosse, le 8 mars ; lancement le 15 du Rainman, de Barry Levinson, Ours d'or à Berlin et qui vient de valoir à Hoffman une nouvelle nomination aux Oscars.

RAINMAN. et Mort d'un commis voyageur : deux histoires de famille. Double voyage affectif entre deux frères, dont l'un est artiste (Rainman) ; amour-haine entre Biff et Willy Loman, le commis voyageur, auquel assistent, impuissants, Linda, la mère, et Happy, le frère. Des deux œuvres, c'est sans nul doute Mort d'un commis voyageur qui a les racines les plus profondes.

« En 1964, Robert Duvall et John Voight répétaient Va du pont off-Broadway », se souvient Dustin Hoffman dans ses bureaux de production de Rockefeller Plaza, à New-York. « J'étais assistant metteur en scène. Homme à tout faire. C'est là que j'ai rencontré Arthur Miller. C'était dire Dieu ! Mort d'un commis voyageur est en effet la première pièce que j'ai jamais lue, à seize ans, quand je rêvais encore d'être non pas acteur mais musicien. Quand une chose vous frappe à ce point-là, c'est comme une encoche dans votre vie, la morture durera toujours. »

Mort d'un commis voyageur fut créée en 1949 dans une mise en scène d'Elia Kazan. Willy Loman était incarné par un géant du théâtre, Lee J. Cobb (le juré réticent de Douze hommes en colère). De cette monumentale performance, il ne reste aucune trace, hormis une télévision faite à la va-vite. Lorsqu'une maison de disques propose d'en financer une version sur microfilm, certains membres de la distribution originale — dont Lee J. Cobb — acceptent. Les autres — malades, ou morts, en tout cas indisponibles — sont remplacés. Hoffman auditionne pour un rôle secondaire et l'obtient. Ulu Grosbard, metteur en scène de Vu du pont, prend en charge la réalisation du disque et propose à Hoffman de l'assister. A ce titre, Hoffman fait passer les auditions. Il donne en Willy

Loman la réplique aux candidats Biff et aux futurs Happy. « Non, mais nous nous engageons », dit-il. « Je lisais Willy Loman devant Arthur Miller ! » Ulu Grosbard prend l'acteur à part et lui dit : « Un jour, ce gamin jouera Willy Loman. »

« J'ai cru qu'il était fou », constate Arthur Miller dans son pied-à-terre new-yorkais, dont, ébéniste à ses heures, il a lui-même fabriqué une partie du mobilier. « Dustin était le dernier homme que je voyais devenir acteur. C'était un petit malin bien naïf, ni très beau ni très attirant. » Ce jugement lapidaire se situe un an avant le Letting. Vingt-cinq ans plus tard, Arthur Miller songe à une reprise à la scène de Mort d'un commis voyageur et souhaite vivement que Dustin Hoffman accepte le rôle de Willy Loman.

Miller et Hoffman sont voisins dans le Connecticut. « Je retraits d'une tournée de promotion de Tootsie, j'étais mort de fatigue, je n'aspérais qu'à me reposer, dit l'acteur. Tout d'un coup, au cours d'une partie de tennis, Arthur Miller me dit : « Pourquoi ne reprendrais-tu pas Willy Loman ? »

Un petit juif malingre

Estomacé, Hoffman lui répond qu'il se trouve trop jeune. Quel âge ? Quarante-quatre ans. Miller réplique que, à la création de la pièce, Lee J. Cobb n'en avait que trente-sept. « Mais Lee est né vieux ! Et massif, et charnu, et dépressif. Et grand ! » Miller révèle : à cause de Lee J. Cobb, il avait dû modifier son texte, qualifier d'« otarie » son personnage de petit juif malingre surnommé à l'origine « la crevette » ; la véhémence de cet homme vient aussi du fait qu'il est petit, soutient l'acteur.

Hoffman hâste : Miller — « qui est un excellent vendeur » — ajoute : « C'est probablement la dernière production que je verrai de mon vivant. » Hoffman accepte l'entreprise, à condition que Miller la supervise entièrement. Pour en conserver le contrôle, ils en deviennent coproducteurs. La chaîne de télévision CBS commande la production théâtrale avec, en échange, les droits audiovisuels pour l'Amérique. Le film sera distribué commercialement dans le reste du monde.

Hoffman pose une condition sous qua non : s'il n'est pas totalement

satisfait du spectacle, celui-ci n'ouvrira pas sur Broadway. En revanche, il passera quand même à la télévision. Les contrats sont signés.

Assis dans l'herbe, Hoffman demande à l'auteur de lui lire le rôle de Willy. « Je voulais simplement entendre son rythme. Avec son accent de chauffeur de taxi de Brooklyn, Arthur aurait été un remarquable acteur de radio. » Il l'interroge sur le vrai Willy Loman. Est-il son père ? Non, lui répond Miller, mais son oncle Manny Newman, un mec petit et sec, léger comme un danseur de claquettes, marié à une sorte de « Big Mama », la poitrine généreuse dont, par jeu, lui sautant sur les genoux, il faisait semblant de têter le sein. Hoffman écoute. Intense. Absorbe tout.

Et s'empêche. Le fantasme à gommer est celui de Lee J. Cobb. « On ne peut pas imiter un saint-bernard quand on est un chihuahua », dit Hoffman. Pas de perruque — au contraire, il se rase la tête. Pas de petit ventre — au contraire, il décide de perdre du poids. Là où Cobb ressemblait à un lit défilé, Hoffman se fait pimpant — « S'il avait 100 dollars à son compte en banque, Willy traiterait d'acheter un costume. Avant même de manger. C'est un commis voyageur, il faut qu'il ait l'air d'un vainqueur, même s'il ne peut s'offrir qu'un médiocre prêt-à-porter. »

Ce que Miller ignore au début de leur collaboration, c'est à quel point Willy Loman ressemble aussi à Hoffman père. « Après avoir lu le Commis voyageur que m'avait offert mon frère aîné, Ronald, j'ai pleuré pendant des semaines. Qui était cet Arthur Miller ? Comment connaissait-il aussi bien ma famille ? Mon père serait avec nous aujourd'hui, il ne me laisserait pas en placer une pendant vingt ans. Trente ans d'attente, et vous prendrait en bras-défer entre deux monologues ! Quatre-vingt ans, 1,52 m, mais une énergie d'enfer ! Il avait débarqué à Los Angeles en provenance de Chicago avec ma mère, sa belle-mère, mon frère et 50 dollars en poche. Entré à la Columbia en tant qu'assistant accésoriste, il avait grimpé les échelons, était devenu chef du département, jusqu'à un jour où — je venais de naître — il a demandé une augmentation de 5 dollars. Renvoi immédiat. Il s'est alors fait commis voyageur en meubles... »

Comme dans la pièce, Ronnie, le frère de Dustin, et Hoffman père étaient à contretemps tirés. « Rien n'a changé », même si les deux hommes se sont récemment réconciliés autour d'un lit d'hôpital où, encore inconscient, le père récupérait d'un quintuple pontage coronarien.

Dustin raconte la scène : « Profitant de l'inconscience du malade, mon frère (que j'avais eu du mal à convaincre de venir) a d'abord des gestes de tendresse qui me bouleversent : il lui caresse la tête, lui embrasse le front, lui serre l'épaule, lui touche les pieds. J'en ai les larmes aux yeux. »

« Mon père finit par ouvrir les yeux, reconnaît Ronnie et, malgré les tubes qui lui sortent de partout, reprend la bagarre exactement où ils l'avaient laissée dix ans auparavant. »

Deux coqs avant un combat

Biff, le fils de commis voyageur, étant la clé de voûte de la pièce, la recherche de l'acteur qui l'incarnera est primordiale. Après trois mois d'audition, au retour de Thaïlande où il tournait la Déchirure, le rôle revient à un jeune acteur de Chicago alors inconnu, John Malkovich. « Parce qu'en l'écoutant passer une scène mille fois entendue, j'ai soudain cru l'entendre pour la première fois », dit Hoffman. « Parce qu'en le regardant, ce jour-là, face à Dustin, j'ai eu l'impression de voir deux coqs dans un ring juste avant le combat », dit Miller. Et parce qu'ils ne veulent personne d'autre. Hoffman et Miller, à la surprise générale, repoussent la production de quatre mois, le temps que Malkovich ait fini de tourner les Moissons du cœur, de Robert Benton. Le spectacle fait un triomphe à Chicago, en tournée, puis, oui, à Broadway.

Vient l'heure où, conformément au contrat avec la CBS, Mort d'un commis voyageur doit être portée à l'écran. Si, aujourd'hui, interrompant l'écriture d'une nouvelle pièce, il se dit satisfait du Every body Wins qui tourne Karel Reisz en Caroline du Nord, Miller avoue qu'il entretient avec Hollywood des rapports orageux. Le tournage des Misfits fut douloureux, et un cauchemar celui du Commis voyageur avec Frederic March. Déjà, avant la création de la pièce, certains groupes de pression

FESTIVAL DE MUSIQUE VVF DE LOZARI en Haute-Corse

Parrainé par Ivry GITLIS

Du 26 mars au 1^{er} avril 1989

avec cinquante musiciens de l'Ecole nationale de musique de Marseille et de l'Orchestre El Camero di Bologna.

Le grand violoniste Ivry GITLIS honore de sa présence cette semaine musicale qui se déroulera au village de vacances VVF de Lozari en Haute-Corse.

Concerts quotidiens et animation musicale pour les enfants.

AU PROGRAMME

- BELA BARTOK
- L.V. BETHOVEN
- J. BRAHMS
- G. FAURE
- C. GOUNOD
- J. HAYDN
- W.A. MOZART
- J. OFFENBACH
- F. SCHUBERT
- J. STRAUSS
- H. TOSCANI
- A. VIVALDI

FORFAIT HEBDOMADAIRE réservé aux résidents du VVF 350 F par personne, 450 F par famille.

PARTICIPATION PAR ENTREE : 70 F (adultes et enfants), résidents ou non résidents du VVF.

VOTRE ADRESSE

Village de vacances VVF - LOZARI -

Prix d'abonnement

POUR RESERVER

V.V.F. 20226 BELGODERE

Séjour : tél. 95-61-33-00

Concerts : tél. 95-60-10-70

مكتبة من الأصل

CINÉMA

« Je suis le seigneur du château », de Régis Wargnier

Un âge sans innocence

Après la Femme de ma vie, son premier film, Régis Wargnier a réussi à imposer une histoire sulfureuse d'amour-haine entre deux enfants, dans un château breton. Ici, les enfants sont des êtres forts et les adultes sont vulnérables.

EN 1954, dans un grand château de Bretagne, le petit Thomas voit mourir sa mère. Il est blond avec de grands yeux bleus, bien vêtu, bien coiffé, angélique et déjà piteux. Il dîne avec son père, M. Bréaud (Jean Rochefort), dans une salle à manger vaste comme un réfectoire, en toute simplicité, parfaitement à l'aise avec les proportions écrasantes et la solitude du château. M. Bréaud lui annonce qu'il a engagé une gouvernante pour les vacances et que ce sera très sympathique parce que cette M^{lle} Vernet a un garçon du même âge que lui, dix ans, prénommé Charles. L'œil bien de Thomas (Régis Arpin) prend un joli reflet de banquise.

M^{lle} Vernet (Dominique Blanc) arrive donc avec Charles. Elle est jolie, discrète, tendre. Son mari est parti disparu en Indochine et elle n'a que Charles (David Béhar), exquie petit brun farouche, pour affection et pour soutien. Mais Thomas a décidé qu'ils n'étaient pas, ne seraient en aucun cas, les bienvenus au château. Une pierre lancée dans la chambre de Charles, un corbeau mort et sanglant glissé dans ses draps devraient faire comprendre qu'il est le patron ici. Tu es pauvre, dit-il à Charles, et tu es mon employé, tu dois obéir. M^{lle} Vernet voudrait s'en aller, mais M. Bréaud a déjà le cœur pris et la retient. La guerre des enfants aura lieu. Si Thomas règne au château, Charles reprend le dessus à l'extérieur. Il est plus agile, plus débrouillard au grand air et il veut voir la mer, au-delà de laquelle un jour, quelque part, il rejoindra son père. Il entraîne Thomas dans sa fugue au cœur de la forêt, magique, transfigurée, gigantesque, une forêt où l'on peut trouver la mort et le Graal.

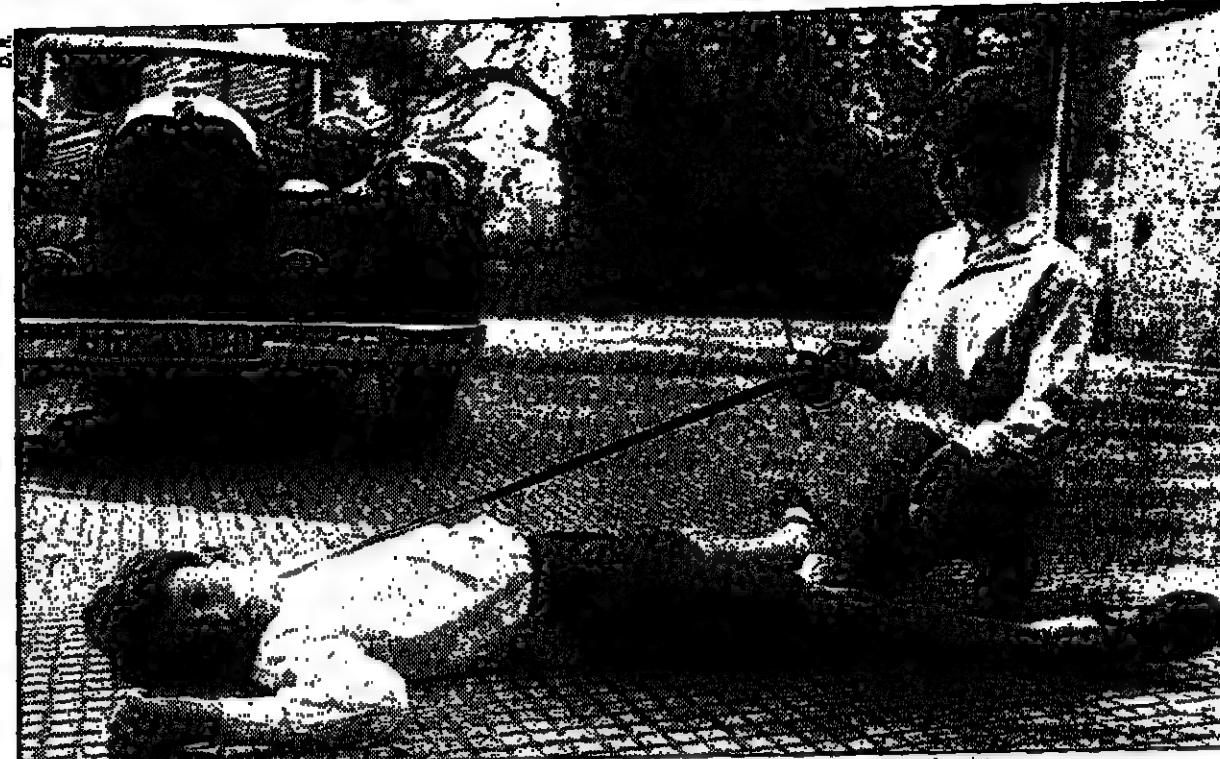
L'hypothèse de Wargnier, et de Susan Hill, auteur du roman dont le scénario s'inspire, est que les enfants sont les personnages forts, actifs, et que les adultes sont vulnérables, incertains. Le bon Rochefort prête sa nonchalance et son regard d'épave au doux M. Bréaud, et Dominique Blanc est parfaite en jeune mère désenparée. Ils voudraient bien s'aimer

l'un et l'autre, si les gosses le permettaient. Mais ça, c'est une autre histoire, parce que la spirale de la haine où Thomas aspire Charles est peut-être sans retour.

Il y a sans doute un peu trop de Prokofiev, mais la maîtrise de Wargnier, dont c'est le deuxième film (après la Femme de ma vie) est étonnante, magnifique. Il jette un trouble sur ses bambins féroces — tous les deux extraordinaires, — mais qui croit encore que l'enfance est un âge tout de bonté et d'innocence? Des gens sans mémoire, probablement, qui ne sauront pas par quel bout prendre ce film lyrique, tranchant, superbe et inquiétant. Les autres, ceux qui se souviennent, salueront un vrai talent original de cinéaste et la fermeté de son ambition.

MICHEL BRAUDEAU.

Régis Arpin et David Béhar.



Rencontre avec le réalisateur

Ouvrir les vannes de l'enfance

EN 1986, on pouvait saluer, avec la Femme de ma vie, la naissance d'un auteur de film. Régis Wargnier. C'était, à partir du thème de l'écologie, un drame psychologique sur l'amour, l'autodestruction, la peur de l'engagement artistique, la dépendance amoureuse. Avec Christophe Malavoy, Jane Birkin, Jean-Louis Trintignant et une inconnue brusquement révélée, Dominique Blanc, il a fallu, ensuite, deux ans à Régis Wargnier pour tourner Je suis le seigneur du château, film à quatre personnages, deux adultes, Jean Rochefort et Dominique Blanc, deux enfants, Régis Arpin et David Béhar. En quelles circonstances?

« J'avais dit Régis Wargnier, lu le roman de Susan Hill, l'im the King of the Castle, avant de tourner mon premier film. J'avais été, jusque-là, assistant et, pour débiter avec un pareil sujet, j'aurais rencontré trop d'obstacles. Par contre, il a été relativement facile de monter la Femme de ma vie, le sujet plaisait. Il y avait trois vedettes. Le film a été bien accueilli. J'ai reçu alors des invitations à déjeuner, des romans à lire. Je n'ai pas trouvé mon chemin... J'ai repensé au livre de Susan Hill. Je l'ai relu, pour le cinéma, l'histoire avait

des faiblesses. Tout se passait dans le château, dans une atmosphère étouffante. C'était en Angleterre, les années 70, une grande maison à la sortie d'un village, un sous-bois, un petit étang. Je voyais cela autrement avec une intrigue plus complexe. Alain Le Henry et moi avons travaillé à une adaptation libre. J'avais une certaine cote après la Femme de ma vie et les chaînes de télévision se sont mises en concurrence pour prendre mon deuxième scénario. Mais, lecture faite, TF 1, A2 et la 5 ont refusé la coproduction sous prétexte que la fin était trop dure. En fait, l'ensemble déplaçait. On a fini par me dire que je n'étais pas « prime-time », pas bon pour 20 h 30, comme autrefois les producteurs de cinéma disaient « ce ne sera pas commercial ».

« Seul Canal Plus a accepté de coproduire et, fort heureusement, nous avons eu l'avance sur recettes. Mon producteur, Yannick Bernard, avait investi près d'un million de francs dans l'achat des droits du livre, la préparation, les repérages. Et notre grand luxe, sur ce film, a été le temps de préparation, la recherche des décors, des enfants, de la musique. J'avais décidé de prendre Dominique Blanc et le producteur m'a soutenu. Nous avons

eu, au tournage, un plan de travail très serré : sept semaines, un petit budget mais, quand tout a commencé, nous savions où nous allions, comment nous allions travailler.

« Pourquoi la Bretagne? — Je suis, disons, d'humour celtique. J'ai passé souvent des vacances en Bretagne. J'aime la lumière, les paysages. C'est au bout de la France, comme un autre pays où, à chaque détour, on rencontre des contes et légendes. Et puis, pour Alain Le Henry et moi, la Bretagne et le recul de l'histoire dans les années 50 nous permettaient d'ouvrir les vannes de notre enfance. Je ne souhaitais pas une reconstitution historique mais un climat qui ferait remonter à la surface toute la fantasmagorie d'une enfance, dans ce château breton, avec le poids de l'éducation et de la religion catholique et notre propre imaginaire. Au bout de huit jours de travail, nous avions chacun « son » enfant et moi, j'avais choisi l'indéfectible, Thomas, qui finalement a été joué par mon fils, Régis Arpin.

« Mon enfance a baigné dans le catholicisme, les notions de ciel et d'enfer. Le ciel était associé au divin, l'enfer au mal. Le ciel, je le voyais, l'enfer, je croyais qu'il

était au centre de la Terre, une boule de feu, ou dans le cratère des volcans. Il y a une scène dans le film où Thomas se met à genoux pour prier, la lumière du soleil passe à travers les branches et l'auréole. J'avais senti cette présence de la lumière aux repérages mais l'idée de la scène est venue pendant le tournage. C'est Catherine Deneuve qui m'en a donné la clé, après avoir vu le film. Elle m'a dit : « Cela me rappelle les images de mon missel. » Moi, je ne m'en étais pas rendu compte, c'était la liturgie de mon enfance. Mais il existe aussi des rapports sociaux, des rapports de castes, dans le conflit qui oppose Thomas à Charles.

« Et un lien évident avec la Femme de ma vie dans les rapports de domination, d'appropriation...

« C'est exact. On retrouve le schéma du premier film, qui était une affaire d'adultes. Une blessure affective donne le goût du pouvoir. Au lieu de sombrer dans un rapport sado-masochiste, ces deux enfants auraient pu vivre leur histoire d'amour. Au fond, leur histoire tourne mal parce que les adultes ne veulent pas la voir. Et eux ne vivent même pas une grande histoire d'amour. Ils ont cherché, mutuellement, un refuge.

« Vous avez fait une utilisation inhabituelle de la musique de Serge Prokofiev.

« J'aime beaucoup ce musicien. Pendant la tournée de la Femme de ma vie, j'écoutais ses concertos pour piano. Mais, un jour, je parlais au musicologue Eric Lippmann de la scène du bal de province où la mère va et où Thomas regarde la pendule, puisqu'il y a un suspense, sur l'heure. Il m'a suggéré « la Valse de minuit » du Concertillo de Prokofiev. Après, je me suis laissé aller à l'émotion. Sur le tournage, j'ai emporté des disques de musiciens du XIX^e siècle et tout Prokofiev. J'aime assez la musique pour qu'elle soit belle et serve le film. J'aurais pu passer commande à un compositeur spécialisé mais cela serait passé par le système habituel et je risquais d'arriver au mixage avec une partition qui ne m'aurait pas convenu. On trouve autant de lyrisme et de folie que chez Prokofiev. Il est resté attaché à l'enfance, il en a gardé l'imaginaire. Sa musique a une grande force dramatique, une grande ironie, et elle refuse le sentimentalisme. Or les enfants ne sont pas très sentimentaux, comme il plaît aux adultes de le croire.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

Le trente-neuvième

Les codes et

ATHÈNES
LOUIS JOUVET
1^{er} mars-8 avril
Les Amants
Magnifiques
de Molière et Lully
Callas
par Elizabeth Macocco
LOCATION OUVERTE
47 42 67 27

21 février-18 mars
Alice
de Nathalie Schmidt
très librement inspiré de
Lewis Carroll
Alpha Five

C'est Rein Main, film éditant de Barry Levinson, avec Dustin Hoffman et Tom Cruise, qui a remporté l'Ours d'or au 39^e Festival de Berlin. L'Ours d'argent est allé à la Chine populaire pour Cloches du soir (le Monde du 17 février), histoire tout aussi éditante, mais d'un esprit fort différent. C'est ce qu'on appelle l'équilibre diplomatique.

Les autres prix sont allés au Tchèque Dusan Hanak pour Je t'aime, tu m'aimes, à Isabelle Adjani pour son interprétation de Camille Claudel, à Gene Hackman pour la façon bonhomme et sensible qu'on lui connaît bien (Mississippi burning).

Impressionnés par les numéros d'acteur, les jurés ont donné un prix de la meilleure performance à Eric Bogosian, qui se démonte tout au long de Talk Radio, d'Oliver Stone. Jacques Rivette a eu droit à une mention spéciale pour la Bande des quatre. Et, quand même, un Ours d'argent a été attribué à l'Été d'Aviva, d'Elie Cohen, cette très fine histoire d'une enfant israélienne.

Enfin, le prix Alfred Bauer, décerné à un film « qui ouvre de nouvelles perspectives », est allé à Sluga, de Vadim Abdrashitov.

UN vieil homme vaguement clochard sommeille dans un autocar brinquebalant. Sluga (le Serviteur), de Vadim Abdrashitov, commence comme un road movie soviétique.

Et puis le vieil homme descend, s'enfonce dans la forêt de bouleaux, s'assoit, se repose en écoutant la radio, fait fur un renard en grognant plus fort que lui, se lève, s'en va sur la route, fait du stop. Une voiture s'arrête. A côté du chauffeur est assis le maître, qui fait descendre le chauffeur, le laisse au plan sur la route, prend sa place. On voit bien que chaque geste, chaque détail, a une importance secrète. En conduisant, le maître se souvient du passé, de son passé avec le vieil homme qui a été quelque un d'important. Il a été son chauffeur, son compagnon de guerre, toujours en situation inférieure. Un serviteur entièrement dévoué; on l'appellait « le chacha ». Aujourd'hui, chef d'orchestre célèbre, il se souvient de sa soumission envers cet homme à qui il doit tout, y compris sa femme.

Nous sommes dans un film russe, c'est-à-dire que rien ne doit être pris au premier degré, tout est symbole. On s'y perd, même si le réalisateur emploie pour aller du passé au présent un procédé simple : le front du chef d'orchestre est plus ou moins déformé, le vieil homme porte plus ou moins beau. On suit à peu près l'intrigue (à travers la culpabilité étouffante du chef d'orchestre, une trahison probable, un autre vieillard dans une maison de retraite, la présence de policiers en civil), mais elle

est tellement codée qu'elle rejette les non-initiés.

L'intérêt des cinémas nationaux est de faire prendre conscience des lacunes. On peut reconnaître des formes sans avoir idée de ce qu'elles recouvrent. Par exemple, on peut très bien s'amuser, mais jamais, autant, ni de la même manière, que les spectateurs berlinois, au film de Frank Beyer (RDA), der Bruch (le Casse). Imaginons les Ripoux qui ne connaissent pas la géographie de Paris. Il y a, nous a-t-on dit, le parfum typique de Berlin dans ces mésaventures de deux trios de Pions nickelés, les uns voleurs expérimentés, les autres policiers novices. Sans oublier la difficile éducation sentimentale de deux adolescents. C'est vrai, mais avec une insolence flegmatique, et ça se passe à la fin de la guerre, chez « Les gens qui avaient survécu et ont continué à vivre », disait un autre cinéaste de l'Est, Roland Gräf.

Voilà que de l'autre côté du mur on engage des acteurs de l'Ouest (il y en a deux dans Der Bruch, et c'est, paraît-il, nouveau), et on s'est mis à regarder le passé avec d'autres lunettes que celles de l'analyse historique. Le résultat est formidablement vivifiant. Il y a sûrement tout un cinéma, avec ses codes, à découvrir.

Pour le Japon, le problème est plus compliqué, car le cinéma que nous connaissons est très ciblé : soit celui épique des maîtres, soit les débauches des feuilletons pour enfants. Espoir et peines, de Yoji

Yamada, sélectionné en compétition, n'appartient pas à ces catégories. Là aussi il s'agit d'éducation sentimentale — et scolaire — dans le Japon postérieur de 1948. Les héros sont des lycéens : un leader, un gauchiste exalté, un rêveur. Tous pucaient. Ils recueillent et cachent une prostituée sans la toucher, même quand elle se propose. Ce qu'ils veulent, c'est protéger sa dignité d'être humaine. D'ailleurs ils sont amoureux d'une jeune fille avec qui ils montent le spectacle de fin d'année.

L'efficacité hollywoodienne

Les coutumes des collégiés, en ce temps pas si lointain, apparaissent extrêmement brutales, rigides, avec d'équivoques explosions carnavalesques. Ce qui déconcerte, c'est l'interprétation, à peu près aussi irréaliste et outrancière que dans le kabuki. De plus, elle se joint à un texte d'une affligeante naïveté, tout au moins dans la traduction, forcément réductrice qui en est donnée. Le film a obtenu des prix dans plusieurs Festivals, mais on ne comprend pas bien les raisons de sa sélection à Berlin, si ce n'est que le spectacle de fin d'année est l'adaptation complètement kitsch d'une nouvelle de Hebbel, le Barbier de Seltzer.

Nul besoin de décodage pour le cinéma américain. Même le cinéma à message envoyé dans ce Festival réunit ambitieux, voire engagé. Il est vrai que la compétition et, bien entendu, les autres sections favori-

sent les sujets de réflexion sociale, voire le militantisme, principalement tiers-mondiste et homosexuel. Et l'on voit, à la projection de War Requiem, le Derek Jarman de l'année, des spectateurs plus ou moins jeunes dans leurs parcs et pantalons de cuir noir, juste sortis de la nuptialité.

Donc les Américains ont envoyé quelques films à thème, dont les Accusés, de Jonathan Kaplan, avec Jodie Foster — on en reparlera — Mississippi burning, d'Alan Parker (Midnight Express, Birdy), qui est anglais. Son film est, sans la moindre distance, absolument américain. D'abord, il s'agit de la lutte contre la ségrégation dans un petit patelin du Sud en 1964. Et puis la forme, la façon de filmer, le rythme, le traitement romanesque, répondent, point par point, aux standards de l'efficacité hollywoodienne. Les faits sont exacts et les personnages inventés, précise le générique de fin. On s'en sentirait douter.

Les faits : deux jeunes militants des droits de l'homme et un adolescent noir sont abattus par des membres du Ku Klux Klan, le FBI mène l'enquête. Les personnages : le sempiternel duo de flics. Le vieux roturier formé sur le tas, retors mais sensible. (Gene Hackman), qui envoie une impossible idylle avec l'épouse d'un minable du KKK (Frances McDormand). Le blanc-bec accusé en costume cravaté à peine sorti du collége, qui se fie à l'information et aux lois (Willem Dafoe). Deux visages de l'Amérique qui se complètent dans la bonne conscience et,

ARCHITECTURE

La Courneuve : de la barre Debussy au quartier de L'Orme-Seul

La chasse aux modèles

Le quartier dit de L'Orme-Seul a succédé à la barre Debussy, un des tristes fleurons de La Courneuve démolie voici trois ans. Un modèle d'architecture chasse l'autre. Mais derrière ce spectaculaire changement de la pratique urbaine se cache une lente évolution, une mutation qui a contraint la critique architecturale à une singulière gymnastique.

Le caractère subjectif de la critique est un truisme. En matière d'architecture, certains éléments d'appréciation relèvent pourtant de la mesure, presque de l'objectivité. Mais il s'agit alors d'éléments relatifs. Ils tiennent à l'intégration, au contraste, à l'échelle, etc., c'est-à-dire, en fait, à l'acceptation, plus ou moins développée selon les époques, des ruptures ou des continuités, dans la forme comme sur les principes. Autre truisme donc : la critique varie avec le temps, voire avec les saisons.

On pourrait, pour L'Orme-Seul, rester dans le jeu anecdotique, et cela n'est pas forcément un mal, qui consiste à louer ou à déprécier tel ou tel bâtiment sur tel ou tel point. On peut aussi aller « au fond », comme le réclame le commentateur ordinaire de la critique, pensant que plus le nombre de mots alignés est grand, plus la vérité est proche, plus difficile l'éreintage, plus profond l'enthousiasme. On a souvent appelé cela « la critique digne de ce nom », et cela a longtemps servi à interdire aux mortels tout jugement sur les constructions exquises que nous ont servies notamment les premières décennies d'après-guerre. La critique indigne de ce nom est pourtant parvenue à se développer, faisant valoir qu'elle s'établissait sur un minimum de réflexes acquis, un minimum de connaissances communes à un groupe donné, qui évitent de remonter au delà de chaque fois qu'on doit monter sur un bateau. Or il faut parfois remonter au delà, marquer une pause, poser un jalon d'un espérance, généralement à tort, qu'il fera ensuite partie de l'acquis supposé.

Voici aujourd'hui un ensemble hautement symbolique de logements à La Courneuve. Presque au même emplacement, il y a

trois ans, s'élevait l'immenable barre dite des 4000, parallélogramme rectangle (1) plat de forme et d'allure qui coupait cette « cité » de la commune de La Courneuve ou, si vous préférez, de la « ville ».

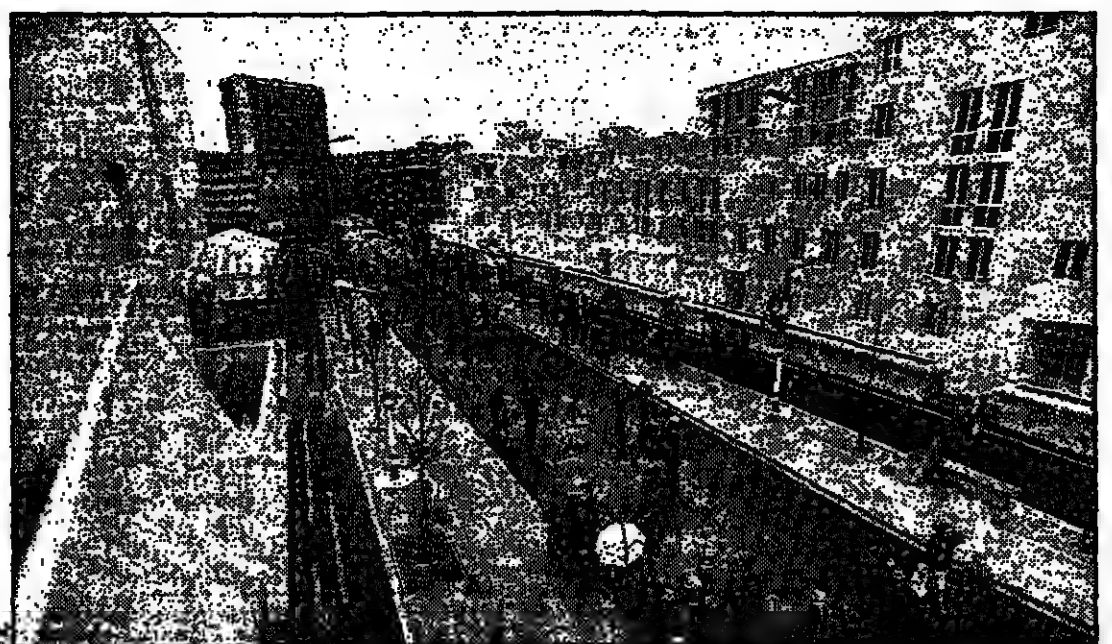
Dans un grand fracas de poussière et de média, et selon une méthode désormais éprouvée d'implosion, cette barre de 185 mètres de long, haute de quinze niveaux, fut transformée en 70 000 tonnes de gravats. L'opération, ou le spectacle, avait duré cinq minutes. Pour des raisons d'économie, peut-être, plus sûrement parce que les mêmes diaboliques qui ont été à l'origine de ce genre d'ensembles sont toujours en exercice, ou bien sont revenus dans les couleurs décolorées, l'opération table rase qui a réduit Debussy en poussière n'a pas été renouvelée à La Courneuve, et ne l'a guère été ailleurs. Au moins, les 4 000 sont maintenant démolies, et l'on perce d'étranges fenêtres dans l'une des barres qui masquent le sud, afin de laisser passer un peu de soleil sur les immeubles au cœur du quartier. On continue ainsi de nager dans l'abandon avec les meilleures intentions du monde.

C'est donc par rapport à cet urbanisme borné qu'il faut juger le nouveau quartier dit de L'Orme-Seul. Un quartier qui

n'occupe pas stupidement l'emplacement exact de l'ancienne barre et parvient à créer un lien nouveau, une bonne vieille rue, entre les 4 000 et La Courneuve ancienne. Cet ensemble est dû à une architecte, Catherine Furet. Un beau travail, intelligent, courageux, où se trouvent exploitées toutes les richesses, ou plutôt toute la richesse des pauvretés de la banlieue-aléatoire.

Le pavillon reprend son sens, le vieux château d'eau aux contours industriels retrouve sa fonction de signal, les hasards de la ville resurgissent dans la courbe de cette rue-quartier. Et tout cela est si bien mené, de bout en bout, de l'intérieur à l'extérieur, qu'on désire bien volontiers cette réalisation de la mière des détails, des ferrures, des joints, des cloisons (quasi japonaises par leur épaisseur), même simplement liée au prix que les organismes de construction publique consentent à mettre dans ce type d'habitation bon marché (P.L.A., prêt locatif aidé). On comprend au passage que les architectes des grands ensembles type 4 000 aient eu plus de facilité à s'enrichir que n'en ont les nouveaux architectes qui, aujourd'hui, font dans l'arbitraire plutôt que dans la masse.

Et puis, une fois tous ces compliments faits à L'Orme-Seul et à



Le nouveau quartier de L'Orme-Seul, construit par Catherine Furet sur l'emplacement de la barre Debussy.

Catherine Furet, on a envie de s'arrêter. On est sans doute devant une architecture sincère, personnelle, mais voilà, il y en a tant d'autres aux quatre coins de France, tant de talents mal payés, mal reconnus, mal soutenus par des municipalités qui voient trop dans la construction l'occasion de jeux d'écritures, comme dans ce Sud-Est dont on

épingle bien vite les factures pour cacher une pratique systématique en France.

On pense alors aux relations inégales entre maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage. A ceux des architectes qui s'en sont peu ou prou tirés, qui ont sauvé l'essentiel. A ceux qui, parfois épanouis par des disciples plus ou moins inspirés, ont créé quelques-uns

des styles français actuels. Et puisqu'on est à L'Orme-Seul, surgissent, par exemple, Gaudin, qui a inventé bien des espaces dont se sert Furet, et bien sûr Portzamparc, qui, un jour, à Paris, du côté de Tolbiac, a réinventé l'urbain avec la rue des Hautes-Fornes (2).

C'était il y a quinze ans. Tout dans la rue des Hautes-Fornes, n'était pas exemplaire. On était cependant entré, timidement, sûrement, dans un nouveau mode de pensée. Et les critiques avaient enfin de quoi parler sans avoir aussitôt la nausée du verre fumé, de la quincaillerie, du béton mou. En 1989, par sa modestie et sa persévérance, le quartier de L'Orme-Seul est plutôt plus réussi que le travail, pionnier (dans Paris), de Portzamparc et de Benarro. Mais on s'est si bien habitué à l'existence de la « bonne architecture », à côté d'une autre, détestable, qui continue d'empocher la majorité des contrats, qu'on se sent blasé, enclin à rechercher la petite bête, ou encore à ne plus vouloir prendre en compte que l'exemplaire. Bref, quand l'architecture s'améliore, la critique devient exigeante.

FRÉDÉRIC EIDEMANN

(1) Les mathématiciens ne pourraient-ils nous trouver un terme plus rapide comme ils en ont pour la sphère ou le cube ?

(2) Réalisation en collaboration avec Giorgio Benarro.

La longue marche du parc départemental

« B OUILLE chlorophyllée ». Le qualificatif qui baptisait ainsi le parc départemental de La Courneuve avait fait sursauter l'un de ses créateurs : Alain Provost. L'insupportable, imprimée dans nos esprits, émanait d'un de ses collègues, mais reflète bien le déclin général dans lequel est tenu ce parc, pourtant l'un des plus vastes de la région parisienne. Peut-être parce qu'il est situé au cœur d'une zone particulièrement dévalorisée, donc peu fréquentée par les hommes de l'art. Mais aussi parce que cet espace vert, très représentatif de ce qu'on réalisait dans les années 70 (des morceaux de verdure à tout faire) est très loin des jardins architecturés que l'on désire aujourd'hui.

Il s'agit là d'une pièce de 400 hectares d'un seul tenant qui occupe près d'un tiers de la commune de La Courneuve et déborde largement sur celle du Bourget. Un

terrain initialement plat comme la main, sur lequel on a déversé 15 millions de mètres cubes de remblais pour façonner les lignes mouvementées d'un nouvel horizon. Le « trou » des Halles, ou plutôt son contenu, est ici, ainsi que la plupart des remblais d'autrefois, le produit d'une opération de réhabilitation. Une façon de rétablir les mètres carrés d'espaces verts, puisque les 220 000 mètres cubes qui sont déversés ici chaque année sont payants.

L'idée de ce parc est née entre les deux guerres. Il devait être beaucoup plus grand et aménagé dans l'esprit du bois de Boulogne, avec lacs, rivières et routes carrossables. Une centaine d'hectares furent ainsi réalisés. En 1972, un concours fut lancé par le département pour l'aménagement des surfaces restantes. Alain Provost et Gilbert Samet furent les deux lauréats. La tâche des paysagistes était devenue fort com-

pliquée : outre la voie ferrée de grande ceinture qui coupe la zone, il fallait désormais jouer avec un tronçon d'autoroute et un vaste dépôt d'essence appartenant à l'armée.

Le principe du parc repose sur de vastes masses boisées couronnant les buttes artificielles, qui s'élevaient jusqu'à 30 mètres au-dessus du sol. Une rivière artificielle, fil d'Asiane pour les promeneurs, serpente entre les vallonnements et s'écoule à travers une série d'écluses. Ces dernières sont envahies de plantes aquatiques. Les liquidimètres qui poussent le long de leurs rives souffrent de la voracité des saules, dont la croissance est particulièrement rapide. Mais la plupart de ces derniers seront remplacés par des espèces plus nobles, lorsqu'ils auront suffisamment « irrigué » le terrain. Le problème le plus grave à résoudre était celui de l'isolement de la ligne de chemin de fer qui coupe le

parc : toutes les minutes, un train emprunte à grand bruit, il était prévu de couvrir les voies sur plusieurs centaines de mètres. Les crédits départementaux ont tout juste permis la construction d'un maigre pont hérissé de poteaux de couleurs, dus à Pierre Zvenigorsky, qui a peuplé le parc de sculptures « interactives », à la mode des années 70.

Aujourd'hui, cent mille personnes fréquentent ce parc, dont une nouvelle tranche doit être inaugurée dans quelques mois. Le parc « date », sans doute et souffre d'une absence d'épine dorsale ; Alain Provost, qui est l'un des architectes paysagistes du futur parc Citroën, le reconnaît. Il comporte, néanmoins, quelques belles échappées, un dessin agréable et un découpage cohérent. Seul et unique potager de La Courneuve, du Bourget et des communes avoisinantes, il ne mérita pas le mépris où il est tenu.

EMMANUEL DE ROUX.

Festival de Berlin

Les codes les thèses

néanmoins, les États d'Amérique. Car leur énergie déclinée la furie du KKK. Les hommes en cage cassent du Nègre à qui mieux mieux, brûlent les maisons, brûlent publiquement des appels aux meurtres raciaux. Le sang gicle, les flammes crépitent, les agents en costume noir du FBI draguent le mariage, les coups résonnent et, dans la nuit, les voitures chassent le Nègre, comme le kangourou en Australie, au phare.

Les Noirs ont protesté contre le film, à cause du rôle trop important donné au FBI. On ne sait pas ce qu'en pensent les Blancs du Mississippi, montrés comme des brutes dégénérées, victimes de leur xénophobie paranoïaque et de la consanguinité qui s'ensuit. A ce point là, c'est du racisme. De plus, le duo d'enfer, désespérant de la légalité, finit par se comporter comme les aventuriers. On n'est pas loin d'un gignol à la Rambo, encore que dans les deux premiers Rambo il y eut une sorte de lyrisme, ici totalement absent.

Le temps de tous les espoirs

A la fin Willem Dafoe se demande si nous qui ne voulons pas voir ne serions pas tous complices. A l'enterrement du garçon noir, auquel assistent quelques Blancs, deux douces fillettes blondes, on entend un prédateur tonner des paroles de colère — ça se passe juste avant le Black Power — bientôt recouvertes par un ému gospel. Un cliché de plus et on avait peut-être un film satir-

que. Pourtant les comédiens ont tellement l'habitude de jouer ce genre de films qu'ils font ça comme ils respirent. Au fond, ils sont bien.

Il semble que les Américains commencent à craindre sérieusement leurs fascistes. Le tirage fou n'est plus un vêtement du Vietnam ou de la Corée, c'est un extrémisme haineux. Basco n'a pas plaidé pour la réglementation de la vente des armes à feu ? Après les Sadistes hystériques d'Alvin Parker, voici dans *Talk Radio*, d'Oliver Stone, un antisémite néonazi qui s'en prend à un animateur d'émission nocturne de ligne ouverte, un peu comme celle de Macha Beranger, mais beaucoup plus hard. C'est en provoquant ses auditeurs que l'animateur est devenu une star. Il est d'ailleurs question de le faire passer sur le réseau national. Mais ça ne l'insensibilise pas. Entre sa mère et lui, elle croit discerner une complicité. Aviva va faire l'apprentissage de la fourberie, de la dureté, de la glorieuse aussi, chez les adultes comme chez les enfants. Et ça, dans un pays, où on a autre chose à faire qu'à pleurer sur le passé, ce passé qui torture encore les cauchemars.

Avec un regard sans indulgence et attentif, avec un humour lucide mais affectueux, Eli Cohen évite les pièges du mélodrame, du numéro d'acteur. Il raconte simplement une histoire pas si simple, pas si facile, pas seulement située dans le temps et la géographie. L'histoire d'une solitude de genre.

COLETTE GODARD.

L'enjeu européen

La France avait choisi le Festival de Berlin pour inaugurer un cycle « Cinéma et Révolution, 1789-1989 » qui va faire le tour du monde. Mais l'enjeu était bien plus vaste.

A la Maison de France, sur le Kurfürstendamm, qui, chaque année, à l'occasion du Festival de cinéma, abrite une réception française, avait mobilisé un tout petit Paris et un tout petit Berlin en l'honneur de 1789. Mme Simone Veil, présidente de l'Armée européenne du cinéma et de la télévision, dans un discours piquant, a su, très vite, élargir le propos de la manifestation à sa vraie dimension européenne. La rue Laperouse, siège des activités culturelles du ministère des affaires étrangères, avait mobilisé un commando de choc pour célébrer ce voyage de notre Révolution à travers le cinéma mondial. Quatre-vingt pays au total se partageront vingt-trois films, d'un électionnisme garanti, où l'on retrouvera la Marseillaise, de Jean Renoir, entre *Quintessence* de René Clair, et la Nuit de Varenne, d'Etienne Sella, en passant par *Napoleon*, d'Abel Gance, tantôt dans la version de Kevin Brownlow, tantôt dans celle de Coppola (avec les musiques correspondantes). Et un film américain de 1935, le *Marquis de Saint-Evremont*, d'après Dickens.

Plus regrettable est l'absence dans cette sélection de la Terre promise, de Miguel Littin (Chili, 1973), à la veille de la chute de

l'Unité populaire) ou de telle époque historique en noir et blanc de Miklos Jancso quand, tout de go, des combattants engagés dans une lutte révolutionnaire entrent dans la Marseillaise.

Si la Maison de France reste toujours un haut lieu de la culture française à Berlin, le cinéma La Paris, qui accueille, au rez-de-chaussée du même immeuble, la rétrospective 1789-1989, vit peut-être ses derniers jours, après avoir connu son heure de gloire au lendemain du second conflit mondial. En liaison avec le Festival de Berlin, la France va essayer d'intervenir auprès de Born, propriétaire des lieux, pour relancer ce cinéma gracieux et confortable, lui garder son caractère intime et, en même temps, en faire une vitrine permanente, non seulement du cinéma français mais du cinéma européen.

En dehors de la compétition officielle, la France était présente au Forum du jeune cinéma avec l'Enfant de l'hiver, d'Oliver Assayas, un ancien des Cahiers du cinéma (tupéisme générationnel). Ouvrage tendu à faire mal. Conflit permanent de deux jeunes couples portés par le démon de la destruction. La musique de Jorge Arriagada ajoute au climat d'oppression. L'amour conduit inexorablement à la mort. Et les deux comédiens, surtout les femmes — Clotilde de Bayser et Marie Matharon — mènent la gageure aux limites de l'insoutenable. Peut-on, en 1989, Révolution ou pas, être aussi désespérément romantique qu'Oliver Assayas ?

LOUIS MARCORELLES.

CINÉMA

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

Le Théâtre Contemporain de la Danse et le Café de la Danse présentent

Les Voyages

Chorégraphie Elsa WOLLIASTON

22, 23, 24, 25 février 1989 à 20h30

Dimanche 26 février à 17h

Confesse

Chorégraphie Hervé JOURDET

La Semaine des Quatre Jours

Chorégraphie Cie Paul les Oiseaux Valérie RIVIERE Olivier CLEMENTZ

2, 3, 4 mars 1989 à 20h30

Dimanche 5 mars à 17h

CAFE 5 Passage Louis-Philippe DE LA DANSE 75011 Paris (métro Bastille)

Téléphone : 43 57 05 35

هكذا من الأصل

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE

Galerie d'art contemporain. Entrée: 16 F. Jusqu'au 9 avril.

ERIK GUNNAR ASPLUND. Centre d'information Cci. Entrée: 16 F. Jusqu'au 17 avril.

DE MATIÈRE À AUCOURDEUIL. 3^e et 4^e étages. Entrée: 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Musée national d'Art moderne. Entrée: 22 F. Jusqu'au 26 février.

KINOPAZZ. Papiers sculptés, peints, mobiles de Christiane Burt Henschel. Atelier des enfants. Entrée: 16 F. Jusqu'au 15 avril.

SUR LE PASSAGE DE QUELQUES PERSONNES. A travers une assez courte unité de temps, Situations 1957-1972. Cinéma contemporain. Entrée: 16 F. Jusqu'au 9 avril.

JEAN TINGUY. 1954 - 1987. Grande galerie - 5^e étage. Entrée: 30 F. Jusqu'au 27 février.

MARGUERITE YOURCENAR. Le dernier voyage, photographies de Carlos Fréire. Galerie de la B.P.I. Entrée: 16 F. Jusqu'au 3 avril.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (49-49-43-14). Mer., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE: MALLARMÉ, DEBUSSY, KLINGNER. Exposition-dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

LA DANSE DE CARPEAUX. Exposition-dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

LA DANSE DE JOSEPH BERNARD. Exposition-dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

PAUL-EMILE MONTY VOYAGE À TAHITI ET AUX ILES MARQUAISES. Exposition-dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril.

UNE ICONE RÉPUBLICAINE. ROUGET DE LILLE CHANTÉ LA MARSEILLAISE. Tableaux de P. 1849 - exposition dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 mai.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

ROLAND FISCHER. A.R.C. Jusqu'au 12 mars.

IMAGES CRITIQUES: DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR, LOUIS JAMMES. Jeff Wall. A.R.C. Entrée: 15 F. Jusqu'au 12 mars.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE. Séquences de photographes à partir des collections du musée. Entrée: 15 F. Jusqu'au 26 février.

LA VACHE DANS L'IMAGINAIRE DE KRACZYNSKI. Musée des Enfants. Entrée: 15 F. Jusqu'au 30 avril.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, en Gai-Estivador.

CENT NEUF SANS-CULOTTES. Quatrième Biennale. Galeries nationales. T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée: 30 F. Jusqu'au 5 mars.

CAUGUIN. Galeries nationales (42-69-54-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée: 35 F. Jusqu'au 24 avril.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (43-56-37-11). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée: 12 F. Jusqu'au 15 mai.

Cité des sciences et de l'industrie

36, av. Corentin-Carion (46-42-12-13). Mer., jeu., ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam., dim. et jours fériés de 12 h à 20 h. Fermé lun.

L'IMAGE CALCULÉE. Espace Claude Bernard. Entrée: 30 F (Cité pass). Jusqu'au 1^{er} août.

L'INVENTION DU TEMPS. Entrée: 30 F (Cité pass). Jusqu'au 27 août.

Musées

LES ACQUISITIONS PHOTOGRAPHIQUES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Palais de Tokyo. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 25 F (composant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 27 mars.

ARTS IMPRIMERIE, AFFICHES. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 24 avril.

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION. Illustrations dans les collections du Musée national des Techniques. Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-27-23-75). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 13 h à 17 h 30. Entrée: 10 F (gratuit le dim.). Jusqu'au 31 août.

LE BI-CENTENAIRE À LA MONNAIE DE PARIS. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 13 h à 18 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 13 mai.

CALDER INTIME. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-40-32-14). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 21 mai.

CASQUES ROYAUX. Fin XIV^e siècle, début XV^e siècle. Musée de l'Armée, salle de l'arsenal, hôtel national des Invalides, place des Invalides (45-55-92-30). T.l.j. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 15 mars.

COUP D'ŒILS OU L'ART À LA LETTRE. Cent artistes et écrivains. Musée de la Poste, galerie du Messager, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 25 mars.

DE TEMPS EN TEMPS. Photographies de Maurice Franck. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 25 F (entrée au musée). Jusqu'au 27 mars.

JULES-ÉLIE DELAUNAY (1878-1891). Musée Hébert, 63, rue du Cherche-Midi (42-22-12-82). T.l.j. sf mar. de 14 h à 18 h, mer. de 12 h 30 à 18 h. Entrée: 17 F (10 F dim.). Jusqu'au 20 mars.

CAUGUIN ET L'ÉCOLE DE PONT-AVEN. Bibliothèque Nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 14 h à 18 h. Entrée: 12 F pour les groupes. Jusqu'au 5 mars.

LES GRANDES BAIGNEUSES DE PICASSO. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-97-43-16). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 15 F (8 F dim.). Jusqu'au 7 mai.

MODES ET RÉVOLUTIONS. L'évolution de la mode et du costume de 1780 à 1989. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Sicile (47-20-52-23). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée: 23 F. Jusqu'au 7 mai.

NAISSANCE DE LA SOUVERAINÉTÉ NATIONALE. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (42-77-41-30). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée: 12 F (dim. 8 F). Jusqu'au 30 avril.

L'ŒIL DE LA LETTRE. Les rapports de la lettre et de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 25 F (composant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 27 mars.

L'ORDRE DE MALTE ET LA FRANCE. Musée national de la Légion d'Honneur et des ordres de chevalerie, hôtel de Sully, 62, rue de Sully (45-55-95-16). T.l.j. sf mar. de 14 h à 17 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 19 mars.

CLAUDE PERRAULT (1613-1688) OU LA CURIOSITÉ D'UN CLASSIQUE. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue de Sully (42-74-22-22). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée: 22 F. Jusqu'au 16 avril.

POUPÉES AMÉRICAINES. 1840 - 1985. Musée des Arts décoratifs, galerie des Jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 5 mars.

QUARANTE ANS D'ÉDITION FRANÇAISE. Hommage à Massin.

Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} avril.

ARY SCHEFFER ET SON ENTOURAGE. Musée de Vie romantique, maison Reman-Scheffer, 16, rue Chaptal (48-74-95-38). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée: 10 F. Jusqu'au 15 mars.

LE TEMPS DE LA VILLE. Maison de la Ville, 30, av. Corentin-Carion (42-78-70-00). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée: 14 F. Jusqu'au 15 mars.

TRÉSORS D'ORFÈVRE. GALLO-ROMAINS. Musée de Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (42-34-25-95). T.l.j. sf mar. de 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée: 25 F. Jusqu'au 22 avril.

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée: 14 F. Jusqu'au 9 F. Jusqu'au 30 avril.

LA VIE ET L'ART DES INUIT DU NORD QUÉBÉCOIS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-73-70-00). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée: 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 6 mars.

LES VÉTÉRANS DU SPORT. Cent ans de photographies de sports, sportifs et supporters. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 25 F (composant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 17 avril.

Centres culturels

AMSTERDAMPAK. Regards: dessins contemporains. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 5 mars.

NATALINO ANDOLATTO, ROMANO ZANOTTI. Institut culturel japonais à Paris, hôtel de Clugny, 50, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.l.j. sf mar. de 10 h à 13 h 30 et de 15 h 30 à 18 h 30. Entrée: 10 F. Jusqu'au 13 mars.

LOUIS BOUCHARD, JEAN-BERNARD SOHIER. Institut culturel japonais à Paris, hôtel de Clugny, 50, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.l.j. sf mar. et lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 4 mars.

CENT CINQUANTAIRE D'UN GRAND COLLECTIONNEUR. Monsieur Cognac sous champagne et à la ville. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée: 20 F. Jusqu'au 14 mai.

L'ÉGYPTÉ DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, salle d'activités, 1, rue de Constantin (45-51-35-73). T.l.j. sf mar. et lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 4 mars.

FEDERICO FELLINI, TONINO GUERRA, ELVIO NICCOLINI. Dessins. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Clugny, 50, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.l.j. sf mar. de 10 h à 13 h et de 15 h 30 à 18 h 30. Entrée: 10 F. Jusqu'au 13 mars.

ELIZABETH FRANZHEIM. Peintures récentes. Paris Art Center, 36, rue Palmyre (43-23-39-47). T.l.j. sf mar. et lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 mars.

KJELL LANDÖRS (PEINTURES, SCULPTURES), ILON WIKLAND. (dessins et aquarelles). Centre culturel suédois, hôtel de Clugny, 50, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.l.j. sf mar. de 10 h à 13 h et de 15 h 30 à 18 h 30. Entrée: 10 F. Jusqu'au 13 mars.

LES MANUSCRITS ENLUMINÉS DE LA GAMALUNGHIANA DE RIMINI. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 4 mars.

PARIS, POR SUFUESTO. (Paris, érudition). Centre culturel espagnol, 7, rue Quentin-Banchard (40-70-92-92). T.l.j. sf mar. et lun. de 14 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 25 mars.

Galerie

A PROPOS DE DESSIN - 1989. Galerie Adrián Magalhães, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 31 mars.

BEUYS, BROODTHAERS, RAUSCHENBERG, WAREHOL. Galerie Izy Brodsky, 35, rue Grégoire (43-54-22-40). Jusqu'au 11 mars.

GUSTAVE CAILLEBOTTE (1849-1894). Galerie Branc et Lorraine, 68, boulevard Malesherbes (45-22-16-89). Du 28 février au 24 mars.

PATRICK CAILLIÈRE. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 2 mars.

LOUIS CANE. Galerie Beaumont, nouvel espace, 3, rue Pierre-de-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 2 mars.

FRANÇOIS CANTE-PACOS. Galerie Carliana, 35, rue de Charonne (47-00-72-80). Jusqu'au 25 mars.

LYNNE COHEN, KAREN KNORR. Galerie Samia Samra, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Du 25 février au 31 mars.

ALONSO CUEVAS. Galerie du Dragon, 19, rue du Dragon (45-48-24-19). Jusqu'au 19 mars.

ROGER DALE. Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob (42-60-96-31). Du 28 février au 17 mars.

OLIVIER DERRÈ. Galerie Daniel Gervin, 14, rue de Grenelle (45-44-41-90). Jusqu'au 25 février.

LEONARDO DELFINO. Galerie Darthez-Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 28 février.

DERIÈRE LE MIROIR, 1947-1981. Galerie Margit Edition, 36, av. Matignon (45-62-28-18). Du 28 février au 31 mars.

ELEGIES: BUTTNER, HEROLD, ECHEN. Galerie Baubach Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 4 mars.

PHILIPPE FAVIER. Galerie Yvon Laporte, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 5 mars.

GARY FAIF (COMPOSITIONS SUPRÉMATISTES), TOLSTY MA VIE-VISUALISATION. Vitrines. Galerie Douguy, 51, rue de la Roquette (47-00-10-44). Jusqu'au 4 mars.

NELSON FELIX. Galerie Charles Sablon, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Du 27 février au 1^{er} avril.

CHARLES FILICER, 1863 - 1928. Bateau-Lavoir, 18, rue de Seine (45-25-13-87). Jusqu'au 18 mars.

PHILIPPE FILICER, GEORGE BRECHT. Galerie Crouzet-Robelin Bana, 40, rue Quincampoix (42-77-38-47). Jusqu'au 29 mars.

KOR GANIKOVSKY. Galerie Julia Tociar, 107, rue Quincampoix (42-71-99-33). Jusqu'au 18 mars.

MICHEL GAGNON. Galerie Via, 1, rue Sainte-Opportune (43-33-14-33). Du 28 février au 31 mars.

PHILIP HEYING. Galerie Agathe Gallard, 3, rue de Pont-Louis-Philippe (42-75-39-24). Jusqu'au 18 mars.

HYUN SOO CHOI. Galerie Lelf Stahl, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 4 mars.

ISIDORE ISOU. Galerie de Paris, 6, rue de Font-de-Lod (43-25-42-63). Jusqu'au 11 mars.

JACQUES JOURDAN. Galerie Peinture, 25, rue de Bourgogne (43-51-00-85). Du 28 février au 18 mars.

IYA KARAKOV. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (43-74-38-00). Jusqu'au 4 mars.

FRANZ KLINE, MARK ALSTER-LIN, JAMES BROWN, WILLIAM MACKENDREE, Joan Mitchell et Es-tampes de Willem de Kooning et Andy Warhol. Art of this Century, 3, rue Vivendi (46-33-57-70). Du 28 février au 1^{er} avril.

MOSHE KUPFERMAN. Galerie Jacques, 35, rue Rambuteau (45-08-51-25). Jusqu'au 25 mars.

Galerie Beaubourg

Louis Cane Sculptures peintes

Arianne & Pierre Nahon

3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 48 04 34 40

La tragédie du vengeur

de Cyril TOURNEUR

par l'Atelier Sainte-Anne-Bruxelles

Mise en scène Philippe VAN KESSEL

«LE MEILLEUR SPECTACLE DONNÉ EN CE MOMENT EN RÉGION PARISIENNE»

«Une extravagante curiosité, une omelette baroque cossée sur le dos d'Hamlet... punkie - BD» L'EVENEMENT

«Le metteur en scène orchestre cette hémicorne avec une jubilation pour le patibulaire qui finit plaisir à voir» L'HUMANITE

«En plein XVII^e siècle anglais, c'est une descente dans la zone étiabéthaine. Cuir clouté, blasons noirs, Vampirella et profils punk...» LIBERATION

«Mieux qu'aucun film d'horreur, ce «théâtre de la cruauté» brille comme un diamant noir» LE NOUVEL OBSERVATEUR

DERNIERE LE 25 48311145

IBERIA LEBEL. Galerie Bosquet, 44, rue Bosquet (45-51-55-86). Du 23 février au 18 mars.

JEAN-FRANÇOIS LEPAGE. Comp-toir de la photographie, cour du Bel-Air, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 4 mars.

PHILIPPE LEVANTAL. Galerie Etienne de Cassan, 25, rue de Seine (43-26-54-48). Du 23 février au 22 mars.

MIKHAEL LEVIN. Photographies 1984 - 1988. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont (42-78-05-62). Jusqu'au 4 mars.

SOL LEWITT. Incomplète Opus Cade. Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 18 mars.

MARK LUYTEN. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 11 mars.

MAISONS NAIVES. Galerie Naffi et Primitivi, 33, rue du Dragon (42-22-86-15). Du 28 février au 10 avril.

JACQUES MARTINEZ. Galerie Albe-maum, 7, rue Pocey (42-77-72-77). Jusqu'au 18 mars.

PAYLOS. 1961-1989. Galerie Lavigne-Baudin, 27, rue de Charonne (47-00-85-18). Du 28 février au 26 mars.

EDGARD PILLET. Peintures suées 80. Galerie Marion Meyer, 15, rue Godefroid (46-33-04-38). Jusqu'au 7 mars.

J.P. PINCEMIN. Galerie Lucette Her-zog, passage Molitor - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-24). Jusqu'au 31 mars.

ANNE ET PATRICK POIRIER. Galerie Daniel Tompon, 30, rue Beaumont (42-72-41-01). Jusqu'au 15 mars.

PIERRE PRUNETTI. Galerie Héro Prince, 110, bd de Courcelles (42-27-20-16). Jusqu'au 25 mars.

PETER SHIRE. Galerie Clara Sere-mine, 39, rue de Charonne (43-55-65-56). Du 28 février au 31 mars.

JOSE-MARIA SICILIA. Galerie Chis-haim Hussein, 5 bis, rue des Hauberties (48-87-60-81). Du 28 février au 21 mars.

KEITH SONNEX. Galerie Montmay, 31, rue Mazzini (43-54-85-30). Jusqu'au 11 mars.

RICHARD STANKIEWICZ. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 9 mars.

ROMAIN SUZZONI. Galerie Leco-rière Fréau, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Du 28 février au 1^{er} avril.

ERNEST T. Galerie Gabrielle Manhiès, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-78-03-97). Jusqu'au 18 mars.

TAL-COAT. Galerie Chigera, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 4 mars.

MICHEL TAPIÉ ET L'INFORMEL. Galerie 14, 16, rue Raymond-Losserand (43-20-98-94). Jusqu'au 15 avril.

JEAN-MARC TINGAUD. Galerie Georges Lavrov, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 11 mars.

CINEMA

LES NOUVEAUX MAXEVILLE
se refont une beauté et une âme. Venez y découvrir...

 LE BLOB <small>WILHELM</small>	 <small>VOUS N'OUBLIEZ JAMAIS CET ENFANT</small> KENNY	 <small>JACQUES PENOT - PIERRE LOUP RAIOT</small> JOUR APRES JOUR	 PARRAIN D'UN JOUR <small>(THINGS CHANGE)</small> Y.A.	 <small>SHERLEY MACLAINE</small> MADAME SOUSATZKA <small>UN FILM DE JOHN SCHLESINGER</small> Y.A.
---	--	---	---	--

14, bd Montmartre Paris 9^e M^o Montmartre 47.70.72.86

ACCUSES. (*) Film americain
Jonathan Kaplan, v.o.: Ciné Be
E. 3° (42-71-52-36); UGC D
E. (42-25-10-30); UGC Ro

[illegible]

Communication

TF 1, les groupes Kirch et Berlusconi candidats aux cinq canaux du satellite TDF 1

Une troïka européenne à l'assaut du ciel

« L'Europe de la télévision ne se fera que par les opérateurs privés. » C'est au nom de cette conviction que M. Patrick Le Lay, PDG de TF 1, présentait, mardi 21 février, ses projets pour le satellite TDF 1 (le Monde du 22 février). « Puisque TDF 1 est un satellite européen, les candidatures devaient être aussi », martèle M. Le Lay. Aussi est-il candidat, avec deux associés de poids, les groupes italien Berlusconi et allemand Kirch, à l'ensemble des cinq canaux de télévision du satellite TDF 1.

Seule cette démarche globale est raisonnable au niveau commercial et industriel, affirme les trois partenaires, qui refusent l'hypothèse de voir leurs projets morcelés par le CSA. Tout au plus envisagent-ils d'accueillir sur certains horaires disponibles une SEPT dont l'ambition culturelle ne peut leur porter ombrage.

Avec cinq canaux, émettent-ils en clair, on peut négocier avec les industriels, clarifier le problème des droits audiovisuels au niveau européen, avoir du poids face aux publicitaires, assurer la promotion du système. Et c'est uniquement pour respecter la loi française, « très complexe, et qui devra s'adapter si l'on souhaite résister à la concurrence européenne », que les cinq projets de chaîne déposés devant le CSA ont des montages capitalistiques différents, explique M. Le Lay.

Le premier projet consiste à dupliquer le programme actuel de TF 1. Le deuxième — Téléfon — une chaîne pour les enfants, la famille et la musique, associée des actionnaires actuels de TF 1 (1). Le troisième est une chaîne de cinéma pour l'Allemagne (la où existent des réseaux

câblés, et pas de concurrents bien implantés), dérivé du Téléclub lancé par Kirch il y a cinq ans (2). Enfin, les groupes Bouygues et Berlusconi souhaitent lancer en commun deux chaînes, l'une de « fictions européennes », l'autre d'« informations-sport ».

A part TF 1, les quatre autres chaînes seraient payantes et pourraient débiter au premier semestre 1990. D'abord ciblées vers un seul bassin linguistique, elles ont pour la plupart vocation à devenir multilingues à moyen terme. Les études préliminaires indiqueraient un prix public d'abonnement variant de 90 à 135 francs par mois selon les chaînes, incluant la location de matériel de décodage des signaux satellite. Au plan industriel, TF 1 se prévaut d'un accord de principe de France-Télécom pour la mise au point en commun de ces systèmes de réception.

Les trois partenaires mettent des conditions à leurs candidatures : « L'Etat doit non seulement lancer TDF 2, mais assurer la pérennité des systèmes satellitaires au-delà des huit ans de la première génération », argumente M. Le Lay. Téléfon demande à bénéficier d'un réseau hertzien terrestre couvrant cinq millions d'habitants. Quant aux industriels de l'électronique, « ils doivent comprendre que nos programmes sont leur force de vente », dit M. Angelo Codignoni, directeur délégué de la Fininvest de M. Berlusconi.

C'est évidemment la présence de ce dernier dans cette troïka européenne du petit écran qui suscite le plus d'interrogations. M. Le Lay n'a en effet jamais de mots assez durs pour se concurrencer la Cinq, dont M. Berlusconi est actionnaire avec M. Hersant. « La rivalité S-Une est un problème... régional, pour nous qui raisonnons au niveau euro-

péen », se justifie M. Codignoni, avant d'admettre que le débat sur les orientations de la 5 devra être mené, mais dans un autre cadre.

Ce rapprochement franco-italien est donc un signe supplémentaire du rapprochement en préparation dans l'audiovisuel français. Mais si l'axe TF 1-Berlusconi-Kirch prenait forme au-delà d'une simple alliance conjoncturelle pour l'obtention de places sur un satellite, il bouleverserait à l'évidence le paysage audiovisuel européen. TF 1, comme Berlusconi, contrôlerait près de la moitié des audiences télévisées de leur pays. En RFA, le groupe Kirch a un rôle majeur dans la chaîne privée SAT 1, et est le premier fournisseur de programmes des chaînes publiques. Ensemble, les trois partenaires détiennent un stock de programmes énormes, et proclament leur intention de produire directement en plusieurs langues les programmes de demain. M. Le Lay voit d'ailleurs dans cet accord rien de moins que « la première application du projet Eureka audiovisuel ».

Si la troïka d'embles écarte la Grande-Bretagne de sa stratégie, pour cause d'encombrement du marché britannique, sa position sur le continent est solide. Reste à savoir si le CSA suivra son raisonnement, ou préférera à cette multinationale du petit écran en gestation des projets concurrents, articulés autour d'Antenne 2, de Canal Plus et de leurs alliés.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

(1) TF 1, les Editions mondiales, Bernard Tapie, Kirch, la SAUR (filiale de Bouygues) détiendraient chacune 15 %. Suez et B.M. Worms 25 % chacun, Berlusconi 5 % et le Point 1 % de capital.
(2) Kirch détiendrait 50 %, la société allemande Metropoli 30 %, Berlusconi et Bouygues 10 % chacun.

IPSON lance « Relations-TV »

« Comprendre l'audience télévisée » plutôt que la chiffrer

L'Institut de sondage IPSOS vient de mettre au point un nouveau système d'étude et d'analyse de la télévision au sein de son département IPSOS Médias, avec l'objectif de « comprendre l'audience télévisée » et non plus seulement de la chiffrer. Lancée le 1^{er} mars et baptisée Relations-TV, l'étude s'appuiera sur un échantillon (renouvelé par cinquième chaque semaine) de mille téléspectateurs de quinze ans et plus, qui seront interrogés en fin de semaine sur les émissions.

Relations-TV passe au crible cinq critères : la notoriété et l'agrément des différentes émissions proposées par les six chaînes ; l'attention réelle portée aux émissions qui enregistrent plus de 10 % d'audience (les « tops ») ; le croisement entre les taux d'audience et les émissions que les téléspectateurs ne manqueraient pour rien au monde (les « musts ») ; la manière dont le style et l'agrément des émissions se reflètent sur l'image de chaque chaîne et, enfin, l'impact des personnages qui apparaissent sur les petits écrans.

Vouée à l'étude qualitative et à la compréhension de l'attention réelle que portent les téléspectateurs aux

programmes télévisuels, Relations-TV s'adresse aux annonceurs et aux publicitaires soucieux de rentabiliser leurs spots. Selon Jean-Marc Loch, directeur d'IPSOS, le chiffre d'affaires de Relations-TV devrait être de 15 millions de francs en 1989.

Les premières études révèlent, par exemple, que les animateurs de « Tapis vert », où les chroniqueurs météo sont des vedettes en puissance, à l'égard des présentateurs du journal télévisé ou des animateurs de variété et que les personnages de telle série pour enfants bénéficient de scores de reconnaissance ou d'agrément importants. On apprend également que le public de l'émission de Jacques Martin sur Antenne 2, « L'école des fans », est davantage composé d'adultes d'âge mûr que d'enfants, que les horaires de diffusion de la série de la Cinq, « Deux flics à Miami », ne conviennent pas à de nombreux téléspectateurs. Autant d'éléments qui pourraient aider les professionnels de la publicité télévisuelle à ajuster leur tir.

Y.-M. L.

ÉDUCATION

Revalorisation des traitements et des carrières

M. Jospin adresse une lettre explicative à tous les enseignants

Une Lettre d'information vient d'être adressée par le ministre de l'éducation nationale aux 750 000 instituteurs et professeurs de collège et de lycée au sujet des négociations engagées à la mi-janvier par M. Lionel Jospin (le Monde du 16 février).

Ce document de quatre pages adressé au domicile des enseignants présente un tableau chiffré des améliorations financières et de carrière proposées par le ministre, catégorie par catégorie, et rappelle les grandes lignes du projet de loi d'orientation. Il précise que les négociations sur la revalorisation devraient être conclues « dans le courant du mois de mars afin que les propositions puissent entrer en vigueur dès cette année ».

Les syndicats continuent cependant d'exprimer leur opposition. Le SNES et le SNE-Sup préparent une manifestation nationale à Paris, le 4 mars, tandis que le SGEN-CFDT et le SNI-PEGC mobilisent pour la grève du 2 mars.

Le secrétaire général du SNI, M. Jean-Claude Barbarat hausse le ton dans son dernier éditorial de l'« Ecole libératrice », hebdomadaire de son syndicat : « Quel crédit accorder aux discours novateurs du

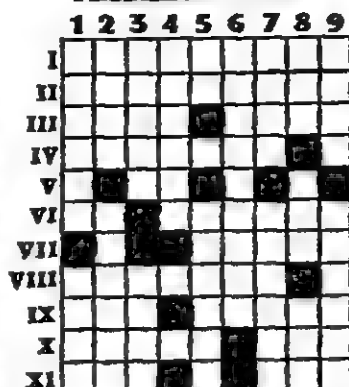
gouvernement, écrit-il, quand ses options contribuent à perpétuer le système actuel ou à le rétablir s'il a été mis en cause ? [Allusion au retrait du projet de corps de professeurs de collège par M. Jospin, NDLR]. En 1984, la gauche a eu pouvoir à entrepris le dualisme scolaire institué par la droite. Nous n'entendons pas qu'aujourd'hui elle se laisse glisser à un nouvel abandon de même ampleur en renonçant à engager vraiment la démocratisation de l'école publique. »

23 FÉVRIER DÉPART
DU CHAMPIONNAT DE FRANCE
DE MOTS CROISÉS DU
Observateur
1 000 PRIX À GAGNER

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4946



HORIZONTALEMENT

I. On n'y trouve que des bières de luxe. — II. Le plat du jour. — III. Donner de la force. Parfois franc pour un homme. — IV. Assure la reproduction des champignons. — V. Esprit relié au Tréport par un canal. — VI. Un peu d'essence. Lincol. — VII. Endroit où l'on peut déguster. — VIII. Vraiment pas gai. — IX. Ne conserve pas. Rend moins dense. — X. Victime d'un traducteur, peut-être. Ne dure qu'un temps. — XI. Pas du tout encaissé. D'un auxiliaire.

VERTICALEMENT

I. Perce bien quand elle est fine. Sa femme est le tort d'être trop regardante. — 2. Naît dans les Apennins. Un recueil de maximes et de prescriptions. — 3. Dans le Frioul. Caïote dans les bois. — 4. A un compagnon moins brillant. — 5. Un vague sujet. Pas de la campagne. — 6. Pas du tout fleuri. — 7. État libre. Qui n'est donc pas comme la rose. — 8. Est devenue vulgaire. Ne représente qu'un petit effort. Régale en chimie. — 9. Portrait autrefois un nom plus démonstratif. Quand il est vil, il peut y avoir beaucoup de traits.

Solution du problème n° 4945

Horizontalement

I. Marbrés. — II. Essai. Océ. — III. Désirs. SI. — IV. Apéro. Usé. — V. la. Escroc. — VI. Lit. Isent. — VII. Lerne. Ere. — VIII. Aire. — IX. Uni. Eté. — X. Ring. Oise. — XI. Sas. Eté.

Verticalement

1. Médailleurs. — 2. Asepsie. Nii. — 3. Rasé. Trains. — 4. Bure. Ni. — 5. Rosière. — 6. Ica. Ca. Ecot. — 7. Es. Urée. Hic. — 8. Ressources. — 9. Sélecte. Cep.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 22 février 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-109 du 21 février 1989 portant publication de l'avenant à la convention fiscale entre la République française et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants des 12 octobre 1970, 15 novembre 1978 et 17 janvier 1984, fait à Paris le 16 juin 1988.

UN ARRÊTÉ

• Du 16 février 1989 relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1989-90.

EN BREF

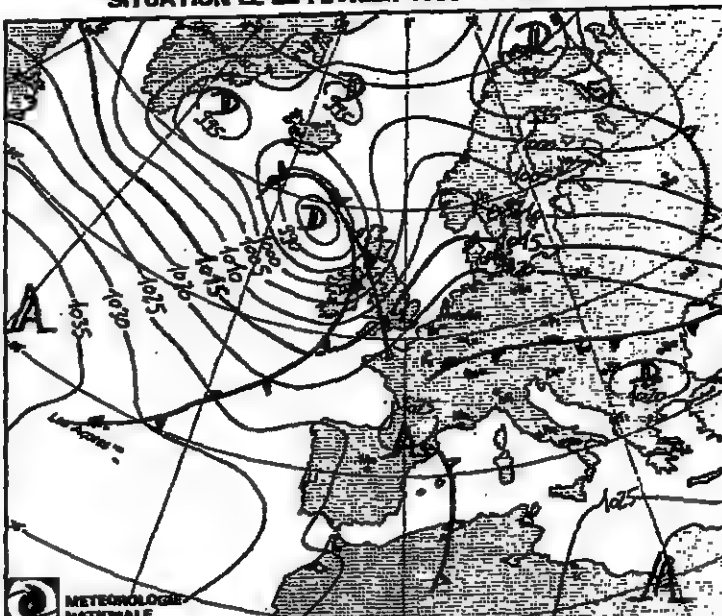
• L'animation universitaire protestante et l'Eglise réformée de Port-Royal organisent une conférence-débat sur le thème « Pourquoi le racisme ? », avec MM. Harlem Desir et Jean-Claude Berrou (théologien et historien), le jeudi 9 mars à 20 h 30.

• Eglise réformée de Port-Royal, 15, boulevard Arago, 75013 Paris. Tél. : 45-35-30-54.

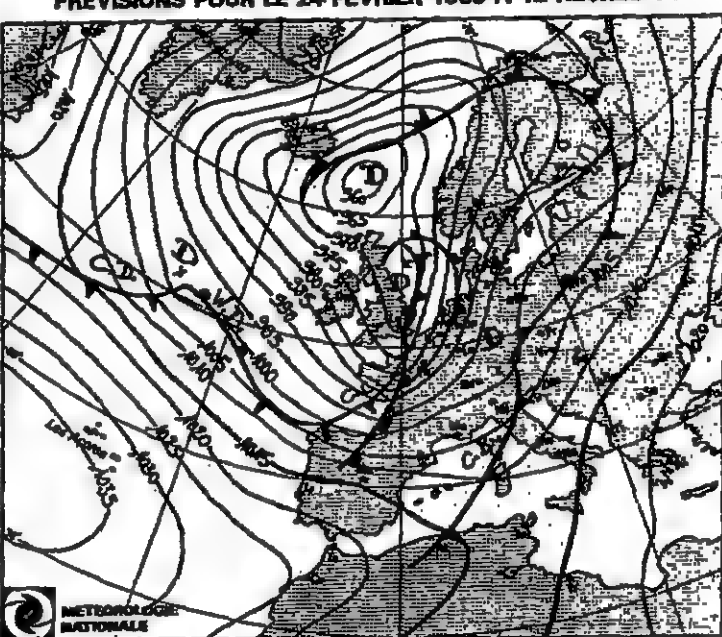
• COLLOQUE : « Éthique et politique ou l'actualité de la pensée austro-marxiste ». — Le Cercle démocratique et politique organise, le 25 février (à partir de 10 heures, à l'université de Paris-III-Censier (amphi A), 13, rue du Sautail, Paris-5^e), un colloque sur ce thème, avec la participation de J.-C. Cambodéris, C. Weil, A. Soulez et O. Piersmann. * Renseignements auprès de Catherine Chon. Tél. : 40-63-64-64.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 FÉVRIER 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 24 FÉVRIER 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 22 février à 0 heure et le jeudi 23 février à 24 heures.

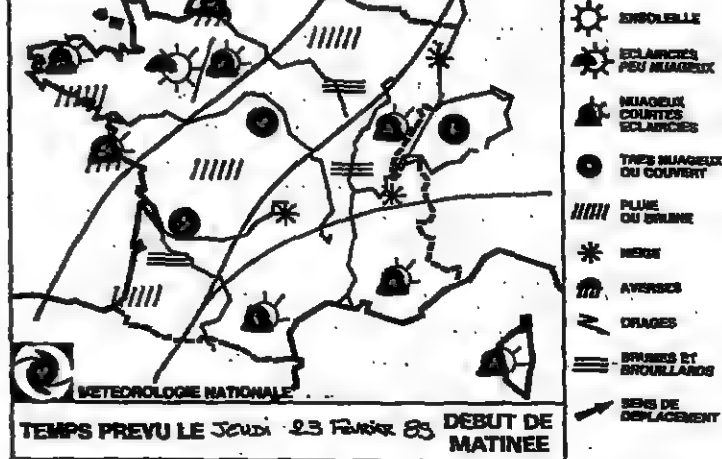
La France se trouve de nouveau soumise aux perturbations, ce qui signifie que les nuages et les pluies sont de retour. Aucune région ne sera épargnée par les nuages demain. En outre, la pluie et les averse seront au rendez-vous.

Jeudi : nuages, pluies et averse.

Le matin, toutes les régions se réveilleront sous les nuages. Cependant, de la Bretagne à la Normandie et aux frontières du Nord, le soleil pourra faire de brèves apparitions. Celles-ci seront interrompues d'averses accompagnées de fortes rafales de vent.

Dès le matin, il pleuvra sur les régions allant des pays de Loire et de l'Aquitaine aux Ardennes. Les pluies ne seront en général pas très fortes mais, localement, elles pourront être plus violentes (Massif Central surtout). Les pluies se dirigeront vers l'est au fil des heures et.

Les températures minimales s'échelonneront entre 5 degrés et 9 degrés sur une majeure partie du pays, entre 2 degrés et 3 degrés sur l'Est, entre 3 degrés et 6 degrés près de la Manche et de 7 degrés à 9 degrés le long du littoral méditerranéen.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 22-02-1989

FRANCE				ÉTRANGER			
NANCY	17	5	D	ALGER	19	6	N
PARIS	14	7	P	AMSTERDAM	9	0	N
BOULOGNE	16	4	P	ATHÈNES	16	9	D
BOURGES	12	5	P	BANGKOK	34	25	C
BREST	11	2	N	BARCELONE	15	4	P
CAEN	11	2	N	BERLIN	8	2	D
CHERBOURG	9	3	C	BRUXELLES	10	0	D
CLERMONT-FERR.	14	9	P	LA CAPE	17	9	D
DIJON	9	8	P	COPENHAGUE	8	0	N
GENÈVE-SAÏR	16	8	P	DALLAS	24	19	D
LILLE	9	0	D	DELHI	24	9	D
LIMOGES	13	4	P	DURBAN	22	8	N
LYON	11	9	P	GOMBE	9	7	P
MASSILLIANN	15	9	C	HONGKONG	24	17	A
NANCY	7	4	P	ISTANBUL	12	7	N
NANTES	7	3	D	JERUSALEM	14	8	B
NICE	10	9	C	KHAROF	16	9	D
PAU	8	6	C	LOS ANGELES	24	8	D
PERPIGNAN	14	9	P	LUXEMBOURG	15	3	B
RENNES	8	3	C	MADRID	18	9	P
STRASBOURG	7	5	P	MARSEILLE	25	9	B
				MILAN	9	3	P
				MONTREAL	2	2	D
				MOSCOW	2	2	D
				NAGANO	27	14	C
				NEW-YORK	14	1	C
				OSLO	5	4	C
				PALMADAMAL	20	3	N
				PARIS	3	7	N
				PRAGUE	31	26	C
				ROME	16	7	C
				SINGAPOUR	31	24	C
				STOCKHOLM	5	2	D
				TOKYO	23	18	N
				TORONTO	14	4	P
				TUNIS	22	9	B
				VALENCIA	6	1	D
				VENISE	6	5	B
				VIENNE	6	0	D

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SPORTS

• FOOTBALL : championnat de France. Monaco a battu le Maitis Racing (1-0) et Caen s'est imposé devant Toulouse (3-0), mardi 21 février, en matches avancés de la vingt-huitième journée du championnat de France de football.

• HANDBALL : championnat du monde B. — En battant le Danemark (23-21), mardi 21 février à Marseille, l'équipe de France a assuré son accession au championnat du monde A programmé en 1990 en Tchécoslovaquie.

• SKI NORDIQUE : championnats du monde. — Déjà vice-championne du monde du 10 kilomètres style classique et médaillée de bronze du 10 kilomètres style libre, la Finlandaise Marjo Matikainen a remporté, mardi 21 février à Lahti (Finlande), le 15 kilomètres style classique.

• TENNIS : Tournoi de Lyon. — Henri Leconte s'est qualifié, mardi 21 février, pour le deuxième tour du Tournoi de Lyon, doté de 260 000 dollars, en battant Thierry Tulasne (6-3, 6-2). En revanche, Thierry Champion et Guillaume Raoux ont été éliminés respectivement par les Suédois Niklas Kroon (6-3, 6-4) et Jonas Svensson (6-3, 6-3).

services

Dossier

Comment calculer vos impôts sur les revenus de 1988



Quel montant d'impôt paierons-nous cette année sur les revenus de 1988 ? La loi de finances pour 1989 publiée au « Journal officiel » daté du 23 décembre 1988 permet théoriquement à chaque contribuable de calculer son impôt, puisqu'elle contient notamment le barème de l'impôt sur le revenu (article 3-1 de cette loi). Mais ce barème (pour deux parts) est difficilement utilisable. Outre que le calcul de l'impôt nécessite la décomposition des revenus en tranches, il n'intègre pas des modifications importantes de la législation comme le plafonnement des effets de quotient familial.

Le tableau que nous présentons ci-dessous permet, lui, un calcul simple de l'impôt intégrant les effets de plafonnement du quotient familial pour les contribuables domiciliés en métropole. En

revanche, les effets de la minoration, comprise selon le cas entre 11 % et 3 %, ne sont pas intégrés dans le calcul, ni évidemment les réductions au titre des dépenses faites pour les intérêts des

emprunts logement ou les assurances-vie... De même, la décade dont peuvent bénéficier tous les contribuables aux revenus modestes doit être calculée distinctement. Les chiffres de revenus indiqués qui permettent le calcul de l'impôt sont des revenus imposables, c'est-à-dire après déduction des 10 % et 20 % auxquels vous avez droit (plus les déductions spéciales pour certaines professions) et après arrondissement à la dizaine de francs inférieure.

Si vous avez plus de huit parts ou si vous êtes domicilié(e) dans les DOM, une autre formule vous permet de calculer votre impôt. Mais cette formule ne tient pas compte du plafonnement du quotient familial (nous vous donnons les moyens d'en tenir compte dans un deuxième temps).

BARÈME POUR CALCULER VOTRE IMPÔT : recherchez dans la colonne qui correspond à votre nombre de parts et à votre situation le montant de votre revenu imposable et appliquez alors les opérations indiquées dans la colonne de gauche.

VOUS AVEZ	1 part	1,5 part	2 parts	2,5 parts	3 parts	3,5 parts	4 parts	4,5 parts	5 parts	5,5 parts	6 parts	6,5 parts	7 parts	7,5 parts	8 parts	
I • VOUS ÊTES MARIÉ (E)																
- Votre revenu imposable R n'excède pas 17 000 F	35 560	44 490	53 340	62 230	71 120	80 010	88 900	97 790	106 680	115 570	124 460	133 350	142 240	151 130	160 020	Exemples : • Vous êtes marié(e), 3 parts, revenu imposable de 339 480 F : votre impôt est égal à : (339 480 x 38,4 %) = 46 923 = 83 437 F (tableau I). • Vous êtes célibataire sans enfant, 1 part, revenu imposable de 120 260 F : votre impôt est égal à : (120 260 x 38,4 %) = 15 641 = 30 539 F (tableau II). • Vous êtes divorcé(e) avec 2 enfants à charge, 2,5 parts, revenu imposable de 153 910 F : votre impôt est égal à : (153 910 x 28,4 %) = 22 286 = 22 040 F (tableau II). • Vous êtes veuf(ve), 3 parts, revenu imposable de 237 400 F : votre impôt est égal à : (237 400 x 38,4 %) = 46 923 = 44 239 F (tableau II).
- Multipliez R par 5 % et déduisez	1 700	2 125	2 550	2 975	3 400	3 825	4 250	4 675	5 100	5 525	5 950	6 375	6 800	7 225	7 650	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 42 140 F	42 140	52 670	63 210	73 740	84 280	94 810	105 350	115 880	126 420	136 950	147 490	158 020	168 560	179 090	189 620	
- Multipliez R par 9,6 % et déduisez	3 336	4 170	5 004	5 838	6 672	7 506	8 340	9 174	10 008	10 842	11 676	12 510	13 344	14 178	15 012	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 66 420 F	66 420	83 270	99 920	116 570	133 220	149 870	166 520	183 170	199 820	216 470	233 120	249 770	266 420	283 070	299 720	
- Multipliez R par 14,4 % et déduisez	5 358	6 698	8 038	9 377	10 717	12 057	13 397	14 736	16 076	17 416	18 756	20 096	21 436	22 776	24 116	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 107 540 F	107 540	137 650	167 760	197 870	227 980	258 090	288 200	318 310	348 420	378 530	408 640	438 750	468 860	498 970	529 080	
- Multipliez R par 19,2 % et déduisez	8 565	10 695	12 834	14 973	17 112	19 251	21 390	23 529	25 668	27 807	29 946	32 085	34 224	36 363	38 502	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 187 540 F	187 540	237 650	287 760	337 870	387 980	438 090	488 200	538 310	588 420	638 530	688 640	738 750	788 860	838 970	889 080	
- Multipliez R par 24 % et déduisez	12 667	15 834	19 000	22 167	25 334	28 500	31 667	34 834	38 000	41 167	44 334	47 500	50 667	53 834	56 999	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 299 740 F	299 740	379 740	459 740	539 740	619 740	699 740	779 740	859 740	939 740	1 019 740	1 099 740	1 179 740	1 259 740	1 339 740	1 419 740	
- Multipliez R par 28,8 % et déduisez	17 829	22 286	26 743	31 200	35 657	40 114	44 571	49 028	53 485	57 942	62 399	66 856	71 313	75 770	80 227	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 499 740 F	499 740	629 740	759 740	889 740	1 019 740	1 149 740	1 279 740	1 409 740	1 539 740	1 669 740	1 799 740	1 929 740	2 059 740	2 189 740	2 319 740	
- Multipliez R par 33,6 % et déduisez	24 076	30 095	36 113	42 132	48 151	54 170	60 189	66 208	72 227	78 246	84 265	90 284	96 303	102 322	108 341	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 739 740 F	739 740	929 740	1 119 740	1 309 740	1 499 740	1 689 740	1 879 740	2 069 740	2 259 740	2 449 740	2 639 740	2 829 740	3 019 740	3 209 740	3 399 740	
- Multipliez R par 38,4 % et déduisez	28 580	35 700	42 820	50 940	59 060	67 180	75 300	83 420	91 540	99 660	107 780	115 900	124 020	132 140	140 260	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 1 079 740 F	1 079 740	1 359 740	1 639 740	1 919 740	2 199 740	2 479 740	2 759 740	3 039 740	3 319 740	3 599 740	3 879 740	4 159 740	4 439 740	4 719 740	4 999 740	
- Multipliez R par 43,2 % et déduisez	34 580	43 220	51 860	60 500	69 140	77 780	86 420	95 060	103 700	112 340	120 980	129 620	138 260	146 900	155 540	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 1 419 740 F	1 419 740	1 769 740	2 119 740	2 469 740	2 819 740	3 169 740	3 519 740	3 869 740	4 219 740	4 569 740	4 919 740	5 269 740	5 619 740	5 969 740	6 319 740	
- Multipliez R par 48 % et déduisez	40 580	50 256	59 932	69 608	79 284	88 960	98 636	108 312	117 988	127 664	137 340	147 016	156 692	166 368	176 044	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 1 819 740 F	1 819 740	2 269 740	2 719 740	3 169 740	3 619 740	4 069 740	4 519 740	4 969 740	5 419 740	5 869 740	6 319 740	6 769 740	7 219 740	7 669 740	8 119 740	
- Multipliez R par 52,8 % et déduisez	46 580	57 696	68 812	79 928	91 044	102 160	113 276	124 392	135 508	146 624	157 740	168 856	179 972	191 088	202 204	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 2 219 740 F	2 219 740	2 769 740	3 319 740	3 869 740	4 419 740	4 969 740	5 519 740	6 069 740	6 619 740	7 169 740	7 719 740	8 269 740	8 819 740	9 369 740	9 919 740	
- Multipliez R par 57,6 % et déduisez	52 580	64 848	77 116	89 384	101 652	113 920	126 188	138 456	150 724	162 992	175 260	187 528	199 796	212 064	224 332	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 2 619 740 F	2 619 740	3 269 740	3 919 740	4 569 740	5 219 740	5 869 740	6 519 740	7 169 740	7 819 740	8 469 740	9 119 740	9 769 740	10 419 740	11 069 740	11 719 740	
- Multipliez R par 62,4 % et déduisez	58 580	72 240	85 900	99 560	113 220	126 880	140 540	154 200	167 860	181 520	195 180	208 840	222 500	236 160	249 820	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 3 019 740 F	3 019 740	3 769 740	4 519 740	5 269 740	6 019 740	6 769 740	7 519 740	8 269 740	9 019 740	9 769 740	10 519 740	11 269 740	12 019 740	12 769 740	13 519 740	
- Multipliez R par 67,2 % et déduisez	64 580	79 632	94 684	109 736	124 788	139 840	154 892	169 944	184 996	199 048	213 100	227 152	241 204	255 256	269 308	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 3 419 740 F	3 419 740	4 269 740	5 119 740	5 969 740	6 819 740	7 669 740	8 519 740	9 369 740	10 219 740	11 069 740	11 919 740	12 769 740	13 619 740	14 469 740	15 319 740	
- Multipliez R par 72 % et déduisez	70 580	87 216	103 852	120 488	137 124	153 760	170 396	187 032	203 668	220 304	236 940	253 576	270 212	286 848	303 484	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 3 819 740 F	3 819 740	4 769 740	5 719 740	6 669 740	7 619 740	8 569 740	9 519 740	10 469 740	11 419 740	12 369 740	13 319 740	14 269 740	15 219 740	16 169 740	17 119 740	
- Multipliez R par 76,8 % et déduisez	76 580	94 304	112 028	129 752	147 476	165 200	182 924	200 648	218 372	236 096	253 820	271 544	289 268	306 992	324 716	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 4 219 740 F	4 219 740	5 269 740	6 319 740	7 369 740	8 419 740	9 469 740	10 519 740	11 569 740	12 619 740	13 669 740	14 719 740	15 769 740	16 819 740	17 869 740	18 919 740	
- Multipliez R par 81,6 % et déduisez	82 580	101 568	120 556	139 544	158 532	177 520	196 508	215 496	234 484	253 472	272 460	291 448	310 436	329 424	348 412	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 4 619 740 F	4 619 740	5 769 740	6 919 740	8 069 740	9 219 740	10 369 740	11 519 740	12 669 740	13 819 740	14 969 740	16 119 740	17 269 740	18 419 740	19 569 740	20 719 740	
- Multipliez R par 86,4 % et déduisez	88 580	108 768	128 956	149 144	169 332	189 520	209 708	229 896	249 084	268 272	287 460	306 648	325 836	345 024	364 212	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 5 019 740 F	5 019 740	6 269 740	7 519 740	8 769 740	10 019 740	11 269 740	12 519 740	13 769 740	15 019 740	16 269 740	17 519 740	18 769 740	20 019 740	21 269 740	22 519 740	
- Multipliez R par 91,2 % et déduisez	94 580	116 304	138 028	159 752	181 476	203 200	224 924	246 648	268 372	290 096	311 820	333 544	355 268	376 992	398 716	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 5 419 740 F	5 419 740	6 769 740	8 119 740	9 469 740	10 819 740	12 169 740	13 519 740	14 869 740	16 219 740	17 569 740	18 919 740	20 269 740	21 619 740	22 969 740	24 319 740	
- Multipliez R par 96 % et déduisez	100 580	123 504	146 428	169 352	192 276	215 200	238 124	261 048	283 972	306 896	329 820	352 744	375 668	398 592	421 516	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 5 819 740 F	5 819 740	7 269 740	8 719 740	10 169 740	11 619 740	13 069 740	14 519 740	15 969 740	17 419 740	18 869 740	20 319 740	21 769 740	23 219 740	24 669 740	26 119 740	
- Multipliez R par 100,8 % et déduisez	106 580	130 704	154 828	178 952	203 076	227 200	251 324	275 448	299 572	323 696	347 820	371 944	396 068	420 192	444 316	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 6 219 740 F	6 219 740	7 769 740	9 319 740	10 869 740	12 419 740	13 969 740	15 519 740	17 069 740	18 619 740	20 169 740	21 719 740	23 269 740	24 819 740	26 369 740	27 919 740	
- Multipliez R par 105,6 % et déduisez	112 580	137 904	163 228	188 552	213 876	239 200	264 524	289 848	315 172	340 496	365 820	391 144	416 468	441 792	467 116	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 6 619 740 F	6 619 740	8 269 740	9 919 740	11 569 740	13 219 740	14 869 740	16 519 740	18 169 740	19 819 740	21 469 740	23 119 740	24 769 740	26 419 740	28 069 740	29 719 740	
- Multipliez R par 110,4 % et déduisez	118 580	144 704	170 828	196 952	223 076	249 200	275 324	301 448	327 572	353 696	379 820	405 944	432 068	458 192	484 316	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 7 019 740 F	7 019 740	8 769 740	10 519 740	12 269 740	14 019 740	15 769 740	17 519 740	19 269 740	21 019 740	22 769 740	24 519 740	26 269 740	28 019 740	29 769 740	31 519 740	
- Multipliez R par 115,2 % et déduisez	124 580	151 904	179 228	206 552	233 876	261 200	288 524	315 848	343 172	370 496	397 820	425 144	452 468	479 792	507 116	
- Votre revenu imposable R n'excède pas 7 419 740 F	7 419 740	9 269 740	11 119 740	12 969 740	14 819 740	16 669 740	18 519 740	20 369 740	22 219 740	24 069 740	25 919 740					

Emploi

Mesures fiscales et sévère concurrence

Le choix d'un siège pour les multinationales : Paris en mauvaise position...

« **N**OUS avons avec nos partenaires britanniques une ambition européenne commune qui justifie le choix de Bruxelles. » Tel est l'argument que l'on avance à Boulogne-sur-Seine, au siège du groupe Carnaud, leader de l'industrie de l'emballage, pour justifier son prochain déménagement outre-Quai-François avec armes et bagages.

Bien sûr, la fusion du groupe tricolore avec son homologue britannique Metal Box explique, selon son PDG Jean-Marie Descarpentrie, cette décision de nature stratégique. Nombre d'observateurs y voient cependant un signe alarmant : la délocalisation des sièges sociaux, Paris, bon dernier sur ce terrain derrière Londres et Bruxelles, risque-t-il de voir aspirer ailleurs que sur les berges de la Seine ces précieux sièges d'entreprises nationales ou multinationales, véritables réservoirs de cadres de haut niveau, tant convoités et sollicités par les pouvoirs publics ?

« Oui, parce qu'on taxe la matière grise », s'exclame Claude Heurteaux, président du cabinet Auguste-Thouard, spécialiste de l'immobilier d'entreprises. « Le risque de délocalisation des emplois qualifiés est d'autant plus grand que l'excès de taxes qui frappe les sièges touche en fait des entreprises dont l'essentiel de la valeur ajoutée repose sur des cadres de haute volée. »

Déplacement avec deux taux

Voilà donc le cabinet Auguste-Thouard reparti en guerre contre ces vieilles hydres que sont les prélèvements fiscaux et sociaux. Mais aujourd'hui, c'est un élément du plan Emploi, présenté au conseil des ministres du 14 septembre dernier, qui est l'objet de la fureur du promoteur. Une raison à cela : la mesure de délocalisation des cotisations d'allocation familiales, à la charge des employeurs, qui accompagne le plan Emploi.

Une mesure qui prévoit, en cours d'année, dans un premier temps, un délocalissement avec deux taux : 4,5 % jusqu'au plafond (tranche A - à ce jour de 10110 F par mois), puis 3,5 % sur le reste du salaire. Dans un deuxième temps, en 1990, un taux de 7 % applicable à la totalité du salaire.

« Dans l'hypothèse où cette mesure serait adoptée, plaide Claude Heurteaux, les centres de décision que sont les quartiers généraux vont en pâtir. A titre indicatif, j'ai calculé que le délocalissement, basé désormais sur l'intégralité du salaire,

Même son de cloche à l'industrie. Tout en affirmant haut et fort toute l'importance jouée par les sièges sociaux des grands groupes « dans le rôle que Paris doit tenir en Europe », on minimise l'effet d'impact de la mesure de délocalisation.

Initialement sans fioritures le *Mar- ché des quartiers généraux en Europe*, l'étude Peat-Marwick notait en préambule qu'outre les enjeux économiques, les critères fiscaux et sociaux se révélaient « déterminants » dans le processus de décision d'implantation.

de l'administration du pays d'accueil, la langue, les conditions de vie, l'absence de contrôle des changes, le régime fiscal du siège et de ses salariés. Suivaient le coût immobilier, le prestige de la ville d'implantation, le coût de la vie.

Conclusion de l'étude en forme de recommandation : « Si la France souhaite prendre une part de marché plus importante, il lui faut développer des régimes très compétitifs sur les plans de la fiscalité pour les quartiers généraux et de la sécurité sociale pour les salariés. »

Message attendu

Sitôt l'étude remise à la DATAR, et pour la petite histoire, le bureau parisien de Peat-Marwick s'empresse de déménager pour Bruxelles. Côté pouvoirs publics, le message fut cependant entendu, notamment par Alain Madelin, ministre de l'Industrie. Comment Paris pouvait-il être compétitif, en particulier avec Bruxelles, une place qui non seulement est forte de son rôle de capitale de la CEE, mais pratique une quasi-non-imposition (arrêté royal du 30 décembre 1982) des « centres de coordination » des entreprises multinationales ? « Depuis l'instauration de ce régime, note Auguste Thouard, cent soixante quartiers généraux de tous pays se sont établis en Belgique. »

Des centres qui, entre autres avantages, peuvent assurer des opérations de financements et de commerce à l'intérieur du groupe, et qui accordent à leur personnel résident un régime fiscal de faveur. A la différence de la France qui, jusqu'en 1987, n'accordait aucune facilité : les règles de droit commun de la fiscalité et du droit social français étaient appliquées.

C'est ainsi que les frais « domestiques » (voyages de reconnaissance, déménagement, hôtel, garde-malade, cours de français, etc.) étaient considérés comme des salaires, et donc imposables. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : ils rentrent dans le cadre des frais généraux de l'entreprise.

De même, la convention en matière de sécurité sociale, signée par la France en 1987 avec les Etats-Unis, vient enfin d'être ratifiée, supprimant la double protection sociale concernant l'assu-

rance invalidité, les assurances vieillesse et chômage.

Indiscutablement, donc, les efforts de l'administration en vue d'aligner Paris sur les capitales concurrentes apparaissent positifs... jusqu'à ce qu'intervienne la mesure de délocalisation qui touche les quartiers généraux comme les autres sociétés.

« Le moins qu'on puisse dire, est que cette mesure n'est pas habile. Mais elle est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Je travaille en permanence avec des dirigeants de haut niveau de toute l'Europe. J'affirme que Paris devient dissuasif. »

Ainsi parle Olivier Romieux, vice-président pour la France, du consultant américain Spencer-Stuart. « Il y a quatre mois, une grosse entreprise allemande de biens de consommation a décidé de rapatrier son staff. Je lui cherche aujourd'hui un dirigeant français de haut niveau, prêt à s'expatrier. »

Pour ce consultant, la tendance est perceptible : « J'observe que nombre d'entreprises étrangères souhaitent garder chez nous leurs usines d'exploitation, mais veulent délocaliser ou alléger leur siège. »

Les contraintes administratives

Selon Olivier Romieux, mis à part les très grands états-majors où domine le souci de stratégie, les petits « staffs » vivent de plus en plus mal les contraintes administratives hexagonales, les difficultés de circulation et de descentes des aéroports parisiens. Ils sont de plus en plus tentés par les places régionales, telles que Milan, Lyon ou Hanovre. « Cela est d'autant plus inquiétant, ajoute-t-il, que les états-majors induisent une foule d'activités tertiaires dont on dit qu'elles sont porteuses d'avenir. Sans compter les virements qu'ils jouent pour les jeunes cadres diplômés. »

« Les regroupements, fusions, mariages, rachats en cours et à venir des entreprises européennes ne risquent-ils pas, de surcroît, de privilégier encore davantage Bruxelles ? » s'interroge le cabinet Auguste-Thouard. Et ce, pour d'évidentes raisons de neutralité.

« Si cette situation ne devait pas s'inverser, conclut le vice-président de Spencer-Stuart, il ne resterait plus à Paris qu'à jouer sa dernière carte : ses musées. » Une boutade seulement ?

JEAN MENANTEAU.

QU'EST-CE QUE TU FAIS LE WEEK-END, UNE FOIS ?

ON VA SE REPOSER A PARIS.



Presin

entraînera pour mon groupe de quatre cent cinquante salariés une charge supplémentaire de 9,5 millions de francs d'ici à 1990. Et ce, sans augmentation de la masse salariale due à des augmentations de salaire ou de dépenses de personnel. Et d'agiter une menace : « Je ne suis pas sûr d'embaucher de nouveaux cadres de haute compétence cette année. »

Au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, comme au ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, cette menace ne peut être justifiée par le seul délocalissement des cotisations patronales.

« La motivation du groupe Carnaud, s'il décide de s'établir à Bruxelles, n'est certainement pas dictée par des considérations d'ordre social, précise-t-on dans l'entourage de Jean-Pierre Soisson. Au reste, la mesure de délocalisation se fera d'abord par paliers. Elle a pour but d'avantager des industries de main-d'œuvre, et s'apparente à une répartition. »

Mezza voce, on reconnaît cependant que les sociétés à haute valeur ajoutée et à forts salaires - électronique, informatique, aéronautique, services... - subiront, quoique légèrement, les effets du délocalissement. « Mais, ajoute-t-on, il faut distinguer l'intérêt général des cas particuliers. »

« Dans un quartier général, ce que souhaitent les cadres, c'est une bonne fiscalité, une bonne couverture sociale, de bonnes écoles pour leurs enfants et un bon environnement », résume Jean-Pierre Joullet, directeur du cabinet de Roger Fauroux.

D'où le vœu constant, émis par l'industrie en direction de la Rue de Rivoli : ne pas (trop) surtaxer Paris en matière de taxe professionnelle ou foncière ; faire en sorte de s'aligner progressivement sur la zone d'Anvers, par exemple, ou sur Bruxelles. « Il s'agit d'un nouvel aspect de l'aménagement », explique Jean-Pierre Joullet. Nous ne sommes plus dans le schéma ancien de Paris par rapport à Verviers ; mais bien de Paris par rapport à Londres ou Barcelone.

A la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), où l'on s'est longtemps préoccupé de la localisation des investisseurs étrangers, on affirme aujourd'hui que de « nombreux freins ont été débloqués ».

Pour mieux comprendre l'enjeu de la bataille que se livrent les capitales européennes autour des états-majors, et les raisons qui ont conduit les pouvoirs publics à assouplir leur position en 1988, il faut se référer à une étude non rendue publique, commandée par la DATAR, en 1984, au consultant américain Peat-Marwick.

Est-ce partiellement en fonction de ces critères défavorables pour la France que Paris apparaît aujourd'hui en queue de peloton ?

Forces est de constater, ce que fit dans la foulée, en mars 1988, Auguste Thouard à partir de l'étude Peat-Marwick, que sur les cinquante premières sociétés américaines, trente et une disposent d'un QG en Europe, deux seulement l'ont placé en France. Les autres ont choisi la Grande-Bretagne (14), la Belgique (9) et la Suisse (6).

Toujours est-il qu'hormis deux fleurons prestigieux (IBM-GRACE) les consultants de Peat-Marwick recensent à l'époque 15 QG (secondaires non multinationaux) américains en Belgique, 146 au Royaume-Uni, 81 en France et 73 en Suisse. Les firmes japonaises, quant à elles, étaient de préférence implantées en Allemagne (35) et au Royaume-Uni (24).

L'étude soulignait, par ailleurs, le niveau élevé des personnels des QG : 50 % de cadres supérieurs français, et étrangers expatriés, dans les fonctions de la stratégie, de la finance, du marketing, de l'achat, de l'informatique et de la recherche.

Interrogés sur les facteurs qui déterminaient la sélection en Europe d'un QG, les firmes à majorité américaine mettaient en priorité et dans l'ordre : l'attitude

Ecartelée entre le traitement social et le placement

L'ANPE croule sous les missions

A son grand désespoir, l'ANPE fait figure de mal-aimée au sein du service public de l'emploi. Pourtant, elle croule sous les missions. Ainsi que l'a encore réitéré l'affaire de la mise en place du RMI (revenu minimum d'insertion), pour laquelle son concours était sollicité (le Monde du 8-9 janvier), la surcharge de travail atteint ses limites. Réclamée pour participer à toutes les opérations de traitement social, on associe aux mesures prises par les partenaires sociaux, l'agence se débat entre d'innombrables priorités. Au point que l'on peut se demander combien de temps chacun de ses 11 496 agents consacre au placement des chômeurs et aux relations avec les entreprises, deux tâches qui correspondent à la vocation première de l'ANPE.

QUAND on lui pose la question, M. Gérard Vanderpote, directeur général de l'ANPE, hésite entre la notation désabusée et l'observation clinique. « Ce n'est pas nous qui créons l'emploi, ni qui licencions, rappelle-t-il. Quand on dit que l'ANPE va trouver un emploi au chômeur, c'est faux. Nous ne sommes pas un instrument de régulation et d'animation du marché du travail, au contraire de notre homologue suédois. »

Ces vérités assénées, il complète le constat de chiffres éclairants. Entre autres activités, l'ANPE « gère », en 1989, 5,5 millions d'échanges qui résulteront de la confrontation d'un flux d'inscriptions nouvelles, pour 4 799 000 demandeurs d'emploi, et du traitement de 1 150 000 offres provenant des employeurs. Chaque agent doit, en moyenne, s'occuper de 668 demandeurs d'emploi contre 504 en 1974, et présente sept candidats par offre qui, dans des cas sur trois, sera finalement satisfaite. Un ratio qui reste honorable.

Or l'activité essentielle de conseil et d'information des entre-

prises pour prospecter des emplois, ne représente que 12,4 % du « budget-temps » de l'ANPE. 708 000 entreprises devront être contactées en 1989. Même si l'on y ajoute les 23,4 % du temps consacré au traitement des offres, cela ne pèse pas lourd dans le travail quotidien de l'agence, 604 000 journées sur 1 702 000.

Progressivement, en effet, les tâches dévolues au dernier des services publics créés sur le modèle de l'administration se sont à la fois déplacées, gonflées et professionnalisées pour répondre à la montée du chômage et aux nécessités de son accompagnement social.

Une impressionnante nomenclature

Alors que le placement direct devenait difficile ou aléatoire, le personnel a été amené à intervenir sur d'autres terrains qui, soit pouvaient modifier la qualité de la demande d'emploi par des programmes spécifiques, soit permettaient de différer des difficultés inévitables par le biais du traitement social.

Telles qu'elles apparaissent dans divers documents, ces fonctions dévotement et nouvelles de l'ANPE composent une impressionnante nomenclature d'actions. L'accueil et le diagnostic des demandeurs d'emploi occupent 376 000 journées de travail, globalement, et 22,3 % du « budget-temps ». Un peu plus de la moitié des inscrits reçoivent pour un entretien de première évaluation, qui est d'autant plus difficile à mener que le nombre des retours dans le chômage s'accroît, et nécessite des prestations adaptées.

Viennent ensuite, et pour 412 000 journées de travail, soit 24,4 % du temps, les opérations de suivi, d'évaluation et d'orientation ou d'accès à la formation qui sont désormais déterminantes. Dans cet ensemble sont recensés les grands programmes actuels, qui vont des entretiens systématiques avec les chômeurs de longue durée (850 000) aux efforts d'information en direction des 1,3 million d'indemnisés en allocation de base susceptibles d'être intéressés par la nouvelle allocation de formation-reclassement (AFR), en passant par les 500 000 jeunes qui pourraient bénéficier de contrats de formation en alternance (contrats d'adaptation, de qualification et SIVP) ou, encore, par les 400 000 entrées en stage prévues pour 1989.

Bientôt, le dispositif du revenu minimum d'insertion, dont on ne connaît pas encore l'impact, viendra s'ajouter à la gestion des sessions de technique de recherche d'emploi (100 000), des 160 000 places de stage pour les

jeunes de seize à vingt-cinq ans, des 270 000 actions en faveur des chômeurs de longue durée, des 40 000 formules de reclassement professionnel et des 20 000 stages de mise à niveau. Enorme, le système de soutien des chômeurs se décline selon une gamme d'une variété infinie.

Enfin, et classées dans la catégorie « autres activités », apparaissent d'autres fonctions, qui ne sont pas secondaires, loin de là. L'ANPE consacre 288 000 journées, soit 17,4 % de son temps, à assurer l'actualisation mensuelle de 2,5 millions de cartes de pointage qui permettent le contrôle du nombre de chômeurs puis la publication des statistiques officielles. Mais elle se charge aussi, dans cette partie de son temps, de placer 250 000 TUC, quelques 30 000 PIL (programmes d'insertion locale), comme de suivre la progression de 400 000 stagiaires en formation. A quoi il faut encore ajouter 40 000 journées consacrées aux salariés licenciés en reconversion, au nombre de 40 000, qui occasionnent 80 000 « pré-bilans ».

De nouvelles difficultés en perspective

Au total, l'ANPE doit donc faire face à des demandes importantes, que celles-ci émanent des pouvoirs publics, pour sa politique de lutte contre le chômage et le traitement social, ou des partenaires sociaux qui, depuis deux années maintenant, demandent assistance pour ses propres dispositifs tels que les conventions de conversion et l'allocation de formation-reclassement. Hors placement direct, elle doit se charger

du fonctionnement de 1 593 000 stages, contrats particuliers ou dispositifs d'insertion sociale et professionnelle, toutes mesures confondues.

« Je ne peux pas faire plus partiel », se défend M. Vanderpote, qui se pose la seule question possible : « Est-ce que la compréhension de l'aboutissement de la mission est la meilleure ? » « Je ne dispose pas du magasin de pièces détachées de la main-d'œuvre française. »

Engorgée et submergée, l'ANPE peut cependant connaître de nouvelles difficultés si, comme cela paraît être la tendance, la reprise de l'emploi se confirme. A la recherche de personnel à embaucher, voire en situation de pénurie à l'exemple du bâtiment et des travaux publics, les employeurs vont se tourner vers elle et ne comprendront pas qu'elle soit incapable de répondre à leur demande. Orientée vers le traitement social, l'ANPE risque de se trouver prise à contre-pied.

Parfaitement conscient de ce danger, le directeur général de l'agence assure toutefois que « le personnel va respirer parce qu'il va retrouver sa fonction ». Il prétend que l'effort accompli pour fournir des contrats de formation en alternance pour les jeunes (notamment les SIVP) a d'ores et déjà permis « l'ancrage sur l'entreprise et ses besoins » et que l'expérience facilitera le placement. Selon lui, les agents devraient retrouver confiance, la meilleure santé du marché du travail permettant, au passage, d'obtenir des taux de réinsertion plus élevés à l'issue des stages pour les chômeurs de longue durée par exemple (objectif : 50 % après cinq mois).

Mais il ne se cache pas non plus les risques. « On va être débordé par la demande » et « le reproche de l'employeur va revenir », admet-il. « On va retrouver des tensions », ajoute-t-il, persuadé que le défi pose « le problème de la modernisation d'un établissement public face à la plasticité des demandes et des questions à résoudre, y compris avec les variations locales », mais que cela justifierait un autre type de réponse, par exemple « par la gestion prévisionnelle de l'emploi » que le gouvernement souhaite encourager.

En toile de fond, il demeure aussi que cette ANPE, facilement vilipendée et continuellement écartelée, paie mal ses agents, et que cela influe sur le moral. Un prospecteur-placier qui doit démarcher les entreprises pour trouver de l'emploi gagne en moyenne 7 500 francs par mois, et doit investir dans l'achat d'une voiture pour effectuer ses déplacements. Un délégué régional qui supervise 53 agences locales, 3 délégués départementaux et 900 agents, et assure la gestion directe de 200 millions de francs en crédits de fonctionnement, reçoit 15 000 francs par mois pour 60 heures de travail hebdomadaire.

« Les gens parlent de l'ANPE mais n'y viennent pas », affirme M. Vanderpote. De fait, l'agence pratique, au sein de l'administration, les salaires les plus faibles de tous les services de l'emploi. Ce qui ne fait certainement qu'ajouter aux malheurs de la mal-aimée.

ALAIN LEBEAUBE.

REPRODUCTION INTERDITE

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC Handelsblad LE SOIR *Le Monde* Süddeutsche Zeitung
Corriere della Sera EL PAIS De Standaard THE INDEPENDENT



INGENIEURS ELECTRO-MECANICIENS L'EUROPE S'OUVRE A VOUS...

Avec 3.400 personnes et 5 usines, nous sommes le premier fournisseur français d'alternateurs-démarrateurs et le deuxième européen. Au sein du groupe VALEO, nous recherchons afin d'internationaliser notre dimension humaine sur la France, des ingénieurs Electro-Mécaniciens à fort potentiel, de diplômés d'Ecoles ou d'Universités de la Communauté Economique Européenne. Par nos innovations et la qualité de nos productions, nous faisons progresser l'automobile. Pour aller encore plus loin, nous vous proposons aujourd'hui des métiers diversifiés en : Etudes - Recherche et Développement, Méthodes de

Fabrication, Achats et Services Commerciaux. Vous avez acquis de préférence une formation complémentaire en gestion et possédez une première expérience de 2 à 3 ans. Bien sûr, vous parlez votre langue d'origine ainsi que le français... Notre ouverture internationale vous conduira à jouer un rôle "moteur" au sein de notre branche ou du groupe. Merci d'adresser votre lettre manuscrite et votre CV en français ainsi qu'une photo et un numéro de téléphone à Jean-Claude VAN DER ELST - Directeur des Ressources Humaines - VALEO-E.E.M. - 2, rue A. Boule - 94000 CRETEIL FRANCE.

Valeo L'Equipement Automobile



Première société commerciale de transport spatial
recherche, pour son Etablissement de Kourou, en Guyane Française, un

Cadre Comptable - Kourou

Adjoint au chef du département administratif et financier

Votre fonction :

- Assurer les travaux comptables, notamment analytiques, liés à l'activité et à la maintenance de l'ensemble de l'établissement.
- Participer à l'élaboration et au suivi des budgets gérés par l'établissement et contrôler les engagements et règlements s'y rapportant.
- Vous superviserez deux collaborateurs et travaillerez en liaison fonctionnelle avec le Service Comptabilité du Siège.

Votre profil :

De formation supérieure comptable, vous avez

acquis au cours de 4 à 5 années une première expérience en milieu industriel. La pratique de la micro-informatique est nécessaire. Vous êtes disponible pour contribuer pendant quelques années à nos activités opérationnelles outre-mer. Merci d'adresser votre candidature (CV, photo) sous référence DO.89.06/LM, à ARIANESPACE, Jacques Werschiné, Service des Relations Humaines, Bld de l'Europe, BP 177, 91000 Evry.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours un poste (à temps partiel) de

PROFESSEUR D'ARCHITECTURE

Sa tâche principale sera l'enseignement du projet (atelier) et son accompagnement par un cours de théorie de l'architecture.

Délai d'inscription : 30 avril 1989 ;

Entrée en fonction : à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander le formulaire de candidature au :

Secrétariat général de
l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
CE-Ecublens
CH-1015 LAUSANNE (Suisse).

Notre entreprise à Toulouse, producteur spécialisé de semences et filiale d'un groupe mondial, cherche, pour assurer son développement en Europe de l'Est, un

area manager

Venez négocier à niveau élevé des contrats à long terme qui engagent une collaboration commerciale mais aussi technique, nous permettant une meilleure pénétration des marchés et la création de variétés de plus en plus adaptées aux conditions de chaque pays.

A 35 ans, au moins, ingénieur Agri ou Agro par exemple, vous avez acquis votre expérience dans une activité semblable, dans le phytosanitaire, voire dans le mécanisme agricole. En plus du français, vous parlez couramment anglais et allemand. Le russe est un atout supplémentaire. Rejoignez une structure dynamique, légère et sans frontières.

Merci d'écrire à J. PICARD (réf. 3112LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
97, RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Le Monde INTERNATIONAL

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
La Banque, installée à Luxembourg, recherche :

Attaché(e) d'information/ relations publiques

Tâches : Rédiger des articles concernant la Banque et ses activités ; Entretenir et développer des contacts dans la presse et les médias ; Traiter des demandes spécifiques d'information ; Faire connaître la Banque aux milieux spécialisés ainsi qu'au grand public ; Tenir des conférences et rédiger des discours.

Le candidat retenu aura de préférence : Une formation universitaire appropriée ; Au moins cinq années d'expérience dans le domaine de l'information acquise dans une organisation internationale, financière ou gouvernementale ; Moins de 35 ans.

Dans un milieu multiculturel, une maîtrise totale de la langue française ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont requises. La connaissance du danois, du grec ou du portugais est souhaitée.

La B.E.I. offre un salaire intéressant avec de bonnes conditions d'emploi analogues aux autres institutions financières internationales et pratique une politique d'égalité de chances. Un curriculum vitae et une photo sont à envoyer à :

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Formation-Recrutement (R&E AG 8901),
Houdendael Koning Adriaens 100
L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION PUBLIQUE EUROPEAN INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION

L'Institut européen d'administration publique (IEAP),
à Maastricht, Pays-Bas,

organisation indépendante de formation et de conseil au service des Etats membres et institutions de la Communauté européenne recrute un :

PROFESSEUR ASSOCIÉ/PROFESSEUR

TACHES : Elaboration de programmes, enseignement et organisation de cours, séminaires, tables rondes et colloques de formation et recyclage pour hauts fonctionnaires ; recherche préparatoire ou dans le cadre de contrats entre l'IEAP et des institutions publiques d'Europe.

PROFIL : Doctorat d'Etat ou ENA (ou équivalent) + expérience professionnelle pertinente de 5-6 ans. Bonne connaissance de l'administration française. Expérience de l'enseignement et de la recherche en : droit communautaire, administration comparée, politiques de la Communauté européenne ou gestion publique. Connaissance courante de l'anglais et du français.

CONDITIONS : Poste mis à la disposition de l'IEAP par le Ministère des Affaires étrangères de la République française (indemnité de résidence et régime fiscal intéressants). Résidence obligatoire à Maastricht ou dans les environs (par ex. Liège, 30 km). Contrat de trois ans renouvelable. Poste en principe vacant au 1^{er} octobre 1989.

Ecrire pour renseignements plus détaillés à :

M. S. Pappas, directeur général adjoint,
Institut européen d'administration publique,
O.L. Vrouweplein 22, NL - 6211 HL Maastricht, Pays-Bas.



Droits de l'homme
en Asie du Sud-Est

Amnesty International recherche pour son secrétariat international à Londres deux assistants exécutifs qui travailleront dans la division Asie du Sud-Est du département de la recherche.

Le premier poste concerne l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, Fidji et d'autres îles du Pacifique sud.

Le deuxième poste concerne le Kampuchéa, la Laos, la Thaïlande et la Birmanie.

La tâche principale des assistants exécutifs est de communiquer avec les membres d'Amnesty International partout dans le monde et de les renseigner sur les préoccupations de l'organisation relatives aux droits de l'homme dans l'Asie du Sud-Est. Ils (elles) fourniront des informations et recommanderont des actions au nom des prisonniers.

La connaissance de l'Asie du Sud-Est, une maîtrise parfaite de l'anglais et la pratique de la dactylographie et du classement sont indispensables. La connaissance d'autres langues, notamment de l'indonésien (pour le premier poste), serait un avantage. Les candidats doivent être capables de travailler en équipe, souvent sous pression, et de faire preuve d'initiative.

TRAITEMENT ANNUEL : £ 12 015.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 7 avril 1989.

Pour obtenir d'autres renseignements et une formule de candidature, s'adresser à : Service du personnel, secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne). Tél. : (1) 637-3805.

L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS A GENÈVE

(Institution spécialisée des Nations Unies)

recherche pour sa

SECTION FRANÇAISE DE TRADUCTION

le Chef de Section (Réf. 2-89)
et des traducteurs (Réf. 90)

Responsabilités du Chef de Section : Animation et direction de la Section, (environ 20 personnes), participation à l'introduction de méthodes de travail nouvelles utilisant l'informatique, participation aux travaux des conférences.

Apptitudes : Formation universitaire supérieure en télécommunications ou dans un domaine connexe, ou en langues modernes, ou formation équivalente (4 années minimum sanctionnées par un diplôme). Dix ans d'expérience dans le domaine technique et/ou linguistique. La connaissance des télécommunications et de la terminologie technique est un avantage. Excellente connaissance du français et bonne connaissance de l'anglais et de l'espagnol. La connaissance du russe, du chinois ou de l'arabe est un avantage.

Salaire annuel (net d'impôts) : de US \$ 74 558 à US \$ 86 310 avec charges de famille et de US \$ 68 860 à US \$ 79 402 sans charges de famille.

Traducteurs : L'UIT recrute aussi, en 1989-1990, quelques traducteurs ; même formation que le chef de section, avec seulement 4 années d'expérience. Les candidats peuvent se faire connaître dès maintenant.

CANDIDATURES : Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae complet, ainsi que la référence du poste indiqué ci-dessus, sont à adresser avant le 28 avril 1989 à :

Union Internationale des Télécommunications
Département du personnel

Place des Nations CH-1211 GENÈVE 20

مكتزا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

LOCATIONS

LA SELECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraite
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenance à des propriétaires institutionnels

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations
PARIS - 11^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
4 Pièces 74 m ² , 5 ^e étage	5 180 512		110, av. de la Résistance SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.-v. Chauff. individ. élec.	4 Pièces 76 m ² , 3 ^e étage	3 350 899	OUI	Gif-sur-Yvette Rés. Les Gdes-Coudraies GCI 40-16-28-70	Dans un parc Chauff. collectif
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 80 m ² , 1 ^{er} étage	3 400 1 300	OUI	Massy, 7, sq. Yves-du-Manoir AGF 42-44-00-44	Vis./r.-v.
3 Pièces 84 m ² , 12 ^e étage	5 950 980	OUI	18 bis, bd de la Bastille AGF 42-44-00-44	Vis./r.-v., imm. réc., face port piédestal	92 - HAUTS-DE-SEINE				
3 Pièces 81 m ² , 1 ^{er} étage	6 350 930	OUI	8-10, rue J.-César AGF 42-44-00-44	Chauff. coll., imm. réc., de bon stand., vis./r.-v.	Studio 31 m ² , 4 ^e étage	2 250 410	OUI	Bois-Colombes 11-17, r. du Gal-Lederc AGF 42-44-00-44	Imm. réc., pche transp. et comm. Vis./r.-v.
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 102 m ² , 4 ^e étage	5 250 1 460	OUI	Bois-Colombes 11-17, r. du Gal-Lederc AGF 42-44-00-44	Double living, 2 chambres
Studio 29 m ² , 5 ^e étage	2 750 402	OUI	28, rue du Banquier SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. électr. M ^{re} Gobellina	3 Pièces 82 m ² , r.-de-c.	7 550 1 550	OUI	Boulogne 33-35, r. Anne-Jacquelin AGF 42-44-00-44	Dans un parc de 2 ha Imm. très bon stand.
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 50 m ² , 5 ^e étage	2 900 965	OUI	Clichy, 9, imp. Barbier SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif
2/3 Pièces 70 m ² , 3 ^e étage	5 200 1 253	OUI	3, place Violet SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. électr. M ^{re} C. Aiche/Commerce	Studio 41 m ² , 1 ^{er} étage	3 000 230	OUI	Courbevoie, 2, av. du Parc AGF 42-44-00-44	Imm. réc., bon stand. Vis./r.-v.
5 Pièces 130 m ² , 5 ^e étage	13 530 1 353	OUI	48, rue Cauchy LPE/GAN 45-57-23-63	Duplex, chauff. ind. élec. S. pl. lun., juss., ven., sant., 15 h/19 h	5 Pièces 100 m ² , 5 ^e étage	5 700 1 342	OUI	Courbevoie, 9, r. de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf Chauff. ind. élec.
3 Pièces 81 m ² , 1 ^{er} étage	6 480 848	OUI	48, rue Cauchy LPE/GAN 45-57-23-63	S. pl. lun., juss., ven., sant., de 15 à 19 h	3 Pièces 68 m ² , 2 ^e étage	3 850 913	OUI	Courbevoie, 9, r. de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf Chauff. ind. élec.
4 Pièces 93 m ² , 5 ^e étage	8 700 870	OUI	48, rue Cauchy LPE/GAN 45-57-23-63	Chauff. ind. élec. S. pl. lun., juss., ven., sant., de 15 à 19 h, chauff. indiv. électr.	4 Pièces 88 m ² , 3 ^e étage	5 000 1 182	OUI	Courbevoie, 9, r. de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf Chauff. ind. élec.
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					2/3 Pièces 86 m ² , 7 ^e étage	7 740 1 382	OUI	Neuilly, 39, bd du Château SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif, vue dégagée, soleil
1/2 Pièces 39 m ² , 5 ^e étage	4 095 825		19, rue Raynaud SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif	Studio 40 m ² , 2 ^e étage	3 430 690		Neuilly, 39, r. Parmentier AGF 42-44-00-44	Vis./r.-v.
2 Pièces 70 m ² , 5 ^e étage	4 900 1 100		135, av. du Vercors SAGGEL 47-42-44-44	Ceint., relait à neuf Chauff. collectif	5 Pièces 138 m ² , 1 ^{er} étage	13 250 1 400	OUI	Neuilly, 15/17, av. Sta-Foy AGF 42-44-00-44	Vis./r.-v.
3/4 Pièces 97 m ² , 1 ^{er} étage	7 200 1 380		134, quai Bérlioz SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif	3 Pièces 78 m ² , 14 ^e étage	5 050 1 045	OUI	Puteaux 12, square L.-Blum AGF 42-44-00-44	Imm. récent, bon stand. Vis./r.-v.
7 Pièces 235 m ² , 1 ^{er} étage	27 000 4 200	OUI	4, rue Chaligny AGF 42-44-00-44	Vue sur Seine Chauff. indiv.	3 Pièces 72 m ² , 3 ^e étage	5 550 470	OUI	Saint-Cloud 2, sq. Sainte-Clotilde AGF 42-44-00-44	Parking, 470 F Vis./r.-v.
STUDIO 28 m ² , 2 ^e étage	4 200 893	OUI	80-82, av. H.-Martin GCI 40-16-28-68	Imm. anc., vis./r.-v. Chauff. coll. gaz	4 Pièces 89 m ² , 4 ^e étage	5 100 1 300	OUI	Suresnes 18, av. Georges-Pompidou AGF 42-44-00-44	Vis./r.-v.
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 58 m ² , 1 ^{er} étage	3 750 880	OUI	Suresnes 20, r. Salom.-de-Rothschild AGF 42-44-00-44	Vis./r.-v. Imm. récent
4 Pièces 88 m ² , 1 ^{er} étage	4 920 1 030	OUI	10, rue Belleville AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif	94 - VAL-DE-MARNE				
2 Pièces 50 m ² , r.-de-ch.	3 030 350	OUI	2, rue Sadi-Lecointe AGF 42-44-00-44	Imm. réc., vis./r.-v. Chauff. collectif	4 Pièces 85 m ² , 5 ^e étage	4 800 799	OUI	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. indiv. électr. centre-ville
78 - YVELINES									
5 Pièces 111 m ² , 3 ^e étage	11 600 1 640	OUI	Saint-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-70	Vue directe sur parc Chauff. ind. élec.					
2 Pièces 62 m ² , 1 ^{er} étage	5 580 630	OUI	Saint-Germain-en-Laye 42 bis, rue des Usines AGF 42-44-00-44	Appart. à louer en professionnel					
2 Pièces 53 m ² , 2 ^e étage	4 000 370	OUI	Saint-Germain-en-Laye 40, quai 2, rue des Usines	Vis./r.-v. Rés. dans un parc de 2 ha, proche du RER					
3 Pièces 75 m ² , 1 ^{er} étage	5 350 700	OUI	Saint-Germain-en-Laye 42 bis, rue des Usines AGF 42-44-00-44	Imm. dans un parc de 2 ha proche du RER					

INSTITUTIONNELS
pour paraître
dans cette rubrique,
composer 45-55-91-82,
poste 4324.



هكذا من الأصل

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux bureaux

Ventes

SELECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08

VENTE

PTE CLIGNANCOURT

5 500 m² imm. rec. + park. LEVALLOIS/CHAMPERRET

1 400 m² + parking disponible 3^e et 4^e ét.

Locations

8^e COLISÉE

CONSTITUTION STES BUREAUX ET TS SERVICES

AFC - 43-59-20-20

Domiciliation 50 F/m² Paris 1^{er}, 8^e, 9^e, 15^e et 17^e

Compteur S&P 1.000 F/m²

INTER DOM 12^e, 43-40-51-45

CREADOM 17^e, 42-87-09-89

SELECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08

QUARTIERS D'AFFAIRES PARIS-8^e MIROMESNIL

Marché de l'Europe

2 x 117 m², rénovés

Imm. p. de taille

GEORGE-V

418 m², plateau moderne

6 park., dispon. imméd.

LISBONNE

230 m², 8 burs rénovés

spandig.

CHAMPS-ÉLYSÉES/ÉTOILE

500 m², plat. moderne

6 park., dispon. imméd.

RUE DE PRESBOURG

1 865 m² + park., ren.

excep. Dispon. 1^{er} trim. 89.

SELECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08

MADEIRA

848 m², sup. imm. sur jardin, plateau divis. décoré

MONTECAU

1 115 m², imm. rénové

park., dispon. imméd.

RD-POINT CHAMPS-ÉLYSÉES

1 236 m² sur 1 niv., loc. et emplace. prestige.

R. DE LA V. ÉVÈQUE

1 470 m² sur 2 niv. divis. cloisonn., park.

SELECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08

PARIS-9^e AUBER

300 m², au pied du RER, imm. pierre de taille.

CHAMPS-ÉLYSÉES

365 m², rénové, r.d.c. + 1^{er} étage, entr. privat.

RUE DE MAUBEUGE

1 381 m², entr. rénové, park., dispon. mars 89.

SELECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08

PARIS-15^e JAVEL

800 m², hôtel particul., rénové, à voir ou à louer.

MONTMARTRE

3 240 m², divis. par 400 m², pings, dispon. immédiat.

QUAI ANDRÉ-CITROEN

1 952 m² + pings, imm. neuve, divis. en plateaux de 500 m², départ. immédiat.

PORTE DE VERSAILLES

1 800 m² + pings, divis. en plateaux de 500 m², départ. immédiat.

PORTE DE VANVES

3 500 m², divis. + pings, départ. immédiat.

PARIS-13^e TOULBIAC

875 m² + pings, imm. rénové, départ. immédiat.

boutiques

Ventes

REPERE (17^e), FACE RER, BOULV. 30 m², fac. à m. casson 550 000 F.

42-33-61-15

Locations

R. D'ARWIN

Bout. 80 m², très bon état, sans repro,oyer 10 000 F

TRANS OPERA

42-33-61-15

TROCADÉRO, 150 m², s.p.

I. DE MONCAN SA

42-33-61-15

EMPLACEMENT n° 1

Face Printemps-Ménil, 500 m² avec ou sans pas de porte Tour. commerces. Cause décès. DIRECT PFARE, 42-33-61-15

Locations

non meublées

Paris

Ch. 4 pos. dans Paris ou proche bureaux, clair, 5 000 F CC.

42-33-61-15/43-71-53-72

CABINET IMMOBILIER RIVE GAUCHE

BEAUX APPARTEMENTS PARIS RESIDENTIEL

GERANCE ASSURÉE

SERGE KAYSER

43-29-50-60

RÉSIDENT CITY

rech. pour multinationales et ambassades

APPTS HAUT DE GAMME VIDES ou MEUBLES

HOTELS PARTICULIERS et BELLES VILLAS QUARTIERS D'AFFAIRES

ACHAT POSSIBLE

OPÉRA

Bureaux prestige équipés, salle de réunion, téléphone, télécopie, télex.

AGÈGE 42-94-95-28

DOMINATION 8^e BUREAU, TÉLÉSCOPE

AGÈGE 42-94-95-28

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICATIONS

SARL - RC - RH

Constitution de sociétés, Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.

43-55-17-50

SIÈGE SOCIAL

Burs équipées ts services, démarches R.C.-R.M. 5000 F/m² CH.-ÉLYSÉES 47-23-55-47

NATION 43-41-81-81

Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL

Bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STES

Déclat rapide.

ASPAC 42-93-60-50 +

MONTMARTRE

Bureaux, salle de confér. Domiciliation, Télex, Fax.

Tél. : 43-26-14-43

Locations

Proprétaire LOUÉ près chm. BAGNEUX imm. comm. 294 m² avec APPART. 2 p. 85 m² LBS 15 MAI 89

Ecrire sous le n° 854

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montmartre 75007 Paris.

JEAN THOUARD & ASSOCIÉS

PARINORD II

à louer 2 000 m² de burs

GOUSSAINVILLE

NOUVELLE Z.I.

à louer sur. coale et d'env. à partir de 200 m²

AUBERVILLIERS

à vendre bds. n° 638 pour bureaux activités

45-04-08-50

PONTCAARRÉ 77

Dépt à louer au 1-02-89, local industriel, superficie 500 m², 160 pour RV

80-28-19-29, M. Lora.

CIDES

DES ADRESSES PESTIGE POUR VOTRE SIÈGE, OU VOTRE ANTENNE A PARIS

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

DANS NOS CENTRES D'AFFAIRES

A. CHAMPS-ÉLYSÉES AV. VICTOR-HUGO R. DE PONTHEU & ÉTOILE IENA 16^e PASSY TROCADÉRO

Burs équipées 1/2 l., chauffage, services, téléx, fax, euros, euros

DOMINATION 1903 390 F/m²

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS

CIDES 47-23-82-10

IMMOBILIER

locations non meublées

Paris

Ch. 4 pos. dans Paris ou proche bureaux, clair, 5 000 F CC.

42-33-61-15/43-71-53-72

CABINET IMMOBILIER RIVE GAUCHE

BEAUX APPARTEMENTS PARIS RESIDENTIEL

GERANCE ASSURÉE

SERGE KAYSER

43-29-50-60

RÉSIDENT CITY

rech. pour multinationales et ambassades

APPTS HAUT DE GAMME VIDES ou MEUBLES

HOTELS PARTICULIERS et BELLES VILLAS QUARTIERS D'AFFAIRES

ACHAT POSSIBLE

OPÉRA

Bureaux prestige équipés, salle de réunion, téléphone, télécopie, télex.

AGÈGE 42-94-95-28

DOMINATION 8^e BUREAU, TÉLÉSCOPE

AGÈGE 42-94-95-28

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICATIONS

SARL - RC - RH

Constitution de sociétés, Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.

43-55-17-50

SIÈGE SOCIAL

Burs équipées ts services, démarches R.C.-R.M. 5000 F/m² CH.-ÉLYSÉES 47-23-55-47

NATION 43-41-81-81

Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL

Bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STES

Déclat rapide.

ASPAC 42-93-60-50 +

MONTMARTRE

Bureaux, salle de confér. Domiciliation, Télex, Fax.

Tél. : 43-26-14-43

Locations

Proprétaire LOUÉ près chm. BAGNEUX imm. comm. 294 m² avec APPART. 2 p. 85 m² LBS 15 MAI 89

Ecrire sous le n° 854

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montmartre 75007 Paris.

JEAN THOUARD & ASSOCIÉS

PARINORD II

à louer 2 000 m² de burs

GOUSSAINVILLE

NOUVELLE Z.I.

à louer sur. coale et d'env. à partir de 200 m²

AUBERVILLIERS

à vendre bds. n° 638 pour bureaux activités

45-04-08-50

PONTCAARRÉ 77

Dépt à louer au 1-02-89, local industriel, superficie 500 m², 160 pour RV

80-28-19-29, M. Lora.

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Américain**

est né le 15 février 1989.

« Homme approximatif comme moi comme toi lecteur et comme les autres. »

Dominique SIMON, Philippe MOREAU.

17, rue Volta, 92800 Puteaux.

— **Dominique et Jean-Louis SÉRAN,**

ont la joie d'annoncer la naissance de

Mamad,

le 14 février 1989.

13, rue du Parc, 92190 Meudon.

— **M^{me} Claudine Adida,**

sa fille,

M^{me} Eliane Vallet,

sa compagne,

M. et M^{me} Paul Adida,

son frère et sa belle-sœur,

M. Pierre Belayche,

M. et M^{me} Jacques Belayche,

ses parents,

Ses cousins, cousins,

Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Léon ADIDA,

officier de la Légion d'honneur,

ancien élève

de l'École polytechnique (X 29)

et de l'ENSA,

ancien président

de la compagnie Air Algérie,

ancien directeur technique et industriel

de l'aéronautique,

décédé à Nice le 11 février 1989.

Ses obsèques ont eu lieu dans la

stricte intimité.

— **M^{me} Jean Baelen,**

Pierre et Alexis,

sa famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean BAELEN,

ancien ambassadeur de France,

commandeur de la Légion d'honneur,

Décès

— **M^{me} Gérard Guernonprez,**

Ses enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

Les familles Guernonprez, Buffet,

Giraud, Lambert, Sériot, Mairé, Mau-

duit, Salmon et Domange,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Hervé GUERNONPREZ,

née Marguerite Lambert,

présidente d'honneur

de la société Jules-Vernes,

survenu en son domicile, 27, rue Thibou-

maury, Paris-15^e, le jeudi 16 février 1989.

La cérémonie religieuse a eu lieu le

lundi 20 février en l'église Notre-Dame-

des-Champs, Paris-6^e et l'inhumation au

cimetière d'Auteuil, Paris-16^e.

— **Les familles Picard et Hadamard,**

Ainsi que leurs amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacqueline HADAMARD,

survenue le 16 février 1989, dans sa

quatrième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi

24 février, à 14 heures, au cimetière du

cimetière du Père-Lachaise.

— **David**

nous a quitté.

Il est parti avec son Papi et sa Mamie

rejoindre les étoiles.

Nous l'aurons vu une dernière fois

au cours d'une cérémonie en l'église

Saint-Martin de Noyes-les-Mines, le

jeudi 23 février 1989, à 16 heures.

Ceux qui l'ont aimé, ceux qui l'ont

connu, tous ceux qu'il a rencontrés se

réuniront pour une célébration comme il

les aimait en l'église Saint-Louis de

Choisy-le-Roi, le mardi 28 février, à

15 h 30.

On nous prie d'annoncer le décès

de

Dominique-Léon RUAUD,

frère dominicain,

survenu le 21 février 1989, à l'âge de

soixante-dix-huit ans.

Ses funérailles seront célébrées le

vendredi 24 février, à 8 h 30, en l'église

conventuelle de Saint-Jacques, 20, rue

des Tanneries, Paris-13^e.

De la part :

Du Père provincial des dominicains

de la province de France,

Des dominicains du couvent Saint-

Jacques,

De sa famille.

— **M. Robert Tadjouri,**

son époux,

Ses enfants, Nicole, Laurence,

Sophie,

Les familles Ohayon, Tadjouri,

Tourdjman, Levy, Malka,

ses parents, frères, sœurs, oncles, tantes

et cousins,

ont l'immense douleur de faire part du

décès de

Marie TADJOURI,

née Ohayon,

survenue le 21 février 1989, dans sa

cinquante et unième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi

23 février, à 14 heures, au cimetière de

Famini.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— **M^{me} Aziz BENAMOR,**

née Germaine Granet,

Et ses enfants,

prigent tous leurs amis de trouver ici

l'expression de leurs remerciements.

Anniversaires

— **Le 23 février 1986,**

Mathieu GALEY

nous quittait.

Ceux qui l'ont connu et aimé se sou-

viennent.

— **Il y a deux ans disparaissait le**

professeur Jean STOETZEL.

Ceux qui l'ont connu et aimé se sou-

viennent de lui avec affection.

Soutenances de thèses

— **RECTIFICATION :** Université

Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mercredi

1^{er} mars à 14 heures, salle des Actes,

centre administratif, M^{me} Seong Ok Bai :

« L'idée de coutume dans les pensées de

Pascal (aspect moral, théologique et

apologétique de la notion) ».

— **Université Paris-III, le vendredi**

3 mars à 13 h 30, salle Bourjac,

M. Christian Giudicelli : « Vargas

Llosa, romancier 1959-1981. La Novela

Total ».

— **Université Paris-VIII, 2, rue de la**

Liberté à Saint-Denis, le samedi 4 mars

à 14 heures, salle G 201, M. Jean-Louis

Chiss : « Théories du langage et pédago-

gies de la langue et des discours.

Aspects historiques et épistémologiques

de la constitution d'une didactique du

français ».

— **Université Paris-IV (Paris-**

Sorbonne), le lundi 20 mars à

14 heures, salle des Actes, centre admi-

nistratif, M. René Metrich : « Lexico-

graphie bilingue des particules illocu-

taires de l'allemand. Contribution à la

lexicographie bilingue allemand-

français/français-allemand des mots de

la communication ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-99-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires ... 73 F

Communicat. diverses ... 86 F

FAITS DIVERS

Enquête

Les perspectives européennes de 1993

Douaniers sans frontières

La première réunion des douze hauts fonctionnaires chargés de coordonner l'opération consistant à supprimer les frontières intracommunautaires, au 1^{er} janvier 1993 devait se tenir le mercredi 22 février à Bruxelles. Le retour de Bruxelles, où elle était convoquée à ce propos la commission européenne chargée du marché intérieur, M. Martin Bangemann, le ministre français des affaires européennes, M. Edouard Cresson, nous a indiqué que le « Monsieur Europe sans frontières » français vient d'être désigné par le gouvernement. Il s'agit de M. Hubert Blanc, préfet, ancien directeur du cabinet civil et militaire du ministre de la défense André Girard.

LES douaniers français sont des fonctionnaires comme les autres. Ils ont le même képi et la même bande rouge sur le pantalon que sous le Second Empire. Changer d'uniforme, comme les policiers, aurait coûté cher au Trésor public, et les douaniers sont modestes. Ils assurent 80 % des saisies de drogue sans se mettre tout le temps en avant. Ils font rentrer dans les caisses près du quart des recettes fiscales de l'Etat sans demander la Légion d'honneur.

Après trente ans d'administration au nord de la Loire, les douaniers ont toujours l'accent de Narbonne. D'un coup d'œil, à la plaque minéralogique, ils repèrent, dans la brume franco-luxembourgeoise de Dandelange-Zouffgen, la voiture qui a fait un drôle de détour pour venir de Grunau. D'un coup de lampe de poche, ils dénichent sur une tôle ouest-allemande de 5 mètres de long le poignée de 1 millimètre qui trahit ses origines polonaises. Ils ont du flair, et les chiens se fatiguent avant eux.

Des douaniers comme ceux-là, on n'en verra bientôt plus aux frontières terrestres, celles de la Suisse exceptée. Une révolution — culturelle — se prépare, et les ex-gabelous français, avec leur tenue d'époque, deviendraient « trop voyants », comme dit, dans un soupir, le directeur des douanes, M. Jean Weber. Déjà, les douanes ont été supprimées par la CEE en 1969. Déjà la police de l'air et des frontières (PAF) n'est installée devant eux en 1975, encore plus près de la frontière. Déjà, ils n'agissent plus qu'une main nonchalante au passage des voitures. Voir plus de main du portier, puisqu'il est interdit de faire attendre l'Europe à un poste-frontière.

Malgré tout, les douaniers restent, en toute modestie, indispensables. Il n'y avait pas d'Etat sans frontière et pas de frontière sans douanier. Mais le grand marché intérieur se profile dans la brume, et les douaniers se frottent les yeux. Personne n'en parle, mais que va-t-on faire d'eux ? Que vont-ils devenir le 1^{er} janvier 1993 s'il n'y a plus de frontières communautaires ? Si les marchandises circulent entre Lillebonne et Francfort comme entre Marmande et Toulouse ? Si les Parisiens peuvent aller faire leurs courses à Amsterdam comme aux grands magasins ?

On a beau leur dire qu'il restera 2 700 kilomètres de façade maritime à garder, sans parler des ports, des aéroports et du nouveau Roissy-3. Que les contrôles se dérouleront autrement, qu'il faudra les renforcer aux frontières

extra-communautaires. On a beau citer les chiffres — de l'administration — selon lesquels ils seront toujours dix-sept mille en 1993 pour vingt mille actuellement, les douaniers sont « outrés ». Et à Thionville, le chef de subdivision de la brigade des trains, douanier — à moustaches — depuis 1959, ne vous l'envoie pas dire : ce qui se prépare est « aberrant ».

Personne ne sait, à vrai dire, ce qui se prépare. L'acte unique signé à Luxembourg le 17 février 1986 prévoit la libre circulation des personnes et des marchandises le 1^{er} janvier 1993. Il restera donc trois ans pour s'y faire. Les accords de Schengen, moins médiatiques, prévoient de leur côté la suppression des postes fixes des frontières de

en 1993, selon les experts, les Cinq seront parvenus à un accord. Dans le délai prévu pour le désarmement à douze.

A moins d'un an de leur entrée en vigueur officielle, les accords de Schengen en sont encore au stade où on se dit « des choses très très méchantes » dans les groupes de travail. Les Pays-Bas refusent catégoriquement de revenir sur leur législation concernant la drogue. On tente de négocier un « seul minimum de poursuite » commun, c'est-à-dire, la dose de haschisch que chacun, finalement, aura le droit d'avoir sur soi. La France est contestée pour la vente libre des 22 long rifle. Les Allemands s'inquiètent de savoir si elle possède un plan de ramassage des fusils de chasse,

Personne, même à Bruxelles, n'imaginait que l'on parviendrait à une étanchéité telle aux frontières extérieures de la Communauté qu'on pourra supprimer tous les contrôles internes. Pour la France, plus de la moitié des saisies de drogue sont opérées aux points de passage intra-communautaires. Mais dès qu'on pousse un peu plus loin le souci du détail, qu'on demande qui va empêcher le haschisch et les défenses d'éléphant infiltrés quelque part de prendre le TGV, qui va empêcher les citrons malades de se faire passer pour des yuccas et le patrimoine national de s'exporter, là, on s'enfoncé dans la brume.

Bruxelles n'est pas opposé à des contrôles « inopinés », opérés à l'occa-

sière de leur corps (vingt-neuf l'an dernier).

Des confins de leurs trois frontières nordiques, les douaniers lancent un « cri d'alarme ». Qu'on ne croie pas qu'ils cherchent à nous apitoyer sur leur sort : ils sont fonctionnaires. Mais le contrôle « inopiné » qui se dessine, « c'est la porte ouverte à tous les abus ». Les douaniers ont peur pour nos enfants, qui pourront revenir d'Amsterdam sans même un serrement de cœur à la vue des képis. Ils craignent, pour notre santé, le vin au méthanol, les préservatifs sud-coréens, et pour notre industrie, les espadrilles chinoises. Dans son coffre de voiture, M. Emmanuel Baudin, de la direction de la CFDT-douanes, transporte un carton plein de jouets. Fabriqués à Taiwan, importés en Allemagne, réexportés avec un certificat de conformité aux normes françaises, dangereux pour les enfants : les yeux des ours s'arrachent et les chiens perdent leurs poils par poignées.

Les douaniers n'inspectent que trois camions sur cent et une proportion encore plus infime de passagers, mais ils croient à leur force de dissuasion. Et, de leurs premières loges, ils tiennent à faire savoir que nos partenaires ne sont pas tous honnêtes. « Tous les pays ne jouent pas le jeu », se préoccupe M. Hélène Salama, secrétaire générale de la CGT-douanes. La RFA exporte tellement qu'elle se soucierait peu de ce qu'elle importe. Elle a des liens privilégiés avec la RDA, où aboutissent toutes les têtes bon marché des pays de l'Est.

Attente trop longue à Roissy

Rotterdam, le premier port du monde, « vit pratiquement sans contrôle », et réexporte 80 % de la marchandise qui y transite. L'opinion doit le savoir : tous les Etats membres ne partagent pas la même philosophie du contrôle. Une tradition latine, « de pauvre », s'oppose, selon la CFDT, à une tradition « de riche ». Dans les pays du Nord, la douane est « au service des entreprises ». Les douaniers français applaudissent à la libre circulation, à condition de pouvoir aller vérifier eux-mêmes ce qui se passe sur les 36 kilomètres de quais de Rotterdam.

Entre collègues franco-français, l'ambiance ne paraît pas plus confiante. Les douaniers, qui se regardent déjà avec les policiers en chiens de falence, se demandent si tout le monde fait loyalement ses bagages. Ils n'ont pas apprécié que l'un des leurs se fasse arrêter par des gendarmes dans le Nord. Les gendarmes, « on ne les voyait pas » ; il arrive maintenant d'en croiser dans les parages. M. Charasse a assuré aux syndicats qu'il n'y aurait pas d'injustice : « Nous ne partons pas tant que Joxe n'aura pas retiré ses policiers ».

A la PAF, on ne considère pas moins que les activités « résiduelles » soient essentiellement du ressort de la sécurité, et donc de la police. « La responsabilité de l'ordre public, c'est Joxe ».

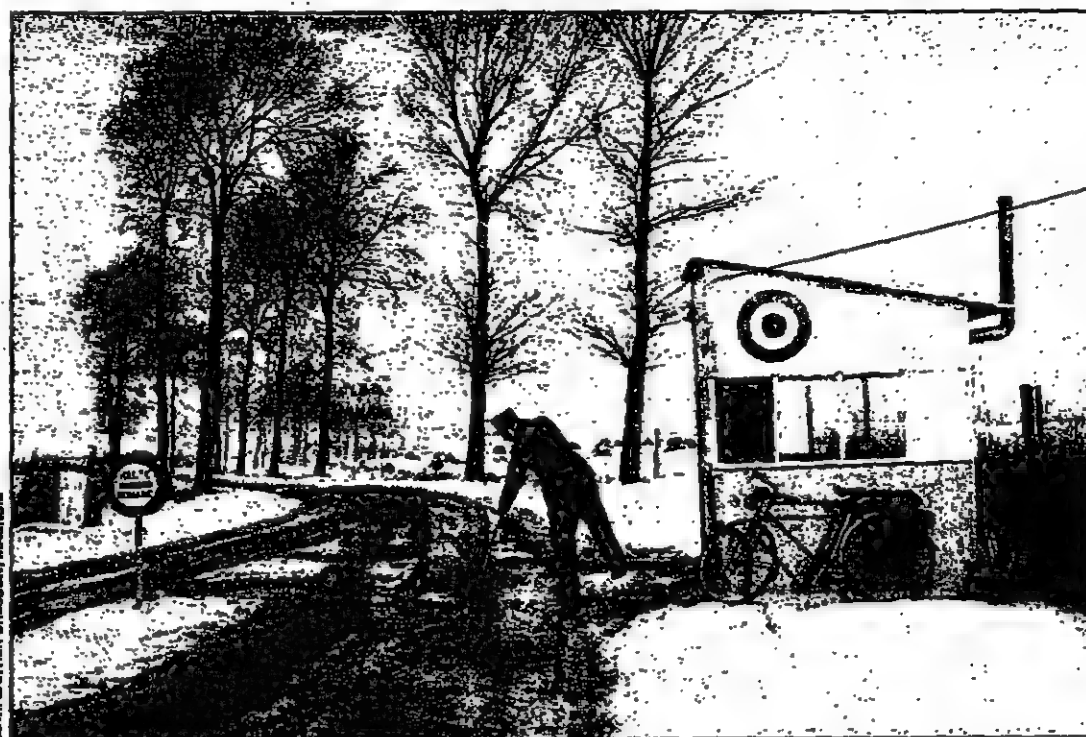
Partant du principe qu'on n'a jamais trop de policiers, la PAF (cinq mille agents, dont mille cinq cents aux frontières intra-CEE) n'a pas annoncé de réduction d'effectifs. Tout au plus ne compense-t-elle plus les départs à la retraite et envisage-t-elle le déplacement de cinq cents personnes. Les policiers s'ajouteraient bien le droit de pouvoir fouiller les véhicules sans commission rogatoire, mais les douaniers tiennent à leur privilège.

Les agents des douanes, eux, trouvent qu'on attend trop longtemps à l'immigration à Roissy, et que la PAF ferait mieux d'y doubler ses effectifs. Quelques conciliateurs parlent de brigades volantes communes, mais un essai de cohabitation dans le Doubs, le Bas-Rhin et la Moselle n'a pas été très concluant. Les brigades se sont retrouvées au même moment au même péage d'autoroute.

En ce qui concerne le tunnel sous la Manche, en tout cas, tout le monde est d'accord, et pour une fois, Bruxelles n'a pas d'objection. Le tunnel restera une frontière digne de ce nom. Les douaniers de Mme Thatcher y seront, dans le cadre du bon-démarchement général que préparent les îles Britanniques. La douane française y sera, puisque la « sûreté » et le contrôle des bagages font partie de ses « missions extérieures ». La police aussi, naturellement. Le tunnel, de l'avis général, sera bien gardé.

La présidence française de la Communauté constitue une perspective moins réjouissante, du même avis général. Elle commence le 1^{er} juillet, et l'occasion ne se représentera pas avant six ans. Les syndicats, et même les administrations, craignent qu'une « décision politique » ne leur tombe sur la tête. Qu'un « trait de plume Kohl-Mitterrand » ne renvoie les gardes-frontière au musée. Les douaniers les premiers, avec leur bande rouge sur la couture du pantalon.

CORINE LESNES.



cinq Etats, dont la France, à partir du 1^{er} janvier 1990. Il ne restait plus que dix mois.

Les Allemands, comme d'habitude, ont pris de l'avance. Ils désarment, unilatéralement. Avant la fin de l'année, ils auront retiré tous leurs policiers et les deux tiers de leurs douaniers. Près de Garmisch, dans le Bas-Rhin, les Français qui cohabitaient avec des Allemands dans le cadre des « brigades mixtes » viennent de se retrouver tout seuls. En territoire étranger.

Drogue, armes, délits fiscaux et terrorisme

Signés par les gouvernements de Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, de RFA et de France, les accords de Schengen prévoient aussi — ou simultanément, les interprétations divergent — une harmonisation des législations des pays membres sur des questions aussi consensuelles que la lutte antidrogue, le terrorisme, les « mouvements irréguliers » de capitaux, l'immigration clandestine, l'extradition... De l'avis des négociateurs, ils constituent un « laboratoire » du grand marché à douze et « le moins que l'on puisse dire, c'est que les textes ne sont pas prêts ». Mais

en cas d'urgence. Les Luxembourgeois ne tiennent pas à ce que l'extradition s'applique aux délits fiscaux. Ils sont opposés, en outre, au droit de poursuite qui permettrait d'aller chez le voisin interpellé un suspect, voire de le transférer immédiatement dans le pays ayant constaté l'infraction : « Vous n'avez qu'à vous installer chez nous... »

En matière de terrorisme, en matière de politique des visas, les responsables de la sécurité se font des frayeurs. En 1993, quiconque aura été admis en Grèce pourra prendre l'avion à Athènes comme sur une ligne intérieure et se retrouver à Paris. Chaque pays membre entretenant des relations privilégiées avec ses anciennes colonies, le monde entier ou presque pénétrera sans visa dans un des douze Etats. L'Italie, l'Espagne, n'en exigent pas des Turcs, qui n'ont qu'à faire le détour pour se rendre en RFA.

A cinq, les négociateurs de Schengen essaient de trouver une liste commune de nationalités sujettes à visa : ils n'y arrivent pas. Un système informatique commun, qui permettrait à chaque frontière extérieure d'obtenir des informations sur une personne, pourrait, lui, être prêt en 1991, bien qu'on ne sache pas encore si on y fera figurer jusqu'aux voleurs de voitures.

sion par des brigades volantes des Etats membres. Mais la Commission européenne ne cache pas des préférences révolutionnaires pour « un cadre juridique et fiscal modifié ». A Paris, la direction des douanes penche pour « la libre circulation avec tout de même un contrôle », c'est-à-dire un aimable retrait, à quelques kilomètres à l'intérieur. On ne démolirait pas les postes frontières. Les troupes y viendraient tous les jours. La ligne de front aurait l'aspect d'une frontière libre « plusieurs heures par jour ». A la PAF, également concernée par le retrait, le directeur, M. Pierre Bergès, pense à renforcer le « deuxième rideau ». Sans vouloir insister, Bruxelles juge contraire à l'esprit unique du grand marché toute réouverture d'une frontière, même « invisible ».

Le ministre de tutelle, M. Michel Charasse, chargé du budget, n'en sait pas plus. Il a annoncé un « repli ordonné » sur des « positions préparées à l'avance », qui se traduira, c'est la seule précision, par une réduction de mille cinq cents emplois d'ici au 31 décembre 1992. Le ministre a aussi assuré que les « missions essentielles » de la douane seraient maintenues, et il a créé, enfin, des groupes de travail pour que remontent, des « bureaux les plus modestes », quelques suggestions. A Metz, la base a refusé de participer à la réflexion. « Les gens nous demandent : chef, qu'est-ce qu'on fera en 1993 ? Ils comprennent mal qu'on ne puisse pas leur répondre », explique M. Jean Weber, qui, pour être frontalier, connaît bien la psychologie des troupes.

Cet automne, les douaniers ont défilé à Paris, dans leur bel uniforme, y compris les sauteurs. Didier Hernandez, le plus fin limier du centre de transit routier de Thionville, n'est pas venu. Il « ne sait pas manifester ». Mais il a envoyé à l'administration quatre pages de suggestions : pour renforcer les contrôles. Fils d'immigrés espagnols, l'inspecteur Hernandez traque les aciers hongrois et yougoslaves qui viennent concurrencer illégalement la sidérurgie lorraine, et il est capable de reconnaître la nuance H 52 qui n'existe qu'en RDA. Les fraudeurs le craignent. Lorsqu'il a été muté à 20 kilomètres, les statistiques du commerce extérieur s'en sont ressenties.

Force de dissuasion

Les douaniers en deviendraient plus méchants. En un an, les quantités de drogue saisies ont augmenté de 66 % (21 tonnes en 1988). A Thionville, la brigade des trains a doublé ses prises de cocaïne. Dans le « modeste bureau » qui domine sur la voie ferrée, on ne rigole pas. Quelques trophées sont rangés dans une vitrine, et le chef de subdivision fait les présentations. Ici, des shillons (pipes à haschisch) en bois, en onyx. Des pièces de musée, car, de plus en plus, les trafiquants passent la drogue à l'inté-

MICHEL DELBENHE.

Modane, cité symbole

CHAMBERY de notre correspondant

« MODANE a été détruite à 80 % pendant la guerre. En 1957, elle a été dévastée par le crue de l'Arc. Nous avons toujours rêvé de relever la tête. L'Europe, c'est peut-être une nouvelle chance. » M. Jacques Geneletti, le maire (div. droite) de cette cité savoyarde de 4 500 habitants refuse de sombrer dans la tristesse. Pourtant, au pied des montagnes, tout au bout de la vallée de la Maurienne, l'échéance de 1993 est loin de susciter la même euphorie que dans la Tarentaise voisine, où auront lieu les Jeux olympiques.

A cette date, la ville-frontière, située sur un des principaux axes de passage vers l'Italie, à l'entrée des tunnels routier et ferroviaire du Frigo, est menacée de perdre 300 emplois directs et 300 indirects dans les commerces et les services. Telle serait la conséquence des effets cumulés de la suppression brutale des formalités douanières et d'un redéploiement des activités de la SNCF, selon l'hypothèse — pessimiste — d'un rapport établi par M. Noël Labat, commissaire à l'aménagement des Alpes du Nord, sur la demande de M. Bernard Bosson, alors ministre délégué aux affaires européennes, et transmis aux autorités de la CEE.

Depuis que la Savoie a choisi le parti de la France en 1860, le cœur de Modane bat au rythme du trafic (de la combinaison,

osant certains). Fonctionnaires des douanes et de la police de l'air, cheminots au service de la première gare internationale de marchandises, employés des sociétés de transitaires : ils sont plus de 1 500 à travailler sur la frontière, dont 300 italiens de la garde civile et financière, ainsi que des agents des chemins de fer installés en territoire français.

Le scénario catastrophe de M. Labat, reçu comme une « provocation », a produit l'effet d'un électrochoc. « Modane est un symbole, et nous craignons d'en faire les frais », M. Christian Amey, directeur de l'aéroport du Frény, ouvert avec le tunnel en 1981, admet difficilement une réalité ne pour confirmer. Avec 240 salariés, ce centre routier, qui aura coûté 50 millions de francs aux collectivités locales et à des sociétés privées, commence à profiter de l'augmentation régulière du trafic des poids lourds. « Nous devrions embellir. Mais qui oserait s'engager dans une profession en voie de disparition. Le message de 1992 est pour nous une motivation supplémentaire. On ne pourra pas nous rayer d'un trait de plume. »

Faite, à l'appui, M^{me} Marie-Thérèse Denis, la toute nouvelle responsable du centre des douanes, confirme la nécessité de conserver sur place une plate-forme de contrôle et de surveillance intérieure à la CEE. C'est à Modane qu'ont été arrêtés les wagons de vin au méthanol en provenance d'Italie. C'est là aussi qu'ont été

refoulés des camions remplis de déchets hospitaliers non protégés ou de « résidus de terre décontaminés » plutôt suspects (1). Le méfiance est toujours aussi vive à l'égard de l'économie « souveraine » du voisin transalpin, accusé en terme à peine voilés de pratiquer des contrôles élastiques.

Quand au désengagement de la SNCF, qui doit supprimer 200 à 250 des 600 emplois actuels, il répond à la logique de modernisation des centres de triage et de dédouanement reportés en amont, depuis que les Italiens ont mis en place une place-fortesse près de Turin.

« Nous avons la chance d'avoir la durée pour nous préparer. Notre volonté est de mettre fin aux rumeurs alarmistes, pour élaborer une stratégie de reconversion », M. Patrick Surdo, le jeune sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne, auréolé de la casquette de « manager du développement local », s'est attaché à rassurer la population et à mettre en place des « outils de travail » et de réflexion. « La solution ne peut venir que de Modane. L'Etat et les instances communautaires suivront. D'ores et déjà, tous les « guichets » de financement ont été ouverts pour aider la ville à se donner un nouveau visage. »

(1) 413 723 poids lourds et 426 600 wagons ont transité, l'an dernier, par les deux tunnels de Modane. A 90 %, ce trafic concerne les échanges franco-italiens.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Economie

M. Pébereau accepterait de se retirer

Société générale : armistice en vue

Le retrait presque total de M. Georges Pébereau, l'assailant, et la mise en vente de son arme d'attaque, la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation), le renforcement d'Axa et de Rhône-Poulenc dans le capital de la banque, le maintien de la Caisse des dépôts comme premier actionnaire et, enfin, l'ouverture du conseil d'administration à trois nouveaux membres, dont deux personnalités socialistes et un ancien trésorier de l'UDF : les principaux termes de l'accord entre les différents participants à l'affaire de la Société générale sont pratiquement arrêtés.

Plusieurs problèmes techniques étaient encore en cours de discussion, mercredi 22 février. Le compromis mis au point par M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor (et ancien directeur du cabinet de M. Edouard Balladur, rue de Rivoli), devra ensuite être accepté par chacun des partenaires concernés. Un conseil d'administration de la banque est prévu à cette intention, jeudi 23 février, à midi.

Tel qu'il se dessine, l'accord devrait permettre de « sauver la face » de chacune des parties prenantes. Chargé par M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie, des finances et du budget, d'une mission de conciliation, M. Jean-Claude Trichet s'est efforcé de rechercher un compromis « agréable » à tous, selon son propre terme. Malgré les inconnues qui subsistent, il semble qu'il y soit parvenu en un temps particulièrement court, moins d'une semaine.

Dans l'état actuel des discussions, l'accord devrait tout d'abord se traduire par un retrait presque total de l'attaquant, M. Georges Pébereau. Ancien

président de la CGE (Compagnie générale d'électricité) reconverti dans la finance, M. Pébereau président de Marceau Investissements, avait réuni autour de lui plusieurs industriels (les fameux « golden papers », MM. Gustave Leven, président de Source Périère, François Dalle, président d'honneur de L'Oréal, et Jean-Louis Desours, président des Chaussures André), et quelques financiers pour organiser un raid sur la Société générale, banque privatisée en 1987 par M. Edouard Balladur.

Le raid a échoué

Comme le reconnaît aujourd'hui M. Pierre Bérégovoy, cette offensive d'origine privée — mais dans laquelle déjà la Caisse des dépôts était fortement engagée — aurait dû être soutenue par les actionnaires publics de la banque, les assureurs notamment. L'alliance entre M. Pébereau et les sociétés d'Etat aurait dû permettre un réajustement politique du capital de la banque, de son conseil d'administration et, semble-t-il dans l'esprit du ministre, de sa direction. Pour de multiples raisons — les méthodes et la personnalité de M. Pébereau, le comportement des dirigeants des sociétés publiques d'assurances... — le raid a échoué. Avec la SIGP, M. Pébereau est néanmoins pour l'instant le principal actionnaire de la banque. L'accord prévoit son retrait presque total.

M. Pébereau devrait conserver les 0,33 % du capital de la banque qu'il a acquis pour l'essentiel lors de la privatisation et dans le cadre de la constitution par M. Balladur d'un groupe d'actionnaires stables. En revanche, il devrait complètement céder les 9,83 % d'actions acquises à l'automne dernier, pour un coût moyen d'achat d'environ 480 francs, par la SIGP. Cette cession devrait se faire à l'occasion de la vente par morceaux de la SIGP.

Quatre acquiescements

A quel prix M. Pébereau et ses alliés vont-ils céder la SIGP ? C'est là toute la

question. Ayant échoué dans son objectif industriel — apporter son expertise et celle de ses alliés industriels à la troisième banque commerciale française, — M. Pébereau recherche le gain financier. Mardi 21 février, il déclarait encore au quotidien *les Echos* qu'il était prêt à se désengager à condition que cela se fasse « à un prix acceptable ».

Quatre groupes devaient se répartir la SIGP : la société privée d'assurances Axa, la société nationalisée Rhône-Poulenc, la Caisse des dépôts et, sans doute, la Société générale. En acquiesçant près du tiers de la SIGP, Axa, que préside M. Claude Bébear, devrait ainsi porter sa participation dans le capital de la banque de 1,3 % à 4,5 %. Rhône-Poulenc, qui a déjà renforcé sa position dans la banque au cours des dernières semaines à 2,5 %, devrait également la porter à 4,5 % en achetant le cinquième environ de la SIGP.

La Caisse des dépôts, qui possède déjà directement 4,2 % du capital de la banque, devrait récupérer également le cinquième de la SIGP. La CDC détiendra alors 6 % des actions de la Société générale — au lieu de 7 % auparavant. Le reste du capital de la SIGP devrait être récupéré par la Société générale, qui se chargera de reclasser ses actions dans les mois à venir.

Au terme de l'opération de la SIGP, le capital de la Société générale se trouvera considérablement remodelé. Conformément aux souhaits de M. Bérégovoy, le secteur public aura renforcé sa position. Il détiendra au total plus de 21 % du capital de la banque, contre moins de 15 % à l'issue de la privatisation. Les cinq actionnaires publics seront : le GAN (4,9 %), Rhône-Poulenc (4,5 %), les AGF (4 %), l'UAP (2 %) et la Caisse des dépôts (6 %). Pour sa part, M. Marc Viénot, le président de la banque, aura obtenu le retrait de M. Pébereau. Depuis le début de l'affaire, il refuse la présence d'un « actionnaire de référence » dans le capital de la banque, le jugeant incompatible avec l'indépendance d'une grande banque commerciale internationale. Il ne saurait pas avoir d'actionnaires possédant plus de 4,5 % de son capital.

Avec la dissolution de la SIGP, il obtient gain de cause. Mais il doit accepter une dérogation à son principe : la Caisse des dépôts conservera, dans une première phase, 6 % du capital de la banque.

Avec la reconstitution de son capital, la Société générale devra également modifier son conseil d'administration. C'était l'un des points essentiels pour M. Bérégovoy, partisan du pluralisme dans le capital et les conseils des entreprises. Afin de permettre l'entrée de trois nouveaux administrateurs, le nombre des membres du conseil d'administration de la banque devrait être porté de quinze à dix-huit. Les noms des trois entrants ont fait l'objet d'intenses négociations directes entre MM. Bérégovoy et Viénot. Les trois personnalités finalement retenues devraient être MM. Claude Bébear, président d'Axa, Louis Schweitzer, directeur financier de la région Rhône-Alpes, et Jean-Pierre Aubert (ancien président de La Hénin et président d'honneur du CEPME), actuellement conseiller d'Etat.

Le choix traduit parfaitement le réajustement politique souhaité par le ministre d'Etat. M. Bébear est un proche de l'UDF. Ancien trésorier de cette organisation, il se présente aux élections municipales à Rouen, sur la liste de M. Jean Lecanuet. Les deux autres personnalités sont socialistes : M. Schweitzer a été le directeur du cabinet de M. Laurent Fabius lorsque celui-ci était ministre de l'Industrie puis premier ministre. M. Aubert, socialiste affilié, est le fils d'un ami du président de la République.

Une nouvelle structure du capital, un conseil d'administration renforcé et pluraliste : la bataille de la Générale aura finalement permis à M. Bérégovoy d'arriver à ses fins. Il faut cependant maintenant que chacun des participants à l'affaire donne son accord. L'affaire n'est peut-être pas complètement terminée.

ERIK ZRALEWICZ

Un seul perdant ?

S'il est accepté par toutes les parties prenantes à l'affaire, l'accord mis au point par M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor et ancien directeur du cabinet de M. Balladur, concrétisera la sanction d'une longue bataille : avec ses vainqueurs et son perdant. Mais il ouvre, en même temps, plusieurs interrogations, liées notamment au rôle des entreprises publiques dans l'économie mixte.

M. Marc Viénot, le président de la Société générale nommé par M. Balladur avant la privatisation, est le grand vainqueur. Hostile à la présence de tout actionnaire de référence dans son capital, il souhaitait le retrait de M. Pébereau. Il a obtenu gain de cause. Après de multiples péripéties, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a, lui aussi, atteint ses objectifs : un capital recomposé et un conseil d'administration pluraliste. M. Robert Lion, le directeur général de la Caisse des dépôts, l'un des alliés de M. Pébereau, s'en tire également très bien. Il a aidé M. Bérégovoy dans cette opération de « dénoyautage ». Elle a réussi. Il peut se désengager partiellement sans honte. Il reste le premier actionnaire de la banque privatisée. Le seul perdant serait donc M. Georges Pébereau.

Industriel de grand talent reconverti dans la finance, il échoue dans sa première grande opération financière. Il voulait, disait-il, marier l'industrie et la banque. Lâché par certains de ses amis, il est obligé de se retirer. Quelles sont les conditions de sa retraite ? On ne les connaît sans doute jamais clairement. En revendant sa participation dans la Société générale, a-t-il réalisé une importante plus-value ? Les conditions techniques retenues

seront suffisamment complexes pour empêcher un calcul extérieur.

La question mériterait pourtant réponse. Si M. Pébereau a réalisé un gain financier à court terme, ne s'agit-il pas d'une prime aux « radeurs » accordée avec l'assentiment du ministre de l'économie ? Cela ne serait pas très cohérent de la part de M. Bérégovoy quelques jours après les propos tenus par le président de la République sur « l'argent facile ».

Autre question, quel rôle aura-t-on fait jouer dans cette affaire au secteur public ? M. Bérégovoy ne manquera pas de se féliciter du renforcement des actionnaires publics dans le capital de la banque privatisée. Le GAN a porté sa participation de 2,2 % à 4,9 %, Rhône-Poulenc de 2,5 % à 4,5 %. En investissant des centaines de millions de francs dans la banque, leurs dirigeants ont-ils agi dans l'intérêt de leurs entreprises ? Pour investir et se développer, on sait, par exemple, que Rhône-Poulenc a besoin de fonds propres. Son actionnaire, l'Etat, refuse de lui en donner. Pour raison d'Etat (« Ni nationalisation, ni privatisation »), elle ne peut en trouver sur les marchés financiers qu'à travers des acrobaties financières qui n'ont qu'un temps. Pour avoir accepté de participer au remodelage du capital de la Société générale, M. Jean-René Fourtou, le président de Rhône-Poulenc — un proche de M. Giscard d'Estaing — devrait sans doute voir son mandat à la tête de la société reconduit. Mais l'argent — difficilement acquis — d'une telle société industrielle n'aurait-il pas pu être utilisé plus judicieusement ailleurs ? Dans l'industrie, par exemple ?

E. I.

L'affaire Petit Bateau

La BNP rompt ses relations avec M. Yves Rocher

La BNP vient de décider de rompre ses relations commerciales avec M. Yves Rocher. Cette décision fait suite à l'ultimatum lancé le 21 février par M. Yves Rocher à propos du redressement de la société Petit Bateau (*le Monde* du 22 février).

« En raison des agressions incessantes et injustifiées de M. Yves Rocher, la BNP estime plus possible d'établir avec lui le partenariat indispensable au redressement de l'entreprise sur des bases solides et durables », indique la banque dans un communiqué publié dans la matinée du 22 février. La BANEXI, filiale banque d'affaires de la BNP, a, par ailleurs, décidé de déposer une plainte en diffamation à l'encontre de M. Yves Rocher.

Cependant la BNP, qui est à la fois le banquier de M. Yves Rocher et de Petit Bateau, affirme qu'elle maintient ses concours à l'entreprise de vêtements pour enfants et se déclare « prête à prendre toute sa part dans l'effort financier à faire pour assurer l'avenir de Petit Bateau ».

REPÈRES

Matières premières

Forte hausse des prix

Le prix des matières premières importées a progressé, en francs, de 6,5 % en janvier par rapport à décembre 1988, indique l'INSEE.

En devises, cette hausse est de 2,5 %. L'indice s'inscrit ainsi à 166 sur la base 100 en 1980 et recouvre une hausse du prix des produits alimentaires de 5,5 % en francs et 1,7 % en devises. Les matières premières industrielles augmentent pour leur part de 6,8 % en francs et de 3,2 % en devises.

Les plus fortes hausses sont enregistrées pour la pâte à papier (+ 11 %), les matières premières et les fibres textiles naturelles (+ 9 %).

Croissance

Hausse de 4,5 % du PIB britannique

En dépit d'un net ralentissement en fin d'année, le produit intérieur brut britannique a augmenté de 4,5 % en 1988 selon les statistiques provisoires publiées par le gouvernement, mardi 21 février. Cette croissance est inférieure aux 4,8 % de 1987 mais reste parmi les plus élevées des pays industrialisés. Au cours du quatrième trimestre, la croissance est revenue à 0,1 % seulement, mais elle reste supérieure de 3,5 % à son niveau du dernier trimestre de 1987. Si l'on exclut le pétrole de la mer du Nord, l'expansion est plus vive sur douze mois : 5,5 %.

Pechiney : le juge d'instruction M^{me} Boizette se rend en Suisse

M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargée de l'information judiciaire sur l'affaire Pechiney, s'est rendue en Suisse, où elle devait, durant les journées des 22 et 23 février, s'entretenir avec les autorités helvétiques en vue de l'exécution dans ce pays de certaines commissions rogatoires dans le cadre de l'aide qui a été demandée à la Confédération helvétique. M^{me} Boizette devait ainsi s'entretenir, mercredi 22 février, à Berne, avec M. Pierre Schmid, chef de la division de l'entraide judiciaire internationale et des affaires de police.

Le magistrat français, qui est accompagné, durant ce déplacement, de M. Pierre Bézard, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et M. Pierre Martinez, chef de la brigade financière de la police judiciaire, devait ensuite se rendre, jeudi 23 février à Genève. Il s'agit, pour elle, d'examiner avec les responsables judiciaires du canton dans quelles conditions pourraient être exécutées des commissions rogatoires délivrées depuis le 7 février, et qui sont actuellement entre les mains de la justice genevoise.

Depuis qu'elle est en charge du dossier Pechiney, M^{me} Boizette a

déjà entendu, à Paris, à titre de témoins, d'abord MM. Alain Boublil, démissionnaire de ses fonctions de directeur de cabinet de M. Bérégovoy, Samir Traouisi, l'intermédiaire libanais entre Pechiney et Triangle, et, plus récemment, Antoine Riboud, en sa qualité d'administrateur de la société Pechiney. Elle a, entre-temps, procédé à cinq inculpations de recel de délits d'initiales ou de ce délit lui-même, qui ont été notifiées à MM. Roger-Patrice Pelat, Pierre-Alain Marsan, Rinaldo Zavala, Robert Reiplinger et à M^{lle} Isabelle Pierco (*le Monde* du 18 février et du 22 février).

Avec le soutien de la Société lyonnaise de banque

M. Héritier, ancien secrétaire national de la CFDT, se lance dans l'innovation sociale

La recherche et l'expérimentation sur l'innovation sociale constituent aujourd'hui un créneau porteur pour les anciens syndicalistes. Après M. André Sainjon, ancien secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, qui a participé au lancement d'un Institut de recherches et d'initiatives sociales européennes (IRISE) (*le Monde* du 8 février), M. Pierre Héritier, ancien secrétaire national de la CFDT, s'est lancé dans l'aventure. Celui qui faisait figure de porte-parole de l'aile gauche, mis à l'écart au congrès de Strasbourg en novembre 1988 « à la faveur » du départ de M. Maire, vient de créer son propre laboratoire. Avec le concours de son ancien employeur.

Le Laboratoire social d'actions, d'innovations, de réflexions et d'échanges (LASAIRE), dont M. Héritier est directeur, ne se présente ni comme un « bureau d'études » ni comme un organisme de recherche, mais comme un « lieu destiné à faire connaître aux partenaires sociaux les études, les expériences, les évolutions innovantes dans le monde du travail ». La Société lyonnaise de banque, où M. Héritier a été employé avant de devenir permanent syndical, a apporté un concours financier de l'ordre de 1 million de francs. « Une rampe de lancement qui nous met à l'abri de la contrainte alimentaire », commente-t-il.

Le mécène, M. Henri Moulard, PDG de la Lyonnaise de banque, avait pris contact à la fin août 1988 avec son ancien employé lorsqu'il avait appris qu'il risquait de perdre ses responsabilités syndicales. « Je ne suis ni gauchiste ni même de gauche », explique M. Moulard, en faisant allusion aux idées politiques de l'expérimentation. Mais, comme entrepreneur, je considère que ma responsabilité première est de créer des emplois. Il faut que l'entreprise soit un peu citoyenne dans sa région et dans son pays. En 1988, je ressentais la nécessité d'innovations dans le domaine social. L'occasion a fait le laron. » M. Moulard préside le conseil d'administration de LASAIRE.

Ni sous-marin ni poisson pilote

Avec son siège social à Saint-Etienne (1), LASAIRE se fixe des objectifs précis : « Recenser et analyser les expériences innovantes et les changements qui émergent dans l'entreprise et le tissu local » ; « Organiser des échanges entre acteurs et chercheurs » ; « Promouvoir de nouveaux concepts » ; « Susciter ou éventuellement mettre en œuvre des politiques de formation », etc. « Nous ne sommes pas des chercheurs, assure M. Héritier. Nous

voulons soutenir sur place ceux qui sont des innovateurs. » Proclamant son indépendance totale vis-à-vis de la CFDT, l'ancien responsable du secteur économique de cette centrale n'entend pas davantage servir de laboratoire au patronat : « LASAIRE ne sera ni un sous-marin ni un poisson pilote ».

Tout en reconnaissant le « parallélisme » des démarches avec l'IRISE de M. Sainjon et en voyant dans cette concurrence une bonne émulation, M. Héritier rappelle que son laboratoire n'entend pas, lui, faire du conseil en entreprise. Il reste que les thèmes inscrits au programme de travail de LASAIRE sont assez proches de ceux d'IRISE. L'équipe de travail formée de plusieurs économistes et d'un polytechnicien — M. Hugues Bertrand, professeur à l'université de Lille — va se pencher sur l'Europe sociale, le mouvement social et le syndicalisme, le développement local et la création d'activités nouvelles, mais aussi, l'évolution des relations sociales dans l'entreprise. Avec, en guise de hors-d'œuvre, « les interrogations que suscitent les nouvelles formes d'attachement des salariés aux objectifs de l'entreprise ». Intéressant préambule.

M. N.

(1) 32, rue de la Résistance, 42000 Saint-Etienne. Tél. : 77-41-94-04.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPA 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 630 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet.

Correspondant en chef : Claude Skaï.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LAF

ABONNEMENTS

BP 507 09 75427 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	708 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 408 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPU 206 136 F

Économie

La rénovation du secteur public

Revalorisation de la gestion du personnel

Dans la longue communication qu'il a présentée mercredi 22 février au conseil des ministres sur la rénovation du secteur public, M. Michel Rocard a d'abord souligné que ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le rôle fondamental que doivent jouer l'Etat et les services publics. Or, a souligné le premier ministre, les conditions dans lesquelles ces missions sont aujourd'hui remplies ne sont pas pleinement satisfaisantes. Elles ne le sont pas pour les agents de la fonction publique qui ont été trop souvent dans le passé négligés, voire oubliés ou injustement critiqués.

Aussi a poursuivi en substance M. Rocard, les attentes des fonctionnaires rejoignent-elles celles des citoyens pour exiger une rénovation en profondeur du fonctionnement de l'Etat et par conséquent pour revoir les relations du travail comme les modes de décision et de gestion. L'Etat s'est trop souvent et trop longtemps organisé sur la base de la méfiance à l'égard des agents. On a multiplié les contrôles, les rendant par là même inefficaces, on a institué des procédures qui n'ont plus de sens à une époque où les qualifications des agents de l'Etat se sont fortement élevées.

Ce n'est pas en ignorant les compétences et les spécificités de chacun, a ajouté le chef du gouvernement, ou en restant les initiatives sous prétexte qu'elles ne rentrent pas dans le carcan des procédures que l'on rendra le service public plus efficace. C'est au contraire en restaurant la dignité des serveurs de l'Etat et des collectivités publiques, en créant les conditions juridiques et matérielles d'une prise de responsabilité effective par le plus grand nombre d'entre eux, en matière de décision, comme d'exécution, que l'on pourra mieux répondre aux aspirations des fonctionnaires et mieux satisfaire les usagers.

De l'avis de M. Rocard, ce défi ne peut pas être relevé par des mesures hiérarchiques : il suppose la mobilisation des agents. Celle-ci passe par le développement de la négociation et des instances de participation. Le renouveau du service public doit se faire avec le soutien des personnels et de leurs organisations syndicales.

Le renouveau du service public sera l'un des grands enjeux des

années qui viennent, a souligné le premier ministre.

Le plan présenté mercredi au gouvernement s'articule autour de quatre idées-forces : relations du travail ; développement des responsabilités ; évaluation des politiques publiques ; politique en faveur des usagers.

● Une politique de relations du travail renforcée.

Le dialogue social dans les fonctions publiques doit être renforcé et devenir un instrument privilégié de la modernisation des administrations.

La négociation s'ouvrira à de nouveaux thèmes et se décentralisera à tous les niveaux. Les questions relatives à la formation continue, à la mobilité, aux conditions et à l'organisation du travail, aux modalités de l'introduction des nouvelles technologies, à l'aménagement du temps de travail constitueront des thèmes prioritaires.

Pas d'abandon du statut général

Insistant sur la nécessité d'une gestion plus dynamique des personnels, M. Rocard a été critique, soulignant que les politiques de gestion des personnels mises en œuvre dans les administrations demeurent souvent inadéquates et que les directions du personnel avaient rarement l'influence et le prestige que l'importance de leurs missions justifiaient amplement. Selon le premier ministre, il n'est pas nécessaire d'abandonner le statut général des fonctionnaires, de même que l'évolution souhaitée n'implique pas la disparition de la grille des rémunérations. Seulement son mode d'utilisation devra être adapté. Pour M. Rocard, il faut en premier lieu revaloriser la fonction de gestion du personnel dans les administrations. Il faut, en second lieu, mettre systématiquement en place dans toutes les administrations une gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des carrières. De même il ne doit plus y avoir dans les administrations d'investissement physique qui ne s'accompagne pas d'un investissement humain. Enfin, la formation initiale et continue doit jouer pleinement son rôle d'instrument privilégié de valorisation professionnelle des agents et de l'adaptation de leurs qualifications aux évolutions des missions et des métiers.

Toujours dans le cadre d'un dialogue renforcé, la mobilité des agents, sous toutes ses formes, sera favorisée, qu'il s'agisse de la mobilité au sein d'une même administration, entre administrations, entre administrations centrales et services extérieurs. Le but étant de permettre aux agents de pouvoir accéder à des tâches correspondant davantage à leur qualification professionnelle.

gés de valorisation professionnelle des agents et de l'adaptation de leurs qualifications aux évolutions des missions et des métiers.

Toujours dans le cadre d'un dialogue renforcé, la mobilité des agents, sous toutes ses formes, sera favorisée, qu'il s'agisse de la mobilité au sein d'une même administration, entre administrations, entre administrations centrales et services extérieurs. Le but étant de permettre aux agents de pouvoir accéder à des tâches correspondant davantage à leur qualification professionnelle.

Rapprocher les centres de décision

● Développement des responsabilités.

Il s'agit pour l'Etat de tirer toutes les conséquences de la décentralisation en engageant à ses différents échelons territoriaux une politique de développement des responsabilités.

L'objectif est de faire autant en matière de décentralisation que ce qui a été réalisé avec les lois de décentralisation.

Les décisions, par exemple, devront être prises au plus près de ceux qu'elles concernent, selon l'expression de M. Rocard.

Un service des usagers

Il faut insister, dès à présent, a demandé M. Rocard, des centres de responsabilité expérimentaux où seraient mis en œuvre de façon contractuelle des assemblages de règles de gestion budgétaire.

● Evaluation des politiques publiques

Il ne peut y avoir de développement de l'autonomie et de la responsabilité sans évaluation des actions et des services publics, a déclaré M. Rocard, qui a confié à M. Vivret le soin d'y réfléchir.

● Accueil et service à l'égard des usagers

La modernisation de l'Etat a inspiré depuis plusieurs années un ensemble de lois et de décrets précisant les droits et les obligations des usagers de l'administration.

Cette réglementation est loin d'être toujours appliquée car les bio-

graphes sont nombreux. C'est surtout, selon M. Rocard, par des relations de travail renforcées, par une meilleure organisation, par des efforts accrus de formation continue, par une plus grande considération à l'égard des fonctionnaires que les changements induits par les nouveaux textes seront effectivement le jour.

L'élaboration de projets de service, en partant d'une réflexion des personnels, donnera des possibilités d'ouvrir des négociations locales sur les conditions de travail. Les responsables devront insister sur les attentes des usagers en s'efforçant de parvenir à un assouplissement des horaires d'ouverture, en aménageant les systèmes d'attente pour améliorer le confort. On songera aussi à faciliter l'accès et l'accueil des personnes âgées, des étrangers, des handicapés grâce à une assistance répondant à leurs besoins.

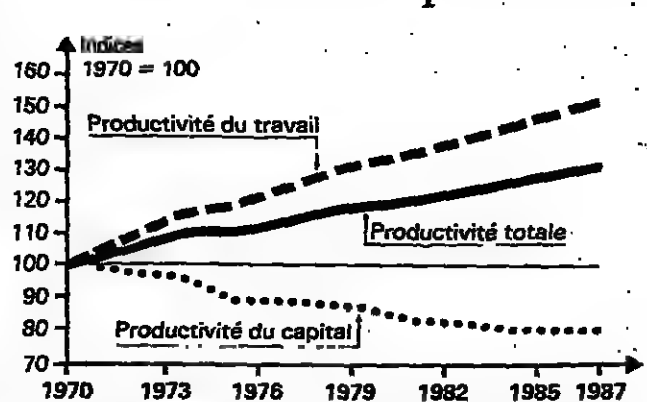
L'effort de personnalisation des relations entre les agents et les usagers sera poursuivi. On veillera en particulier à ce que dans toute correspondance administrative figurent clairement le nom de l'agent chargé du dossier, l'adresse de son service et le numéro de téléphone permettant à l'usager de contacter la personne compétente pour obtenir des informations complémentaires. Par ailleurs, la suppression des guichets facilitera le traitement des cas personnels. Le remplacement progressif des guichets par d'autres formes d'accueil permettra aux agents de traiter les cas personnels.

M. Rocard a d'autre part insisté sur la nécessité de créer des associations d'usagers.

En conclusion, le premier ministre a indiqué que chaque administration allait devoir élaborer un plan de modernisation. Le ministre de la fonction publique et des réformes administratives ouvrira des négociations avec les syndicats, en commençant par la formation continue et la mobilité des personnels.

Des opérations seront systématiquement menées dans toutes les administrations sur le thème de l'accueil et de l'information des usagers. Les ministres interviendront en ce sens auprès des préfets. Un séminaire gouvernemental fera avant le début de l'été le point des travaux engagés.

Augmentation de la productivité dans les services depuis 1980



La nouvelle série de publications de l'INSEE, « INSEE première », présente une analyse de l'évolution de la productivité dans les services marchands en France de 1970 à 1987. De 2,1 % en moyenne annuelle entre 1973 et 1979, la croissance de la productivité totale des facteurs de production tombe à 1,3 % entre 1979 et 1986. Celle du facteur travail s'inscrit en hausse, alors que celle du capital décline tout au long de la période. Cette évolution est sensiblement comparable à celle des autres pays industrialisés, à l'exception des Etats-Unis, où la compétitivité totale stagne tout au long de la période et du Royaume-Uni, où elle progresse.

Dans les années 1980, la productivité de l'économie française se ralentit surtout dans l'industrie, et progresse dans les services, comme c'est le cas en Allemagne fédérale. Les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni ne connaissent pas une telle évolution. Dans ces pays, le second choc pétrolier se traduit, en effet, par des restructurations industrielles propices à l'augmentation de la productivité manufacturière. En France, en revanche, le secteur des services (notamment graphique) enregistre une hausse de sa productivité, surtout celle du travail, ce qui explique que peu d'emplois, en comparaison des Etats-Unis par exemple, aient été créés. Ce n'est qu'au cours de la période la plus récente (1987-1988) que l'INSEE, que la croissance totale stagne tout au long de la période et du Royaume-Uni, où elle progresse.

Dans les années 1980, la productivité de l'économie française se ralentit surtout dans l'industrie, et progresse dans les services, comme c'est le cas en Allemagne fédérale. Les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni ne connaissent pas une telle évolution. Dans ces pays, le second choc pétrolier se traduit, en effet, par des restructurations industrielles propices à l'augmentation de la productivité manufacturière. En France, en revanche, le secteur des services (notamment graphique) enregistre une hausse de sa productivité, surtout celle du travail, ce qui explique que peu d'emplois, en comparaison des Etats-Unis par exemple, aient été créés. Ce n'est qu'au cours de la période la plus récente (1987-1988) que l'INSEE, que la croissance totale stagne tout au long de la période et du Royaume-Uni, où elle progresse.

Une formation renforcée des responsables

(Suite de la première page.)

M. Rocard estime que tout ne va pas si mal et que nous sommes admirés dans le monde entier pour la qualité de nos fonctionnaires.

Pourtant, le premier ministre s'inquiète de la véritable crise que traversent les agents du service public, qui doutent d'eux-mêmes, de leur utilité, de leur entreprise. On est loin de l'image rayonnante qui était celle du secteur public à la fin de la guerre : le cheminier fier de son outil, l'instituteur et le professeur admirés et respectés.

Ce malaise, cette crise d'identité - M. Rocard emploie l'expression - expliquent autant la crise actuelle du secteur public que d'insuffisantes rémunérations. Et c'est parce que le fonctionnaire ou l'agent du service public se sent mal dans sa peau que son rapport avec l'autre - l'élève, l'usager, le citoyen s'il s'agit d'un agent de police, le contribuable s'il s'agit d'un agent de fisc - que ce rapport, qui est d'abord une approche physique, est mauvais.

C'est à partir de cette intuition que M. Rocard a privilégié la formation, et d'abord la formation de ceux qui ont à diriger les hommes. La capacité à commander est essentielle : encore faut-il qu'elle soit reconnue par ceux qui ont à exécuter. Ce qui est de moins en moins souvent le cas. D'où la multiplication envisagée des stages de formation, en alternance avec des périodes de réflexion. Comme dans le secteur privé auquel on va emprunter bon nombre de méthodes. C'est aussi le souci de rendre aux agents du secteur public des raisons d'y croire qui va conduire à une plus grande mobilité : un instituteur pourra devenir inspecteur des impôts si c'était sa vocation rentrée ou tardivement découverte.

L'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers passe aussi, selon M. Rocard, par des projets d'entreprise, qui permettront à l'ensemble du personnel de s'exprimer et de définir des objectifs communs. Des méthodes aussi. Sur ce point, on voit réapparaître l'ancien membre du PSU, le fervent partisan de l'autogestion. Mais l'homme a maintenant une longue expérience derrière lui. Il expérimente sur le tas, dans sa commune, et sait assez bien de quoi il parle. Il n'aime pas, par exemple, le mot « mérite » quand celui-ci est employé à titre individuel, parce qu'il ne croit qu'aux succès collectifs et d'équipe.

Moins de fonctionnaires mais mieux payés, mieux formés et mieux considérés. Tel est la philosophie profonde de l'actuel premier ministre, qui, sur ce point au moins, partage les vues de son ministre des finances, M. Bérégovoy. C'est une révolution culturelle qui est proposée. Celle-ci ne se fera pas en une nuit.

ALAIN VERNHOLES.

CONJONCTURE

Selon la Commission de Bruxelles

La CEE devrait atteindre une croissance de 3,5% par an

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Maintien d'une croissance élevée, de l'ordre de 3% par an, poursuit-elle, de très bonnes performances en matière d'investissements et d'emplois : selon la Commission de Bruxelles, les perspectives économiques de la Communauté en 1989-1990 sont favorables et permettent d'espérer des résultats aussi satisfaisants qu'en 1988. Qui plus est, à moyen terme, compte tenu des améliorations structurelles en cours, la CEE devrait atteindre un rythme de croissance de 3,5% par an. Cet optimisme est à peine tempéré par un certain retour de l'inflation constaté à des degrés divers dans l'ensemble des Etats membres et par un environnement international plus incertain (1).

La formation brute de capital fixe était et demeure le facteur le plus dynamique de la présente phase d'expansion de la production dans la CEE. Cette vigueur des investissements

explique, selon Bruxelles : 1) par la progression continue de la rentabilité du capital depuis le début des années 80, due elle-même à la modernisation salariale et à une évolution des termes de l'échange plutôt propice (baisse du prix du pétrole et du dollar) ; contrairement à ce qu'on observait avec une certaine surprise jusqu'à la moitié de 1987, l'investissement n'est désormais pleinement à l'initiative des effets négatifs du taux d'intérêt réel élevé ; 2) par l'attente du maintien de demandes internes et externes « relativement vigoureuses » ; 3) par les anticipations de plus en plus optimistes que suscite dans le secteur des entreprises la perspective de 1994. Désormais les investissements visent à accroître la capacité de production des entreprises, progressent plus vite que ceux dont l'objet est uniquement de rationaliser la production. Cela dit, les prévisions chiffrées en matière d'investissements qui figurent dans le rapport bruxellois n'ont rien de spectaculaire et indiquent même une

régression qui n'est pas négligeable : + 5,5% en 89 et + 5% en 90 au lieu de 7,3% en 88.

En raison notamment de la réduction du coût du travail « la croissance est désormais plus créatrice d'emplois qu'elle ne le fut jadis ». La tendance se poursuivra très fort en 1989 et 1990 sans cependant que le chômage demeure de façon sensible. Ce décalage entre les performances de l'emploi et la lente réduction du chômage (10,5% de la population active en 1990) s'explique surtout par la progression du taux d'activité : une fraction plus importante qu'auparavant de la population en âge de travailler postule des emplois, surtout en raison du développement du travail à temps partiel.

La Commission souligne que le dynamisme de l'économie de la CEE se traduit par une forte expansion des échanges intracommunautaires, plus nette et plus rapide que celle du commerce avec les pays tiers. Cette bonne santé conjoncturelle devrait, note Bruxelles, rendre plus faciles les ajustements budgétaires ainsi que les ajustements structurels à qui ils sont nécessaires ; les recettes d'impôts de même que les bénéfices des entreprises permettant d'agir.

d'une forte reprise de l'investissement productif financé par des entrées de capitaux privés et par les transferts opérés grâce au fonds structurel européen.

En termes de politique économique, les experts de la Commission constatent et déplorent dans la Communauté comme aux Etats-Unis « une confiance excessive dans la politique monétaire » pour combattre le retour de l'inflation.

La politique budgétaire pourrait et devrait jouer plus souvent un rôle important.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Prévision de croissance aux Etats-Unis : 2,7% en 1989 et 2% en 1990 contre 3,8% en 1988, et au Japon : 4,2% en 1989 et 3,5% en 1990 contre 5,6% en 1988.

La Banque de France estime que la production va continuer d'augmenter

« L'activité industrielle a marqué de nouveaux progrès en janvier », écrit la Banque de France dans sa dernière enquête de conjoncture.

La production a augmenté à un rythme soutenu dans la plupart des secteurs, notamment dans les biens d'équipement professionnels, l'automobile et les biens de consommation. Les marges de capacité de production disponibles se sont réduites. Dans certains secteurs, les délais de livraison et l'accroissement du recours à la sous-traitance témoignent des difficultés rencontrées pour répondre à la demande.

Les stocks de produits finis sont restés à un niveau jugé faible, excepté dans les biens de consommation où un alourdissement a été noté.

La croissance de la demande s'est accélérée tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, et l'opinion sur le niveau des carnets d'attente s'est encore améliorée.

Les programmes d'investissements pour 1989 laissent prévoir une nouvelle augmentation des dépenses, à un rythme un peu moins élevé qu'en 1988 : ils visent, plus que par le passé, l'extension des capacités.

Les hausses de prix, habituelles en début d'exercice, sont restées modérées dans l'ensemble, incorporant en partie seulement le renchérissement des approvisionnements survenus les mois précédents. L'évolution future des marges suscite quelques préoccupations liées aux incertitudes affectant les cours des matières premières et du dollar.

La Banque de France ajoute : « Les relèvements des salaires, prévus pour 1989, sont généralement compris entre 2% et 3%. Selon les chefs d'entreprise, la production devrait continuer de s'accroître au cours des prochains mois, mais à un rythme un peu moins rapide qu'actuellement. »

Gare à l'inflation

Face à cette perspective, « dans l'ensemble favorable », quels sont les points noirs ? « L'inflation reste un problème », note la Banque de France. L'augmentation moyenne des prix à la consommation qui a été de 3,7% en 1988 atteindrait 4,25% en 1989 et 4% en 1990. Dans le groupe des pays membres qui maîtrisent le mieux l'inflation, à savoir, selon la Commission, la Belgique, la RFA, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas mais aussi la France, la légère progression des prix à la consommation « doit être considérée comme une sorte de normalisation des prix qui ne doit pas être interprétée comme un signe de renouveau, mais recommandée à augmenter ». Aucune panique, on s'en rend compte ! Autre fragilité, l'écart entre les soldes excédentaires courants des pays en excédent et des pays en déficit s'accroît. La Commission admet cependant que la détérioration sensible de la balance des paiements courants en Espagne et au Portugal n'est qu'un motif préoccupant dans la mesure où elle s'est accompagnée



ALGERIE - الجزائر

— MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE —

OFFICE NATIONAL DES APPROVISIONNEMENTS ET DES SERVICES AGRICOLES — ONAPSA —

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel à la concurrence, national et international, est lancé pour la fourniture de :

- Véhicules utilitaires.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence, munis d'une délégation de pouvoir, peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'ONAPSA - Direction générale, chemin Hassan Benaamane, les Oliviers, B.P. 155, Birkhadem, Alger.

Tél : 62.325-6 - Tél. : 58.19.60/56.19.47 à partir de la parution du présent avis, contre paiement de la somme de 600 DA convertibles.

Les offres en huit exemplaires, établies conformément aux exigences du cahier des charges et accompagnées des documents exigés par la réglementation en vigueur, doivent parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse ci-dessus au plus tard 45 jours après la parution du présent avis au BOMOP (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public).

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter aucune indication, sauf la mention : « Appel à la concurrence, national et international n° 03/89 » à ne pas ouvrir.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

مركز من الأصل

Économie

ENERGIE

Un geste des NOPEP pour participer au redressement des cours du pétrole

Les pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP (appelés NOPEP), réunis à Londres mardi 21 février, se sont mis d'accord pour aider l'OPEP dans ses efforts pour redresser et stabiliser les prix du brut à 18 dollars le baril. Un communiqué commun explique qu'une « majorité de participants » réduira ses exportations au second trimestre de 1989 « d'un certain pourcentage ». La réunion comptait le Mexique, la Malaisie, Oman, la Chine, l'Égypte, l'Angola, et s'y ajoutaient des observateurs d'URSS, de Norvège, du Nord-Yémen, de Colombie, ainsi que de l'État d'Alaska (États-Unis) et de la province d'Alberta (Canada).

Les détails de la réduction ne seront annoncés qu'au fil de la semaine mais différents analystes évoquent le chiffre de 6 %, soit environ 200 000 barils par jour. L'effort des NOPEP resterait donc très modeste, même si l'URSS y participait, comme certains le pensent, pour 100 000 barils supplémentaires (sur des exportations de 2 millions

de barils/jour et une production totale de 12,5 millions). La réduction, effectuée en janvier par les membres de l'OPEP eux-mêmes, porte en effet sur près de 4 millions de barils/jour avec une production ramenée de 22,8 à 18,7 millions (le Monde du 22 février).

Mais cette goutte de brut enlevée est néanmoins symbolique d'un effort désormais commun de tous les producteurs mondiaux pour éponger les surcapacités des marchés. Le geste compte d'autant que les NOPEP auraient pu garder de mauvais souvenirs. En avril 1988, ils avaient déjà proposé une même coupe de 5 % de leurs ventes à la veille d'une conférence des treize membres de l'OPEP, qui avaient été, eux, incapables de s'entendre. Le prix du baril avait glissé avant qu'enfin un accord puisse être trouvé, fin novembre dernier, et que depuis les prix se redressent. Ils sont aujourd'hui entre 15 et 16 dollars le baril.

TRANSPORTS

Querelle de tracé pour le futur TGV-Est

NANCY
de notre correspondant

1989 sera une année décisive pour le projet de TGV-Est évalué à quelque 16 milliards de francs. Dans les prochains jours le ministre des transports, M. Michel Delebarre, doit nommer un expert chargé, à la fin de l'année de proposer un tracé et d'étudier un montage financier. M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a présenté, mardi 21 février, à l'occasion du colloque organisé à Nancy par les présidents des conseils généraux de Meurthe-et-Moselle, de Meuse et des Vosges, le cadre de la mission du futur « Monsieur TGV-Est ». Le cahier des charges prévoit que la ligne à grande vitesse Paris-Strasbourg, devant renforcer la vocation européenne de la capitale alsacienne, assurera une « desserte équilibrée » de Metz et de Nancy tout en permettant un prolongement vers la Sarre « en fonction des décisions que prendra le gouvernement allemand ».

Les orientations gouvernementales placent d'abord le tracé passant au nord de Reims, traversant le parc régional de Lorraine entre Metz et Nancy, et franchissant les Vosges à proximité du col de Saverne (dit tracé nord dans le rapport de l'ingénieur général Ratier) n'ont guère été examinées par les deux cents participants réunis à

Nancy. A trois semaines des prochaines élections municipales, l'heure est à la défense des intérêts locaux. Le syndrome de l'autoroute A 4 qui passe au nord de Metz bante toujours les responsables politiques du sud de la Lorraine. « Plus l'erreur de l'A 4 mais pas la revanche de l'A 4 », prévient M. Jacques Baudot, président du conseil général de Meurthe-et-Moselle. « Personne ici n'entend subir », lance de son côté le député et maire de Nancy, M. André Rossinot, tout en brandissant la menace du refus de participation financière à un « tracé imposé ». Le Haut-Rhin, pour sa part, s'est d'ores et déjà affirmé prêt à apporter 100 millions de francs.

JEAN-LOUIS THIS.

● Accord entre American Airlines et le Club Méditerranée. — MM. Robert Crandall, PDG d'American Airlines, et Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée, viennent de signer un accord commercial. Il a été convenu qu'American Airlines (l'une des plus importantes compagnies aériennes américaines) commercialisera dès cet été des produits touristiques appelés « Fly Away Vacation » qui consistent en des forfaits « transport et séjour » pouvant aller de trois à sept jours vers neuf villages du Club, aux États-Unis, aux Caraïbes, et au Mexique. American Airlines transportera également à partir de cet été les vacanciers européens du Club vers les villages de ces mêmes pays.

SOCIAL

Le changement à la direction de la Caisse nationale d'assurance-maladie

M. Johanet : un expert du PS

C'est M. Gilles Johanet, conseiller référendaire à la Cour des comptes, qui a été nommé, par le conseil des ministres, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, en remplacement de M. Dominique Coudreau, devenu directeur de l'Agence gouvernementale de la lutte contre le sida (le Monde du 7 février).

M. Gilles Johanet, né en 1950, est un des experts du Parti socialiste en matière de protection sociale. Rapporteur au Conseil supérieur de

l'aide sociale et au Haut Comité de la population en 1978, puis rapporteur du groupe de travail famille du VIII^e Plan, en 1980, il est devenu en 1981 à 1983, directeur du cabinet de M^{me} Georgina Dufoux, secrétaire d'État à la famille, avant de passer au cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre, comme chargé de mission pour les questions de sécurité sociale.

Resté fidèle à M. Mauroy, il a abandonné la direction de l'établissement national des invalides de la marine, où il avait été nommé en 1986 pour revenir travailler avec lui à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

A la direction de la CNAM, il aura à préparer le renouvellement de la convention avec les médecins. Il a déjà eu l'occasion de s'intéresser directement à ce dossier en 1984, lorsqu'il revint au cabinet de M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales, pour s'occuper des relations avec les médecins. Un milieu avec lequel il a d'autres contacts, puisque son frère, M. Stéphane Johanet, est vice-président du Syndicat des médecins hospitaliers.

Bien que dans son ouvrage, *Comptes et mécomptes de la protection sociale*, publié au début de 1986, il estime, à l'inverse de

M. Coudreau, qu'il faut « politiser le débat » sur la protection sociale, il retrouve certaines de ses préoccupations, par exemple sur les excès des remboursements à 100 %, qu'il propose de corriger par une « franchise » proportionnelle aux revenus. Plus attentif à une « politique de l'offre », notamment en matière d'hospitalisation, il s'est inquiété aussi des facteurs démographiques (le vieillissement), techniques et socioculturels (l'intolérance à la douleur, la valorisation de la santé) poussant à l'accroissement des dépenses de santé.

De la CNAM à la lutte contre le sida

M. Dominique Coudreau : un financier du social

« Je vais maintenant cesser de faire mes mauvais coups en douce pour agir au nom des pouvoirs publics. » Nommé à la tête de l'agence gouvernementale chargée de coordonner la lutte contre le sida, M. Dominique Coudreau évoquait ainsi avec humour la fonction qu'il a occupée pendant près de dix ans à la tête de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), une entreprise de près de cent mille salariés.

Le directeur de la CNAM doit en effet se mouvoir dans un jeu complexe de relations entre les pouvoirs publics — le politique et l'administratif — les syndicats de médecins sociaux, de préserver leur autonomie professionnelle, les partenaires sociaux théoriquement responsables de leur gestion du régime général mais souvent hésitants, et notamment un président, M. Maurice Derlin (FO), attaché à ses prérogatives, mais souvent lui-même encadré par son propre syndicat.

Dans ce jeu, M. Coudreau aura su faire preuve de doigté et d'imagination, notamment dans la discussion des conventions avec les syndicats médicaux, en 1985 comme en 1980, mais en mêlant de temps à autre un certain goût de la provocation.

Il aura surtout été le gardien vigilant de la dépense, dans une période où la pression financière n'a cessé de se renforcer, du plan Barrot de 1979, qu'il aura contribué à élaborer, au plan Séguin, qu'il aura eu à mettre en œuvre sur le terrain, non sans difficultés mais efficacement, entre les caisses locales, les médecins et les pharmaciens.

En fait, dès le début de sa carrière, Dominique Coudreau aura été un financier du social. A la sortie de l'École nationale d'administration, promotion Robespierre, où il fera connaissance de M. Philippe Séguin, sans se lier avec lui, ce fils de médecin militaire sera nommé à la direction du budget du ministère de l'Éco-

nomie et des finances, chargé des budgets sociaux.

Il y nouera des contacts précieux par la suite pour connaître sa marge de manœuvre en matière de gestion des dépenses ou de fixation des tarifs médicaux. Mais il n'y restera que trois ans, avant de passer dans des cabinets ministériels. D'abord chez M. René Lenoir, secrétaire d'État, puis chez M^{me} Simone Veil, ministre de la santé. Ensuite chez Robert Boulin, ministre délégué aux finances, et enfin auprès de M. Raymond Barre, premier ministre.

Un gestionnaire

Mais cet esprit agile et curieux n'est pas qu'un politicien et un gestionnaire. Il s'intéresse à l'ensemble des aspects du domaine de la santé, toujours sensible en raison des intérêts en cause et de l'attachement de chacun : les apports de la recherche médicale comme l'évolution de la consommation, les comportements des malades et des médecins comme le fonctionnement des établissements.

A partir de là, il a cherché à développer l'autonomie de la CNAM, considérant que celle-ci ne joue pas dans la politique de santé un rôle correspondant à son poids financier (400 milliards de francs) : « Ne pas gérer, dit-il, c'est se faire imposer des choix ». Mais aussi parce que, ayant traversé plusieurs changements de gouvernement, il aimait faire de la Sécurité sociale une zone un peu abritée des mouvements politiques, et gérée par référence aux longs termes.

Le plan Séguin lui donna ainsi l'occasion de lancer les caisses locales d'assurance-maladie dans des actions propres à établir un meilleur contrôle de la dépense. C'est l'esquisse d'une « gestion de risque » active, qui permettrait d'adapter la couverture sociale à l'évolution des comportements et des nécessités

économiques. Convinqu que la couverture collective obligatoire de la maladie va s'écarter de la consommation réelle, M. Coudreau souhaiterait en fin de compte une redistribution de la Sécurité sociale et un complément contractuel fourni par les assurances et les mutuelles : cette conception ne peut être partagée par la mutualité, qui refuse d'être une « sécurité sociale bis ».

Avec les médecins, M. Coudreau a souhaité élargir l'assurance du maintien d'un niveau de vie contre une coopération dans la limitation des prescriptions et du nombre des actes.

Un chantier balisé

Il y sera parvenu temporairement, à l'occasion du plan Séguin. Mais il n'aura pas réussi à inscrire dans une convention, ni sous la forme d'une « enveloppe globale » en 1980, ni sous celle d'objectifs précis de maîtrise des dépenses en 1985. Cela l'a amené à compter davantage sur la formation continue. Il a aussi un peu changé d'opinion sur les honoraires libres : au départ, il y avait vu un moyen de freiner la demande des médecins spécialisés, tout en maintenant un remboursement élevé des soins de première ligne. Mais, jusqu'à présent, le système n'a guère ralenti la dépense.

C'est un chantier déjà balisé qu'il léguera à son successeur, comme celui de la modernisation de l'assurance-maladie : il a schématisé une informatisation des caisses longtemps balbutiantes, ouvert l'expérimentation de la zonification. Il faudra, dans les

années à venir, assurer la décroissance des effectifs.

Au cours des dernières années, cet énarque aura rompu le silence de la fonction. A l'automne 1987, dans la revue *Droit social*, il a réclamé que l'État fixe des objectifs, une véritable politique de santé et de protection sociale à long terme, et qu'il laisse la gestion aux partenaires sociaux. Ça ne l'a pas empêché de manifester quelque impatience à l'égard de l'irresponsabilité de ces mêmes partenaires sociaux, ce qui lui a valu quelques rancunes. Certains socialistes ont aussi accusé M. Coudreau, qui n'a jamais caché son attachement à M. Barre, de faire montre de mauvaise volonté à appliquer les correctifs au plan Séguin décidés par le gouvernement Rocard.

GUY HERZLICH.

● M. Philippe Clément, président de l'APCCL — L'Assemblée générale constitutive de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI) a été élu mardi 21 février son bureau et porté à sa présidence M. Philippe Clément, qui était jusqu'ici président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. M. Jacques Bocquet, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Haute-Normandie, a été élu premier vice-président.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu le 27 avril 1988, la première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné Patrick Boizeau, directeur de la publication du CHOC DU MOIS à payer 80 000 francs à titre de dommages-intérêts à Jean-Marie Bressand pour avoir, dans le numéro de janvier 1988 de cette revue, employé des propos diffamatoires. Pour copie certifiée conforme. N. Agnus et D. Pollet, huissiers de justice.

(Publié)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

SUDAN RAILWAYS CORPORATION PROGRAMME DE RELANCE D'URGENCE DU CHEMIN DE FER

DIRECTION DES STOCKS - ATBARA
CONTRAT N° 5864-5871-5872-5873

1. — La Société des chemins de fer soudanais « Sudan Railways Corporation » (SRC) a reçu du Fonds africain de développement (FAD) un crédit destiné à financer le coût du projet de relance d'urgence du chemin de fer soudanais et entend consacrer le produit de ce crédit aux paiements agréés dans le cadre du présent contrat au titre des biens pour lesquels l'appel d'offres a déjà été lancé auprès du FAD, ces biens sont les suivants :

- Pièces de rechange pour la réparation de plus de quatre mille fourgons.
- Pièces de rechange pour la rénovation de mille fourgons environ.
- Matériaux pour la réparation de cinquante voitures environ et de plus de soixante-dix véhicules de service.
- Environ cinquante mille traverses de bois.

2. — Les dossiers d'appel d'offres en langue anglaise peuvent être obtenus aux adresses indiquées ci-après, sur demande écrite et après acquittement de frais non remboursables de 200 livres soudanaises (LS 200).

- Controller of stores
S.R.C.
P.O. BOX 65, ATBARA - SOUDAN
Tél. 4000/TWD/HADID - Téléphone 2020 - 3320
- Stores representative in Khartoum
General Manager's Office
P.O. BOX 1812, KHARTOUM - SOUDAN
Tél. 22476 HADID - Téléphone 740098

3. — La date de clôture de la réception des soumissions à Khartoum est fixée au 3 avril 1989 à 12 heures locales.

4. — Le dépouillement des soumissions se fera publiquement dans le bureau du « Controller of Stores » de la S.R.C. à Khartoum aux dates et heures mentionnées ci-dessus.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75060 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 30 DÉCEMBRE 1988

	SICAV ACTIONS					SICAV OBLIGATIONS			SICAV TRÉSORERIE		
	AGF ACTIONS	AGF INVEST.	A.G.F.I.M.O.	AGF FONCIER	AGF 5000	A.G.F. ECU	AGF INTERFONDS	AGF OBLIG.	PHÉNIX PLACEMENT	AGF SÉCURITÉ	
ORIENTATION	Actions diversifiées	Actions diversifiées	Immobilier	Immobilier	Monney-CEA PER	en ECU	Valeurs étrangères	Long terme PER	Court terme régulier	Court terme régulier	
Nombre d'actions	1 725 626	1 287 182	5 187 136	501 403	6 189 845	114 931	2 338 970	531 988	1 852 827	32 938	
Actif net par action (en F.)	1 064,19	112,34	614,81	108,93	83,13	1 091,13	428,95	1 103,32	258,39	10 786,23	
Actif net total	1 836 402 134	144 470 824	3 189 079 828	54 618 796	513 907 157	125 485 166	1 011 880 397	586 952 170	479 117 800	355 276 716	
Répartition de l'actif (en pourcentage) :											
— Obligations françaises	16,25	17,36	21,75	9,41	22,33	51,09	40,00	89,20	37,00	4,25	
— Obligations étrangères	0,09	—	0,21	—	—	43,31	33,02	—	2,12	—	
— Actions françaises	31,49	45,78	62,87	57,41	65,73	—	9,87	4,75	—	—	
— Actions étrangères	37,13	22,84	34,5	3,28	2,67	—	0,62	—	—	—	
— Autres emplois	15,04	14,06	9,72	23,90	9,27	5,60	16,69	6,03	60,88	95,75	
Dividende unitaire	34,78	3,18	24,30	—	17,24	70,32	21,43	90,46	19,24	444,98	
Net/Avoir fiscal	4,97	0,18	2,58	—	3,23	2,45	1,23	10,75	1,39	—	
Le 25-4-88											
Performance (*) depuis le 1 ^{er} janvier 1988	+22,43 %	+31,77 %	+21,40 %	—	+34,18 %	+12,14 %	+15,83 %	+15,09 %	+11,93 %	+7,57	

(*) Classement Paribas au 30 décembre 1988 (dividende net révisé).

AU 30 DÉCEMBRE 1988, L'ACTIF NET TOTAL DES 10 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 11,39 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions, rachats, renseignements généraux : Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS, tél. 42-80-68-60. Au guichet des banques et auprès des sociétés de Bourse. Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42-44-12-22.

Économie

ÉTRANGER

La réunion du conseil économique et financier franco-allemand

Le malaise s'accroît entre Paris et Bonn

L'heure est officiellement à la dis-
crétion. La réunion, mercredi 22 février
à Paris, du conseil économique et finan-
cier franco-allemand (1) ne devrait pas
figurer sur la liste des longues des que-
relles et réconciliations de vieux couples
qui font régulièrement les délices de la
presse européenne. Pourtant, du fait
même d'une plus grande convergence
de vues sur la situation économique, le
malaise s'accroît entre les ministres
des finances et les gouverneurs de ban-
ques centrales sur les moyens de contrer
deux menaces : la récession lente
mais persistante des pressions infla-
tionnistes et l'aggravation des déséqui-
libres commerciaux au sein de la CEE.

Des progrès méritoires

Cette dernière est spectaculaire. La
France, dont le déficit vis-à-vis de
l'Allemagne s'est encore creusé pour
atteindre 50,4 milliards de francs en
1988, n'est pas seule à avoir payé un
lourd tribut aux excédents de la RFA.
L'Italie et la Grande-Bretagne ont vu
leurs échanges se dégrader avec les
Allemands, champions incontestés de
l'exportation, notamment de biens
d'équipement. Une vive croissance et
une poussée des investissements ita-
liens, britanniques ou français y sont
pour beaucoup. Le bilan n'est pas
moins accablant : face aux 435 mil-
liards de francs d'excédents de la RFA,
la France enregistre pour 1988 un déficit
de 33 milliards. Le décalage est à peine
moins frappant entre le surplus de

290 milliards de la balance des comptes
courants de l'Allemagne et le solde
déficitaire d'environ 25 milliards des
Français.

La lutte semble inégale. Elle paraît
d'autant plus irritante pour Paris que,
dans la course à la rigueur et aux vertus
préférées depuis des années à une gestion
« à l'allemande » les Français ont de
bonnes raisons de faire valoir des pro-
grès méritoires. La différence d'infla-
tion des deux côtés du Rhin a été rame-
née à 1,5 point (et n'alimente plus les
spéculations contre le franc). Les
nœuds des conflits des échanges ont les
uns après les autres été dénoués.
Hausse des profits, des investissements,
de l'emploi enfin, le « théorème
Schmidt », du nom du dernier chancel-
lier social-démocrate, a été mis en
œuvre et a commencé à fonctionner.
Sagement, le gouvernement français
garde même le cap sur une politique
budgétaire prudente. Et s'il ne parle pas
de pressions inflationnistes, de peur de
ramener de vieilles anticipations et d'en-
courager une escalade des revendica-
tions salariales dans la fonction
publique et dans le secteur privé, il est
parfaitement conscient du danger.

Est-il pour autant possible de suivre
la Bundesbank sur la voie d'un resser-
rement du crédit, ou le gouvernement
Kohl sur celle d'un budget franchement
restrictif, sans casser la croissance et ses
effets sur l'emploi ? Les arguments de
la délégation allemande porteront plus
à Paris aujourd'hui que lors de la pré-
cédente réunion du comité en septembre
dernier. Le dérapage des prix de gros,
5,1 % en janvier en RFA, même s'il est

actuellement accidentel (hausse des
taxes), est lourd de menaces pour les
prix de détail des mois à venir. Les
Français sont prêts à le reconnaître.
Reste à savoir si, en attendant que le ver
inflationniste se dans le fruit de la
croissance, l'Allemagne ne surrègle
pas. Essoufflement de la demande
interne depuis le second semestre 1988,
relèvements des impôts, accalmie sur le
dollar, tout est en place pour assurer un
contrôle de l'économie. Envisager dans
une telle situation de nouvelles hausses
des taux d'intérêt que la France serait
contrainte de suivre comme les autres
pays européens frise la provocation.
Écartée entre ses intérêts nationaux et
des devoirs plus conformes à ses succès
sur la scène internationale, Bonn
jouera-t-elle la carte européenne ou les
troubles-fête ?

On connaît le vieux penchant de la
Bundesbank pour un mark toujours
plus fort. On connaît tout autant l'at-
tachement de la France à une devise sta-
ble qui lui a permis de se forger une
crédibilité sur les marchés financiers.
Mais après des mois de concertation, les
limites de l'harmonisation des politi-
ques budgétaires et monétaires appa-
raissent. La stabilité du système moné-
taire européen, souveraineté plus de deux
ans, finira-t-elle par poser plus de pro-
blèmes qu'elle n'en résout ? A ce
niveau d'interrogation, le conseil, créé
pour limiter les malentendus, a tout
intérêt à adopter, officiellement en tout
cas, un profil bas.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Lancé le 22 janvier 1988, ce conseil,
appelé à se réunir quatre fois par an, a reçu
la ratification du Bundestag et de l'Assemblée
nationale en décembre dernier.

L'inexorable dégradation des échanges commerciaux

	EN MILLIARDS DE FRANCS		
	IMPORT	EXPORT	SOLDE
Automobiles			
1986	142	84	- 58
1987	166	78	- 88
1988	199	77	- 122
Biens de consommation			
1986	20	16,8	- 3,2
1987	20,9	17,9	- 3,0
1988	22,9	20,1	- 2,8
Biens d'équipement professionnel			
1986	46,8	26,1	- 20,7
1987	53	31,5	- 21,4
1988	59,8	32,7	- 27
Produits chimiques			
1986	35,9	26,3	- 9,6
1987	38,4	27,2	- 11,2
1988	42,5	30,9	- 11,7
Total			
1986	172,3	133,1	- 39,2
1987	186,7	142,7	- 44
1988	208	157,6	- 50,4

● Dévaluation de l'austral
argentin. — Pour tenter de freiner la
hausse du dollar et contenir l'infla-
tion, le gouvernement argentin a
annoncé, mardi 21 février, une modi-
fication du système de change qui
comporte trois parités de l'austral, le
« commercial », le « spécial » et le
« libre ». Le premier sera dévalué de
6 % ce mois-ci et de 8 % en mars.
Les transactions des exportateurs
pourront être effectuées à 20 % sur
la base du marché « libre » à la parité
la plus faible de 25 australs pour un
dollar, 50 % sur le « spécial »
(19 australs) et à 30 % sur le « com-
mercial » (15 australs).

Les exportations agricoles pour-
ront échapper à hauteur de 20 % au
« commercial » pour être réglées au
taux « libre », les autres exportations
étant réglées à 20 % sur le marché
libre, à 10 % sur le « spécial » et
70 % sur le « commercial ». Le gou-
vernement a par ailleurs annoncé un
relèvement des tarifs des services
publics de 8 %. L'inflation, qui avait
pu être ramenée de 27,8 % en août à
6,8 % en décembre après la mise en
œuvre d'un plan « primevera »
d'assainissement, reprend de plus
belle et a représenté 8,9 % pour le
seul mois de janvier.

La Réserve fédérale américaine confirme la politique monétaire plus restrictive en 1989

La politique de la Réserve fédé-
rale américaine sera délibérément
restrictive cette année, a confirmé le
président de la Fed, M. Alan
Greenspan, devant la commission
bancaire du Sénat, mardi 21 février.
Le responsable de l'institut d'émission
estime « inacceptable » les ten-
sions inflationnistes qui se font jour.
La hausse de 1 % des prix de gros en
janvier est venue l'illustrer. Les ten-
sions sur les salaires qui se font jour
avec la pénurie de main-d'œuvre
dans certains secteurs et certaines
régions, également.

Moins optimiste que le gouverne-
ment, la Fed table sur une crois-
sance de 2,5 à 3 % maximum cette
année. Une expansion économique
proche des estimations de la Fed
constituerait une bonne nouvelle
pour ceux qui inquiètent les risques
de surchauffe, mais compliquerait
encore la tâche budgétaire du gou-
vernement.

M. Greenspan est conscient du
danger et envisage un resserrement
prudent de sa politique du crédit.
Mais pour le moment, une action
psychologique plus spectaculaire, le
relèvement du taux d'escompte,
inchangé depuis août dernier à
6,5 %, n'a pas été décidée. La Fed
tentera de diminuer d'un point la
croissance de la masse monétaire
M2 (1) et de la contenir entre 3 %
et 7 % en 1989.

(1) M2 comprend des billets en cir-
culation, les dépôts bancaires et les
comptes d'épargne.

PUBLICATION JUDICIAIRE

S.A. NEUBAUER et S.N.C. NEU-
BAUER CHAMPERRET et Cie contre
M. Nicolas BAUER.

Par arrêt du 25 février 1988, la
13^e chambre de la cour d'appel de Ver-
sailles a confirmé une ordonnance en
référé rendue le 21 juillet 1987 par le
président du tribunal de commerce de
Versailles en ce qu'elle a :

- fait défense à M. BAUER de conti-
nuer d'utiliser les initiales de ses deux
prénoms et son nom patronymique en
tant qu'il soit, sur les documents commer-
ciaux, le nom de M. BAUER ;
- ordonné la destruction de tous les
documents publicitaires, qu'ils se
trouvent dans les locaux de l'imprime-
rie DESSEAUX et FILS à ARGEN-
TEUIL, dans les locaux commerciaux
de M. BAUER ou, dans tout autre
lieu ;
- interdit à M. BAUER l'impression de
toute plaquette publicitaire, tract ou
autre document de quelque nature
que ce soit, sur lesquels figureraient
« N.A. NEUBAUER », ou tout autre
nom pouvant prêter à confusion avec
la dénomination sociale de la S.A.
NEUBAUER et de la S.N.C. NEU-
BAUER CHAMPERRET et Cie.

Le réformant partiellement, la cour a :

- condamné M. BAUER à verser aux
sociétés NEUBAUER 1 F à titre de
provision ;
- ordonné la publication de la présente
décision dans trois journaux aux frais
de M. BAUER, le coût total ne pou-
vant excéder 30 000 F T.T.C.
- condamné M. BAUER à verser aux
sociétés NEUBAUER une indemnité
de 6 000 F.

Pour extrait
SCP GAS
Avoué à la Cour

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



18, rue de Châteaux
92200 Neuilly.
Tél. : 47.38.15.50

Le conseil d'administration de
LUCIA, réuni le 16 février 1989, a
notamment examiné un premier arrêté
provisoire des comptes au 31 décembre
1988 (non consolidés et non révisés par
les commissaires aux comptes).

Le résultat provisoirement arrêté
s'établit de l'ordre de 60 MF en tenant
compte de la plus-value réalisée en par-
ticulier sur l'immobilier de NEUILLY,
mais il ne comprend pas encore les
résultats des opérations de promotion
qui seraient, eux, de l'ordre de 20 MF.

Ces indications confirment la progres-
sion du résultat annoncé précédemment.

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Ambroise, 75002 PARIS
Tél. : (1) 42-61-82-70 - Licence A 681

RIO-SANTIAGO
ILE DE PAQUES
TAHITI et SES ILES
SAN-FRANCISCO

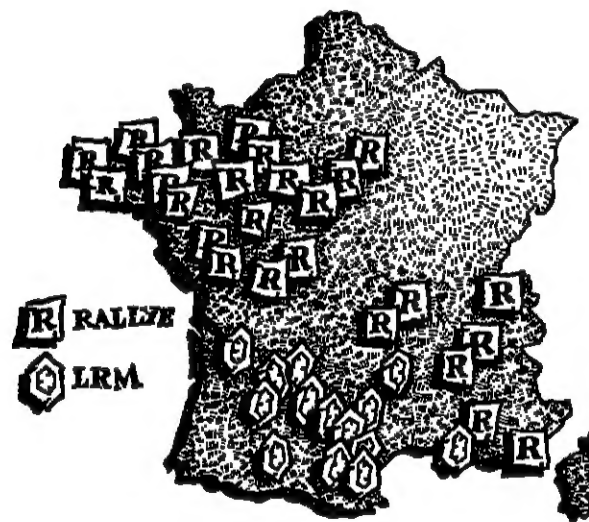
DÉPART DE PARIS Le 28-04-1989

RETOUR Le 22-05-1989

PRIX : 31 900 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RALLYE ET LA RUCHE MERIDIONALE POUR GAGNER AU SUD NE PERDONS PAS LE NORD



Beaucoup parlent du grand marché européen. Combien le préparent ?

Chez Rallye, nous passons à l'action.

En nous associant avec la Ruche Méridionale, nous renforcerons notre puissance
d'achat et de communication.

Rallye et la Ruche Méridionale, ce sont des activités similaires fondées sur le commerce de détail
et des implantations complémentaires dans le sud de la France.

Rallye et la Ruche Méridionale, ce sont deux entreprises fortement ancrées dans le tissu économique
régional qui disposeront ensemble de 40 hypermarchés, 100 supermarchés et 150 supérettes.

Rallye et la Ruche Méridionale, ce serait la naissance d'un des tout premiers groupes français de
distribution avec un chiffre d'affaires TTC de près de 20 milliards de francs.

Ce projet est une bonne opportunité pour la Ruche Méridionale, ses salariés, ses partenaires
et ses clients. C'est une bonne opportunité, pour l'économie du sud de la France
que Rallye connaît bien, avec ses 7 hypermarchés qui constitueront, avec ceux de la Ruche Méridionale,
un groupe régional de 20 hypermarchés.

Actionnaires de la Ruche Méridionale, vous pouvez aussi passer à l'action en soutenant notre projet.

Offre Publique d'Achat sur les actions de la Ruche Méridionale.
2 850 F par action.

GROUPE RALLYE, A L'ENSEIGNE DE LA PERFORMANCE.

Rallye est un groupe de distribution diversifié qui s'appuie sur six grands secteurs d'activité : 26 hyper-
marchés Rallye, 83 supermarchés Rallye-Super, 50 restaurants-caféterias Marest, 20 centres de
bricolage Briker, 57 magasins de prêt-à-porter Burton, 480 magasins de chaussures et vêtements de
sport Athlete's Foot.

Rallye est un groupe de distribution multi-régional qui a réalisé en 1988, sous ses différentes enseignes,
plus de 14 milliards de francs de chiffre d'affaires TTC et un bénéfice net de 160 millions de francs.



Une note d'information ayant reçu le visa n° 89-07 de la CGR a été publiée à la Côte d'Azur. Une note d'information complémentaire a été publiée le 22 février 1989. Ces notes sont disponibles auprès de :
La BNC, 4, rue Gallien, 75002 Paris et Rallye S.A., 25, avenue du Baron Larosière, 92239 Groussy.

هكذا من الأصل

Marchés financiers

Le parquet ouvre une enquête préliminaire sur le dossier Béghin-Say

Le dossier Béghin-Say, sur lequel la Commission des opérations de Bourse (COB) enquête depuis juillet dernier, va faire l'objet d'investigations parallèles de la part de la brigade financière de la police judiciaire.

La section financière (neuvième section) du parquet de Paris a chargé la brigade financière d'ouvrir une enquête préliminaire sur la moins-value de quelque 860 millions de francs enregistrée en 1987 par le groupe sucrier, à l'occasion de la cession d'actions du groupe italien Montedison à une filiale de Ferruzzi.

Cette enquête préliminaire a été ouverte sans que la COB, qui étudiait cette affaire depuis l'été dernier à la suite de la plainte de petits actionnaires, se soit prononcée sur l'opportunité de transmettre le dossier à la justice. Le collège, réuni mardi 21 février, n'a pris aucune décision sur ce dossier.

« L'enquête se poursuit », affirmait-on à la COB.

En 1986 et 1987, rappelle-t-on, Béghin-Say, contrôlé par le groupe italien Ferruzzi de Raul Gardini, avait acquis 7 % du capital de Montedison, premier groupe chimique italien. Cette participation allait renforcer le poids de Raul Gardini dans Montedison, dont il détenait déjà 37 %.

Mais en janvier 1988, Béghin-Say, présidé par M. Jean-Marc Vernes (ex-président de la banque Vernes) annonçait la cession de ces 7 % à European Sugars, une autre société du groupe Ferruzzi.

Les titres Montedison avaient coûté à Béghin-Say 1,910 milliard de francs, selon le rapport annuel du groupe. Or, selon ce même rapport, cette participation a été cédée à European Sugars pour 1,05 milliard de francs, soit une perte de 860 millions de francs environ.

Chez Béghin-Say, on invoque plusieurs arguments. Le premier est le krach boursier d'octobre 1987, qui avait déprimé tous les cours. Le second est le fait qu'en dépit de la baisse, les actions Montedison avaient été cédées à 1 535 francs, soit un cours nettement supérieur au cours de Bourse du moment de la cession (1 290 francs).

Enfin, la cession des actions Montedison à European Sugars s'était accompagnée du versement d'une somme (compensation financière calculée par action), et d'un échange de participations, European Sugars cédant à Béghin-Say quelque 12 % du groupe agro-alimentaire Saint-Louis.

Mais, dans un troisième temps, Béghin-Say avait cédé ces titres à Ferruzzi, ce dernier lui donnant en échange des actions Lesieur qu'il venait de racheter à Saint-Louis.

Parti avec des actions Montedison, Béghin-Say s'est retrouvé avec des actions Lesieur après avoir détenu des titres Saint-Louis, les titres Montedison aboutissant finalement à ce titre à la justice.

C'est cette succession d'opérations qui intrigue la COB et la justice.

Grundig se lance dans la fabrication de S-VHS

La firme allemande Grundig a décidé de se lancer dans la fabrication de magnétoscopes à très haute qualité d'image (plus de 400 lignes) de type super-VHS (S-VHS). Cet appareil, appelé High End-Videorecorder VS 650 VPT, doit être commercialisé au début du mois de mai, a révélé M. Hans Georg Junginger, membre du directoire de Grundig. Ce nouveau magnétoscope sera capable d'enregistrer des programmes soit avec le système S-VHS, soit avec le stan-

dard actuel VHS (230 lignes environ). En dehors de JVC (groupe Matsushita), inventeur du procédé, Grundig est le premier fabricant de matériels électroniques à se lancer dans la production de magnétoscopes à très haute qualité. La firme de Furth cherche par ce moyen à prendre de vitesse la concurrence à quelques semaines de la mise en service du satellite TDF-1, qui permettra la réception d'émissions télévisées elles-mêmes de qualité très améliorée.

Sanofi devient numéro cinq dans l'industrie vétérinaire américaine

Sanofi élargit ses bases vétérinaires aux Etats-Unis. Le groupe français vient en effet de racheter la firme américaine Quality Plus Essar Corp., un laboratoire installé dans l'Iowa, à Fort-Dodge, réalisant un chiffre d'affaires de 30 millions de dollars (190 millions de francs) dans les produits anti-infectieux destinés aux principales espèces animales.

Grâce à cette acquisition, la filiale spécialisée de Sanofi aux Etats-Unis, Ceva Inc., passera de la deuxième à la cinquième place au classement des laboratoires vétérinaires américains avec un chiffre d'affaires de 95 millions de dollars (600 millions de francs).

Cette opération présente aussi des synergies commerciales et des perspectives de croissance importantes, par la diffusion des produits de Quality Plus dans les réseaux américains, européens et asiatiques de Sanofi Santé Nutrition Animale, ainsi que par la production et la mise sur le marché aux Etats-Unis de nouveaux médicaments dans le cadre de la nouvelle législation, qui y facilitera à partir de 1991 l'enregistrement des produits génériques.

Santé Nutrition Animale devrait réaliser pour 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 1,5 milliard de francs situant Sanofi dans le peloton des dix premières sociétés mondiales.

● Les bénéfices de Natwest ont doublé en 1988. — La principale banque commerciale britannique, la National Westminster, a enregistré un doublement de ses bénéfices avant impôt à 1,407 milliard de livres (environ 16 milliards de francs) en 1988 par rapport à l'année précédente. Et ce, grâce aux réductions des pertes de ses banques d'affaires, County Natwest (de 116 à 56 millions de livres) et à la diminution très forte des provisions pour créances douteuses sur les pays du tiers-monde. Un tiers des pertes de County Natwest est dû à l'échec relatif de l'augmentation de capital de l'agence de travail temporaire Blue Arrow à la fin de 1987, augmentation que la banque avait garantie. Le reste des pertes est lié à la baisse des volumes de transactions et à la concurrence croissante qui touche tous les intervenants sur le marché financier de Londres.

● BP : hausse de 10 % du bénéfice net en 1988. — La compagnie pétrolière britannique British

Petroleum annonce une hausse de 9,9 % de son bénéfice net pour 1988, à 1,437 milliard de livres (15 milliards de francs) contre 1,308 milliard de livres (13,8 milliards de francs) en 1987.

Ce bénéfice est calculé sur la base du coût de remplacement courant, précise la compagnie, qui ajoute que, sur une base de coût historique (les stocks étant évalués en fonction du prix auquel ils ont été achetés, et non au prix actuel de remplacement), le bénéfice net s'élèverait à 1,210 milliard de livres, en baisse sur celui de 1987 (1,391 milliard).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MMB

COMMUNICATION DE LA VALEUR PATRIMONIALE DE L'ACTION
La valeur patrimoniale de la société mesurée sur tous les états comptables du 31 décembre 1988, et en fonction des cours de Bourse de ses participations, directes et indirectes, ressortait, en date du 15 février 1989 à :

1 093 F par action
Ce chiffre est à rapprocher du cours de Bourse de l'action MMB qui s'élevait le même jour à 708 F, témoignant d'une décote par rapport à la valeur patrimoniale supérieure à 35 %.

La société indique que les résultats de l'exercice 1988 feront l'objet d'une communication dès que le conseil d'administration aura arrêté les comptes correspondants. Elle confirme d'ores et déjà que le résultat consolidé sera conforme aux prévisions dont il a été fait indication antérieurement.

NEW-YORK, 21 février

Indécis

Une grande indécision a régné, mardi, à Wall Street. Tantôt en hausse, tantôt en baisse, le marché n'a pas donné de l'impression de savoir dans quelle direction il voulait aller. Finalement, l'indice des industriels s'est établi à 2 326,43, avec une très modeste avance de 1,61 point.

En revanche, le bilan général a, lui, été franchement négatif. Sur 1 972 valeurs traitées, 880 ont baissé, 599 seulement ont monté et 493 n'ont pas varié. Pour tout dire, les déclarations très attendues de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, ont laissé la communauté financière sur sa faim. Déclarations fermes au demeurant, qui ont rassuré sur la volonté de lutter contre l'inflation ; mais croisées également, puisque le patron de la banque centrale américaine n'a pas annoncé aucune décision modifiant la politique actuelle de crédit. Autour du Big Board, beaucoup tablaient sur un relèvement du taux d'escompte, mais sans la moindre certitude. Entre les ventes bénéficiaires et les prises de position, nombre d'opérateurs ont choisi la voie de l'abstention, comme en témoigne le ralentissement de l'activité avec 141,95 millions de titres échangés, contre 160 millions la veille.

VALEURS	Cours de 21 fév.	Cours de 22 fév.
Alcoa	82	84
American	31 1/2	31 1/8
Boeing	82 7/8	83 5/8
Chrysler	82 1/2	83 1/2
Eastman Kodak	48 3/4	48 3/8
Exxon	44 1/2	44 1/2
General Motors	48 1/2	47 1/2
IBM	125 1/2	125 1/2
Intel	34 3/4	34 3/8
Johnson & Johnson	55 3/4	56 1/4
Pfizer	55 3/4	56 1/4
Schering	55 3/4	56 1/4
Union Carbide	32 3/4	32 3/4
Westinghouse	55 1/2	56
Xerox Corp.	83 7/8	83 1/4

LONDRES, 22 février

Baisse en clôture

Après un début de séance très ferme, la Bourse de Londres a perdu son élan au terme, terminant la journée sur un repli de 0,23 %. L'indice Footsie des cent valeurs est revenu à 2 061 points (+ 4,8 points).

L'insécurité manifestée par Wall Street à son ouverture et le repli du dollar ont pesé en fin de séance sur la tendance. Le vil repli de la livre britannique, de son côté, a également joué un rôle dans ce renversement de tendance, qui a affecté, en particulier, les valeurs exportatrices britanniques. Initialement, le marché avait été stimulé par l'annonce d'une forte progression des bénéfices annuels de la NatWest (doublement en 1988). L'indice avait augmenté de plus de 10 points. Le modeste accroissement du produit intérieur brut au dernier trimestre 1988, indiquant un ralentissement de l'économie et une atténuation des pressions inflationnistes avaient été bien perçus par le marché.

Les titres bancaires ont bien résisté, ainsi que ceux de la sidérurgie et des brasseries. Enroulé à bon di de 49 pence à 832 et Consolidated Gold Fields de 15 pence à 1458, après l'annonce de l'augmentation de l'OPA de Minero hrd. Fermes des mines d'or et irrégularité des fonds d'investissement.

FAITS ET RÉSULTATS

● Lyonnaisse des eaux : clôture des OPA britanniques. — La Lyonnaisse des eaux vient de clore les OPA amicales qu'elle avait lancées, en décembre dernier, sur les sociétés anglaises de distribution d'eau Sunderland and South Shields Water Company et Newcastle and Gateshead Water Company. Ces deux opérations ont permis d'élever la participation du groupe dans ces deux sociétés à la hauteur respective de 99,1 % et 99,4 %. La Lyonnaisse des eaux, qui détient déjà 98,22 % des actions d'Essex Water Company et 89 % de celles d'East Anglian Water Company, a investi au total 1,5 milliard de francs dans les sociétés anglaises de distribution d'eau.

● La BRED dégage 18 % de bénéfices en plus. — La Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED) annonce un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 201 millions de francs (+ 18,2 %). Le résultat net de la banque atteint, lui, 180 millions de francs (+ 36,4 %). Les filiales CFEF (ingénierie financière) et Soloma (crédit-bail) ont réalisé chacune 7 millions de francs de bénéfices, tandis que Prépar (assurance-vie) a dégagé un résultat net de 16 millions et Interépargne (gestion de l'épargne salariale) de 27 millions.

● Introduction de DSM (Pays-Bas) au marché des options. — Le groupe chimique néerlandais DSM, dont la privatisation a été lancée en début d'année, devrait être introduit au marché des options d'Amsterdam (EOE) à partir du 27 février prochain. Le tiers du capital de

PARIS, 22 février

Effrètement

Dans le vide, la Bourse de Paris a baissé, mercredi, en début d'après-midi, après une petite hausse à son ouverture, pour le second jour du terme de mars.

Au cours des premiers échanges, l'indice instantané montait de 0,3 %. Quatre heures plus tard, il cédait 0,4 %.

Le fait marquant de la séance fut, une fois de plus, le niveau déclinant des volumes des affaires. Avec cent vingt titres échangés, par exemple, en début d'après-midi, l'action Galeries Lafayette perdait 2 %. Ce grand calme sur le marché reflète l'indécision des opérateurs. Ces derniers ne savent pas trop sur quel pied danser en ce moment. Les déclarations de M. Alan Greenspan devant le Congrès américain n'ont pas été jugées négatives sur le marché. Néanmoins, l'annonce d'un relèvement du taux d'escompte, estimée le taux d'inflation aux Etats-Unis à 10,5 %, a une opinion qui laisse entrevoir un nouveau resserrement de la politique monétaire américaine.

Les marchés obligataires ont donc encore baissé sensiblement mercredi à Paris. Le MATIF a cédé 30 centimes environ dans une ambiance de « découragement ». Les opérateurs sont persuadés que le niveau des 102 points, effiché en septembre dernier, va être rapidement atteint. En attendant qu'il ne réserve pas une mauvaise surprise. En fait, les marchés attendent « la bonne nouvelle » qui pourra leur redonner du tonus. Pour l'instant, il ne se passe donc pas grand-chose sur le marché des actions, où le courant vendeur est très faible. Malgré les démentis des sociétés concernées, les actions Enor et Perrier finissent nettement à la baisse. L'environnement des titres d'actions industrielles entre BSN, Enor et Perrier. Des parités d'échange d'actions sont même avancées.

TOKYO, 22 février

Un record de plus

Après avoir marqué une pause mardi, la Bourse de Tokyo est repartie de l'avant mercredi, à vive allure. En gagnant 1,04 %, l'indice Nikkei a inscrit un nouveau record à 32 311,93 points, après une hausse de 331,85 points. Le recul du marché la veille a incité des opérateurs à reprendre position. La forte hausse du yen face au dollar également, indiquant les professionnels. La demande s'est portée sur une large gamme de titres. Parmi les plus fortes hausses, on remarquait celles des valeurs de haute technologie, les électroniques et les instruments de précision. Progression des métaux non ferreux et des chimiques. Les actions de bâtiment et de la construction étaient demandées après leur baisse de la veille.

Les titres de NTT continuèrent de baisser, perdant encore 20 000 yens à 1,6 million de yens, en raison de l'évaluation du dividende boursier de la société Recruit.

CHANGES

Dollar : 6,27 F
Le dollar s'est remis à baisser, mercredi 22 février, sur toutes les places financières internationales. Il s'est traité à 6,276 F (contre 6,3140 F la veille). Selon les caméristes, la spéculation a été déçue par les déclarations de M. Alan Greenspan, président du Fed, qui ne contenaient aucune mesure de relèvement des taux.

FRANCFORT 21 fév. 22 fév.
Dollar (en DM) 1,4894 1,4825
TOKYO 21 fév. 22 fév.
Dollar (en yen) 127,15 126,62

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (22 fév.) 87/845
New-York (21 fév.) 85/843/85

DSM, société détenue jusqu'alors à 100 % par l'Etat, a été privatisée au début de l'année. Les 12 millions d'actions ont été introduites sur le marché des actions d'Amsterdam le 6 février dernier.

● Les bougies Champion rachetées par Cooper. — La société Champion Spark Plugs, leader mondial des bougies pour moteurs, a accepté une offre d'achat d'environ 800 millions de dollars de la part du groupe Cooper Industries Inc. (électronique, électronique...), qui a annoncé, mardi 21 février, les deux groupes américains. Ils ont signé un accord définitif de fusion, qui met fin à un précédent accord prévoyant le rachat de Champion par le groupe d'équipements automobiles Dana Corp. pour un montant de 600 millions de dollars. Champion, dont le siège se trouve à Toledo (Texas), a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de 730 millions de dollars. Le chiffre d'affaires de Cooper, groupe basé à Houston (Texas), a atteint 4,3 milliards en 1988.

● Vickers : hausse de 11,5 % du bénéfice en 1988. — Le groupe Vickers (automobiles Rolls-Royce, matériel de bureau et d'imprimerie, équipement militaire, etc.) annonce une hausse de 11,5 % de son bénéfice avant impôt pour 1988, à 69,8 millions de livres (770 millions de francs), contre 62,6 millions l'année précédente (693 millions de francs). Ce résultat a été réalisé avec un chiffre d'affaires en baisse de 1,5 %, à 776,3 millions de livres (8,5 milliards de francs).

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assurances	510	510	Le gélifère drac	320	320
Ayrol	258	258	Loisirs Investissement	268	268
BAC	330	330	Lucas	153	153
B. Dumas & Assoc.	510	510	Moncler	214	214
B.C.M.	510	510	Moncler Minis	585	585
B.P.	716	716	Moncler Interm.	148	148
Bolton	304	304	Mitsubishi	750	750
Bolton Technologies	388	388	Motex	228	228
CB&S de Lyon	1080	1080	Novartis	820	820
Colson	530	530	Obit-Loup	248 10	248 10
Cardif	878	878	Opt. Gest. Fin.	428	428
C.A.T.-de-Fr. (CCL)	308	308	Parade	428	428
C.A.T.C.	134 30	134 30	P.E.A.S.A.	388 80	388 80
C.D.M.E.	1385	1385	Preussag (C&A) Fin.	89	89
C.Equip. Elect.	360	360	Preussag Assurance	406	406
C.E.S.I.D.	886	886	Publicis Financ.	619	619
C.E.S.P.	248	248	Renault	891	891
C.E.P. Communication	825	825	Rhône-Poulenc	326	326
C.E.L. Industrie	1240	1215	S.A. de la Vallée	18 10	18 10
C.E.L. Industrie	580	580	S.C.E.P.M.	228 80	228 80
C.E.L.M.	530	530	S.E.P.	420 20	420 20
Concept	340 20	340 20	S.E.P.	385	385
Confiner	840	840	S.E.P.	108	108
Corbin	408 50	408 50	S.E.P.	142	142
Dalton	148	148	S.E.P.	1310	1310
Dupont	1520	1520	S.E.P.	440	440
Dumortier	1070	1070	S.E.P.	340	340
Durville	595	595	S.E.P.	700	700
Editions Belin	102	102	S.E.P.	222	222
Editions Investement	22 70	22 40	S.E.P.	358	358
Environ	228	228	S.E.P.	470	470
Environ (R.F.)	385 20	385 20	Union Financ. de Fr.	402	402
Environ	560	560			
E.C.C.	217	217			
E.C.C.	225	225			
E.C.C.	82	82			
E.C.C.	258	258			
E.C.C.	774	774			
E.C.C.	318	318			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 21 février 1989

Nombre de contrats : 11 199.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Accor	680	19	42	18,10	25
CGE	400	16	32	13,50	—
En-Applique	400	37	48	—	—
Laforge-Coppé	1 550	33	92	65	—
Michelin	182	29	38	1,50	—
Midat	1 500	159	—	19	—
Paribas	480	16	33	18	30
Peugeot	1 400	265	305	2	10
Saint-Cobain	680	22	42,50	24	35
Société générale	560	4	12,20	90	85
Thomson-CSF	200	42	48	1	2

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 21 fév. 1989
Nombre de contrats : 90 902.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	104,04	103,42	103,72
Précédent	104,22	103,62	103,88

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat Options de vente

104 0,35 0,86 0,28 1,42

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,27 F

Le dollar s'est remis à baisser, mercredi 22 février, sur toutes les places financières internationales. Il s'est traité à 6,276 F (contre 6,3140 F la veille). Selon les caméristes, la spéculation a été déçue par les déclarations de M. Alan Greenspan, président du Fed, qui ne contenaient aucune mesure de relèvement des taux.

FRANCFORT 21 fév. 22 fév.
Dollar (en DM) 1,4894 1,4825
TOKYO 21 fév. 22 fév.
Dollar (en yen) 127,15 126,62

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (22 fév.) 87/845
New-York (21 fév.) 85/843/85

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

Valeurs françaises : 165,4 21 fév.

Valeurs étrangères : 165,3 187,3

(S&P, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC : 438,89 445

(S&P, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 632,82 1 645,58

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 : 458,48 465,17

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles : 2 326,43

LONDRES (Indices Financial Times)

Industrielles : 1 094,9 1 096

Mines d'or : 157,2 158,7

Fonds d'Etat : 89,84 88,78

TOKYO

21 fév. 22 fév.

Nikkei Dow Jones : 32 311,93 32 311,93

Indice général : 2 482,91 2 472,94

Marchés financiers

BOURSE DU 22 FEVRIER

[illegible]

Comptant (selection)

[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par unité	COURS 22/3
Or fin (à la hausse)	78000	78300
Or fin (au large)	78200	78400
Or 900 (à la hausse)	458	461
Or 900 (au large)	376	...
Pièces indiennes (10 \$)	468	470
Pièces indiennes (20 \$)	468	463
Pièces indiennes (50 \$)	591	577
Pièces de 20 dollars	2730	2730
Pièces de 10 dollars	1340	1340
Pièces de 5 dollars	2290	2375
Pièces de 10 francs	468	468
Or Londres
Or Zurich
Or Hongkong
Argent Londres

Hors-cote

dro-Energie	324	...
	1050	...
	174	166
oy (AL)	578	203
	261	...
	62	...
Persepolis	180	...
	340	342
	58 70	571
	616	627
ogler-Zin	210	...
	170	...
ochiller	240	25
... (sone)	24 50	...
Ponster	351	...
	905	...
	452	186
ALV	186	178
... ..	380	32
up. Veh.	55 30	...
	505	...
	470	...
	350	...
	144	...

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Roumanie : les droits de l'homme devant le Parlement européen. 4 Japon : la préparation des obsèques d'Hirohito entraîne des mesures de sécurité sans précédent. - Négociations sur le Cambodge : confusion à Djakarta.	5-6 La préparation des élections municipales à Lyon, à Villaurbaine, à Strasbourg et à Châlons-sur-Marne. 8 Le renouvellement partiel du Conseil constitutionnel.	10 L'affaire de l'Amoco-Cadiz. - Le Sida en Union soviétique. 11 La crise pénitentiaire. - Le vieillissement des chercheurs. 22 Communication.	15 Mort d'un commis voyageur, de Volker Schlöndorff. 16 Je suis le capitaine du châtea, de Régis Wargnier. 17 La Courneuve : de la barre Debussy au quartier de l'Orme-seul. 18 Expositions.	30 Les affaires Pechiney et Société générale. 31 La rénovation du service public. 32 Le changement à la direction de la Caisse nationale d'assurance-maladie. 33 La réunion du Conseil économique et financier franco-allemand.	Abonnements 30 Annonces classées 25 à 28 Campus 13-14 Carnet 28 Mots croisés 22 Météorologie 22 Radio-télévision 21 Spectacles 19 à 21	● Calculez vos impôts... IMPOTS ● Ski : choisissez votre station... SEJOUR ● Les hauteurs de neige... CORUS 3615 Tapez LM ● Consultez votre portefeuille... BOURSE ● Le mini-journal de la rédaction... JOUR 3615 tapez LEMONDE

La rencontre entre MM. Chevardnadze et Arens

Prochaines réunions entre experts israéliens et soviétiques

Le Caire (AFP). — Le ministre soviétique des affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, a annoncé mercredi 22 février, à l'issue d'un entretien, au Caire, avec son homologue israélien Moshe Arens, que des experts israéliens et soviétiques se rencontreront dans les prochains jours pour discuter de tous les aspects de la crise du Proche-Orient.

M. Chevardnadze, qui n'a pas précisé le lieu de cette rencontre, en a fait l'annonce dans une conférence de presse improvisée, au terme de sa rencontre de près de deux heures et quart avec M. Arens.

« Nous avons décidé de poursuivre les contacts au niveau des ministres des affaires étrangères ainsi qu'à d'autres niveaux. Le premier pas, fondamentalement, qui sera réalisé est une rencontre, dans les prochains jours, au niveau d'experts, afin de poursuivre l'examen en profondeur de tous les aspects de la crise du Proche-Orient. Les moyens et les possibilités de l'action à entreprendre par la suite seront alors déterminés », a indiqué le ministre soviétique.

En visite à Paris

M. Shamir multiplie les entretiens politiques

Arrivé mardi après-midi à Paris pour une visite officielle de quatre jours, M. Itzhak Shamir entame, mercredi 22 février, une journée chargée d'entretiens politiques avec les plus hautes autorités françaises, avec pour objectif de disqualifier l'OLP en tant que partenaire d'un éventuel règlement au Proche-Orient. Après avoir fleuri la tombe du soldat inconnu à l'Arc de triomphe, M. Shamir a eu dans la matinée des entretiens suivis d'un déjeuner avec le président Mitterrand. Il devait rencontrer dans l'après-midi le premier ministre, M. Michel Rocard — qui offrait dans la soirée un dîner en son honneur — puis le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas.

Vaste opération financière concernant le Marché-aux-Puces de Saint-Ouen

Un groupe d'investisseurs privés, regroupés dans la société Serpaul, vient d'acheter pour 130 millions de francs, à une filiale de la Compagnie La Hélin, deux des marchés aux puces de Saint-Ouen, dans la banlieue de Paris : Serpette (antiquités) et Paul-Bert (brocante).

Un programme de travaux de 20 millions de francs (agrandissement des parkings, couverture du marché Paul-Bert, rénovation et construction de stands) va être lancé dans ces marchés, qui regroupent 420 stands sur une superficie de 14 000 mètres carrés.

Les responsables de Serpaul (notamment M. Laurent Dassault, petit-fils de Marcel Dassault, et M. Jean-Pierre Banaud du groupe CIBLE, qui exploite les Usine Center) souhaitent exploiter « plus intelligemment le Marché aux puces », qui rapporte actuellement environ 12 millions de francs par an. Le loyer d'un stand se situe entre 2 000 F et 4 500 F par mois.

M. Banaud souhaite que cette acquisition ne soit qu'une première étape. Les Puces de Saint-Ouen comprennent quatre autres grands marchés : Malik (vêtements), Verneuil et Biron (meubles) et Vallée (brocante), qui appartiennent pour l'essentiel à des associations de commerçants et regroupent plus de deux mille stands.

● Croissance économique : + 3,6 % pour la France en 1988. La croissance économique en France a atteint — en terme, de PIB marchand — 3,6 % en 1988, selon les comptes trimestriels de l'INSEE.

ÉTATS-UNIS : la lente définition de la politique américaine

M. George Bush se défend d'avoir laissé l'initiative à l'URSS au Proche-Orient

« Ce n'est pas le voyage de M. Chevardnadze qui va forcer le gouvernement à prendre des décisions hâtives. Interrogé, mardi à Washington, au cours d'une conférence de presse, qui avait tourné au réquisitoire contre le flot de la politique étrangère de la nouvelle administration, le président George Bush a plaidé la prudence, et rejeté l'idée que l'Union soviétique avait désormais toute l'initiative, en particulier au Proche-Orient, où le chef de la diplomatie soviétique devait s'entretenir ce mercredi au Caire avec son homologue israélien M. Arens, ainsi que M. Yasser Arafat. « La politique américaine au Moyen-Orient est d'encourager des discussions entre le roi Hussein (de Jordanie) et Israël, a poursuivi M. Bush, elle est de construire sur les progrès déjà enregistrés. »

Notant, par ailleurs, que le dialogue entre Washington et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) était « utile », le président américain a répété : « Je ne veux pas me presser parce que M. Chevardnadze est allé au Proche-Orient (...). » Saluant, toutefois, ce voyage comme « une bonne chose », il devait ajouter que le rôle des Soviétiques dans cette région doit « être un rôle limité ».

En ce qui concerne l'Iran, M. Bush, dont c'était, à encore, après bien des atermoiements et des mesures de prudence, la première réaction officielle à l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny contre l'écrivain Salman Rushdie, s'est borné à déclarer qu'il tiendrait le gouvernement iranien pour responsable si ses « incitations » débouchaient sur des atteintes aux intérêts américains. « Notre position sur le terrorisme est bien connue, a-t-il conclu. Si une quelconque action est tentée contre les intérêts américains, le gouvernement de l'Iran devra s'attendre à ce qu'on le tienne pour responsable. »

Enfin, prenant la défense de John Tower, dont la confirmation au poste de secrétaire à la défense est retardée depuis plus de trois semaines en raison de nombreuses allégations sur sa vie privée et sur ses liens financiers avec l'industrie de l'armement, George Bush, visiblement irrité et soulagé à la fois, a affirmé que les allégations contre M. Tower « venaient d'être abattues en flammes » par le dernier rapport du FBI et que « le Sénat allait à présent se prononcer très vite sur sa confirmation ».

Le président américain espérait-il par là mettre un terme à la première véritable bataille politique de son mandat ? Le mal est déjà fait, et pour aussi injustes semblent-ils qu'aient pu être les reproches adressés à M. Tower, ils n'en ont pas moins contribué à affaiblir la nouvelle administration. Sur le plan purement politique d'abord, car les scrupules tardifs du sénateur de Géorgie, M. Sam Nunn, qui occupe aujourd'hui à la tête de la commission des forces armées du Sénat le poste qu'occupait jadis M. Tower, montraient assez que les démocrates, dont le sénateur est le principal spécialiste en armement (et fut même à ce titre pressenti pour porter les couleurs du parti à la

dernière présidentielle), entendent garder un sérieux droit de regard sur les affaires du Pentagone.

En attendant, le « vide » à la tête du secrétariat à la défense a eu des effets « pratiques » regrettables : un choix crucial sur l'avenir du missile MX, ou son remplacement par le missile intercontinental à unique tête nucléaire Midgetman, qui devait intervenir la semaine dernière a été repoussé sine die, tandis que les coupes dans le budget si controversé de la défense (et notamment dans celui imparti à l'initiative de défense stratégique, IDS, si chère à l'ancien président Reagan) que prévoit d'ores et déjà le nouveau président n'ont pu, faute d'interlocuteur, être vraiment discutées. Du coup, c'est l'ensemble des discussions budgétaires qui est en partie bloqué.

Retards

La « prudence » et le réalisme affichés par la nouvelle administration, après avoir été salués dans un premier temps par la presse, heureusement surprise après l'improvisation et le dilettantisme de l'équipe précédente, sont aujourd'hui largement critiqués.

Nombréux sont ceux qui remarquent le retard accumulé dans la nomination ou la confirmation de plusieurs responsables. Ainsi le docteur Sullivan, ce médecin noir désigné comme secrétaire à la santé et dont George Bush attend qu'il aide à mettre en place sa

fameuse « Amérique plus douce » n'a toujours pas été confirmé par le Sénat. Ses auditions auraient même, dit-on, été retardées à la demande de l'administration car le docteur a été jusqu'ici incapable d'adopter une attitude cohérente sur l'avortement, ou à tout le moins une attitude conforme avec celle de la Maison Blanche qui condamne l'interruption de grossesse.

De même le secrétaire à l'énergie, James Watkins, et celui chargé des anciens combattants, M. Edward Derwinski, n'ont pas été non plus confirmés dans leurs fonctions. Quant à deux autres candidats présentés comme « prioritaires » tels que la lutte contre la drogue ou la recherche d'un règlement en Amérique centrale, rien pour l'instant n'a été fait. Le « drug czar », M. Bennett, a bien été nommé, mais, faute de connaître les crédits dont il peut disposer, il n'a rien entrepris. Quant au sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interafricaines, on croit savoir que le choix de M. Baker s'est porté sur M. Bernard Aronson, un démocrate qui ne parle pas espagnol et a soutenu les contras antisaoudistes, mais il n'a toujours pas été désigné officiellement. Un retard embarrassant pour la diplomatie américaine : les États-Unis, pris de court l'autre semaine par la relance d'un plan de paix régional élaboré au Salvador par cinq pays d'Amérique centrale, se sont vus obligés d'expliquer qu'ils devaient, avant de réagir, « examiner de plus près le projet... ».

M.-C. D.

AFRIQUE DU SUD : la mort de Stompie Mokhetisi

Deux gardes du corps de Winnie Mandela ont été inculpés de meurtre

Deux des quatre personnes interpellées, dimanche 19 février, lors de la perquisition au domicile de Winnie Mandela ont été inculpées, mardi 21 février, de meurtre, d'enlèvement et de coups et blessures dans le cadre de l'enquête sur la mort du jeune Stompie Mokhetisi. L'un d'entre eux, Jerry Richardson, avait le titre d'entraîneur du Mandela Football Club.

« Je me sens trahi par toutes les personnes impliquées dans cette affaire sordide », a déclaré

Winnie Mandela, l'épouse du chef historique de l'ANC, dans une interview accordée à un journaliste sud-africain et diffusée par la BBC. « Je suis horrifiée à l'idée que l'on puisse même imaginer que je pourrais être responsable du meurtre d'un enfant alors que j'ai passé toute ma vie à lutter contre ce type d'injustice. (...) Et je suis atterrée de constater que de vieilles amitiés politiques n'ont pu résister à ce simple test. »

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Stompie Mokhetisi avait qu'il ne vivait pas longtemps. Il était sûr de mourir « dans la lutte » avant l'âge adulte. Stompie avait raison. Il est mort à quatorze ans et demi, mais pas en se battant pour la libération de son peuple comme il le croyait. Il a été tué sans doute par ceux qui étaient censés être du même côté que lui, des partisans de « la cause », des membres présumés de la prétendue équipe de football de Winnie Mandela. L'entraîneur supposé, Jerry Richardson, a reconnu l'aveoir « corrigé » ainsi que trois autres adolescents qui avaient été enlevés d'un refuge méthodiste à Soweto.

Stompie, selon lui, se serait ensuite enfui. Son corps a été retrouvé neuf jours plus tard dans un terrain vague. Il aura fallu que le « Winniegato » s'écarte pour que la police identifie le cadavre qui reposait à la morgue depuis un mois et demi.

Stompie, qui avait été surnommé « le petit général », était un gamin révoquant, aux heures chaudes de la révolte des townships, en 1985 et 1986, il dirigeait une armée de quinze cents jeunes. Il avait onze ans à l'époque et le plus jeune de l'équipe en avait huit. Il était le chef incontesté dans la cité noire de Tumbahole, à proximité de Parry, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Johannesburg. La troupe qu'il avait mise sur pied s'opposait aux contre-révolutionnaires, aux vigiles, aux policiers noirs. « Les enfants,

disait-il, sont meilleurs que les adultes car ils n'ont pas peur. Ils ne fuient pas devant la police. »

Leader né, activiste convaincu, il fut arrêté le 9 juillet 1986. A l'âge de douze ans, il passera onze mois en prison. Un premier séjour suivi d'un autre de trois semaines en octobre 1988. C'est à la fin de l'année qu'il quitta sa cité, craignant pour sa vie, fuyant les poursuites pour infraction à l'état d'urgence. Il s'installa à Soweto dans le centre d'hébergement méthodiste. Celui qui était devenu le héros de Tumbahole, celui auquel ses camarades obéissaient au doigt et à l'œil, périt, quelques mois plus tard, la gorge transpercée de trois coups de couteau.

Révolutionnaire à dix ans, mort à quatorze ans, le petit soldat avait impressionné ceux qui l'avaient rencontré par sa maturité. En 1987, il avait pris la parole dans un meeting à l'université de Witwatersrand à Johannesburg. Le vice-chancelier, M. Merwin Shier, se souvient de ce bonhomme qui a parlé comme un adulte et autour duquel les étudiants médusés se sont rassemblés la réunion terminée, intrigués qu'ils étaient par cet étonnement.

Ce Napoléon en herbe pouvait, paraît-il, réciter par cœur les articles de la charte de la liberté de l'ANC (Congrès national africain) et faisait référence aux écrits de Karl Marx pour expliquer son engagement. De son vrai nom James Selpel, il passait des journées entières à discuter politique. Expulsé de l'école, ce surdoué avait pris en charge sa propre éducation en empruntant des livres à ses camarades de classe.

Cet enfant sans enfance, orphelin de père à six mois, aura finalement succombé après son enlèvement par des membres du Mandela Football Club. Un nom qu'il vénérat par-dessus tout. Sels, son oncle, son vœu le plus cher était de rencontrer Nelson Mandela. Il se proposait d'écrire aux autorités pour demander la permission de le voir « avant que l'un des deux ne meure ». Par une étrange ironie du sort, les violences à l'origine de sa mort lui ont peut-être été infligées au domicile même de l'épouse de Nelson Mandela sans que son vœu soit exaucé.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Au conseil des ministres

M. Mitterrand : « La fonction publique est proche des préoccupations du gouvernement »

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 22 février, sous la présidence de M. François Mitterrand. En dehors de la déclaration du président de la République sur l'affaire Rushdie, le conseil a été essentiellement consacré à une communication du premier ministre sur la rénovation de la fonction publique (lire page 7).

A ce sujet, M. François Mitterrand a souligné qu'il s'agissait « d'un grand chantier » ajoutant que la fonction publique était « injustement critiquée alors que l'on reconnaît sa compétence et son intégrité par le monde ». Le chef de l'Etat a aussi rappelé qu'il souhaitait que fût donné satisfaction à ses revendications dans la mesure où le respect des grands équilibres le permettait, et souhaitait « que la fonction publique sache qu'elle est proche des préoccupations du gouvernement ».

Parmi les mesures individuelles prises par le conseil, il faut relever la nomination de M. Christian Blanc à la présidence du conseil d'administration de la RATP, et celle de M. Gilles Jahan, conseiller référendaire à la Cour des Comptes à la direction de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés (lire page 32).

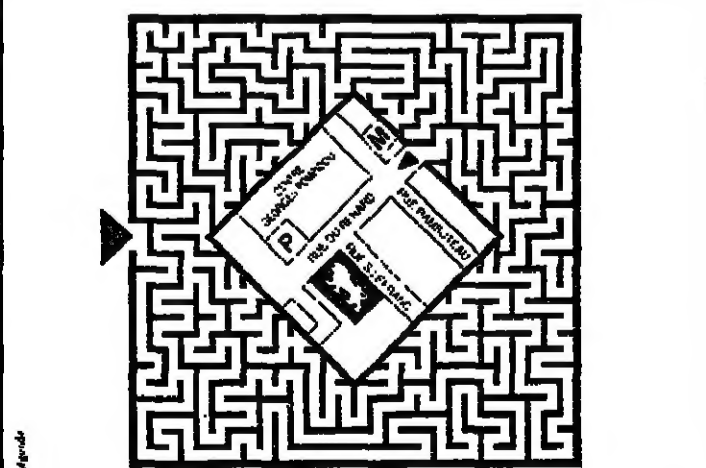
Le chef de l'Etat et l'affaire Rushdie

« Le mal absolu »

Au cours du conseil des ministres, M. François Mitterrand a déclaré à propos de l'affaire Rushdie : « Tour, dogmatisme qui, par la violence, attente à la liberté de l'esprit et au droit d'expression représente à mes yeux le mal absolu. Le progrès moral et spirituel de l'humanité est lié au recul de tous les fanatismes. »

● M. Mitterrand pour la libération de Vaclav Havel. — Le président de la République a adressé un message aux autorités tchécoslovaques pour leur demander la libération de l'écrivain Vaclav Havel, condamné, mardi 21 février, à neuf mois de prison, a annoncé, mercredi, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Le gouvernement néerlandais, de son côté, a invoqué les récents accords sur les droits de l'homme conclus dans le cadre de la Conférence sur l'Europe (CSCE) pour intervenir en faveur de Havel.

Pour choisir Macintosh, où trouver le plus vaste espace d'exposition de Paris ?



INTERNATIONAL COMPUTER
LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.
26 rue du Renard Paris 4* • 42 72 26 26

Le numéro du « Monde » daté 22 février 1989 a été tiré à 493 532 exemplaires.

Question de Mode et de Prix :
CEUX QUI PLAISENT AUX FEMMES...

... et ceux qui ne leur plaisent pas, mais alors, pas du tout : à cause de leur bonolité, de leurs prix excessifs, de leur côté ordinaire, vulgaire, ringard... Mais heureusement, il y a les autres, les beaux et bons tissus. Fidèles comme la laine, aimables comme le coton, fiers comme le lin, séduisants comme la soie, et même pratiques comme les polyester, doux comme le satin ou vibrants comme le tulle. Tout pour plaire et quelles étiquettes de prix ! Vraiment « pour rien ».

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS